MEMOIRE OUVRIERE **1885/1985**

HISTOIRE DES FEDERATIONS

Soignies Thuin



RICHEZ

P.A.C.

INSTITUT EMILE VANDERVELDE

COLLECTION
MÉMOIRE OUVRIÈRE

HISTOIRE
DES
FÉDÉRATIONS

1. BRABANT WALLON	COLLECTIF DIRIGÉ PAR F. DE TROYER
2. BRUXELLES	ROBERT ABS
3. CHARLEROI	FRANCIS POTY ET JEAN-LOUIS DELAET
4. HAINAUT OCCIDENTAL	JEAN-PIERRE DELHAYE, JEAN-PIERRE DUCASTELLE, JEAN-MARIE DUVOSQUEL, MARCEL SONNEVILLE
5. HUY-WAREMME	JEAN-JACQUES MESSIAEN ET ARLETTE MUSICK
6. LIÈGE	LINDA FLAGOTHIER-MUSIN
7. LUXEMBOURG	ROBERT FLAGOTHIER
8. MONS-BORINAGE	MARINETTE BRUWIER, MARCEL BUSIEAUX, DANIEL DORSIMONT
9. NAMUR-DINANT-PHILIPPEVILLE	BERNADETTE GANY
10. SOIGNIES-THUIN	FREDDY JORIS
11. VERVIERS	JEAN-JACQUES MESSIAEN ET ARLETTE MUSICK

MÉMOIRE OUVRIÈRE
10

INSTITUT EMILE VANDERVELDE
BIBLIOTHÈQUE
44800
BRUXELLES

SOIGNIES THUIN

PAR
FREDDY JORIS

PRÉSENCE ET ACTION CULTURELLES
P.A.C.
15, boulevard de l'Empereur
1000 BRUXELLES

Dépôt légal
D/1985/4349/10
Imprimé en Belgique

AVERTISSEMENT

Les aspects politiques du mouvement ouvrier socialiste dans les communes du Centre dépendant de l'arrondissement de Charleroi sont traités, pour la période postérieure à 1893, dans le monographie sur Charleroi publiée dans la même collection que ce travail, mais certains événements marquants dans ces communes sont toutefois évoqués aussi ici.

AVANT-PROPOS

Réalisé à l'occasion du centenaire du Parti Socialiste, cet ouvrage est le premier *essai de synthèse* de l'histoire, ô combien riche, du mouvement ouvrier socialiste dans le Centre et l'ensemble des arrondissements de Thuin et de Soignies. Il en a, évidemment, les imperfections. Mis à part quelques ouvrages et articles portant sur des aspects ponctuels, il n'existe guère de travaux scientifiques récents concernant de larges pans de ce passé. C'est donc essentiellement sur base de la consultation de sources multiples et variées que la rédaction de cette monographie a été tentée. Ces sources se sont révélées inégales, tant en nombre qu'en importance, pour les diverses „sous-régions" des deux arrondissements concernés; à cet égard, et particulièrement pour les périodes les plus éloignées, la Fédération de Thuin est sensiblement moins riche que celle de Soignies. Leur évolution n'a d'ailleurs pas toujours été similaire. On trouvera un bref aperçu des ouvrages et documents utilisés à la fin de chaque partie du travail: cette bibliographie sommaire ne se veut nullement exhaustive, elle vise à indiquer au lecteur des orientations possibles s'il désire s'informer davantage, en même temps que les grandes lignes du cheminement de notre recherche. À ce propos, il convient de signaler que les dépouillements relatifs aux organisations socialistes de Soignies avant 1914 ont été effectués, pour l'essentiel, par Mlles MASSANGE et OPDEBEEK: qu'elles en soient remerciées, tout comme les personnes qui nous ont aidé par la suite, et M. le Bourgmestre MICHEL DEBAUQUE qui a bien voulu rédiger la *Postface* de ce livre.

Étant lui-même historien en même temps que praticien de la vie politique, M. DEBAUQUE était bien placé pour assurer le lien entre le passé ici retracé et le présent, en évoquant dans ses grandes lignes l'évolution de ces quinze dernières années.

Comme les autres études de cette série en effet, notre travail ne porte pas au-delà de 1970, date pivot qui vit la fin de la Belgique unitaire; l'indispensable recul historique aurait fait défaut ensuite. Le texte, que l'on a voulu aussi agréable à lire que possible, comprend cinq parties: les trois premières portent sur le demi-siècle qui, avant 1914, vit successivement les efforts des précurseurs, des pionniers et enfin des organisateurs du socialisme; les deux suivantes concernent l'une l'évolution du POB durant les vingt années de l'entre-deux-guerres, l'autre le premier quart de siècle du PSB, depuis la Libération. On trouvera en annexe des éléments biographiques sur les principaux personnages évoqués dans l'ouvrage.

Peut-être cette étude incitera-t-elle d'autres chercheurs à se pencher sur le passé du socialisme régional. En attendant, qu'elle soit un hommage aux militants d'hier dans le Centre et en Thudinie; non seulement les dirigeants et mandataires dont le souvenir s'est perpétué, mais aussi tous ceux et celles, anonymes ou oubliés, qui ont contribué également aux succès du socialisme dans ces régions, et, le cas échéant, partagé ses difficultés.

Bruxelles,
octobre 1984.

1 Introduction

DE LESSINES À CHIMAY: DEUX ARRONDISSEMENTS, TROIS „RÉGIONS", DES TRAVAILLEURS...

TANT L'ARRONDISSEMENT de Soignies que celui du Thuin sont très allongés (et, le second surtout, étrangement découpés). A vol d'oiseau, une centaine de km séparent ainsi Lessines, proche de la frontière linguistique, de Chimay au sud de la botte du Hainaut. Les deux arrondissements s'étirent le long de cette diagonale, entre le Hainaut occidental, le Borinage et la France à l'ouest, le Brabant, le pays de Charleroi et le Namurois à l'est. Ces limites administratives ne correspondent bien sûr en rien aux réalités socio-économiques. C'est sur base de ces dernières et des études de plusieurs organismes ou chercheurs compétents que l'on distinguera ici trois (ou cinq?) régions davantage homogènes, situées en tout ou en partie sur les territoires en question. La principale est évidemment le Centre, dont on peut estimer qu'elle se subdivise en trois parties: le „cœur" du Centre autour de La Louvière, une zone nord avec pour pôle principal Soignies et la „sous-région" de Binche au sud, située elle dans l'arrondissement de Thuin. Le reste de ce dernier, au-delà d'une ligne fictive allant de Rouveroiy à Mont-Ste-Geneviève, c'est la Thudinie — aussi étendue que le Centre mais bien moins peuplée et fort différente. Tout au nord enfin, les actuelles entités de Lessines, Silly et Enghien sont considérées par plus d'un auteur comme partie intégrante de la région d'Ath, dans une conception maximaliste de celle-ci: que ce soit ou non le cas d'Enghien (ce que défend A. De Caevel à l'inverse de J. P. Ducastelle), cette ville ne fait en tout cas pas partie du Centre et on l'associera ici à Lessines et Silly.

Voyons le Centre d'abord. Apparue en 1835 pour désigner celui des trois bassins hennuyers „coincé" entre

les deux autres (Borinage et Charleroi), cette appellation a été étendue à une région comprenant (avant les fusions de 1976) 68 communes (regroupées en 12 entités aujourd'hui) situées en majorité dans les arrondissements de Soignies et Thuin mais aussi de Charleroi et même Mons. On a défini récemment et à juste titre le Centre comme une *création humaine*, „résultant de liens multiples, d'ordre industriel et commercial, qui se sont noués depuis plus d'un siècle entre des intérêts communs". Les structures mêmes du mouvement ouvrier dans la région en témoignent. S'il existe dès la fin du XIXe siècle deux Fédérations d'arrondissement du POB (elles remplacèrent une Fédération unique „du Centre" en raison de nécessités électorales), en revanche jusqu'à nos jours se sont maintenues par exemple une régionale syndicale „du Centre", une Fédération mutuelliste „du Centre". Les limites de cette région ne font cependant pas l'unanimité.

Même type d'exemple: à côté de la Fédération des Mutualités du Centre existe un organisme similaire pour Soignies et son environnement. Autre indice: lorsque la création de sous-régions politiques fut envisagée dans le Pacte d'EGMONT en 1978, Anderlues et les nouvelles entités de Binche et Estinnes étaient exclues de l'éventuelle sous-région du Centre. Selon certains d'ailleurs, seules les actuelles communes de La Louvière, Morlanwelz, Chapelle et Manage — le „cœur" de la région — constituent „le Centre proprement dit", se distinguant par une mentalité particulière (?) et un sentiment d'identité commune. C'est dans ce périmètre restreint en tout cas que se situaient en majorité les principales industries lourdes typiques du Centre. Et c'est au milieu de ce périmètre que l'on trouve la capitale régionale: dès 1864, les industriels des cantons de Roeulx, Binche et Seneffe souhaitaient la création d'une Chambre de Commerce du Centre installée à La Louvière.

Évoquant l'aspect général du Centre en 1907, le socialiste Jules Lekeu décrivait „une énorme ruche où l'on coule et martèle le fer, souffle et façonne le verre, entame le roc et taille la pierre, tandis que dégorge sur le carreau des puits le charbon de près de cinquante fosses dont les noirs terrils piquent l'horizon d'ourlets lugubres" *(A travers le Centre,* p. 6). Aujourd'hui le visage du Centre a changé. Les charbonnages ont disparu, la métallurgie a subi une crise très rude ces dernières années, l'exploitation de la pierre également, des industries ont cessé toute activité. Cela sera détaillé plus loin; on s'en tiendra pour l'instant aux lignes de force de cette évolution. Jusqu'au XVIIe siècle, l'exploitation charbonnière eut un caractère temporaire et artisanal qu'elle perdit au siècle suivant: une douzaine de sociétés minières sont alors créées, les premières „pompes à feu" installées, de nouvelles routes tracées; l'activité métallurgique, consommatrice de houille, se développe en même temps. Au début du XIXe enfin, l'introduction du machinisme, la politique du régime français, l'audace des capitalistes aussi provoquent le „décollage" industriel de la région. La croissance des charbonnages s'accompagne de la création d'industries nouvelles dont l'essor, entraînant une demande grandissante de combustible, assure en retour la prospérité des houillières. Le Centre est progressivement doté de nouvelles voies de communication à partir de 1831 (grandes routes, canaux, voies ferrées). Ajoutée à l'indépendance nationale et aux liens étroits entre la banque et l'industrie, cette infrastructure nouvelle est décisive pour l'accélération de l'industrialisation.

Les charbonnages du Centre sont à leur apogée vers 1860. Désormais et pendant près d'un siècle, ils seront le lieu de travail presqu'obligé pour des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants durant trois ou quatre générations. Pour beaucoup, „la fosse" sera un tombeau plus qu'au sens imagé du terme (un chiffre parmi quantité d'autres: 308 morts à Anderlues entre 1880 et 1905). Pour tous, contrairement au

mythes de l'imagerie traditionnelle, elle fut d'abord „un sort d'esclave" (Malva, *Ma nuit au jour le jour):* qui choisirait de son plein gré et en toute connaissance de cause, sans pression économique d'aucune sorte, de se condamner à perpétuité au terrible travail de mineur et d'y entraîner ses enfants? Mais s'il y avait encore 22 000 hommes dans l'industrie charbonnière du Centre en 1956, ils n'étaient plus que 7 000 en 1962 et moins de 2 000 dix ans plus tard. En 1973, le dernier des 17 sièges existant vingt ans auparavant fermait ses portes. Ce bouleversement formidable d'une économie séculaire, suite aux directives européennes, frappa une région *déjà* en crise dans *d'autres* secteurs, parfois depuis longtemps: au Congrès des Socialistes wallons de 1938, le député GASTON HOYAUX avait souligné l'inquiétude régnant dans la sidérurgie régionale et l'absence (dangereuse) de diversification de la construction métallique. La métallurgie du Centre était presque aussi vieille que ses charbonnages et y occupait la seconde place. Après les grandes usines établies à Feluy et Fayt dès le début du XIXe siècle par le pionnier F. I. DUPONT, plusieurs grosses entreprises étaient apparues vers 1838. Un premier haut fourneau avait été construit en 1854 à La Louvière. En 1887, GUSTAVE BOËL transformait sa fabrique de fer en une aciérie appelée à devenir un des principaux établissement de Belgique. La construction métallique (ferroviaire surtout) connut une expansion continue tout au long de la seconde moitié du XIXe siècle. En 1960, 16 000 travailleurs étaient occupés dans la métallurgie du Centre.

Troisième grand secteur industriel du „cœur" du Centre, la verrerie. Travail harassant, par des températures épouvantables, devant des fours aveuglants: les auteurs de jadis en ont laissé des descriptions poignantes. C'est peu avant 1830 que la verrerie à vitre a été implantée dans le Centre, à Mariemont d'abord puis à La Louvière. Quant à la gobeleterie, c'est principalement à Manage qu'on la rencontre: neuf des quinze usines de ce type créées dans la région entre 1859 et 1914 s'installent dans cette commune. Leur situation sera florissante jusqu'au lendemain de la Première Guerre. Après quoi, elles devront répondre par une cartellisation croissante au recul des exportations — ou disparaître. Passons sur les industries de la terre (faïencerie BOSCH par exemple, cimenteries) et alimentaires (nous y reviendrons), sur l'agriculture restée importante, pour rappeler l'existence de charbonnages dans le nord de l'arrondissement de Thuin (notamment à Morlanwelz, Leval, Renaix, Epinoix, Péronnes… outre Anderlues déjà cité). Dans cette partie méridionale du Centre, la ville de Binche occupe une place particulière par l'ampleur exceptionnelle du travail à domicile dans son industrie vestimentaire. Celle-ci occupe en 1910 2 000 personnes dont 1 800 à domicile. Ce n'est qu'au cours des années '30 que, la mécanisation aidant, cette proportion se renversera (1 200 travailleurs à domicile sur 3 000 ouvriers en 1939). Longtemps donc, les travailleurs à domicile furent caractéristiques de l'industrie binchoise et les organisations socialistes ne manquèrent pas de dénoncer les horaires ahurissants qu'ils s'imposaient pour des salaires de misère, et leur dénuement total de moyens pour tenir tête à leurs exploiteurs (le mot n'est pas trop fort dans ce cas).

Le pays des carrières commence à l'autre extrémité du Centre, dans sa partie nord. D'Arquennes à Neufvilles en passant par Ecaussinnes et Soignies, le sous-sol recèle, outre du grès, la pierre bleue improprement mais communément appelée „petit granit". Son exploitation remonte à l'antiquité. Elle connaît une période faste durant les quatre décennies avant 1914. Il n'y a alors pas moins de 28 carrières aux Ecaussinnes, 12 à Soignies, 7 à Feluy, une quinzaine à Arquennes. Toutes occupent beaucoup de main-d'œuvre (près de 3 000 personnes par exemple à Soignies, alors que la localité compte à peine trois fois plus d'habitants). L'industrie de la pierre est périodiquement

secouée par des crises graves. Les carriers ont coutume des longues grèves de plusieurs mois. Leur métier non plus n'est pas exempt de danger: la fréquence et la gravité des accidents survenus alors dans les carrières donnent de celles-ci, selon G. BAVAY, „une image particulièrement tragique et redoutable". Mais nombre d'entre elles ne sont plus aujourd'hui que des trous remplis d'eau, toute activité a cessé sur bien des chantiers de taille. Des quelque 2 500 carriers encore occupés dans le Centre au milieu des années '50, il ne restait que 850 hommes environ en 1980 — dix à douze fois moins qu'au début du siècle. La mécanisation croissante, le recul de l'exploitation, l'absence de modernisation dans certains cas furent causes de ce déclin.

Il est temps d'évoquer, après ce rapide tour d'horizon des trois parties du Centre, les deux autres régions signalées plus haut. Au nord de l'arrondissement de Soignies, Lessines fut elle aussi marquée par les carrières: on taillait la plus grosse part des pavés dans ce canton situé à certains égards dans la „mouvance" d'Ath (et d'abord géographiquement). Plus à l'est, chef-lieu d'un canton agricole, la petite ville d'Enghien fut de longue date une localité textile; son économie se détériora tout au long du XIXe siècle; persistant jusqu'en 1890, ce déclin pesa lourdement sur le niveau de vie des habitants de la cité. Celle-ci eut en outre à subir, durant l'entre-deux-guerres, les assauts tenaces du flamingantisme s'acharnant à vouloir rattacher cette ville à la région linguistique flamande. Nous reviendrons sur le rôle du député HOYAUX dans la résistance à cette entreprise hélas souvent répétée ailleurs depuis — et avec le succès que l'on sait. Aucun problème de ce genre bien sûr en Thudinie, dans cette longue région située entre France et Namurois et couvrant la plus grande partie de l'arrondissement de Thuin. Des problèmes frontaliers certes mais d'une autre nature: ceux que connaîtront de nombreux travailleurs belges occupés dans les usines métallurgiques de Jeumont (France), près d'Erquelinnes.

Les trois quarts de la population de l'arrondissement de Thuin, au début de ce siècle, sont concentrés sur un tiers de sa surface, dans la partie nord contiguë aux bassins industriels de Charleroi, du Centre et de Jeumont. Le reste de l'arrondissement, la Thudinie proprement dite, est peu peuplé. Un sol fort accidenté, recouvert de nombreux bois, occupé ailleurs par des exploitations agricoles: ce sont surtout des cultivateurs, des bûcherons, des sabotiers, etc., qui composent la population — fort dispersée — de cette vaste et belle région. Quelques industries y étaient cependant présentes: ainsi d'importantes exploitations marbrières à Rance. Il reste que le caractère essentiellement rural de la plus grande partie de la Thudinie y retarda longtemps une pénétration massive des idées socialistes. Par contre les communes septentrionales incluses dans le Centre „rouge" vivaient à l'unisson de celui-ci. Mais le cœur de ce bastion socialiste battait en dehors de l'arrondissement de Thuin. Ce dernier n'était ni assez homogène, ni assez distinct de ses voisins, ni assez important que pour être le cadre d'organisations régionales syndicales, mutuellistes ou coopératives. Leur rayon d'action ignorait les frontières administratives et selon les cas l'arrondissement était incorporé (en tout ou en partie) dans une zone plus vaste au nord (Centre), au nord-est (bassin de Charleroi) ou à l'est (Namurois). En dehors de la Fédération du Parti, toutes les grandes organisations socialistes rayonnant sur l'arrondissement de Thuin avaient leur siège en dehors de celui-ci, à La Louvière, La Hestre, Jolimont, Charleroi ou Philippeville — ce qui n'était pas sans inconvénients pour les militants thudiniens. Outre qu'elle rendait la tâche de la Fédération politique „ardue et ingrate" (selon son Secrétaire dans un *Rapport* de 1923), cette particularité ajoute à la complexité de l'historique du mouvement ouvrier dans ces régions. Des régions dont la diversité

sera apparue, espérons-nous, dans ce bref essai descriptif. Mais de Ghoy à L'Escaillère, toutes ces communes avaient en commun d'abriter des légions d'exploités que les précurseurs du socialisme puis les pionniers du POB aidèrent à s'émanciper, à gagner le droit de vivre et non plus de survivre, le droit de choisir et non plus de subir, le droit enfin de construire face aux institutions bourgeoises l'ébauche d'un monde plus juste.

APERÇU BIBLIOGRAPHIQUE

Nombreux sont les ouvrages pouvant servir d'introduction à la connaissance de la région du Centre. Le plus récent est paru en octobre 1984 à l'occasion de l'exposition qui s'est tenue au Musée Royal de Mariemont (*Mémoires d'une région: le Centre, 1830-1914*, contenant notamment une *Esquisse historique du Centre industriel* par R. DARQUENNE). Parmi ceux publiés jadis, on retiendra dans l'ordre chronologique l'ouvrage de J. LEKEU, *A travers le Centre. Enquête ouvrière et industrielle*, datant de 1907, la monographie publiée en 1930 par la Chambre de Commerce et d'industrie (*Le Centre archéologique, folklorique, industriel, commercial...*), le catalogue de l'exposition *Connaissance de la région du Centre* qui eut lieu à La Louvière en 1962, enfin l'ouvrage publié en 1979 par le Centre hennuyer d'histoire et d'archéologie industrielle, *Le Centre, une région économique, hier, aujourd'hui, demain*. Il existe de nombreuses études sur le passé de La Louvière (par O. ROLAND en 1920, G. CASTAN en 1931, M. HUWE et col. en 1959, complétée et rééditée en 1984). Pour les deux Haine, on verra par exemple le travail collectif *Nos industries au passé* publié par le Cercle H. GUILLEMIN en 1981. Sur Enghien, le récent article de J. MIGNON, „Aspects de l'histoire économique et sociale d'Enghien" paru en 1983 dans le *Recueil d'études d'histoires hainuyère*, t. I, p. 319-368. On lira dans le même ouvrage (t. I, p. 657-688) l'étude de J. P. DUCASTELLE sur *L'industrie de la pierre en Hainaut au XIXe s.*, et sur le même sujet, le travail collectif *L'industrie de la pierre en Belgique de l'Ancien régime à nos jours* (Ath, 1979), qui contient des études sur les carrières de l'arrondissement de Soignies. On trouvera des données sur l'industrie marbrière à Rance dans les publications du Musée du marbre de cette localité; sur le passé de ce secteur comme celui de l'industrie textile binchoise, on peut voir, entre autres, le volume *L'Exposition du travail à domicile* (Bruxelles, 1910).

2 Le temps des précurseurs 1835/1885

LA FONDATION DU POB à Bruxelles en avril 1885 fut le résultat d'un long processus de réorientation et de réorganisation du mouvement ouvrier belge, entamé dix ans plus tôt lors de la fondation de la Chambre du Travail de Bruxelles et de la Fédération ouvrière gantoise, en 1875. Certains des promoteurs de ces nouvelles associations sont d'anciens leaders de la section belge de l'Association internationale des Travailleurs (AIT) désertée alors par la masse des ouvriers et bon nombre de militants, déçus par les luttes intestines et les discours révolutionnaires sans effet immédiat. En dépit de sa relative fugacité et de son échec final, l'AIT avait été en Belgique et particulièrement en Wallonie un premier et formidable élan du monde des travailleurs, aux conséquences multiples et durables pour l'avenir. On apprit alors à préparer une grève, on perçut les possibilités d'un vaste mouvement concerté, on s'imprégna (bien mal encore) de notions socialistes. Cette époque (fin des années 1860) fut celle d'un réveil (parfois, d'un éveil) important des masses ouvrières, et d'une rencontre décisive entre ce mouvement social et le mouvement démocratique bourgeois. Ce dernier n'était jusque-là pour ainsi dire pas entré en contact avec le prolétariat industriel — tout en se manifestant vigoureusement en 1848 et en ne cessant par la suite de poursuivre une transformation sociale. Mais les travailleurs des bassins wallons n'étaient guère associés aux efforts des démocrates. Eux, ouvriers incultes, affamés et harassés, exprimaient de temps en temps leur colère dans des révoltes désordonnées, instinctives, vouées à l'échec. Ces „grèves sauvages", aux conséquences terribles pour leurs „meneurs", ce furent avant l'AIT l'essentiel du refus ouvrier.

CHAPITRE I.

DE LA RÉVOLTE À L'ORGANISATION

Par comparaison avec le Borinage tout proche, où les „fureurs ouvrières" se produisent à de fort nombreuses reprises, la classe ouvrière du Centre est passive pendant des décennies. Pour HENNEAUX-DEPOOTER, le Centre semble s'être mis à bouger pour la première fois en 1865 (*Misères et luttes sociales dans le Hainaut*, p. 139). Ce n'est pas tout à fait exact, mais la rareté des mouvements sociaux est effectivement remarquable jusqu'à cette date.

1. DES MOUVEMENTS RARES ET ISOLÉS

Par son calme, le Centre tranchera longtemps sur ses voisins. Les auteurs des premières grèves dans la région n'en eurent que plus de mérite à tenter de secouer leurs compagnons. Cela ne se produisit, semble-t-il, qu'à trois reprises en plus de trente ans – à en croire les archives judiciaires. En mars 1835, les ouvriers des différentes carrières de Feluy réunis en assemblée décident de cesser le travail pour obtenir une augmentation de salaire de 20%; ils tentent ensuite d'entraîner les carriers d'Arquennes dans le mouvement, avec succès. Mais le pouvoir veille: le Procureur et le Juge d'instruction de Charleroi se rendent sur les lieux, menacent d'emprisonner tous les grévistes, arrêtent les huit „moteurs de la coalition". La grève cesse aussitôt. Ces sept journées de luttes ne sont cependant pas vaines; dans l'espoir de ramener le calme, les patrons locaux consentent à une augmentation de 6%. Le 1er juillet suivant, ce sont 300 mineurs du charbonnage de Strépy-Bracquegnies qui se rebellent, également pour des motifs salariaux: les explications apaisantes de la direction, jointes aux articles de Loi exposés aux ouvriers par le Commissaire d'arrondissement de Soignies, ont raison du mouvement quatre jours après son début. Il faudra attendre quinze ans pour qu'une nouvelle grève soit signalée chez les mineurs du Centre. Les ouvriers de la houillère de Sars-Longchamps, à St-Vaast, se mettent en grève en avril 1850.

Le conflit de Sars-Longchamps a lui aussi pour origine une tentative ouvrière de forcer une hausse salariale, en une période d'éclatante prospérité des charbonnages du Centre. Le patronat local se refusant à toute augmentation, 49 grévistes exposèrent leurs griefs dans une pétition respectueuse au Ministre des Travaux publics, le priant d'intervenir officieusement en leur faveur. Le style de cette pétition permet de supposer que les ouvriers reçurent alors l'aide d'un intellectuel pour faire référence, avec exactitude, aux articles du Code pénal tout en évoquant en termes mesurés l'éventualité d'une lutte de classes. Les ouvriers de St-Vaast ne gagnaient que 1 F. 10 cts pour une journée variant de 9 à 14 heures. „Ils doivent en outre payer leur huile; en exposant sa vie, cela suffit-il? M. le Ministre appréciera..." L'Excellence ainsi interpellée se contenta de renvoyer la pétition au Gouverneur du Hainaut. Celui s'empressa de justifier à son supérieur le refus des patrons („J'estime donc qu'il n'y a rien à faire de ma part à ce sujet"), tout en assurant qu'il saurait poursuivre les éventuels auteurs de voies de fait. Il est peu probable que les mineurs des charbonnages de Sars-Longchamps obtinrent gain de cause... Il était extrêmement difficile aux ouvriers, mineurs ou autre, de faire valoir leurs droits à une époque où *tout* était contre eux: leur propre dénuement intellectuel et physique, le Code réprimant la grève, les Pouvoirs supérieurs et subordonnés aux ordres d'un patronat égoïste, l'armée et la gendarmerie comme *ultima ratio* des précédents, le clergé allié séculaire des puissants. Quel courage chez les ouvriers qui prirent la tête des premières luttes, en l'absence de toute tradition de combat,

d'organisation, de solidarité même! Quelle audace leur fallut-il pour ainsi risquer la prison ou la misère avec si peu de chances d'aboutir à un résultat durable. Ces précurseurs sont restés anonymes, pour la plupart. Ne convient-il pas de les saluer autant que les plus „grands" militants des générations suivantes – eux qui furent les premiers à déchirer le silence soumis?

Les trois grèves signalées ci-dessus sont les seules dont on ait trace pour ces décennies d'industrialisation rapide et d'expansion du bassin. En 1847, comme dans d'autres régions, des attroupements imposants se produisirent dans quelques localités pour protester contre le prix élevé du pain. Ainsi à Soignies le 3 juin, où 4 à 500 carriers réclamèrent du bourgmestre que l'on diminue le prix des farines, à Enghien début août, où un marchand de grain faillit à plusieurs reprises être assommé par la foule. Mais comme l'écrivait un officier de gendarmerie en mission dans l'Entre-Sambre-et-Meuse, après avoir visité Solre-sur-Sambre, La Buissière, Merbes-le-Château, Erquelinnes, Fontaine-Valmont et Leers-et-Fosteau: „Il règne, il est vrai, une grande fermentation dans les esprits, mais pas assez forte toutefois pour que le peuple ose se mesurer avec la troupe" (mars 1847). Dans ces conditions, pourquoi se soucier des plaintes des gueux? Lorsque le danger fut plus grand pour la bourgeoisie, l'année suivante (lors de la révolution française de 1848), elle concéda vite quelques réformes aux remuants démocrates, désarmant ainsi en Belgique une bonne part des effectifs radicaux ou socialisants; les plus actifs de ces militants furent ensuite poursuivis devant les tribunaux, après que l'électorat conservateur – qu'une grande frousse avait provisoirement réuni en un seul parti de l'Ordre – eût écrasé les rares candidats démocrates aux élections. Les arrondissements de Thuin et Soignies restèrent à l'écart des troubles de cette période, et d'une manière générale du mouvement démocratique de 1848. Il est vrai que la classe ouvrière n'y joua nulle part dans le pays un rôle moteur.

En dépit de la crise qui frappe les charbonnages hennuyers entre 1861 et 1863 (baisses de salaire et cherté des denrées alimentaires en sont les conséquences pour la masse), le Centre est resté calme durant cette période. Mais en 1865, dans certaines localités du „cœur" de la région, les mineurs commencent à s'agiter. Les grèves vont désormais se succéder à intervalles rapprochés. C'est le début de plus d'un siècle de luttes. Les ouvriers du Bois-du-Luc à Houdeng-Aimeries (le plus ancien charbonnage de la région, qui aurait eu trois siècles en 1985) cessent le travail du 9 au 24 mars 1865: commencé pour une augmentation de salaire – bien entendu refusée – le mouvement se prolongea par solidarité avec un gréviste arrêté, qui fut remis en liberté sous la pression populaire. En novembre suivant, c'est au charbonnage de Houssu (Haine-St-Paul) que pour la première fois sans doute les ouvriers se mettent en grève. Ici encore, il s'agit d'obtenir quelques centimes de plus pour survivre, „prétention exagérée" que repousse fermement la direction; le travail reprend après une semaine. Une semaine pendant laquelle „les mutins" furent étroitement surveillés par plusieurs brigades de gendarmerie. Commentant le conflit, la presse locale démontre paternellement aux „courageux mineurs" combien „ces sortes de manifestations sont très préjudiciables à l'ouvrier" (*Journal du Centre* du 27 novembre, cité par G. PLACE). N'empêche: en octobre 1866, de petites grèves éclatent à nouveau en quelques points du Centre. Contre toute attente, le Centre reste calme en février 1867 et en mars 1868 lorsqu'à deux reprises le bassin de Charleroi est le théâtre d'importantes grèves accompagnées de pillages, d'affrontements meurtriers avec la troupe, d'arrestations: les ouvriers des différents bassins, pourtant si proches, n'ont guère de contact entre eux. Mais en avril 1868, un nouveau mouvement parti de l'ouest de Charleroi affecte des charbonnages du Centre,

ceux de Piéton et le puits St-Eloi à Carnières (arr. de Thuin). La grève est de courte durée (du 22 au 27) et reste très calme; comme les précédantes, elle vise une hausse salariale et échoue. Ce conflit d'avril 1868 est le dernier dans le bassin du Centre avant l'arrivée, l'année suivante, des propagandistes bruxellois de l'Internationale.(1).

2. L'IMPLANTATION DE L'INTERNATIONALE

L'AIT avait été fondée en septembre 1864 à Londres, et une section constituée en août 1865 dans la capitale belge par des membres de trois sociétés démocratiques. Longtemps isolés (mais pas inactifs), les Internationalistes bruxellois nouèrent des contacts à la fin de 1867 avec des groupes d'Anvers, Verviers et Liège. Ils pénétrèrent peu après en Hainaut, à l'occasion de la grande grève de mars 1868 dans le bassin de Charleroi. Ils prirent en charge la défense des grévistes poursuivis et profitèrent de l'effervescence pour organiser une impressionnante série de meetings durant les mois suivants. Une quinzaine de réunions sont à leur actif en 1868 dans le Borinage, et près de 120 dans le seul bassin de Charleroi – où 42 sections de l'AIT sont alors créées! C'est de cette époque que date la section de Nalinnes (arr. de Thuin) fondée le 28 novembre 1868 et rattachée à la Fédération de Charleroi: elle fut la première des arrondissements de Thuin et de Soignies. En janvier 1869, le Conseil général de la section belge, à Bruxelles, comprenait déjà un correspondant pour La Louvière (le peintre NICOLAS DEBROUWER) et un autre pour Ecaussinnes (JEAN-ANTOINE ZÉBIER, marbrier). Cela laisse supposer que des sections existaient dès ce moment dans ces localités. Pourtant, on ne trouve plus de trace d'un éventuel groupe aux Ecaussinnes par la suite, et la fondation de „L'Union ouvrière" (section de l'AIT) de La Louvière n'aurait eu lieu selon certaines sources qu'au printemps ou à l'été 1869. Quoiqu'il en soit, il est certain que le Centre ne fut entamé par les orateurs bruxellois qu'à partir de mars 1869, un an environ après la région de Charleroi.

Une réunion était prévue, semble-t-il, fin février à La Louvière mais elle n'eut sans doute pas lieu. Le premier meeting dans le Centre sera celui de Morlanwelz, au cabaret Camus, le 22 mars 1869. C'est le secrétaire de la section belge, EUGÈNE HINS, qui y prend la parole. Il expose brièvement la structure et les buts de l'Internationale puis, en des termes fort violents, dénonce crûment tous les exploiteurs du mineur: patrons, porions, traîneurs de sabres, médecins, boutiquiers... „Vous avez le nombre, par conséquent la force": développant ce thème, HINS termine en engageant ses auditeurs à s'affilier à l'AIT. C'est très probablement le même discours qu'il tient à un autre moment de la journée aux ouvriers de Fayt-lez-Manage, à quelques km de là. Plus que celui de Morlanwelz, cet autre meeting du 22 mars a été retenu par les premiers historiens du socialisme dans le Centre. Il est vrai qu'il devait aboutir comme celui de Morlanwelz à la fondation d'une section locale de l'AIT mais que celle-ci, „La Solidarité", joua un

(1) C'est par erreur que plusieurs auteurs, suivant les vieux ouvrages de De La Sociale (1894) et Lekeu (1907) ont situé en juin 1868 la grève de Houssu dont ENGLEBERT DUTRIEUX, dit „Bébert" fut le héros (cfr. G. PLACE, Chronique des pauvres gens, p. 73-75). En effet: la Fédération régionale de l'AIT qui, selon De La Sociale, intervint à l'issue du conflit, ne fut constituée qu'en avril 1870 et, surtout, on ne trouve aucune trace d'un conflit à Houssu en juin 1868 ni dans la presse (dépouillée par HENNEAUX-DEPOOTER pour cette période), ni dans les archives judiciaires (publiées par Wouters). En fait, cette grève mémorable eut lieu en juin 1870: les archives judiciaires évoquent alors les détails relatés par De La Sociale (cfr. Wouters, Documentation... 1866-1880, p. 350-353), ainsi que les délégués du Centre au 5ème Congrès belge de l'AIT qui se tient à Bruxelles les 5 et 6 juin (Cpte rendu dans „L'Internationale" du 19 juin 1870, publié par OUKHOW, Documents..., p. 266).

rôle de premier plan dans l'implantation du socialisme dans le Centre, et fut à l'origine de la coopération dans la région. Sur proposition de JULES GODEAUX en effet, les membres de „La Solidarité" firent de celle-ci quasi dès sa formation une société coopérative de consommation qui permettait aux adhérents de se fournir en denrées alimentaires à de meilleures conditions, et qui vendait également au public. Ce fut le point de départ du formidable mouvement coopératif du Centre. D'autre part, GODEAUX épaula les orateurs bruxellois, au cours des semaines suivantes, dans leur tournée de propagande dans le Centre: il prit la parole à Morlanwelz (11 avril) et à Piéton (6 mai) notamment.

D'avril à l'automne, la poignée de militants bruxellois continue ses visites aux diverses localités industrielles du Centre, fondant chaque fois que possible des sections de l'Internationale dans la foulée des réunions. Une vingtaine de communes sont ainsi atteintes à plusieurs reprises: plus de 70 meetings y ont lieu au cours de l'année. Après „La Solidarité" de Fayt et la section de Morlanwelz, des sections de l'AIT sont créées à Besonrieux („Les Héritiers du Progrès", à une date indéterminée), Anderlues (le 4 avril), Charnières (probablement en avril aussi car un délégué de cette section assiste au Congrès belge du 16 mai 1869), Piéton (sans doute le 6 mai), Houdeng-Aimeries (le 23 mai: 57 ouvriers s'inscrivent au sortir d'un meeting de PIERRE CROISIER), Houdeng-Goegnies („Les Eclairés", fondée le 6 juin, également après un discours de CROISIER), Haine-St-Pierre („L'Espoir de l'ouvrier" créé le 13 juin), La Hestre (en juin aussi, après un meeting où parla DÉSIRÉ BRIMÉE), enfin à Chapelle-lez-Herlaimont „Les ouvriers réunis", La Louvière „L'Union ouvrière", Haine-St-Paul et Mont-Ste-Aldegonde. Exceptés „Les Ouvriers réunis" de Chapelle-lez-Herlaimont et la section de Piéton (probablement déjà disparue), ces sections constituèrent une Fédération du Centre lors d'un Congrès régional à La Louvière le 18 avril 1870. La section de Chapelle rejoignit la Fédération par la suite (avant février 1871), de même que la section de Godarville (créée avant mars 1869) qui faisait partie auparavant d'une des quatre Fédérations carolorégiennes. À sa fondation en mai 1870, la section de Trivières s'incorpora elle aussi à la Fédération du Centre, de même que celle de Binche (formée avant février 1871). Le siège de la Fédération fut à La Louvière jusqu'en juin 1871, ensuite à Fayt.

Constituer des sections, regroupant les travailleurs d'une même localité, était donc le but immédiat de la campagne de meetings. Ces sections sont les cellules de base de l'AIT. Accessibles à tous, on peut évaluer leur nombre d'inscrits, en moyenne, de l'ordre de 100 à 300 cotisants par section dans les années 1869-70. La Fédération régionale (institution spécifiquement wallonne dans la section belge) organise des Congrès trimestriels regroupant outre les sections locales, les éventuels autres organismes affiliés à l'AIT dans la région: coopératives de consommation, caisses de résistance (syndicats professionnels), caisses de prévoyance ou de secours (mutuelles). Tous les groupes peuvent participer aux Congrès nationaux semestriels. Cinq représentants du Centre sont présents à celui de 31 octobre 1869 contre un seul en mai précédent; JEAN-BAPTISTE DURAY, de Houdeng, et STAQUET de Haine-St-Pierre y font connaître „les tracasseries bourgeoises et administratives" dont les sections de leur bassin sont l'objet. Elles vivent alors des moments difficiles. Plusieurs sont languissantes: sans doute ont-elles perdu beaucoup de membres, passé l'enthousiasme des premiers jours. Celle de Morlanwelz est affaiblie par une scission depuis juillet: son secrétaire a accusé de vol „les meetinguistes de Bruxelles" et quitté l'association avec une partie des membres. À la fin de l'année, c'est „La Solidarité" de Fayt qui est secouée par une affaire grave: le gérant du magasin coopératif, GODEAUX, est arrêté en décembre pour escroquerie, il faut

liquider le stock dans une vente aux enchères, les ouvriers effrayés par cette débâcle abandonnent la société, les quelques militants fidèles ne trouvent plus de salle de réunion… Bien entendu, ces pénibles événements se répercutent dans les sections voisines.

Le printemps 1870 voit un redressement énergique s'opérer. Une nouvelle section naît à Trivières. Les autres reprennent vigueur: la constitution d'une Fédération régionale, en avril, en témoigne. Celle-ci contribuera à son tour à la relance. Début mai, les Internationalistes de Fayt ouvrent un magasin coopératif; leur persévérance rend courage aux ouvriers, qui commencent à réintégrer „La Solidarité". Les 5 et 6 juin à Bruxelles, *toutes* les sections du Centre (elles sont alors une douzaine) se font représenter au 5ème Congrès de la section belge. HINS salue „le véritable esprit de fraternité" qui les anime et les solides liens qui les unissent dans leur jeune Fédération; selon lui, „le bassin du Centre forme aujourd'hui la partie la plus florissante de l'Internationale". Exagération pour dissiper les relents de l'affaire GODEAUX? En tout cas, les délégués du Centre ne sont pas inactifs à ce Congrès. DURAY y fait office d'assesseur; il donne des détails sur la grève qui vient d'éclater au charbonnage de Houssu. CHARLES PRÉVÔT, secrétaire de „L'Espoir de l'Ouvrier" (section des deux Haine), apporte une première pierre aux „Cahiers du Travail" en lisant un rapport détaillé sur les conditions de vie des mineurs de Houssu. Au nom de „La Solidarité", MASSART expose les mésaventures puis le récent sursaut des militants de Fayt, en assurant qu'ils ne se rendormiront plus.

Pendant que se déroule le Congrès, les mineurs de Houssu sont en grève depuis fin mai. Le mouvement avait débuté („pour des prétextes futiles", selon un ingénieur des mines…) aux environs du 25 et s'était interrompu le 1er juin: la direction avait fait appel à des Borains pour supplanter les grévistes. Le 2, ENGLEBERT DUTRIEUX dit BERTINCHAMP était arrêté pour avoir menacé et molesté les „jaunes" à leur sortie du puits. La grève, hésitante et partielle jusque-là, devient aussitôt générale: les 500 ouvriers de Houssu cessent le travail pour obtenir la libération de leur camarade. Ils sont épaulés dès le surlendemain par une partie des mineurs de Sars-Longchamps, La Hestre et La Louvière – à l'instigation des membres de l'AIT selon les directeurs des charbonnages. Craignant un conflit de longue durée, ceux-ci cèdent: DUTRIEUX est relâché le 8 juin. L'événement est fêté le lendemain: un cortège joyeux accompagne „Bébert" monté sur un âne et parcourt les rues de La Louvière, Baume, La Hestre, les deux Haine. Au-delà de l'anecdote (restée célèbre), cette grève de juin '70 est importante à la fois pour son motif inhabituel et le témoignage de solidarité ouvrière qu'il contient, ainsi que pour son issue victorieuse et les espoirs qu'elle put faire naître pour l'avenir. Pour la première fois dans l'histoire du Centre houiller, les travailleurs unis l'emportaient sur le patronat et les institutions répressives. La Fédération du Centre, à cette occasion, invita ses membres à verser chacun 20 cts, pour aider ceux qui avaient le plus souffert du conflit.

C'est également durant cet été 1870 (selon „De La Sociale") qu'eut lieu à Chapelle-lez-Herlaimont la première manifestation de masse des ouvriers du Centre, qui aurait réuni 7 à 8 000 personnes mobilisées par les diverses sections du Centre: cette démonstration de force (la première d'une longue série) salua l'inauguration du drapeau de la section de Chapelle; BRISMÉE et LAURENT VERRYCKEN (autre leader bruxellois) y prirent la parole. En juin '70 tou-

(2) Des sociétés mutuelles catholiques furent créées à cette époque pour les carriers aux Ecaussinnes (Société St-François-Xavier, septembre 1869) et à Soignies (Association libre des Ouvriers tailleurs de pierre, novembre 1871) avec le soutien du patronat. Voir à ce sujet L'industrie de la pierre en Belgique, p. 178-179.

jours, les Internationalistes auraient tenté de s'implanter dans le bassin carrier: un meeting eut lieu, semble-t-il, aux Ecaussinnes mais n'aboutit pas à la formation d'une section.(2) Il reste que, manifestement, les sections de l'AIT étaient bien vivantes à cette époque. Cela ne dura guère que quelques mois. S'il y eut encore trois délégués du Centre au Congrès belge extraordinaire du 30 octobre 1870 (DÉSIRÉ FONTAINE de La Louvière, ABEL DAIVIÈRE de Fayt et LÉOPOLD VALENNE de Chapelle), aucun n'assistait au Congrès de décembre suivant et seuls DAIVIÈRE et (probablement) DURAY prirent part à celui de juin 1871. „La Solidarité" de Fayt fut la seule section représentée à chacun des trois Congrès suivants (décembre 1871, mai et juillet 1872), celle de La Louvière le fut à deux reprises, celle de Houdeng une fois. On ne parle plus des autres sections. Il serait pourtant faux d'en déduire que le mouvement ouvrier est alors quasi anéanti dans le Centre. Bien que cette période 1871-72 suive la chute de la Commune parisienne – un véritable choc pour les militants de l'AIT – et soit marquée par les dissensions intestines „au sommet" qui aboutiront à LA Haye en septembre 1872 à la scission du mouvement, l'Internationale continue alors de progresser en Belgique, mais sur un plan plus syndical que politique: nous reviendrons sur les organisations nouvelles créées à ce moment dans le Centre.

Il n'empêche qu'en 1870, très vite, la majorité des sections de la Fédération dépérissent; seuls quelques groupes comme ceux de La Louvière, Fayt, Houdeng, les deux Haine sont encore actifs. Le même phénomène se produit dans les autres régions (les quatre Fédérations créées jadis dans le bassin de Charleroi doivent fusionner en 1872 par exemple). Bien entendu, dès le départ, il était difficile pour les militants de faire rentrer les cotisations, d'entraîner les ouvriers aux réunions pour discuter de leurs problèmes ou de questions générales, de les convaincre de l'impérieuse nécessité de maintenir et développer l'association même si celle-ci n'était pas immédiatement „rentable". En outre, comme dans le reste du Hainaut (et surtout au Borinage), le socialisme avait été en quelque sorte „importé" dans le Centre par les orateurs bruxellois: il est probable que certaines sections dépendaient trop pour leur survie de l'aide de militants extérieurs. Or les „ténors" de l'AIT seront de plus en plus accaparés, en 1871-72, par les querelles idéologiques (et personnelles) qui divisent l'Internationale. Outre qu'elles rebuteront sans doute bon nombre de travailleurs – dépassés par ces questions – ces luttes intestines finiront par porter des coups fatals à l'organisation. L'AIT se divise en effet en septembre 1872 en une aile „marxiste" et une aile „anarchiste", dont fait partie la section belge. Appliquant jusqu'au bout les principes autonomistes, cette dernière décide peu après de démanteler ses propres organes de direction en réduisant son Conseil au rôle de „boîte aux lettres". Cette décentralisation laisse les groupes livrés à eux-mêmes: beaucoup étant pauvres en éléments de valeur s'épuisent et disparaissent, désertés par des travailleurs découragés. La crise économique de 1873 ne fait qu'accentuer ce processus.

CHAPITRE 2.

LES PREMIÈRES PIERRES DU SOCIALISME

Si la plupart des sections de l'AIT disparaissent en tant que telles (les plus solides survivront même difficilement), des groupes de militants en divers endroits continuent néanmoins leur travail de pionnier. L'Internationale n'a pas été qu'un feu de paille, une sorte de grande répétition générale avant la formation définitive d'un Parti des travailleurs. Malgré des difficultés sans nombre – ou peut-être en raison de ces difficultés? – les „meneurs" ont aussi innové en créant d'autres organismes ouvriers de type coopératif, mutualiste, syndical, philosophique et même culturel. Des organismes qui, pour la plupart, survivront à l'Internationale. C'est de cette époque aussi que date la première Maison du Peuple du pays, celle de Jolimont. Toutes ces réalisations serviront en quelque sorte de transition entre l'Internationale et le POB.

1. LES RÉALISATIONS DE L'INTERNATIONALE

Il a déjà été question ci-dessus du magasin coopératif ouvert par „La Solidarité" de Fayt dès 1869. Ses débuts furent difficiles. La gérance du magasin (d'épicerie et de mercerie) avait été confiée, bien imprudemment, à un homme déjà condamné à plusieurs reprises pour vol et escroquerie. Très vite, des bruits circulèrent chez les travailleurs à propos de possibles détournements commis au détriment des militants par le gérant GODEAUX. Et de fait, en décembre, ce dernier était arrêté pour malversation. Il avait conduit le premier magasin coopératif à sa perte. Quelques militants parvinrent cependant à racheter le fonds de commerce et avec l'aide d'un commerçant démocrate (URBAIN COURTHÉOUX) réussirent à ouvrir un nouveau magasin coopératif dès le 1er mai 1870! L'exemple de Fayt suscita des tentatives analogues dans certaines communes voisines (notamment aux deux Houdeng) mais sans grand succès: le manque de fonds, les défauts d'organisation, l'inexpérience des militants constituaient autant d'obstacles sérieux. Par contre, les Caisses ouvrières de secours mutuels se développèrent plus aisément. Dans ce domaine aussi, „La Solidarité" de Fayt fit oeuvre de pionnière. Son action en tant que mutualité ne devait jamais s'interrompre. En l'absence de tout système de sécurité sociale, elle répondait bien sûr à un besoin essentiel. Certes, il existait dans de nombreux charbonnages du Centre des organismes patronaux mais ceux-ci, pour des motifs évidents, ne pouvaient satisfaire les militants socialistes; ces Caisses patronales avaient d'ailleurs souvent été instituées de fraîche date pour tenter de contrecarrer le développement des réalisations ouvrières. En outre, leur fonctionnement même était pour le moins critiquable. En 1878, une instruction judiciaire devait révéler qu'une société charbonnière de La Louvière détournait depuis dix ans (!) une partie des retenues sur salaires destinées à alimenter ses Caisses de secours..

Les premiers syndicats professionnels de la région furent aussi organisés par les Internationalistes, dans la métallurgie et chez les mineurs. L'organisation la plus fameuse fut l'Union des Métiers créée le 1er octobre 1871 par les métallurgistes de quinze établissements de La Louvière, Haine-St-Pierre, La Hestre et Chapelle. „Véritable souche du mouvement ouvrier dans la région du Centre" (ROUSSEAU, *L'oeuvre d'une classe)*, cette société de résistance fédérait divers groupements syndicaux constitués par établissement et subdivisés, chacun, en autant de sections que l'usine comptait de corporations: forgerons, tourneurs, ajusteurs, fondeurs, chaudronniers... Organisation exceptionnelle pour l'époque, l'Union des Métiers visait à associer tous les ouvriers du secteur afin d'assurer à

tous ses membres un salaire suffisant, de maintenir leur dignité vis-à-vis du patronat et de les assister financièrement en cas de chômage forcé, de refus d'une diminution de salaire non consentie par l'Union, de licenciement abusif (*Statuts*..., articles 2 et 33); chaque travailleur versait une cotisation mensuelle d'un franc. Un fait à souligner: l'organisation disposa bientôt d'un permanent appointé, peut-être le premier en Belgique.

C'est peu après sa fondation que l'Union eut à soutenir la première grève des métallurgistes du Centre. Ce conflit avait été déclenché par tous les forgerons des ateliers de la Franco-Belge à La Croyère (La Louvière), pour obtenir le renvoi du contremaître OTTELET en raison de ses brimades excessives et de son refus d'adhérer à l'organisation ouvrière. Les ouvriers obtinrent gain de cause au bout de plusieurs mois de résistance. L'Union des Métiers intervint en août 1872 dans la lutte pour la journée de 10 heures – première croisade du genre entreprise alors en divers endroits de Wallonie et à Bruxelles par les métallos affiliés à l'Internationale; le succès (provisoire) de ce mouvement fut célébré par une importante manifestation à La Louvière, Fayt et La Hestre le 19 août. L'association des métallurgistes fut encore mêlée à la lutte entreprise en août 1873 par les ouvriers de Haine-St-Pierre pour empêcher le renvoi de certains d'entre eux. Mais à cette date les autorités trouvèrent le moyen de porter un rude coup aux travailleurs: trente-quatre forgerons de La Croyère qui avaient signé une lettre de menaces à l'adresse encore une fois du contremaître OTTELET (réengagé depuis peu à un tarif inférieur à celui voulu par l'Union), furent poursuivis pour atteinte à la liberté du travail et condamnés à des peines de deux mois de prison. Il est possible que ces condamnations, ajoutées aux autres difficultés rencontrées alors par l'Internationale, aient contribué au déclin de l'Union des Métiers constaté à partir de ce moment. En tout cas, l'échec d'une dernière grève menée par les ouvriers mécaniciens en septembre 1873 ne fut pas étranger à celui-ci.

L'Union des Métiers joua aussi un rôle dans l'éclosion ou la consolidation des premiers syndicats des mineurs dans le bassin du Centre. C'est après avoir entendu plusieurs de ses délégués que des ouvriers des charbonnages de Haine-St-Pierre et Mariemont fondent à leur tour, en octobre 1872, une caisse de résistance dénommée Union des Métiers des Houilleurs du Centre et constituée sur le modèle de l'organisation des métallos. Son premier secrétaire est EUGÈNE HAINAUT mais son principal animateur sera un autre fondateur, JEAN-BAPTISTE BURLÉON. Lorsque se forme l'Union des Houilleurs, les charbonnages du Centre sont relativement calmes depuis deux années environ. Certes, trois mouvements de grève y ont eu lieu durant ce laps de temps, mais il s'agit selon les ingénieurs des mines concernées de „grèves à pétotes" sans gravité réelle. Une affecte le charbonnage de Strépy-Bracquegnies en février 1871 et les revendications ouvrières sont multiples et changeantes d'un jour à l'autre au point que l'ingénieur DUPONT peut, légitimement semble-t-il, noter dans son rapport: „cette suspension de travail, qui d'ailleurs se présente presque chaque année pendant quelques jours, semblerait plutôt être le résultat d'un besoin, qu'on trouve très naturel dans les autres classes de la société, de prendre une vacance, de faire une diversion au travail constant, quotidien, monotone... Il n'y a de part ni d'autre de grief sérieux, et tout porte à croire que cette petite crise se terminera comme elle a commencé, sans secousse". Même analyse à propos de la grève qui, en octobre suivant, paralyse totalement les charbonnages de Sars-Longchamps, La Louvière et Péronnes pendant une semaine environ et sans aucun résultat: „Les ouvriers ne formulent pas de réclamation précise... En somme, ce mouvement de paresse, ou pour mieux dire de repos, est très pacifique et n'aura probablement pas de conséquence

grave. Il se remarque chaque année d'une manière plus ou moins manifeste et unanime selon les circonstances extérieures. Il correspond à l'arrachage des pommes de terre et des betteraves…"

Sans leur donner une signification imméritée, il ne faut cependant pas négliger ces „grèves à pommes de terre". Manifestement, elles ont concerné pendant des années, à intervalles plus ou moins réguliers, des milliers de pauvres gens du Centre dont le sort quotidien, à longueur de vie, était fait de souffrances et de privations. Il n'y a dans ces grèves ni ridicule ni bêtise. Elles témoignent simplement, elles aussi, de la dure condition des mineurs. C'est encore une grève de ce type qui se produit en septembre 1872 dans cinq charbonnages du bassin. Partie de Strépy-Bracquegnies le 18, elle gagne très vite Bois-du-Luc, La Louvière, Sars-Longchamps puis Houssu. Les mineurs réclament de fortes hausses salariales. Mais si au départ la grève semble en fait „causée par le désir des ouvriers de se procurer des espèces de vacances pour se reposer en s'occupant de la récolte" (extrait du rapport d'un ingénieur), elle prend une autre tournure après une dizaine de jours et s'étend à Péronnes et Piéton début octobre. Vu la durée inhabituelle du conflit, les patrons doivent admettre que les revendications salariales sont bel et bien réelles, même s'il s'agit à leurs yeux, comme toujours, de „prétentions exorbitantes". À en juger par les nombreux meetings qui se tiennent chaque jour, dès la fin septembre, à La Louvière et à Houdeng-Goegnies avec la collaboration d'orateurs bruxellois et verviétois, les militants de l'Internationale font à nouveau leur propagande à la faveur du mouvement. Celui-ci se durcit, des piquets de grève circulent aux abords des fosses, des incidents éclatent entre grévistes et non-grévistes, la gendarmerie occupe certains puits. Mais en l'absence d'une véritable direction et de solides caisses de résistance, la grève s'épuisera assez vite; dès le 10 octobre, elle entre dans une phase de décroissance, les reprises partielles se multiplient. Le 17, le travail a repris partout… aux anciennes conditions de salaire. C'est dans la foulée de ce conflit que se crée l'Union des Houilleurs. L'échec de ces trois semaines de lutte avait peut-être servi de leçon, et les meetings porté leurs fruits.

L'Union des Houilleurs aurait compté jusqu'à huit cents membres après quelques semaines d'existence, mais l'échec d'une grève qu'elle soutint en 1873 lui en fit perdre la moitié. Dans le courant de 1874, les autres mineurs désertèrent peu à peu l'association, qui ne comptait plus que trente et un cotisants l'année suivante! C'est pourtant dans le Centre, à Jolimont, que se réunissent le 5 décembre 1875 les délégués des associations de mineurs de divers bassins du pays dans l'espoir (prématuré) de jeter les bases d'une Fédération nationale des mineurs. Ce Congrès a lieu au moment où les mineurs du Centre se lancent dans ce qui sera leur première grève générale. Il s'agit d'un combat défensif, motivé par une réduction des salaires de 20% imposée brutalement dans la plupart des charbonnages de la région le 1er décembre. Le mouvement commence le jour même à La Louvière et gagne très peu après les mines voisines. Il y a 3 200 grévistes le 7 décembre lorsqu'au nom des ouvriers de Sars-Longchamps, La Louvière, Houssu et Haine-St-Pierre, EDMOND WARNOTTE appelle à la grève le reste du bassin. Le 11, la section des mineurs de La Louvière („Les Pionniers du Progrès") fait circuler une liste de souscription pour soutenir ses grévistes. S'étendant successivement à Strépy-Bracquegnies, Morlanwelz, Carnières, Mont-Ste-Aldegonde, Péronnes, Anderlues, Chapelle, Bascoup, Trazegnies, La Hestre, le mouvement englobe 3 750 grévistes le 20 décembre, 5 400 le 22, 6 000 le 27, 5 000 le 29, 10 370 le 31. Des meetings ont lieu tous les jours dans plusieurs localités, de fortes bandes de grévistes parcourent la région, les brigades de gendarmerie de Roeulx, Binche et

Mariemont (présentes dès le début du conflit) procèdent à de multiples arrestations; des troupes sont expédiées de Mons et de Bruxelles le 1er janvier.

Début janvier, la grève est donc totale dans les charbonnages du Centre, et elle commence à gagner le bassin de Charleroi. Alors que le bourgmestre de La Louvière propose en vain aux patrons d'atténuer les réductions de salaires pour faire cesser la grève, ses collègues des communes voisines menacent eux d'interdire tous les attroupements (ils passeront à exécution le 16 janvier); tous s'émeuvent de la distribution „d'imprimés révolutionnaires" aux grévistes, et particulièrement du *Manifeste des Ouvriers mineurs du Centre* signé par BURLÉON. Ce texte enflammé a de quoi effrayer les autorités lorsqu'il appelle „les travailleurs de tous lieux et de tous les métiers" du bassin à s'engager aux côtés des mineurs dans „la guerre qu'ils ont déclarée aux exploiteurs du Centre". Malgré le déploiement de tout l'arsenal répressif, les grévistes restent remarquablement pacifiques dans l'ensemble; les militants prêchent eux-mêmes le calme. Le conflit est impressionnant pourtant car, comme l'écrit le Ministre des Affaires Étrangères, „la population du Centre est infiniment moins coutumière de grèves que celle du Borinage"; le Ministre tient cependant à rassurer ses ambassadeurs à l'étranger: „il n'existe aucun sujet légitime d'inquiétude… Cette grève si prolongée et néanmoins si calme se terminera probablement mieux que tant d'autres…". De fait, dès le 23 janvier, des reprises partielles ont lieu ici et là; elles se multiplient le 24 et le 25; les derniers travailleurs à capituler sont ceux de Sars-Longchamps qui ne reprennent le travail que le 31 – après deux mois de lutte! Dans un de ses rapports, le Procureur du Roi note que „le tribunal se montre sévère pour les grévistes poursuivis et n'hésite pas à confirmer les mandats d'arrêt". La bourgeoisie respire…

Ce formidable mouvement de masse, le premier d'une telle ampleur dans le Centre, se solde donc par une défaite complète. Elle porte un coup terrible au prestige des militants socialistes et de leurs organisations. Comme en septembre 1872, des propagandistes de l'Internationale extérieurs à la région ont épaulé BURLÉON et ses camarades en parcourant la région, en parlant dans les meetings, en exhortant les ouvriers à la résistance. Le nouvel échec auquel aboutissent ces huit semaines de privations décourage les travailleurs. Après l'Union des Métiers, l'Union des Houilleurs est quasi anéantie. Mais d'autres réalisations ouvrières survivront qui furent créées par les animateurs de ces syndicats. L'Union des Métiers est, en effet, à l'origine du premier groupe culturel fondé dans le Centre par et pour des ouvriers: le Cercle d'Études Sociales voit le jour en 1873. Ses membres se proposent d'étudier et discuter les statistiques du travail, les structures et la stratégie de leurs mouvements, l'économie sociale en général. C'est encore l'Union des Métiers qui, avec l'aide de „La Solidarité" de Fayt et de „L'Union ouvrière" de La Louvière, acquiert le 5 août 1872 un immeuble situé à Jolimont (Haine-St-Paul) au prix de 8 050 F., les deux sections de l'AIT susnommées intervenant l'une pour 1 000 F. et l'autre pour 750. Propriété des travailleurs organisés, ce modeste bâtiment devient donc la première Maison du Peuple du pays – aujourd'hui encore, les grandes organisations socialistes du Centre ont leur siège à cet endroit. Enfin ce sont des militants de Jolimont, membres des divers autres organismes évoqués auparavant, qui constituent en avril 1873 le premier cercle rationnaliste du bassin, „Les Libres Penseurs du Centre-Hainaut", établi chez JULES GILLE à La Hestre.

Malgré le caractère éphémère de plusieurs d'entre elles, ce bilan des réalisations de l'Internationale dans le Centre est remarquable. Association communale de travailleurs (les sections locales), coopération, mutualité, syndicalisme, action culturelle et philosophique: ce sont tous

les grands secteurs de l'action socialiste future qui ont été en quelque sorte défrichés par les Internationalistes. Par une poignée d'hommes, au total. En effet, tous ces organismes ouvriers sont intimement liés par leurs fondateurs et animateurs. Ainsi, FIDÈLE CORNET, gérant du magasin coopératif de Fayt après 1870 est aussi le permanent appointé de l'Union des Métiers. THÉOPHILE MASSART, forgeron domicilié à La Hestre, est trésorier de la caisse de secours mutuels de „La Solidarité" en 1870, fondateur et trésorier de l'Union des Métiers en 1871, acquéreur (pour cette dernière) de l'immeuble de Jolimont en 1872, fondateur l'année suivante tant du Cercle d'Études Sociales que du groupe „Les Libres Penseurs". Quelques noms reviennent ainsi constamment dans les chroniques des temps héroïques, orateurs de meetings, animateurs de sections de l'AIT, membres des premiers comités des organisations: ainsi ABEL MASSART (frère de THÉOPHILE) et FERDINAND CAVROT, JOSEPH DANDOIS à Gouy-Lez-Piéton, CHARLES PRÉVÔT à Haine-St-Pierre, DÉSIRÉ WATERLOO et JULES GILLE à La Hestre, AUGUSTE CONREUR et DÉSIRÉ FONTAINE à La Louvière, ABEL DAIVIÈRE et EMILE HERMAN à Fayt, les frères MERCIER à Besonrieux, les frères DURAY et VICTOR PLISNIER à Houdeng, d'autres encore déjà cités... Tous ces jeunes hommes (la plupart ont entre 20 et 30 ans en 1870), et combien d'autres sous leur direction, eurent le mérite de poser les premières pierres du mouvement ouvrier du Centre à une époque où leur militantisme ne pouvait leur apporter – en les désignant à la vindicte patronale – qu'une vie plus pénible encore. Après l'échec de leurs diverses tentatives pour secouer l'indifférence ou la passivité de leurs frères de misère, lorsque les organismes qu'ils avaient fondé se liquéfièrent, quelques-uns d'entre eux allaient encore s'efforcer de maintenir ce qui pouvait l'être puis de ressusciter les oeuvres disparues.

On retrouvera ces hommes, passés les années difficiles, parmi les fondateurs du POB.

2. DE L'AIT AU POB

La période qui va du milieu des années '70, marquée par le déclin de l'Internationale, jusqu'à 1885 et la fondation du Parti Ouvrier Belge n'est ni faste, ni facile pour les militants ouvriers. Certes, en septembre 1873, la Fédération du Centre reste considérée dans les milieux socialistes de la capitale comme une des plus fortes de l'Internationale. Au printemps 1874, l'AIT compte encore sur quelque six cents cotisants (réguliers) dans le Centre – sur un total d'environ trois mille dans le pays. La région accueillera d'ailleurs le Congrès de la section belge, les 5 et 6 avril, à Baume. Mais la Fédération va bientôt pâtir, non seulement du déclin de ses deux Unions professionnelles, mais aussi des agissements de son secrétaire, CHAPEAU.

Ce dernier exerçait cette fonction, semble-t-il, depuis un an environ lorsqu'à l'été 1874 les militants découvrent qu'il a commis des escroqueries au détriment de l'association. Expulsé de l'Internationale (et remplacé par CORNET à son poste), CHAPEAU aurait ensuite semé la discorde entre métallos et mineurs, les seconds se retirant même de l'AIT pendant quelques mois. Ces querelles intestines et „l'affaire" CHAPEAU ne pouvaient qu'entamer encore un peu plus la crédibilité de l'AIT dans le Centre. À la fin de mars 1875, „La Solidarité" de Fayt doit liquider son magasin coopératif; l'expérience en cours depuis cinq ans s'achève sur un échec provisoire (la boutique fut reprise par le fournisseur URBAIN COURTHÉOUX, qui conserva CORNET comme employé).

En mai suivant au Congrès national de l'AIT, CORNET ne peut accepter le transfert du Conseil de la section belge dans sa région tant la situation de la Fédération est fâcheuse. Neuf mois plus tard, devant un autre Congrès belge, BURLÉON (qui y représente seul le bassin – on est loin des 12 délégués de juin 1870) souligne que l'Internationale ne peut plus compter „que sur un nombre très

restreint d'ouvriers du Centre, ceux-ci étant très peureux pour le moment... les ouvriers, loin d'entreprendre quoi que ce soit, sont dans une panique et doivent être traités avec douceur...". Nous sommes fin février 1876, au lendemain de la défaite des mineurs. BURLÉON sait de quoi il parle; lui-même est mis à l'index dans tous les charbonnages et va ouvrir un estaminet.

L'échec de la grève générale de l'hiver 1875-76 a achevé l'Internationale en tant qu'organisation de masse. Comme en bien d'autres endroits du pays, les militants les plus acharnés se réfugient dans l'action anticléricale, au sein de cercles rationnalistes. À La Hestre, un petit noyau d'hommes continue de se réunir chez JULES GILLE; ils maintiennent quelques contacts épistolaires avec VERVIERS et possèdent un drapeau rouge en tant que section de l'AIT et un autre comme „Cercle des Libres Penseurs du Centre" (ainsi qu'un drapeau mortuaire pour les enterrements civils). Le bourgmestre écrit à leur propos en juillet 1877: „cette société n'a plus grande importance et on ne s'en occupe pas du tout dans la commune". Quant au commissaire de police de La Louvière, interrogé à la même époque par la Sûreté, il pense qu'„un comité doit encore exister à Haine-St-Paul, près de l'église de Jolimont" mais peut assurer que „toutes les sections internationales (sic) qui existaient en notre commune sont actuellement complètement détruites"; il signale cependant l'existence d'un groupe dénommé „La Raison", fort d'une vingtaine de libres penseurs „dont le but apparent est d'assister aux enterrements civils". Le bourgmestre de Fayt est lui aussi en mesure d'affirmer que „la section de l'Internationale... n'existe plus". Quant aux „Héritiers du Progrès" de Besonrieux, ils ont organisé leur dernière manifestation, dans une ambiance glaciale, en 1875 et depuis ne sont plus que sept à participer, malgré tout, aux réunions mensuelles... Triste tour d'horizon.

Les meetings sont devenus rarissimes dans le Centre. Deux orateurs bruxellois seraient venus à Fayt, invités par un groupe de mineurs, à la Noël 1876. S'il a eu lieu, ce meeting est le dernier dans la région avant celui du 19 octobre... 1879 à La Louvière. Les mouvements de grève ne sont bien sûr pas plus nombreux. Aucun en métallurgie depuis 1873. Un seul dans les charbonnages malgré une crise grave qui sévit pendant plus d'un an après la fin de la grande grève (on ne travaille que 4 jours par semaine dans quasi toutes les mines): une arrestation suffit au puits St-Eloi de Carnières, le 21 mars 1877, pour mettre un terme à une grève commencée une heure plus tôt pour s'opposer à une diminution salariale de 5%. Rien d'autre à signaler avant janvier 1880, époque où la plupart des sociétés du bassin augmentent spontanément les salaires de 10% en moyenne... Dans la région des carrières – où l'Internationale n'avait guère pénétré – les travailleurs sont à peine plus combatifs et leurs mouvements tout aussi vains. Comme ceux de Soignies en octobre 1872 (où une grève générale d'un mois pour une question salariale s'était soldée par un échec), les 2 500 carriers d'Ecaussinnes avaient déjà cessé le travail sans résultat en avril 1873 (pour un problème de règlement). Ils subirent une nouvelle défaite en octobre 1878, après une lutte de quinze jours contre une réduction de salaire. Dans ce secteur aussi, la seconde moitié des années '70 fut sans doute désespérante pour les travailleurs quelque peu conscientisés.

Les sociétés de libre pensée restent donc les principaux foyers de militantisme socialiste ou socialisant dans le Centre (le même phénomène se produisit alors dans d'autres régions). De fait, ces groupes ne sont pas en veilleuse puisqu'au Congrès annuel des rationalistes belges d'août 1875 (auquel participe ABEL WART) il est convenu de transférer dans le Centre le secrétariat national: c'est FIDÈLE CORNET qui assurera cette tâche. Le Congrès annuel de 1876 (les 13 et 14 août) se tient d'ailleurs à Jolimont; WART, CORNET et MASSART prennent part aux discus-

sions. En septembre, „La Raison" organise à La Louvière une conférence philosophique. En avril 1877, pour son quatrième anniversaire, le „Cercle des Libres Penseurs" de La Hestre inaugure son drapeau... Les groupes rationalistes jouèrent un rôle capital dans la propagation des enterrements laïcs et, plus généralement, dans le recul de l'influence cléricale sur les populations. Leurs membres veillent en même temps à propager autant que possible les principes socialistes, à leurs yeux indissolublement liés à la cause rationaliste. Dans l'hommage rendu à ABEL WART après son décès en 1889, les libres penseurs du Centre préciseront que pour lui „socialisme, libre pensée et république étaient inséparables".

Il n'empêche que le Centre est presque tout à fait absent des diverses tentatives de réorganisation du mouvement ouvrier belge qui s'effectuent, au niveau national, entre 1875 et 1885. C'est d'ailleurs le cas, mais à des degrés moindres ailleurs, pour la Wallonie en général. En effet, ce sont surtout des militants flamands et bruxellois qui à partir de 1875 s'efforcent de constituer dans le cadre national un parti socialiste dont un des objectifs premiers serait la conquête du suffrage universel et par là du pouvoir politique. Les promoteurs de cette démarche nouvelle s'inspirent des thèses des sociaux-démocrates allemands, et des leçons du passé: ils entendent rompre avec la „phraséologie révolutionnaire" et les thèses autonomistes, bref les principes anarchistes qui ont prévalu un temps dans l'Internationale et, selon eux, contribué à sa perte. Mais ces thèses conservent des partisans dynamiques en Wallonie. Ce qui explique qu'en 1877, devant les réticences wallonnes à s'engager dans une autre voie, ce sont un Parti Socialiste Flamand et un Parti Socialiste Brabançon qui se constituent. Ils fusionnent en 1879 en un Parti Socialiste Belge, mais l'étiquette est abusive: ce premier PSB ne parvint guère à s'implanter en Wallonie et même à Bruxelles il n'est qu'„un état-major sans soldats": il n'est pas facile d'entraîner dans l'action politique les associations ouvrières existantes. Finalement, c'est l'union des quelques groupes du PSB et de plusieurs organismes ouvriers non-affiliés à celui-ci qui formera, en 1885 seulement, le Parti Ouvrier Belge. La Wallonie est sous-représentée à ce Congrès de fondation du POB, les 5 et 6 avril à Bruxelles: quinze groupes sur cinquante-neuf, se répartissant en six groupes verviétois, un de Liège et huit du Hainaut. Parmi ces derniers, un seul du Centre: le vieux groupe créé jadis par l'Internationale à Fayt, et que quelques militants ont maintenu en vie.

APERÇU BIBLIOGRAPHIQUE

Il n'existe pas en français de synthèse récente pouvant remplacer pour l'histoire des débuts du mouvement ouvrier l'ouvrage déjà ancien de L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique*, Bruxelles, 1906. Sous le pseudonyme collectif DE LA SOCIALE, des militants du Centre ont évoqué l'Internationale dans la région dans leur *Histoire du socialisme et de la coopération dans le Centre*, parue en 1894, tout comme plus récemment G. PLACE dans son émouvante *Chronique des pauvres gens. La condition ouvrière du XVIe au XXe s. dans la région du Centre*, publiée par le Cercle H. GUILLEMIN en 1981 (2e éd.). Pour les premières coopératives, on verra la première partie (1830-1880) de la monumentale histoire de V. SERWY *(La coopération en Belgique)*. Sur la Maison du Peuple de Jolimont, on peut lire l'article de R. ABS paru en 1976 dans *En direct* (n° 26). On aura recours aussi au remarquable travail de L. HENNEAUX-DEPOOTER, *Misères et luttes sociales dans le Hainaut 1860-1869*, Bruxelles, 1959. Nous avons consulté de nombreux documents publiés dans les recueils de sources du Centre Interuniversitaire d'Histoire Contemporaine: C. OUKHOW, *Documents relatifs à l'histoire de la Ire Internationale en Wallonie* (1967, Cahier 47 du CIHC) et surtout H. WOUTERS, *Documenten betreffende de Geschiedenis der arbeidersbeweging 1831-1853, 1853-1865, 1866-1880* (7 vol., 1963-1971, Cahiers 27, 40 et 60 du CIHC). Enfin, les annotations du recueil de documents publié par J. FREYMOND sur *La Ire Internationale* (Genève, 4 vol., 1962 et 1971) sont particulièrement précises.

3 L'œuvre des pionniers 1885/1893

PENDANT LES PREmières années de son existence, en régime de vote censitaire, le Parti Ouvrier est accaparé par deux tâches. On pourrait dire: l'une orientée contre la bourgeoisie, l'autre vers les travailleurs. D'une part, son objectif politique majeur est d'arracher aux riches le droit de vote dont ils ont le monopole depuis 1830; pendant huit ans, combien d'articles de presse, de discours, de manifestations, de grèves pour le Suffrage. D'autre part, dans le même but bien sûr mais aussi en vue d'améliorations immédiates dans le sort des ouvriers, il poursuit avec acharnement, méthode et dynamisme l'organisation de ces derniers au sein d'associations de type non seulement politique mais aussi économique, social, culturel. Dans la pensée des dirigeants du Parti, ces deux tâches sont évidemment liées. Mais lequel des moyens possibles doit-il être privilégié? Les divergences de vues sur la stratégie à employer seront causes d'une grave scission, résorbée difficilement. Le but commun est néanmoins atteint en 1893, avec la fin du vote censitaire. Et à ce moment, le POB a déjà doté le Centre de nombreuses organisations coopératives, syndicales, mutuellistes et autres qui en font dès alors une région „rouge". L'oeuvre des pionniers fut donc immense. Ses deux volets (action politique et organisation des travailleurs) seront abordés en deux temps.

CHAPITRE 1.

L'ADHÉSION DU CENTRE AU POB ET LA LUTTE POUR LE SUFFRAGE UNIVERSEL

En août 1885, à Anvers, le tout jeune POB s'est doté de statuts et d'un programme. Dans les mois suivants, il tente avec succès d'élargir sa base wallonne et parvient à s'implanter en Hainaut. Mais le Parti est vite divisé par les tensions entre sa direction et une aile radicale conduite par ALFRED DEFUISSEAUX. Le Centre suit ce dernier lors de la constitution du Parti Socialiste Républicain en 1887. Ce n'est qu'en 1889 que le mouvement ouvrier se réunifie dans la région. Si l'implantation du socialisme s'y fit donc assez aisément, l'adhésion définitive au POB fut en revanche sérieusement compromise durant deux ans. Ensuite, dès 1890, toutes les énergies du Parti réunifié se tendront vers l'obtention du suffrage universel (S.U.) jusqu'à la révision constitutionnelle de 1893. C'est après celle-ci que se formeront les Fédérations *d'arrondissement*, en vue des élections législatives de 1894.

1. UNE FLORAISON FULGURANTE DE GROUPES SOCIALISTES

La situation est grave dans le Centre en cette fin 1885: chômage en augmentation depuis des mois, salaires à la baisse, misère croissante, aucune amélioration en vue. Malheureusement pour les victimes de cette dépression économique générale (qui caractérise les années 1884-1886 en Belgique comme à l'étranger), mais heureusement pour les militants socialistes, le terrain était donc favorable à une pénétration des théories du POB. Un de ses leaders bruxellois, JEAN VOLDERS, parle à La Louvière le 15 novembre dans un meeting organisé par „La Solidarité" de Fayt. C'est le début d'une vaste campagne de propagande, qui va porter très vite ses fruits. Le 6 décembre, une Ligue ouvrière est formée à La Louvière; elle s'affilie au Parti le 8 janvier 1886 et joue dès ce moment un rôle prépondérant dans la multiplication de Ligues aux alentours. Un autre groupe s'était constitué le 25 décembre déjà aux deux Houdeng, des Ligues sont en gestation dès la seconde semaine de janvier à St-Vaast, Maurage, Strépy-Bracquegnies, Besonrieux (dans ce dernier cas, il s'agit de l'ancienne section de l'AIT „Les Héritiers du Progrès", réactivée). Le mouvement gagne la région des carrières: une Ligue Ouvrière naît le 15 janvier aux Ecaussinnes, une autre à Soignies peu après. VOLDERS est le principal orateur bruxellois dans les divers meetings; le „vieux" VERRYCKEN, qui avait déjà participé à la campagne de l'Internationale seize ans plus tôt, revient avec lui dans la région. Ils insistent sur la nécessité impérieuse pour les ouvriers de s'organiser pour faire valoir leurs revendications, sur le suffrage universel à conquérir pour obtenir des lois sociales élémentaires. C'est d'ailleurs sur la manifestation pour le droit de vote, organisée dans la capitale le 13 juin prochain, que leurs discours sont axés. Diffusé dans les premiers jours de mars à des dizaines de milliers d'exemplaires en Wallonie, le *Catéchisme du Peuple* de DEFUISSEAUX (qui répète les thèmes de la propagande socialiste) renforce la campagne de meetings.

Les orateurs du POB déconseillent aux ouvriers de déclencher une grève prématurée. Mais dans cette ambiance d'agitation sur fond de crise économique, la moindre étincelle peut provoquer un incendie. C'est ce qui se passe le 18 mars à Liège, puis à Charleroi à partir du 26: les émeutes qui y éclatent – les plus graves depuis plus d'un demi-siècle – échauffent encore les esprits. DEFUISSEAUX et VOLDERS parlent à La Louvière le 28; la grève fermente déjà, VOLDERS conseille le calme si elle éclate. C'est le cas le lendemain: plusieurs charbonnages du bassin cessent le travail. Des heurts entre un cortège de grévistes et la troupe (sur place depuis la veille) font deux morts et dix blessés à Carnières... Mais le mouvement ne dégénérera pas comme à Charleroi où, au même moment, l'ambiance est à la violence et à la peur. C'est dans le calme que les mineurs réclament des augmentations de salaire, un calme auquel les invite encore la Ligue Ouvrière de La Louvière, le 30. Comme dans le Borinage, la grève se meurt – sans résultats – dès le 3 avril. Il faut noter à son propos qu'elle ne s'est pas étendue à l'ensemble des puits du bassin et, surtout, que les métallos sont restés au travail. Malgré ces limites, ce mouvement témoigne de la tension qui règne dans la région. Même au nord de l'arrondissement les carriers d'Ecaussinnes, eux aussi, ont quitté leurs chantiers le 1er avril; ils y retournent dès le lendemain, mais le 10 ce sont ceux de Lessines et de Feluy qui cessent le travail.

Les événements de mars '86, explosion spontanée de révolte due à la misère, poussent le gouvernement catholique à créer en avril une Commission d'enquête sur les griefs ouvriers. Dans le camp socialiste, on reprend de plus belle la propagande en faveur de l'organisation ouvrière et de la manifestation du 13 juin. À la mi-mai, les Ligues de La Hestre, Jolimont, La Croyère et Besonrieux s'affilient au POB; au même moment, des groupes se créent à Morlanwelz et à Carnières, peu après au Mitant-des-Camps, début juin à Haine-St-Pierre; des meetings sont organisés en juin à Trivière, Chapelle-lez-Herlaimont, Bellecourt... Le développement rapide et spectaculaire (il apeure les autorités) des groupes socialistes dans le bassin a abouti dès le 16 mai à la création par une quinzaine de groupes d'une Fédération du Centre, qui organise son premier grand rassemblement (11 000 personnes) le 30, avec le concours de VOLDERS, DEFUISSEAUX et DE PAEPE. L'interdiction par le gouvernement de la manifestation du 13 juin (reportée au 15 août), la condamnation de DEFUISSEAUX à six mois de prison le 4 juin (celui-ci fuira en France), les très lourdes peines infligées aux émeutiers carolorégiens de mars – tout cela exaspère encore plus les ouvriers. Chaque meeting, et ils sont nombreux, s'achève par l'inscription de nouveaux membres aux Ligues existantes ou par la création de nouvelles. Elles sont 25 à composer la Fédération du Centre, en juillet, lorsque celle-ci réunit 15 000 manifestants à La Louvière pour „accueillir" les membres de la Commission d'enquête. Un journal de la capitale écrit alors: „L'organisation du Parti Ouvrier dans le Centre devient réellement formidable."

Après la relative réussite de la manifestation du 15 août dans la capitale, la campagne de propagande continue à un rythme remarquable dans le Centre. Début septembre, 39 Ligues et sociétés diverses totalisant 9 000 membres sont représentées au Congrès de la Fédération. Le Parti s'implante jusqu'à Braine-Le-Comte, où ALEXANDRE HAINAUT crée une Ligue début décembre. Celle de Soignies a gagné quelque 1 100 carriers: par représailles, les patrons licencient ses deux animateurs, STECKE et DELMOITIÉ... Ce n'est pas seulement dans la multiplication de Ligues communales que se manifeste, en cette mémorable année '86, l'extraordinaire dynamisme des pionniers du POB. Ils fondent un hebdomadaire en juillet, *La Misère* (qui deviendra *Le Prolétaire* en septembre). Les plus jeunes constituent les premières Jeunes Gardes à la fin de l'année (les „Jeunes socialistes réunis" de Redemont-Haine-St-Pierre organisent un bal au profit des chômeurs le 21 novembre, ceux de La Louvière font de même en décembre). En plus de „La Solidarité" (qui compte alors des sections à Fayt, Jolimont et St-Vaast), une autre caisse de secours mutuels se crée dans le bassin en octobre: „La Mutualité" de La Hestre. Des groupes syndicaux renaissent, très timidement. Déjà les Ligues d'Ecaussinnes et Soignies, composées exclusivement de carriers, ont une double fonction politique et syndicale. En août, un syndicat de menuisiers et charpentiers est

mis sur pied à La Louvière. À la mi-décembre, un syndicat d'ouvriers mouleurs est en formation à Haine-St-Pierre: ce sera la première organisation de métallurgistes depuis la disparition de l'Union des Métiers treize ans plus tôt; elle restera longtemps isolée. Chez les mineurs, ce n'est qu'en 1887-88 que réapparaîtront des syndicats de puits. Mais si, en 1886, la création de syndicats est éclipsée par l'effort consenti pour multiplier les groupes politiques, il n'empêche que les problèmes matériels que pose la crise restent bien présents, comme en témoignent plusieurs petits mouvements de grève: dans les carrières sonégiennes en juillet, certains charbonnages en novembre, les laminoirs de La Louvière le mois suivant. À noter aussi la grève de Houssu du 26 au 31 août, provoquée par le renvoi de six mineurs… chefs de Ligues socialistes: la répression patronale n'est pas un vain mot.

Il reste à évoquer un autre organisme créé en 1886, le plus important peut-être par son développement ultérieur et, pour l'heure, parce qu'il fut cause des premiers heurts dans le Centre entre militants socialistes: la boulangerie coopérative „Le Progrès" à Jolimont[3] Il n'est pas exagéré de dire qu'elle est due à l'acharnement d'un homme, THÉOPHILE MASSART (un „ancien" de l'AIT). Émis à l'automne 1885 lorsqu'il fut question d'agrandir le local de „La Solidarité", son projet de boulangerie coopérative suscita des discussions passionnées, véhémentes même, entre les membres. Les adversaires se souvenaient des déboires des coopératives de l'Internationale, ou, étant eux-mêmes petits commerçants, craignaient secrètement une possible concurrence. Mais certains étaient opposés au principe même de la coopérative: partisans de Defuisseaux, ils pensaient comme lui que tous les efforts devaient tendre vers la grève générale et non à instituer des sociétés coopératives qui risquaient de créer „un parti d'ouvriers demi-bourgeois qui trouveront que tout va pour le mieux tandis que la grande masse des travailleurs continuera à mourir (…) sous les balles en réclamant la liberté". MASSART eut fort à faire pour convaincre la majorité de ses camarades des avantages de la coopération. Ce n'est qu'en juin 1886 que les statuts du „Progrès" furent votés et MASSART nommé directeur-gérant. Son premier acte en tant que tel sera d'appeler les ouvriers à construire de leurs mains les bâtiments de la boulangerie de Jolimont.

Ceux-ci sont achevés en septembre, les premiers pains sortent des fours le 25 octobre, douze personnes sont engagées début novembre. L'entreprise semble promise au succès, compte tenu des milliers d'ouvriers qui, dans la région, ont adhéré au POB. Mais l'émancipation du peuple et le socialisme peuvent-ils „sortir d'un comptoir ou d'un pétrin"? Ce n'est pas l'avis de tous.

2. LES SOCIALISTES DIVISÉS: LE CENTRE „BASTION DU PSR"

Les critiques adressées au „Progrès" (et aux coopératives en général) ne sont qu'un aspect des dissensions qui divisent le socialisme et aboutissent en août 1887 à une scission au sein du POB et à la création du Parti Socialiste Républicain (PSR). L'action d'ALFRED DEFUIS-

[3] *Attention: ce ne fut pas la seule coopérative créée alors; un magasin coopératif ouvert par les socialistes de Bracquegnies fonctionna à partir de septembre 1886 (nous y reviendrons), mais il s'agit là d'un organisme local et éphémère.*

[4] *CL. FAVRY, L'action d'ALFRED DEFUISSEAUX dans le Centre (1886-1889), dans Études régionales, t. IX et X, 1972 (ou, du même auteur, l'article paru récemment dans Mémoires d'une région: le Centre, 1830-1914). On ne trouvera ici qu'un résumé sommaire de ce travail, complété sur certains points par l'article de PH. MOTTEQUIN (Les grèves de 1886-1888 dans les charbonnages du Centre) et les chapitres 5 et 6 de l'ouvrage de J. PUISSANT sur L'évolution du mouvement ouvrier socialiste dans le Borinage.*

SEAUX et des socialistes républicains dans le Centre est un épisode majeur de l'histoire du mouvement ouvrier régional, qui a fait l'objet d'une étude très fouillée de CLAUDE FAVRY[4]. Comme l'écrit ce dernier, c'est „la problématique de la grève générale pour l'obtention du suffrage universel (qui) s'élargit pour déboucher sur un mouvement républicain articulé autour d'un avocat en exil, ALFRED DEFUISSEAUX. Sous son impulsion et celle de ses lieutenants, le Centre devient peu à peu le bastion le plus solide d'une offensive prolétarienne à la recherche d'une conscience révolutionnaire de classe…". Les tensions entre DEFUISSEAUX et le Conseil général du POB ont grandi durant le second semestre de 1886: après la manifestation nationale à Bruxelles, qui n'a obtenu aucun résultat politique précis, le premier appelle à préparer et à déclencher au plus tôt la grève générale pour le S.U., tandis que la direction du Parti, si elle brandit la menace de la grève, espère ne pas devoir l'utiliser avant d'avoir fait progresser l'organisation ouvrière. Les membres du Conseil général sont étroitement liés au mouvement coopératif mais ont peu d'attaches avec la classe ouvrière de la grande industrie wallonne (J. PUISSANT). DEFUISSEAUX, d'un autre côté, traduit bien l'impatience de cette dernière et, dans ses journaux, il contribue à l'accroître par des articles de plus en plus radicaux. La crise éclate en février 1887: réuni à Jolimont le 6, un Congrès national des mineurs (le premier du genre) vote le principe de la grève générale par 2/3 des voix. Le 13, le Conseil général espère désamorcer le mouvement – qu'il juge prématuré et donc dangereux – en le décapitant: non seulement il rejette le vote des mineurs, mais exclut DEFUISSEAUX. Celui-ci réagit le 25 en diffusant un *Manifeste* dans lequel il accuse la direction du POB d'être passée „dans le camp ennemi". Le 27, VOLDERS publie dans *Le Peuple* un article intitulé *Un triste sire…*

Dès la mi-mars, DEFUISSEAUX obtient le soutien des Ligues Ouvrières de La Louvière, Houdeng, Strépy-Bracquegnies; d'autres suivront. C'est à La Louvière que l'avocat exilé fait publier son nouveau journal, *Combat*, dont un des rédacteurs est le secrétaire de la Fédération du Centre, PIERRE LOOR. Rapidement, le Centre opte donc en majorité pour DEFUISSEAUX. Cela explique peut-être pourquoi on n'attendra pas l'arrivée de ses délégués, au Congrès du POB qui se tient à Damprémy le 10 avril, pour procéder au vote sur la réintégration de DEFUISSEAUX. Celle-ci est rejetée par 120 voix contre 68. Dès la mi-avril, il est question de créer un nouveau parti socialiste, dont PIERRE LOOR serait le secrétaire. Entre le 17 avril et le 15 mai, les Ligues de Petit-Bois-d'Haine, La Louvière, Baume, St-Vaast, Morlanwelz et Péronnes renient déjà leur affiliation au POB. C'est à ce moment (13 mai) que les mineurs et les métallurgistes du Centre se mettent en grève. Dès le 16 mai, des explosions de dynamite ont lieu un peu partout dans les communes du Centre, principalement à Morlanwelz et La Louvière. C'est toute la région qui est en effervescence: des incidents sanglants se sont produits lors d'un meeting à Braine-le-Comte et le 17, la gendarmerie fait cinq blessés en chargeant sans sommations les grévistes réunis devant la Franco-Belge à La Croyère. PIERRE LOOR et PAUL CONREUR – les deux lieutenants de Defuisseaux dans le Centre – sont arrêtés: ils ont été dénoncés par les mouchards de la Sûreté et notamment par le principal agent provocateur de troubles, le Louviérois POURBAIX. Privé de direction, le mouvement se poursuit cependant jusqu'au début juin. Malgré une opposition certaine entre métallurgistes et houilleurs, il avait été quasi général dans les derniers jours de mai et s'était même étendu aux bassins voisins. Mais il se meurt sans résultats.

Groupés autour du „Progrès" de Jolimont, les partisans du Conseil général dans le Centre vont profiter de l'échec de la grève de mai et de l'absence momentanée de LOOR et CONREUR pour tenter de regagner du terrain. Mais LOOR et CONREUR sont

libérés en juillet et reprennent leur propagande eux aussi; ils accusent la direction du POB d'avoir abandonné les grévistes en mai. L'ambiance est tendue, à Mons, lorsque s'ouvre le Congrès du POB le 14 août. La majorité, maladroitement, y refuse les délégués des groupes en retard de cotisation depuis plus de deux ans, c'est-à-dire principalement les mineurs du Centre et les Borains. Tumulte, échange de coups. Les partisans de DEFUISSEAUX se retirent et, dans un autre local, fondent le Parti Socialiste Républicain: la rupture est consommée. Les délégués du Centre sont parmi les plus nombreux au Congrès „dissident": dix-sept contre quatorze du Borinage, treize de Charleroi, cinq de Liège et quatre de Bruxelles. PIERRE LOOR est nommé secrétaire du nouveau Parti, PAUL CONREUR, ROMAIN MEERSCHAUT et LÉON COUSSAERT (tous du Centre également) font partie avec lui de son Comité provisoire. Ils entrent en guerre ouverte contre la „coopérative bourgeoise" de Jolimont, invitant même les Ligues à retirer les fonds qu'elles y avaient placés. Ce qui ne les empêchera pas, peu après, de s'entendre avec les groupes restés fidèles au POB pour lutter ensemble aux élections communales du 16 octobre 1887 – qui seront un succès socialiste éclatant en maints endroits (nous y reviendrons). Après quoi chaque formation reprend ses meetings et conférences propres. Mais si les hommes du POB (THÉOPHILE MASSART, ABEL WART, HENRI LÉONARD... secondés par les Bruxellois) peuvent constater avec plaisir l'essor formidable du „Progrès", s'ils parviennent en novembre à susciter la création de nombreux syndicats de mineurs, il n'empêche que depuis septembre le Centre est devenu un bastion du PSR: toutes les Ligues des environs de La Louvière (sauf deux) sont defuisseautistes. C'est dans le Centre, plus qu'au Borinage, , que le PSR peut le mieux s'implanter, principalement grâce à l'existence de nombreuses organisations ouvrières à caractère politique. Il ne pourra gagner la coopérative de Jolimont, en pleine prospérité, qui fait figure de „citadelle" du POB en plein coeur de la région.

Au Congrès statutaire du PSR qui se tient à Châtelet le 25 décembre 1887, c'est une position „modérée" qui l'emporte: le Congrès réaffirme que l'heure de la grève générale pour le suffrage universel est proche mais admet que celle-ci doit être sérieusement préparée. Quant à l'attitude à adopter vis-à-vis du POB, PAUL CONREUR précise que le PSR „n'entend pas combattre systématiquement le Parti ouvrier, mais marche sans lui". HENRI LÉONARD, un des dirigeants de la Fédération du Centre du POB, estime lui aussi qu'il faut „mettre fin à l'antagonisme qui, en suscitant les malentendus, entrave le mouvement socialiste". Pendant un an environ, chaque formation va donc s'efforcer de se rallier les travailleurs du Centre. Leurs rapports évolueront selon les périodes: en mai, ils mènent une campagne commune pour les élections provinciales, en juin leurs leaders respectifs s'affrontent dans des meetings contradictoires, en juillet les relations sont rompues et ils poursuivent chacun leur propre type d'action. Le POB redouble d'efforts pour organiser des syndicats, s'efforce de reconstituer des Ligues (beaucoup ont été désertées après la grève de mai '87) et crée en septembre une nouvelle coopérative („La Sociale", pour le commerce de beurre et la boucherie). Le PSR relance sa propagande pour la grève générale. Dans le climat social extrêmement agité de cette année 1888, et dans une région qui lui est favorable, le PSR semble le plus fort: lors de la visite de LÉOPOLD II le 4 juin à l'ascenseur hydraulique de Houdeng, 6 000 travailleurs avaient répondu à l'appel de PAUL CONREUR pour faire au monarque l'accueil que l'on devine (le leader socialiste avait alors été arrêté pour avoir crié „À bas COBOURG"). Mais d'un autre côté, les efforts déployés par le POB portaient peu à peu leurs fruits. La preuve en est qu'en octobre, en dépit d'un climat encore plus électrisé par suite de la récente condamnation de CONREUR à un an de prison (ce dernier rejoindra DEFUISSEAUX dans son exil français), les socialistes parviennent à convaincre les mineurs du Centre de tenter tous les moyens pacifiques de conciliation avec le patronat avant de déclencher une grève dont le succès est incertain.

Mais la tension croît à nouveau à la fin de l'année, suite au refus des patrons d'augmenter les salaires, sur base d'arguments mensongers. L'échec des négociations ruine la politique d'attente: les socialistes républicains en profitent pour multiplier, en novembre, les „meetings noirs" dans le Centre (l'orateur était caché dans un tonneau pour déformer sa voix et impressionner l'auditoire); des grèves partielles éclatent çà et là, dans le désordre. Le 2 décembre 1888, le Congrès du PSR qui se tient à Châtelet vote enfin la grève générale; le même jour, le POB réuni au „Progrès" de Jolimont donne son appui au mouvement en formulant „des voeux les plus ardents pour le triomphe de la grève des mineurs et l'union de tous les opprimés". C'est alors que les agents de la Sûreté qui se sont infiltrés en nombre dans les rouages du PSR – les POURBAIX, ROUHETTE, LALOI et autres mouchards – s'acharnent à faire monter la fièvre chez les houilleurs et à déclencher la grève. Accompagnée de nouvelles explosions de dynamite, annoncée par des placards incendiaires et menaçants, elle éclate le 6 décembre et touche la majorité des charbonnages du Centre le 7. Mais dès le premier jour, le mouvement a été décapité: les principaux membres du PSR dans le Centre ont été arrêtés et accusés d'avoir formé un complot contre l'État! Les provocateurs à la solde du pouvoir tenteront en vain de durcir le conflit pour faire rentrer DEFUISSEAUX au pays et l'arrêter: ils commettent des maladresses, le POB veille à empêcher un dérapage dangereux, les houilleurs reprennent le travail le 11 décembre. La machination de la Sûreté pour liquider l'organisation ouvrière dans le Centre a finalement échoué. Privée de ses leaders, manquant de directives, la grève ne pouvait que se terminer rapidement. Restaient derrière les barreaux tous ces socialistes républicains sincères arrêtés le 6 décembre et attendant leur procès.

Le procès du „Grand Complot" se poursuit du 6 au 25 mai 1889 devant la Cour d'Assises du Hainaut. Les vingt-sept accusés, en majorité des militants du Centre, sont défendus par d'illustres avocats (JANSON, PICARD, DESTRÉE entre autres). Les débats révèlent publiquement le rôle des agents du Gouvernement dans les événements de décembre et, en général, au sein du PSR. Le scandale est immense. Tous les inculpés sont acquittés: le procès s'est retourné contre le pouvoir. Mais il marque aussi la fin de l'aventure PSR: le Parti de DEFUISSEAUX, en déroute, est déconsidéré bien malgré lui; ses principaux militants, comme ceux du POB, sont désormais d'avis que la réunification est indispensable pour permettre au mouvement ouvrier de s'attaquer avec succès aux conservateurs, dont les méthodes et l'esprit réactionnaire ont été dévoilés. Tout au long de l'instruction et du procès, avant même l'acquittement triomphal, le POB n'a cessé de manifester son soutien aux accusés, faisant les premiers pas vers une réconciliation. Le 7 juin, DEFUISSEAUX marque son accord pour celle-ci. La réunification n'est plus dès lors qu'une question de temps et de négociations. Elle est annoncée dans le Centre par JEAN VOLDERS lui-même le 1er septembre, lors d'une conférence à La Louvière où le rédacteur du *Peuple* obtient un franc succès lorsqu'il appelle à l'union. Elle est décidée, au sommet, le 6 octobre lorsqu'à Bruxelles les directions des deux Partis entament ensemble le processus de fusion. Le même jour, la coopérative du „Progrès" répondait à une exigence des defuisseautistes en votant l'abandon d'un demi-centime de bénéfice sur chaque pain pour la propagande de la presse socialiste.

„Le Grand Complot (...) aura marqué la fin (...) d'une action politique inspirée plus par la tradition roman-

tico-bourgeoise de 1789 et de 1848 que par les principes d'une tactique vraiment socialiste. Il aura, du même coup, marqué le point de départ de ce que je serais presque tenter d'appeler l'ère moderne du socialisme belge": voilà ce qu'écrivait LÉO COLLARD en 1931 (*Le Grand Complot*, p. 84) pour souligner qu'une page de l'histoire du mouvement socialiste avait été tournée en 1889. Dans le Centre, la réunification des forces ouvrières ne fut pas le seul acquis de cette année. En novembre, au terme d'une grève d'une dizaine de jours qui se déroula dans le calme sous la conduite du POB, les mineurs de la région obtenaient une augmentation générale des salaires. Enfin une victoire complète sur les patrons charbonniers! L'heureuse issue du conflit renforça la confiance de la classe ouvrière dans les organisations du Parti Ouvrier. Le 22 décembre suivant, celui-ci inaugurait une Maison du Peuple à La Louvière: le „Progrès" avait acquis, place des Martyrs, la maison du mouchard POURBAIX (condamné fin novembre à deux ans de prison). Marquant une victoire de la coopération, la réunion inaugurale s'acheva par le vote d'une résolution en faveur du suffrage universel.

3. LES SOCIALISTES RÉUNIFIÉS: LA CONQUÊTE DU DROIT DE VOTE

En dépit de la longue période de divisions qui vient de s'achever, le Centre semble bel et bien gagné aux idées socialistes et au POB en 1890.

Le 1er mai, le chômage y est général selon *Le Peuple*, qui écrit: „Toutes nos prévisions sont dépassées". À cette époque, les militants tiennent de nombreuses réunions pour réorganiser cette armée de travailleurs.

Au cours de deux assemblées fédérales en juin et juillet, la Fédération socialiste du Centre est restructurée sur base de cinq „Unions fédérales", une pour les Ligues ouvrières, une pour les Jeunes Gardes Socialistes, la troisième pour les sociétés de secours mutuels, les deux dernières regroupant d'une part les syndicats de mineurs, d'autre part (lorsqu'ils seront en nombre suffisant) les syndicats des métallurgistes. Chacun de ces groupements régionaux sera représenté par deux délégués (son secrétaire et son trésorier) au sein d'un Comité permanent de la Fédération du Centre. Celui-ci est composé, au départ, de PAUL CONREUR (délégué au Conseil général du POB), AUGUSTE SAINTES (secrétaire du Comité), OSCAR JAMAELS (trésorier), HENRI LÉONARD (correspondant fédéral du *Peuple*), ALFRED MALENGRET, EUGÈNE ROUSSEAU, GUSTAVE DUPUIS, FRANÇOIS BERNARD et bien sûr THÉOPHILE MASSART. La Fédération comprend alors exactement quarante-six groupes, dont au moins une quinzaine de Ligues, deux Jeunes Gardes, cinq syndicats de mineurs, trois de métallurgistes, un des travailleurs du verre, plusieurs mutualités, sans oublier les coopératives. Tous ces groupes se lancent dans une campagne de mobilisation des ouvriers pour la manifestation nationale du 18 août 1890 à Bruxelles, axée sur le suffrage universel. Ils auraient été, selon le quotidien du Parti, 5 000 hommes du Centre ce jour-là parmi les 100 000 qui à St-Gilles firent le serment de lutter jusqu'au bout pour obtenir le droit de vote.

La conquête du droit de vote pour tous – hélas, pas encore pour *toutes* – fut le souci prioritaire du POB entre 1890 et 1893. Il ne peut être question de relater ici tous les épisodes de cette longue bataille. Mais avant même d'en aborder les aspects régionaux, il faut rappeler que dans le Centre comme ailleurs les socialistes présentèrent des candidats aux élections communales dans certaines localités ouvrières, déjà sous le régime du vote censitaire. Peu nombreux furent les pionniers élus alors par un corps électoral dont était exclue la grande masse des travailleurs; leur élection n'en est que plus significative des progrès des idées socialistes en certains endroits. C'est ainsi qu'en octobre 1887, le POB pénétrait dans les Conseils communaux de Haine-St-Paul, Strépy-Bracquegnies, Bellecourt, Carnières et Familleureux. Trois ans plus tard, LÉONARD et MASSART étaient élus à La Hestre, VITAL LIMBOURG à Bracquegnies, VICTOR DUBY et AUGUSTE SAINTE à Haine-St-Pierre… mais surtout les socialistes s'emparaient de la majorité à Familleureux: pour la première fois, un Collège socialiste allait administrer une commune. Pareils succès électoraux obtenus en dépit d'un système de vote scandaleusement inique permettaient d'augurer de ce qui se passerait lorsque la masse aurait enfin droit au chapitre. Cette perspective ne pouvait que raidir encore les conservateurs dans leur refus et galvaniser l'ardeur des partisans du S.U.: le Centre se montrera particulièrement ardent dans ce combat.

Au Congrès annuel du POB le 14 septembre 1890, les délégués du Centre plaident pour que l'on aille „droit au but" et que le Parti décrète la grève générale. Ils ne sont pas isolés – le Congrès se rallie au principe de la grève – mais la majorité souhaite cependant que des manifestations régionales aient encore lieu en guise de „dernier avertissement". Le Centre en organise une à Soignies, le 9 novembre (3 500 participants de toutes les localités environnantes, y compris Braine-le-Comte et les Ecaussinnes) et une autre à Morlanwelz le 13. En décembre, le Congrès fédéral des mineurs manifeste son impatience; en janvier 1891, l'assemblée générale du „Progrès" envisage de consacrer 10 000 F. aux préparatifs de la grève. Début avril, la Fédération du Centre donne à nouveau mandat à ses délégués au Congrès du Parti de voter la grève générale; ceux-ci admettront cependant le point de vue de VOLDERS qui demande encore un peu de patience. Mais les mineurs estiment avoir assez attendu et passent à l'action, spontanément et en désordre: ils ne reprennent pas le travail après le chômage du 1er mai. La grève est officiellement reconnue par les dirigeants du POB le 5 mai, et aussitôt décrétée dans le Centre – où elle avait été hésitante jusque-là. Le mouvement des mineurs (soutenus par les métallos dans le Centre, où la grève est donc quasi générale) durera trois semaines au total, jusqu'à ce que le 20 mai la section centrale de la Chambre vote le principe de la révision constitutionnelle. Il faudra encore près de deux ans avant que celle-ci soit enfin réalisée.

Deux années pendant lesquelles se multiplient les contacts entre dirigeants du POB et parlementaires libéraux progressistes, les tensions au sein du Parti Ouvrier entre partisans de négociations et tenants de l'action de masse immédiate, les manifestations régionales, votes de motions, articles de presse qui entretiennent dans l'esprit des travailleurs organisés cette grève générale tant de fois annoncée et toujours „prématurée". Constamment, la Fédération du Centre est déchirée entre la volonté de ses militants et l'autorité du Conseil général du Parti. Dans la région, l'agitation pour le suffrage universel a porté ses fruits, les esprits sont éveillés. Le 14 juin 1892, date de l'élection de la Constituante, est aussi jour de chômage général: les exclus du jeu politique manifestent ainsi leur force, et menacent. Le 25 décembre, le Congrès du POB adopte enfin des résolutions plus dures et plus précises, que les travailleurs du Centre accueillent avec satisfaction. Qu'ils soient ou non affiliés au POB, ceux-ci sont dans leur écrasante majorité favorables au S.U. C'est ce que démontre en mars 1893 un référendum organisé par la Fédération (comme dans d'autres régions) avec l'aide des administrations de neuf communes du „coeur" du Centre: sur 8 000 votants, 7 006 se prononcent pour le S.U. pur et simple à 21 ans. Cette consultation est d'ailleurs en elle-même un beau témoignage de la vitalité de la Fédération du Centre, „un des corps d'armée les plus disciplinés et les plus puissants du Parti Ouvrier" (*Le Peuple*, 13 mars 1893).

Rien d'étonnant donc à ce que le Centre ait marché comme un seul homme dans la grève générale *décisive* d'avril 1893. Conformément aux

décisions du Congrès du Parti du 2 avril, le Conseil général avait décrété la grève totale le 11, en réponse à la Constituante qui venait de repousser le S.U. Le mouvement gagna tout le Centre (et tout le pays industriel) en quelques jours: 25 à 30 000 grévistes dans le bassin selon la presse socialiste. Il fut marqué par de nombreux incidents sanglants. La première victime de la gendarmerie mourut devant la Maison du Peuple de Jolimont le vendredi 14. D'autres suivirent. Il y avait une semaine que le pays était paralysé, une semaine que des travailleurs mouraient sous les balles et les sabres quand la Constituante adopta le suffrage universel „tempéré" (!) par le vote plural: tous les hommes âgés de 25 ans et plus recevaient le droit de vote, mais une ou deux voix supplémentaires étaient octroyées en fonction de la situation de la famille, de l'instruction et, toujours, de la fortune. C'était à la fois immense et boiteux. Ce n'était pas encore l'égalité politique pure et simple mais c'était déjà le suffrage universel (masculin). La direction du POB fit cesser la lutte. Les travailleurs du Centre prolongèrent la grève pendant une journée pour fêter leur victoire par des manifestations. Il est bien sûr possible de critiquer aujourd'hui l'acceptation par les dirigeants ouvriers d'un compromis nettement en recul sur leurs exigences initiales, mais à l'époque quel pas en avant formidable celui-ci représentait (le nombre d'électeurs était multiplié par dix), quel bouleversement il annonçait sur l'échiquier politique, enfin et surtout peut-être quel impact sur ces centaines de milliers de prolétaires devenus soudain *citoyens*.

L'instauration du suffrage universel devait aussi avoir d'importantes répercussions sur l'organisation *politique* du POB dans le Centre. La Fédération du Centre regroupait en effet des Ligues ouvrières de trois arrondissements différents, or pour les élections législatives prévues en octobre 1894 les candidats et donc la propagande seraient différents d'un endroit à l'autre. Il fallait restructurer l'organisation en fonction des impératifs, et des espoirs, électoraux. En août et septembre 1893, au cours de deux Congrès, les groupes du Centre décidèrent par conséquent de maintenir la „Fédération mère" mais de constituer, en vue de l'action politique, trois Fédérations d'arrondissement: Soignies, Thuin et Charleroi desquelles les groupes relèveraient en fonction de leur situation administrative. Désormais donc, les sociétés ouvrières de Fayt, La Hestre, Manage, Chapelle-lez-Herlaimont, Godarville, Familleureux, etc. dépendront de Charleroi. Celles qui constituent la Fédération de Thuin ne sont pas très nombreuses en 1893 et, excepté un syndicat de carriers à Sars-la-Buissière, sont situées dans le nord de l'arrondissement (à Haine-St-Pierre, Morlanwelz, Carnières, Péronnes). Enfin, la majorité des groupes du Centre dépendront donc de la Fédération de Soignies – de même que les sociétés du nord de cet arrondissement, telles „La Fraternité socialiste" des Ecaussinnes, les „Travailleurs brainois", la „Ligue du Travail" de Lessines. Chaque groupe doit payer une cotisation à sa Fédération d'arrondissement, excepté la coopérative le „Progrès" qui, elle, subsidie la „Fédération mère", apportant d'ailleurs une triple participation aux frais de propagande.

La Fédération du Centre ne subsistera plus longtemps. Certes, en mars 1894, elle se réunit encore pour discuter de la question des éventuelles alliances électorales et laisser leur liberté aux groupes en la matière. De même, c'est encore sous l'appellation commune de „délégués du Centre" que les militants socialistes de la région sont repris dans les *Rapports* des Congrès nationaux du Parti en 1894 et 1895. Mais les Fédérations d'arrondissement fonctionnent bel et bien depuis la fin de 1893 (celle de Soignies tint sa première réunion, à La Louvière, le 5 novembre) et elles ont de plus en plus d'importance en même temps que les luttes électorales puis l'action parlementaire prennent une place de choix dans l'action du Parti. La

„Fédération mère" tombe donc peu à peu en désuétude et disparaît. Au Congrès national du POB de 1896, il n'est plus question que des Fédérations d'arrondissement.

En ce qui concerne l'action strictement politique du POB, on se limitera donc dans la suite de ce travail, en les distinguant désormais, aux Fédérations de Soignies et de Thuin. Mais pour le reste (organisations coopératives, mutuellistes, syndicales, etc.), des organisations régionales s'étendant aux deux (et même trois) arrondissements continueront à subsister. Il est temps d'ailleurs d'exposer le développement de ces autres branches de l'action socialiste dans le Centre durant les premières années du POB.

CHAPITRE 2.

L'ÉCLOSION DES BRANCHES NON POLITIQUES DE L'ACTION SOCIALISTE

Le Parti Ouvrier Belge est fondamentalement différent du Parti Socialiste actuel en ce sens qu'il se présente comme un rassemblement de groupes politiques *et* d'associations professionnelles, économiques, sociales, culturelles, etc. Les secondes sont les plus nombreuses. Ainsi, et c'est un exemple presque pris au hasard, sur les vingt-cinq groupes du Centre représentés au Congrès du POB à Namur en 1892, il n'y a que cinq Ligues Ouvrières; les vingt autres sociétés sont des coopératives, des mutuelles surtout, quelques syndicats, bref des groupes qui, tout en adhérant bien sûr aux principes et aux objectifs globaux du Parti, n'ont pas pour „créneau" (dirions-nous aujourd'hui) l'activité politique *stricto sensu*. Mais tous sont affiliés au Parti – donc leurs membres par ce biais – et y ont voix au chapitre au même titre que les Ligues. La plupart des pionniers ont fait preuve de dynamisme sur beaucoup de terrains: on retrouve souvent les mêmes hommes, dans une localité, à l'origine ou parmi les animateurs et de la Ligue, et de la coopérative, et du syndicat, et de la mutualité… Ce qui ne signifie pas bien sûr que, dès cette époque, tous ces groupes existent dans chaque commune, loin de là, ni non plus que chaque branche du mouvement socialiste connaisse le même succès.

1. LE DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION

On a déjà évoqué les débuts de la coopérative „Le Progrès" à Jolimont, en 1886, sous l'impulsion de THÉOPHILE MASSART – ainsi que les critiques adressées à l'oeuvre par les militants du PSR à l'époque de la dissidence. Nous n'y reviendrons pas. Lorsqu'en mars 1888, la coopérative adopte de nouveaux statuts et se fait reconnaître légalement, elle est déjà devenue ce qu'elle restera longtemps: la principale réalisation socialiste dans le Centre. Quand elle adhère officiellement au POB en avril 1889, elle compte plus de 3 000 membres – individus (souscrivant une action de 2 F.) et sociétés (versant une cotisation en fonction de leur propre nombre d'affiliés). Les coopérateurs seront encore deux fois plus nombreux cinq ans plus tard: 7 500 en 1893! Essor formidable donc, et qui se répercute sur la société elle-même. Vu l'augmentation des ressources, la boulangerie sera modernisée, les installations agrandies, le charroi (pour les tournées de pain) accru, le personnel renforcé. La vente de pains reste l'activité principale et la plus lucrative (40 000 F. de bénéfice par exemple pour le seul premier semestre de 1892) mais la société se diversifie pourtant. Elle vend d'autres produits alimentaires, elle propose bière et vin dans son café, elle reprend en 1889 l'exploitation de boucheries et d'un abattoir, elle ouvre des pharmacies coopératives (en 1888 à Jolimont, en 1890 à La Louvière).

„Le Progrès" entreprend aussi de doter d'autres communes du Centre de leur Maison du Peuple: après La Louvière en décembre 1889, ce sera Houdeng l'année suivante, Ecaussinnes en 1892, d'autres plus tard. Les locaux de la „maison mère" à Jolimont abritent les réunions de quantité de groupes et de fédérations politiques, syndicaux, mutuellistes, culturels. Une chorale, un cercle dramatique sont créés au sein de la société, qui obtient aussi de disposer de la riche bibliothèque de CÉSAR DE PAEPE après son décès en 1890. La salle des fêtes du „Progrès" accueille les ouvriers non seulement à l'occasion de meetings ou d'assemblées générales, mais aussi pour des conférences, des spectacles, des bals… Une *église rouge*, Jolimont? Plus que cela, une importante société économique aux activités multiples doublée d'une entreprise d'émancipation culturelle, un véritable

centre communautaire et militant, coeur géographique, trait d'union et… poumon financier de l'action socialiste dans la région. Plusieurs militants de l'époque héroïque ont fait l'apologie, en même temps que la description minutieuse, de cette remarquable *Oeuvre d'une classe* (titre des 502 pages d'EUGÈNE ROUSSEAU parues en 1911 pour le quart de siècle du „Progrès"): on trouvera dans leurs écrits maints détails sur celle-ci. Nous ne minimisons pas son importance en ne les reproduisant pas ici.

Ce que l'on peut encore souligner, entre autres mérites du „Progrès", c'est qu'il fut aussi un refuge pour bien des militants victimes de la vindicte patronale. La coopérative l'avait compris dès 1888 et proposé que ses employés signent les affiches et convocations des groupes socialistes pour éviter les représailles. Les membres de son personnel étaient d'ailleurs choisis parmi les animateurs les plus énergiques, les plus exposés donc, des organisations ouvrières. Le secrétaire du Cercle socialiste de Strépy-Bracquegnies, par exemple, VITAL LIMBOURG, renvoyé des charbonnages en 1890, trouvera un poste au „Progrès"; beaucoup d'autres auront ainsi, comme lui, la possibilité matérielle de continuer leur combat: quantité de leaders du mouvement socialiste naissant travaillent à la coopérative. Le principe est tout à fait compréhensible, mais cela ne va pas sans exciter des jalousies, car les employés du „Progrès" bénéficient bien sûr de conditions de travail et de salaire exemplaires comme il se doit dans une entreprise socialiste (on attend d'eux, en échange, un dévouement sans bornes à la cause commune). Autre motif de rancoeur ou d'insatisfaction chez certains: la „poigne de fer" du directeur-gérant THÉOPHILE MASSART et du trésorier HENRI LÉONARD, les craintes devant une puissance excessive de la coopérative dans l'ensemble du mouvement ouvrier, les divergences quant à l'administration de la société. Des motifs de ce genre sont à l'origine de la fondation en 1890 d'une coopérative „dissidente", l'„Avenir des Travailleurs".

Les principales difficultés du „Progrès" au cours de ses premières années – difficultés toutes relatives en regard de son essor – ne vinrent pas de ses problèmes internes, mais d'une part de la campagne de dénigrement de la presse bourgeoise conservatrice, et d'autre part de la concurrence d'une boulangerie coopérative catholique mise sur pied en 1891 à Morlanwelz, „Le Bon Grain". Un des employés de cette dernière, transfuge du „Progrès", intenta une action en justice contre MASSART pour malversations et détournements, dès juillet 1891: l'affaire se termina à l'avantage de la coopérative socialiste en avril 1892. Au début des années '90, le „Progrès" n'est déjà plus toute la coopération socialiste dans le Centre. Mais les autres essais sont encore bien rares, timides et incertains.

Les premiers à tenter de marcher sur les traces du „Progrès" sont des militants de Strépy-Bracquegnies qui, dès 1886, sous l'impulsion de JEAN-BAPTISTE HANON, fondent une coopérative ayant pour objet la vente du pain, de la farine et d'articles de mercerie. Elle compta rapidement jusqu'à 600 membres mais très vite fut ébranlée par des difficultés administratives: son secrétaire-trésorier l'aurait abandonnée en y laissant un lourd déficit. Elle fut ensuite entravée par des querelles internes au moment de l'aventure PSR et, finalement, ne put soutenir les frais d'un procès contre l'État (celui-ci avait exproprié son local): cette expérience malheureuse s'arrêta en 1889. „La Sociale" de Baume (La Louvière) ne fut pas non plus une réussite. Cette coopérative avait été mise sur pied en 1888 par des hommes du POB dans un contexte de préparation à la grève générale et pour répondre, par une réalisation supplémentaire, aux critiques du PSR. „La Sociale" devait en quelque sorte compléter l'action du „Progrès" en exploitant des boucheries et la vente du beurre. Mais la viande n'était pas alors une denrée couramment consommée par la

classe ouvrière. Après de bons débuts pourtant, la coopérative périclita: elle fut absorbée par le „Progrès" dès 1889, celui-ci payant ses dettes. Le „Progrès" abandonna alors la vente de beurre mais maintint les boucheries, difficilement. Certes pas dans l'espoir d'en tirer bénéfice, mais plutôt pour tenter d'influencer le marché en maintenant le prix de la viande à un juste taux et en offrant des produits de qualité.

Plus durable fut l'„Avenir des Travailleurs", également établie à Baume – mais cette coopérative se posa, elle, en adversaire déclaré du „Progrès". Ses principaux fondateurs et animateurs, VICTOR DUBY et HECTOR EVRARD, s'étaient opposés souvent à MASSART au sein du Conseil d'administration du „Progrès"; ils avaient même réussi à écarter ce dernier de l'organe de direction de la coopérative, mais temporairement. Ils reprochaient déjà en novembre 1888 à MASSART de n'avoir „qu'une chose en vue: gagner le plus d'argent possible" et insistaient pour qu'une part plus grande des bénéfices soit consacrée à la propagande. Au printemps 1890, ils rompent avec le „Progrès" et aidés par la mutualité de Baume („La Sociale", affiliée au POB) fondent une autre boulangerie coopérative se réclamant, elle aussi, du Parti Ouvrier. Le tract qui annonce son ouverture insiste sur l'importance de l'action syndicale, de l'instruction des travailleurs et du contrôle de la comptabilité des coopératives: tous reproches implicites adressés au „Progrès". Ce dernier réagit et, usant de sa position de force dans le Parti, obtient en juillet que le Conseil général désavoue „L'Avenir des Travailleurs". Condamnation qui n'empêchera pas la nouvelle coopérative de se développer et de concurrencer sa rivale durant quelques années; elle perdit la bataille toutefois: ses locaux furent rachetés en 1901 par le „Progrès"...

Une des plus anciennes coopératives de l'arrondissement, plus solide que les précitées, fut „La Concorde" de Soignies. Cette boulangerie coopérative – qui ne pouvait porter ombrage au „Progrès" puisqu'elle en était bien éloignée – avait été fondée en 1887 par PIERRE LOOR et NICOLAS DELMOITIÉ (entre autres). Ses débuts, très modestes, furent encourageants puisque dès 1888 il lui fallut se doter d'un four mécanique. Elle ne se constitua légalement en „société coopérative des ouvriers du bassin de Soignies" qu'en 1894. L'année précédente, la coopération avait pénétré tout au nord de l'arrondissement, sous l'impulsion du leader socialiste local OSCAR PAQUAY, à Lessines. Avec des fonds avancés par la „Ligue du Travail", celui-ci avait acquis en novembre 1892 un terrain sur lequel une Maison du Peuple fut aussitôt élevée. C'est pour l'exploitation de ce local que les travailleurs constituèrent la coopérative „La Sociale" en 1893. Celle-ci est la dernière née dans l'arrondissement au cours des premières années du POB. Aucune ne vit le jour, pendant cette période, dans l'arrondissement de Thuin.

2. LA DIFFICILE CROISSANCE DES SYNDICATS

D'une manière générale, dans le Centre comme dans les autres bassins industriels, le syndicalisme est à la traîne dans le mouvement ouvrier et ce, jusqu'à la Première Guerre mondiale. Des syndicats naissent bien sûr, mais souvent pour une revendication précise ou lors d'une agitation et tout aussi souvent disparaissent quand la revendication a été satisfaite, que l'agitation a décru ou, bien entendu, après une défaite. Les fluctuations dans le nombre des syndicats, dans les effectifs de chacun d'eux, témoignent de cette situation. La branche syndicale du POB est alors peu de choses face aux coopératives ou aux mutualités.

On l'a vu, c'est à l'époque de la scission PSR que le POB s'efforça de susciter – ou ressusciter, car on se souvenait de la vieille mais éphémère „Union des Métiers" – des syndicats de mineurs dans les charbonnages du Centre. Plusieurs naissent ainsi dans les années 1887-1888, notamment aux puits St-Arthur et St-Abel de Mariemont (Morlanwelz), à Strépy-Bracquegnies, à La Hestre, à Sars-Longchamps (La Louvière), Houssu et Haine-St-Pierre. Tous ensemble, ils ne réunissent guère que 5 à 600 affiliés – sur plusieurs milliers de travailleurs. Des délégués de Houssu et Haine-St-Pierre participent en février 1890 à la première assemblée de la Fédération nationale des Mineurs constituée par le POB en décembre précédent. C'est également en 1890 que le syndicat de Bracquegnies, sous la conduite de VITAL LIMBOURG, obtient après une semaine de grève le remplacement de la machine servant à la descente et la remonte des ouvriers, jugée dangereuse, après quoi il réclame aux patrons une indemnité salariale pour les jours de grève: l'affaire se terminera (deux ans plus tard) devant les tribunaux à l'avantage des travailleurs! En novembre 1890 enfin, les divers syndicats existant (les précités et d'autres apparus à Fayt, Chapelle-lez-Herlaimont, Trazegnies, Morlanwelz, Carnières, Anderlues) reconstituaient dans le Centre l'Union fédérale des mineurs. On a vu qu'en mai 1891, ces derniers jouèrent un rôle décisif – avec leurs compagnons des autres bassins – dans la décision parlementaire du principe de la révision constitutionnelle. Par la suite, leurs organisations se confondirent dans l'élan général vers cette révision et la Fédération des Mineurs en tant que telle disparut même un moment – puisqu'il fallut la reconstituer en 1895. Inutile de dire que durant toute cette période de luttes politiques, entre la fin des années '80 et 1893-94, il ne se passa pas d'années sans que les mineurs de l'un ou de l'autre (ou plusieurs) charbonnage du Centre ne déclenchent une grève pour des questions économiques, parfois avec succès.

La formation de syndicats fut, semble-t-il, encore plus lente chez les métallurgistes, en partie parce que ces derniers jouissaient de meilleures conditions que les mineurs. En revanche, une fois constitués, les groupes paraissaient plus stables que ceux des mineurs. Le premier syndicat, celui des mouleurs, se constitue au début de 1887 et adhère à la Fédération nationale des Métallurgistes créée fin 1886. En 1890, cette dernière ne compte toujours que trois organisations du Centre: le syndicat des mouleurs, celui des métallurgistes de Haine-St-Pierre et celui des lamineurs des ateliers La Croyère – les deux derniers datant de décembre 1888. À la fin 1890, un autre groupe verra le jour, le syndicat des lamineurs de Baume. Peu avant que se tienne à Jolimont le congrès de leur Fédération nationale, en juin 1891, les métallurgistes du Centre se réuniront à deux reprises pour tenter de former une Fédération régionale (comme c'était souhaité depuis la restructuration du mouvement ouvrier du Centre en 1890). Essai prématuré: ce n'est qu'en août 1896 que cet organisme sera mis en place. Pourtant, dans ce secteur aussi, l'absence d'organisation syndicale solide n'entame pas la combativité des travailleurs. Il est certain en revanche qu'elle empêche bien des mouvements de revendication d'aboutir. Pas tous pourtant: les ouvriers des laminoirs de Baume parvinrent à arracher le droit au repos dominical en faisant bloc, à deux reprises, en 1889 et deux ans plus tard, ils repoussèrent une réduction salariale de 5% en résistant durant neuf semaines de grève (mais ils étaient alors groupés en un syndicat depuis un an).

S'il est bien un secteur où les travailleurs seront coutumiers des grèves de longue, très longue durée même, c'est celui des carrières. Il n'en sera pas question cependant avant qu'une structure syndicale solide le permette. Or, à la fin de l'hiver 1887, c'est précisément pour la liberté d'association que les carriers devont se battre. Il existait alors depuis peu aux Ecaussinnes et à Soignies des Ligues Ouvrières ayant une double fonction politique et syndicale de par leur composition. De même que la Fédération des ouvriers carriers

du Hainaut, fondée en janvier 1887, ces Ligues seront au centre de la première grève générale des carriers hennuyers. À la mi-février, la Fédération réclame la mise à la criée des pierres brutes et une augmentation salariale: les patrons de Soignies répondent par le lock-out et posent comme condition pour la reprise la remise par les ouvriers de leur livret de membre des Ligues Ouvrières. Les travailleurs de la pierre des autres localités cessent le travail au début mars par solidarité. Mais la grève s'éteint en avril sans que les ouvriers aient obtenu quoi que ce soit. Cet échec retentissant dispersera sans doute la jeune Fédération hennuyère: on n'en trouve plus de traces ensuite; il est question en juin 1890 de la reconstituer, mais le projet ne semble pas aboutir. Par contre, l'année suivante, grâce à OSCAR PAQUAY, une première organisation socialiste voit le jour dans la région de Lessines: la „Ligue du Travail", à la fois syndicat et groupe politique. Quant aux ouvriers carriers de Thudinie, ce n'est que plus tard encore qu'ils s'organisent – mis à part un groupe syndical existant en 1893 à Sars-la-Bussière, mais qui ne semble pas avoir subsisté longtemps.

3. LES PROGRÈS DE LA MUTUALITÉ

Dans le Centre, „La Solidarité" de Fayt fut à la mutualité ce que fut „Le Progrès" pour la coopération. Plus même: cette vieille caisse de secours mutuels, fondée par les Internationalistes en 1869, joua un rôle de précurseur par rapport à l'ensemble du pays. En outre, non contente d'être à l'origine du développement des mutuelles socialistes dans sa région, elle donna aussi l'impulsion à d'autres types d'actions: en 1886, elle organisa la première conférence socialiste à La Louvière et participa à la fondation du „Progrès" par exemple. Elle comprenait alors trois sections locales, à Fayt bien sûr, à Jolimont et à Bois-St-Vaast (La Louvière). Une quatrième caisse de secours, autonome elle, vit le jour à la fin de l'année à La Hestre: „La Mutualité". Tout en contribuant aussi à la propagande socialiste, ces sociétés avaient pour objectif de soulager leurs membres en cas de maladie ou d'accident de travail. Elles établirent plus tard un régime de pension pour les vieux travailleurs (1892), un service d'indemnités pour les miliciens enrôlés, des caisses de secours aux familles en cas de décès.

À la fin des années '80, les mutuelles se multiplient dans le Centre et il sera vite question de les fédérer. On y songeait déjà en 1887 (pour les quatres groupes initiaux). Ce sera chose faite, à l'initiative de „La Solidarité", en novembre 1890. La Fédération des mutualités socialistes du Centre est définitivement constituée en janvier 1891 et JULES MANSART nommé secrétaire-trésorier. Au moment de sa constitution, la Fédération regroupe une quinzaine de sociétés totalisant plus de 3 000 affiliés (hommes uniquement, il n'était pas encore question de mouvement féminin). C'est énorme, et cela explique qu'en octobre 1891, le siège de la Fédération nationale sera transféré de Gand à Jolimont et le poste de secrétaire national confié à MANSART. L'importance de la mutualité doublera dans le Centre en moins de trois ans: en juin 1893, la Fédération régionale se compose de vingt-neuf sections établies dans les communes de La Louvière, Haine-St-Paul, St-Vaast, Trivières, Bracquegnies, Houdeng, Seneffe, Manage, Bois-d'Haine, Fayt, La Hestre, Chapelle, Gouy, Haine-St-Pierre, Morlanwelz, Carnières, Leval, Essaix, Péronnes... D'autres sont en formation à Trazegnies, à Binche même. Au total, la Fédération compte alors près de 6 000 membres. Ce qui la met, à cet égard, au niveau du „Progrès" et largement au-delà des organisations syndicales régionales.

Les mutualités socialistes du nord de l'arrondissement de Thuin sont donc intégrées dans la Fédération du Centre. Il n'en va pas de même pour les sociétés du pays des carrières, dans l'arrondissement de Soignies. Il existait dans cette région (à

Soignies et aux Ecaussinnes), de longue date, une puissante mutuelle tantôt présentée comme inféodée aux patrons, tantôt classée „apolitique": „Les Quatre Couronnés" (du nom de la fête patronale des carriers). En 1893, elle regroupait 600 membres aux Ecaussinnes: une partie de ceux-ci souhaitaient son adhésion au POB, les autres (dont son président) y étaient absolument hostiles. Il faudra longtemps avant que cette affiliation ait lieu (septembre 1909 aux Ecaussinnes, mai 1894 déjà à Soignies). En attendant, les socialistes créèrent leurs propres organismes dans la région: une caisse de secours est fondée par la Ligue Ouvrière de Soignies en 1887, la „Fraternité socialiste" est crée aux Ecaussinnes en 1892. En décembre de cette année, il est question de créer une Fédération mutuelliste propre aux travailleurs de la pierre, analogue à celle du Centre; elle devrait réunir les sociétés des Ecaussinnes, Soignies, Marche, Feluy, Arquennes (arr. de Charleroi) et Quenast (arr. de Nivelles).

4. LES AUTRES FORMES DE L'ACTION SOCIALISTE

Des Jeunes Gardes Socialistes (JGS) sont organisées dès 1887 à La Louvière et à La Hestre. Le groupe de cette dernière commune, fort actif, sera à l'origine de la création de toutes les autres JGS dans la région. Il comptait 180 membres en 1888, près de 500 en 1891, 625 l'année suivante. En 1893, il existe sept Jeunes Gardes dans le Centre: à La Hestre, Bellecourt, Baume, Jolimont, Morlanwelz, Chapelle et La Louvière. Elles diffusent l'organe national *La Jeune Garde*, essayant d'attirer les jeunes au socialisme. Leur propagande est essentiellement sinon uniquement antimilitariste: les JGS combattent l'odieux système de conscription basé sur le tirage au sort et le remplacement. Ils organisent des manifestations lors de chaque tirage au sort, en début d'année, et en octobre au moment du départ des conscrits pour la caserne. Animés à leurs débuts par EUGÈNE ROUSSEAU, les JGS du Centre occupent vite une place prépondérante au sein de la Fédération nationale des JGS, et apparaîtront comme une des branches les plus remuantes du mouvement ouvrier dans le Centre.

Souvent, les JGS collaborent aussi à l'oeuvre culturelle du POB, en donnant des cours dans des cercles d'études, en animant les sections dramatiques. Dès ses débuts, „Le Progrès" avait créé en son sein plusieurs organismes culturels: bibliothèque, société de gymnastique, chorale, harmonie, cercle dramatique. L'Harmonie du Progrès, formée dès 1886, comptait 60 musiciens en 1893; la plupart des groupes socialistes dans les diverses communes constituèrent elles aussi des sociétés de musique qui accompagnaient régulièrement les meetings et manifestations. „Le Progrès" donna encore l'exemple en matière de théâtre ouvrier: son cercle dramatique fut un des premiers sinon le premier du genre dans le pays, en 1890. Son objectif était de faire du théâtre de propagande en suivant de localité en localité les militants socialistes à l'occasion des grands meetings; il ne devait jouer que des „oeuvres de combat s'inspirant de la doctrine socialiste ou de la morale rationaliste". Parmi ses fondateurs, une toute jeune fille, FÉLIXA BLONDIAU – qui jouera un rôle remarquable dans le mouvement culturel socialiste.

Il nous reste à évoquer les sociétés de Libre pensée, qui en combattant avec un succès indéniable l'influence du clergé dans le Centre, contribuèrent assurément elles aussi aux progrès des idées socialistes. C'est à partir de 1884 que le mouvement rationaliste s'accentua dans la région (peut-être en réaction à l'avènement d'un gouvernement catholique). Les cercles se multiplièrent (à La Louvière, La Hestre, Houdeng d'abord) et une Fédération régionale, ayant pour secrétaire HECTOR EVRARD, fut constituée en 1889. Outre les enterrements civils, les socié-

tés rationalistes se chargeaient de la diffusion du journal *La Raison* et de l'organisation de conférences éducatives. Elles mirent sur pied aussi, dès 1888, une Fête laïque annuelle pour les enfants ayant atteint l'âge de 11 ans: la première eut lieu à Jolimont, les suivantes successivement à La Louvière, Morlanwelz, La Hestre et Chapelle. Progressivement, les bourgeois libéraux qui coyoyaient les socialistes dans ces organismes s'en retirèrent et en 1893, la solennité annuelle était presqu'exclusivement l'oeuvre des ouvriers. Les femmes prirent part elles aussi à ce combat philosophico-politique: une trentaine de militantes formèrent en décembre 1890 un „Cercle des citoyennes socialistes et rationalistes du Centre" animé à ses débuts par MATHILDE GÉNARD, de La Hestre.

CHAPITRE 3.

TABLEAU D'ENSEMBLE DU SOCIALISME DANS LE CENTRE EN 1893

Nous terminons cette évocation de l'oeuvre des pionniers par un chapitre un peu particulier qui nous est suggéré par l'existence d'un document tout à fait exceptionnel, unique même, qui fut récemment révélé par J. MICHEL et J. PUISSANT dans un article sur les Archives départementales du Nord à Lille[5]. Il s'agit d'un très long texte (192 pages) du commissaire de police de Feignies (France), daté du 20 mars 1893 et intitulé *Rapport d'ensemble sur l'organisation ouvrière dans le Centre belge.* Fort documentée, nuancée et marquée d'un souci d'objectivité, cette étude „sans égale dans les archives" contient notamment des biographies exceptionnelles des principaux militants, de véritables monographies sur les diverses organisations, des analyses de la situation du mouvement commune par commune. Nous l'utiliserons ici – en donnant la parole au policier français – pour brosser rapidement un tableau „coloré" de l'organisation socialiste et de ses dirigeants à la veille de l'entrée du POB au Parlement.

Traitant de la coopérative de Jolimont, le commissaire de Feignies ne manque pas de relater par le menu les querelles de personnes qui ont opposé ses administrateurs, les accusations de „tripotages" lancées à trois reprises (en 1889 et 1891) contre MASSART par des coopérateurs, les critiques contre son autoritarisme. Il expose le conflit entre d'une part VICTOR DUBY (futur fondateur de la boulangerie rivale) et FERDINAND CAVROT, et d'autre part MASSART et HENRI LÉONARD – conflit qui se terminera à l'avantage de ces derniers, les „piliers de la coopérative" qui „géraient et gèrent encore cette entreprise à leur guise, à peu près comme ils l'entendent".

Selon le rapport, c'est parce qu'il fut évincé de la haute administration de la coopérative que Cavrot se consacra entièrement à l'organisation de la Fédération régionale des mineurs, en juin 1890. Celle-ci serait „l'association la plus importante du bassin; elle est la plus nombreuse et la mieux dirigée". Mais le policier français souligne toutefois le cas des charbonnages de Bascoup „dont une grande partie des mineurs restent en dehors du mouvement syndical. Dans d'autres localités situées à l'est du bassin, les mineurs s'affilient peu à peu aux Chevaliers du Travail de Charleroi; ces enrôlements ont beaucoup de chances de continuer car l'association des Chevaliers est réputée indépendante". À propos des organisations de métallurgistes, le rapport note qu'elles progressent depuis le début de la décennie grâce au travail de plusieurs propagandistes (LÉONARD, BURLÉON et JAMAELS) qui tentent de profiter de la crise sévissant dans ce secteur. Auparavant, dans l'ensemble, „les métallurgistes gagnant de bonnes journées étaient restés à l'écart du mouvement ouvrier et cela ou par indifférence ou parce que leur situation matérielle était bonne".

Après une description détaillée du fonctionnement de la Fédération des mutualités, le commissaire note: „l'association mutuelle dans le Centre a fait beaucoup de progrès ces dernières années; c'est une organisation intelligente, utile et durable; utile surtout à la cause de la démocratie socialiste, car le parti ouvrier peut compter comme partisans tous les membres des sociétés de secours mutuels (...); elle est appelée à jouer un certain rôle dans la contrée, car elle tient les ouvriers par l'intérêt; ce

[5] *J. MICHEL et J. PUISSANT, Le Hainaut troublé de la fin du XIXe siècle vu de France, dans Recueil d'études d'histoire hainuyère, t. I, Mons, 1983, p. 767-781. Les auteurs ont l'heureuse intention de publier intégralement ce document en l'annotant comme il se doit. Les brefs extraits que nous citerons ici montreront, espérons-nous, tout l'intérêt de leur projet.*

sont encore les hommes et la coopérative de Jolimont qui donnent la note dans cette fédération". Plus loin, le fonctionnaire constate que l'abolition du système militaire préconisée par les JGS „gagne chaque jour de nombreux partisans" et de même, évaluant l'action des socialistes rationalistes, qu'„il n'est pas rare de voir un enterrement civil dans la région".

Il poursuit: „Une guerre acharnée est faite à ces sociétés par le clergé qui (...) cherche à attirer tout ce qu'il peut d'ouvriers dans ses cercles et ses patronages; ses efforts ne sont pas vains grâce au précieux appui de certains personnages *huppés* de la contrée qui protègent les oeuvres cléricales et de leur influence et de leur argent (...) Pour résister aux manoeuvres cléricales, le parti ouvrier socialiste a multiplié ses *maisons du peuple* et a usé du système de boycottage dans le but évident de grouper les ouvriers indifférents et surtout les petits commerçants (...)" Le boycottage, c'est-à-dire la mise à l'index des boutiquiers refusant d'arborer à leur vitrine une carte de membre du Parti: „Il s'en est suivi que dans la région, où la bourgeoisie est clairsemée, le commerce local tomba en quelque sorte sous la dépendance de la classe ouvrière (...) Heureusement pour la bonne renommée des associations ouvrières, le système du boycottage a disparu peu à peu."

Les remarques du commissaire de Feignies sur les Ligues Ouvrières sont du plus haut intérêt. Il écrit en effet qu'elles „sont composées d'ouvriers n'appartenant pas aux syndicats professionnels; on y trouve des anciens ouvriers qui se sont mis dans le commerce, et des commerçants qui ne pouvant entrer dans les syndicats corporatifs veulent soutenir la cause prolétarienne. Ces ligues ouvrières sont peu nombreuses; les réunions se font lors des périodes d'agitation". Le rapport ne leur consacre pas plus de place, mais ces quelques lignes sont suffisamment éloquentes. À un autre endroit, le document précise aussi que chacune des branches du mouvement ouvrier „travaille à son propre développement sans s'occuper de sa voisine" tout en participant au Comité fédéral qui chapeaute l'ensemble. Comité fédéral dont chaque membre est largement présenté dans le rapport, de même que les autres animateurs des diverses organisations. Il n'est pas inutile de relever quelques appréciations de la police française sur quelques-uns de ces hommes parmi lesquels figurent plusieurs futurs mandataires du POB.

PAUL CONREUR, ancien partisan de DEFUISSEAUX, membre du Comité fédéral: „petit, trapu, blond, moustaches énergiques, est tailleur d'habit à Jolimont (...) il se trouve à toutes les réunions ouvrières, en un mot partout où il y a de la propagande révolutionnaire à faire (...) un des personnages les plus remuants du parti ouvrier dans le Centre belge (...)".

JULES MANSART, membre du Comité fédéral, secrétaire des mutualités du Centre et correspondant du *Peuple*; ancien porion aux charbonnages de Mariemont, employé au „Progrès" depuis 1891 (futur député de Soignies): „pendant la dernière grève générale d'avril 1893 (...) la violence de ses discours et la pression qu'il a exercée sur les ouvriers lui ont valu d'être mandé plusieurs fois au parquet de Charleroi".

HENRI LÉONARD, membre du Comité fédéral, longtemps secrétaire de la Fédération, trésorier du „Progrès" dont il est le comptable, ancien forgeron (futur député de Charleroi): „c'est un garçon intelligent et décidé (...) cet individu fait partout une propagande socialiste acharnée, il s'occupe de tout, veut tout diriger, tout commander; en 1891, il donnait tout son temps à l'organisation syndicale des métallurgistes; les meetings qu'il a donné pour cela sont nombreux (...)".

THÉOPHILE MASSART, ancien de l'Internationale, membre du Comité fédéral, fondateur et directeur du „Progrès", délégué au Conseil général du Parti avec CONREUR (et conseiller provincial depuis 1892): „presqu'entièrement chauve, il porte un long fer à cheval grisonnant (...) il fait tout ce qu'il peut pour avoir et garder les sympathies de tous les coopérateurs (...) Les revenus de MASSART n'ont pas été sans soulever de vives critiques parmi quelques coopérateurs jaloux."

FERDINAND CAVROT, fondateur et trésorier de la Fédération régionale des mineurs, ouvrier au puits St-Abel à Mariemont, domicilié à La Hestre (futur député de Charleroi): „c'est un homme fort bon et fort simple, plus pacifique que méchant: grand, forte corpulence, ancien internationaliste (...) un personnage marquant dans le mouvement ouvrier".

JEAN-BAPTISTE BURLÉON, ancien de l'Internationale, membre du Comité régional des mineurs: „on le rencontre partout, dans toutes les réunions et dans toutes les manifestations; il a contribué pour une bonne part à l'organisation ouvrière du bassin du Centre des mineurs principalement et des métallurgistes; son nom figure en bas de toutes les affiches de la Fédération".

VITAL LIMBOURG, membre du Comité fédéral, secrétaire des Mineurs du Centre et du Cercle socialiste de Strépy-Bracquegnies, ouvrier à Strépy-Bracquegnies, puis employé au „Progrès" (futur bourgmestre de Strépy-Bracquegnies): „cet individu est devenu le défenseur le plus ardent des revendications ouvrières dans cette commune où il a beaucoup d'influence sur ses camarades".

EUGÈNE ROUSSEAU, ouvrier boulanger au „Progrès", domicilié à Haine-St-Paul (futur député de Thuin): „le meneur des Jeunes Gardes Socialistes dans le Centre est à peine âgé de 22 ans (...) Ce socialiste professe des opinions très avancées; il combat surtout contre le service militaire et fait beaucoup de propagande en faveur du suffrage universel; il est de toutes les réunions".

HECTOR EVRARD, secrétaire de la Fédération des sociétés rationalistes: „faisait partie du Conseil d'administration de la société coopérative de Jolimont dont il a été exclu pour avoir critiqué la gestion de MASSART; pour se venger, il fit paraître dans le bassin un manifeste (...); à cette époque, il était cabaretier à Baume où il fonda une coopérative rivale, L'Avenir des Travailleurs (...)"

Tels sont en 1893, selon le commissaire de police de Feignies, les principales figures socialistes du Centre. Il en est d'autres, qu'il évoque également. Ainsi FRANÇOIS BERNARD, JULES SELVAIS, AUGUSTE SAINTE, OMER JAMAELS (un des organisateur des métallurgistes), membres du Comité fédéral. ALFRED MALENGRET „qui de tout temps a dirigé les ouvriers de Carnières"; EMILE HERMAN „qui tient la tête du socialisme" à Fayt – dont il deviendra bourgmestre; ARTHUR HERLIN, ancien métallurgiste devenu employé du „Progrès", un des militants les plus actifs à La Louvière, „considéré comme un agitateur sur lequel la gendarmerie principalement exerce une surveillance". Ces derniers sont évoqués par le policier français au cours de son analyse du mouvement dans une vingtaine de hameaux, villages ou communes du Centre. Une série de notices locales desquelles il est aussi possible d'extraire quelques éléments.

À Anderlues, commune catholique, un syndicat des mineurs s'est constitué en 1891 sous la présidence de J.B. LOUVRIER qui fut aussitôt inquiété par ses patrons et la gendarmerie et même détenu sans motif pendant près de trois semaines. „L'ensemble de la situation indique que les progrès du parti ouvrier seront lents car la compagnie charbonnière est disposée à sévir contre ceux des siens qui propageraient trop sérieusement les théories du socialisme".

Situation encore plus difficile à Binche, où „les efforts tentés par le parti ouvrier du bassin du Centre pour implanter dans cette ville les germes d'une organisation ouvrière socialiste sont toujours restés sans succès, surtout depuis quelques an-

nées (...) Le journal *Le Peuple* ne se voit nulle part dans la ville, il est même difficile de le trouver; par contre plus de mille journaux catholiques sont distribués par jour (...)"

À Baume, lieu-dit situé sur le territoire de La Louvière et Haine-St-Paul, plusieurs organisations relèvent du POB: le syndicat des lamineurs, la mutualité „L'Emancipation", le cercle rationaliste „Les disciples de CÉSAR DE PAEPE", la coopérative „L'Avenir des travailleurs". Celle-ci „fonctionne seule, sans tutelle aucune et (...) est comme la sentinelle qui observe les menées et les spéculations des hommes de Jolimont(...) La guerre économique que se font ces deux sociétés n'est pas sans causer certains tiraillements dans le mouvement politique du Centre".

Des tiraillements, il y en a aussi à Gouy, et à Trazegnies, mais pour d'autres motifs. À Gouy, l'Association syndicale des mineurs fondée jadis par JOSEPH DANDOIS se morcèle peu à peu au profit des Chevaliers du Travail de Charleroi; à Trazegnies, il existe même deux groupes rivaux: l'„Union des Mineurs" (le plus important), affilié aux Chevaliers du Travail, et le Syndicat des Mineurs affilié lui au POB du Centre.

Le petit syndicat du Bois-du-Luc (hameau de Houdeng-Aimeries) piétine. „Le houilleur du Bois-du-Luc présente le type du travailleur tranquille, satisfait et docile se laissant conduire au gré du Conseil d'administration qui donne lui-même l'exemple des pratiques religieuses. Le parti socialiste n'a jamais pu s'emparer de ce hameau dont l'administration s'est toujours efforcée d'écarter ce qu'elle appelle le mal social (...)".

Quel contraste avec Houssu (hameau de Haine-St-Paul), où „les grèves sont fréquentes à cause du caractère même et de l'ignorance des ouvriers; ceux-ci sont logés par l'administration dans des cités où ils mènent une vie de sauvages; le charbonnier de Houssu est un paria, absolument illettré, se mettant en grève avec une facilité attristante et dont la misère paraît irrémédiable (..) il ne connaît rien en dehors de son coron et passe ses dimanches et jours de fête le plus souvent sans quitter son costume de travail (..)". Pourtant, un syndicat y existe (dirigé par un vétéran, ALEXANDRE MAINIL) et participe à tous les congrès et manifestations.

À Strépy-Bracquegnies, les socialistes se sont alliés aux libéraux progressistes pour tenter de faire élire VITAL LIMBOURG au Conseil Communal; les forces ouvrières sont importantes dans cette localité: un syndicat de mineurs fort de 300 membres, un Cercle socialiste comprenant 50 affiliés, une société rationnaliste (dirigée par HECTOR TECQMENNE).

Le POB a réussi à s'imposer à Carnières où l'on trouve une Ligue (mal en point cependant), un syndicat de mineurs, une mutuelle, un cercle de libres penseurs. Mais c'est en s'alliant avec les catholiques que les socialistes ont emporté en 1890 la majorité au Conseil communal: une alliance qui ne fut bien sûr pas du goût de tous, mais „les critiques ne durèrent pas longtemps, crainte de provoquer une scission nouvelle parmi le parti ouvrier du Centre".

La situation est plus nette à Familheureux, où le Conseil est entièrement socialiste depuis les dernières élections. Les travailleurs de cette commune ont aussi fondé, en janvier 1890, le premier syndicat de verriers dans la région.

À Fayt, le rapport souligne que c'est le comité de la mutualité „La Solidarité" qui „organise des meetings et des fêtes sociales, s'occupe des élections, de la propagande en faveur du suffrage universel et du service personnel, assiste aux manifestations et se fait représenter aux différents congrès (..)".

Libéraux et socialistes font alliance en période électorale à Haine-St-Pierre. Par contre, à La Hestre, „l'accord n'existe plus entre les partis libéral et socialiste depuis que M. JULES DELTENRE, bourgmestre, défendit par un arrêté la circulation du

drapeau rouge en 1888; les socialistes ont même cru devoir repousser les avances que leur firent les libéraux pour une entente aux dernières élections communales".

Aux deux Houdeng, face aux œuvres socialistes, les progressistes ont créé une mutualité et les catholiques une Maison des Ouvriers. „Ces associations ont reçu des dons de personnes charitables et sont soutenues par de riches industriels du Centre; elles fonctionnent bien et l'influence qu'elles exercent a enrayé jusqu'ici les progrès du parti ouvrier dans les communes des deux Houdeng."

Restons-en là. Certes, le commissaire de Feignies décrit aussi les efforts, les difficultés et les résultats des socialistes à La Louvière, à Morlanwelz, aux Ecaussinnes. Mais il serait trop long de continuer à le suivre. On notera pour terminer qu'il évalue à „20 000 environ le nombre d'ouvriers ou autres qui soutiennent les revendications populaires dans le bassin du Centre". Il souligne que „l'ouvrier du Centre devenu plus instruit, lit avec plaisir les journaux à la portée de sa bourse, parcourt les brochures qui traitent de sa situation (..), il se plie facilement à la discipline établie au sein des associations dont il fait partie, il s'y soumet alors que souvent les meneurs de ces associations sont autoritaires (..) l'ouvrier s'est dérobé de plus en plus à l'influence patronale (..). L'institution des sociétés coopératives lui procure les moyens de s'affranchir (..)". Au terme de son enquête, le policier français fait enfin cette observation prophétique: „Né il y a huit ans seulement, le parti ouvrier est devenu une force qu'il ne faudrait pas trop dédaigner, car on pourrait tomber de surprise en surprise".

APERÇU BIBLIOGRAPHIQUE

Parmi les ouvrages signalés au début de l'*Aperçu bibliographique* de la Ire partie, et bien entendu utilisés également pour les Chapitres ci-dessus, une mention spéciale doit être faite pour le mémoire de De La Sociale, qui fourmille d'informations pour les années 1885-1893. On lira également, lorsqu'il sera publié, le *Rapport d'ensemble sur l'organisation ouvrière dans le Centre belge* établi en 1893 par le Commissariat spécial de police de Feignies (original aux Archives de Lille, présenté par J. PUISSANT et J. MICHEL dans „Le Hainaut troublé de la fin du XIXe s., vu de FRANCE", dans *Recueil d'études d'histoire hainuyère*, t. I, 1983, p. 767-781). On verra aussi les *Souvenirs d'un militant* de Bracquegnies, LOUIS BARBIEUX (La Louvière, 1959). M. DEBAUQUE a rédigé une brève synthèse sur „Les débuts du socialiste dans le Centre", dans *Cent ans d'action syndicale et socialiste dans le Centre* en 1971. L. COLLARD a fait l'histoire d'*Un procès fameux: le Grand Complot* (CUESMES, s.d.) mais au sujet du PSR et de DEFUISSEAUX, on verra surtout les études de CL. FAVRY publiées soit en 1972 dans „Études régionales", n° 9 et 10 („L'action d'ALFRED DEFUISSEAUX dans le Centre"), soit en 1984 dans „Mémoires d'une région" („Le Grand Complot"). Sur le même sujet, on lira aussi la IIe partie du vaste travail de J. PUISSANT, *L'évolution du mouvement ouvrier socialiste dans le Borinage*, 1982. PH. MOTTEQUIN a publié en 1972-73 un long article sur „Les grèves de 1886-1888 dans les charbonnages du Centre", dans „Études régionales". Nous avons pu consulter un texte inédit du Cdt. E. MICHAUX (s.d.) sur *L'origine du socialisme dans la région de Rance*. Outre les bilans du „Progrès" de 1888 à 1893, les Comptes rendus des Congrès annuels du POB à partir de 1885 et quelques n°s du *Combat* et de *La Misère*, *Le Peuple* a été systématiquement dépouillé pour cette période.

4 L'organisation du Socialisme 1894/1914

DANS *LE SOCIALISME contre l'État*, écrit peu avant 1914, VANDERVELDE déclare: „Les syndicats et autres groupements ouvriers nous sont apparus, jusqu'à présent, comme le substratum nécessaire de l'action politique et le moyen le plus efficace dont le prolétariat dispose pour agir sur les gouvernants et les majorités parlementaires. Mais, au point de vue de la conquête du pouvoir, leur développement a une importance bien plus grande encore; c'est par l'organisation ouvrière en effet, et dans l'organisation ouvrière, que les travailleurs se préparent, en gérant des entreprises et en administrant des associations libres, à se substituer un jour aux administrateurs et aux chefs d'entreprises du régime capitaliste (..) Pareil développement, certes, est encore à ses débuts. Rien n'exposerait les travailleurs à plus de déceptions que de se faire une idée excessive de leur capacité politique et industrielle. Mais c'est l'acquisition progressive de cette capacité qui donne toute leur importance aux formes diverses de l'organisation ouvrière. *Un monde nouveau est en train de se créer*, en marge de la société bourgeoise et en opposition avec elle. Il a sa morale, sa discipline, ses institutions juridiques, ses règles constitutionnelles et civiles. Il constitue dès à présent une immense fédération coopérative, syndicale, politique (..)"

Un monde nouveau se crée donc, dans et par les coopératives, les syndicats, les mutualités, les organisations culturelles, les groupes de jeunes, les journaux du Parti Ouvrier – autant que par l'action de ses mandataires au sein des Conseils communaux ou provinciaux et, dans une moindre mesure, au Parlement. Là, durant deux décennies, le POB est un parti d'opposition; mais dans bien des communes et à la Province du Hainaut, il participe au pouvoir. Progressivement, les socialistes investissent ainsi la vie politique, grâce au suffrage universel — dont ils exigent toujours qu'il devienne strictement égalitaire. Pro-

gressivement, leurs organisations économiques, sociales et autres rallient de plus en plus de travailleurs; s'ils le souhaitent, le Parti s'offre de les accueillir à presque chaque étape et pour tous les aspects de leur existence. Dans les régions „rouges", c'est bel et bien une société nouvelle qui se construit – l'ébauche de la société socialiste de demain, pense-t-on alors. Un socialisme dont la construction exige en tout cas que l'on se batte, sur tous les terrains. Les Fédérations politiques doivent déployer des efforts énormes avec de faibles moyens pour arracher les mandats représentatifs des mains des bourgeois, les coopératives et les mutuelles, de plus en plus puissantes, requièrent aussi de plus en plus de dynamisme, les syndicats ont fort à faire pour convaincre l'ouvrier de leur utilité et contraindre le patron à les écouter. Et il faut animer les cercles rationalistes, sociétés théâtrales, harmonies, chorales, groupes de gymnastique, organismes d'éducation, etc.: tout cela est encore neuf, souvent l'expérience et les moyens manquent.

Il ne peut être question ici de relater toutes les activités et tous les événements auxquels furent mêlées les multiples organismes socialistes des arrondissements de Thuin et de Soignies au cours des vingt années précédant 1914. Nous retracerons dans ses grandes lignes l'évolution de chacune des branches du mouvement ouvrier, dont la structuration apparaîtra ainsi. Autant que possible, nous donnerons pour les diverses formes d'organisation un état détaillé de leur situation à la veille de la Grande guerre. On verra que trente ans après les premières initiatives des pionniers, c'est un réseau puissant de groupes et de Fédérations qui couvre en grande partie les deux arrondissements. Un réseau dont la puissance, l'emprise sur les travailleurs se manifestent notamment à l'occasion des luttes politiques, grèves pour l'égalité électorale, participations aux joutes électorales; nous commencerons par là.

CHAPITRE 1.

LA LUTTE POLITIQUE ET LES BATAILLES ÉLECTORALES

C'est en raison de l'importance croissante des luttes électorales pour le POB, que la vieille Fédération du Centre disparut peu à peu, des Fédérations d'arrondissement s'y substituant pour la conduite de l'activité politique. On fera le point sur leur développement respectif, après avoir évoqué successivement les résultats obtenus lors des élections législatives, provinciales puis communales en même temps que la lutte pour le S.U.

1. LE COMBAT POUR LA SUPRÉMATIE ET POUR L'ÉGALITÉ POLITIQUES

En mars 1894, à son Congrès de Quaregnon, le POB avait laissé aux Fédérations le soin de conclure ou non des alliances pour les élections législatives d'octobre, pourvu que soit maintenue l'intégrité du programme socialiste. Lors des discussions sur ce point en juillet à la Fédération de Soignies, il apparaît qu'une grande partie des membres sont opposés à toute alliance mais „dans ce qu'on appelle ordinairement les chefs, beaucoup voudraient trouver un moyen d'entente" *(Le Peuple* du 16 juillet). Des pourparlers sont donc engagés avec les libéraux pour former une liste commune. Ce n'est qu'après leur échec, début septembre, qu'une liste socialiste est fixée. Elle comprendra un candidat „national", le Bruxellois Louis Bertrand (des leaders flamands et bruxellois furent présentés par le POB dans plusieurs arrondissements wallons où un résultat positif pouvait être escompté). Ses colistiers seront Jules Mansart, le secrétaire des mutualités du Centre, et Oscar Pasquay de Lessines. Le même souci de faire figurer sur la liste des militants non seulement du Centre mais aussi des parties extrêmes de l'arrondissement se retrouve à Thuin: la première place est réservée à Eugène Berloz, instituteur à Morlanwelz, la troisième à Jules Lekeu alors professeur à l'Athénée de Chimay (le candidat national étant ici Antoine Delporte). Mais si bien des espoirs sont permis aux socialistes sonégiens, on s'attend à un échec en Thudinie.

Dans les deux arrondissements, les socialistes déploient un immense effort pendant la campagne: meetings (dans chaque localité dans l'arrondissement de Soignies), distribution de journaux et brochures (même en néerlandais dans les communes de la frontière linguistique), visites à domicile, etc. Au soir du premier tour, le 14 octobre, ce travail est récompensé. À Soignies, les socialistes ont obtenu plus du tiers des voix (16 915) et seront en ballotage, le 21, avec la liste catholique (18 623 suffrages). À Thuin, le POB n'obtient certes que 23%, loin derrière les catholiques (39%) et les libéraux (36%) mais ses 11 106 voix le placent en position d'arbitre pour le second tour: à leur demande, il accepte d'appuyer les libéraux le 21. Ces derniers inviteront à voter socialiste dans l'arrondissement de Soignies, invitation qui ne sera que partiellement suivie. N'importe, le résultat est là: le 21 octobre, Bertrand, Mansart et Paquay sont députés. Ailleurs en Wallonie, vingt-cinq autres socialistes ont également été élus. Ce succès dépasse de très loin les prévisions de la classe politique et les espoirs des socialistes eux-mêmes. Enfin, la voix du peuple va se faire entendre à la tribune du Parlement. Quand Mansart y prendra la parole le 1er décembre 1894, il aura soin de souligner que c'est la première fois qu'un mineur s'exprime devant cette assemblée. Deux tiers de siècle après la révolution de 1830.

Les vingt-huit députés „rouges" seront bientôt vingt-neuf. Un des élus libéraux de l'arrondissement de Thuin étant décédé, les socialistes présentent à nouveau Berloz à la place devenue vacante. Les libéraux

ne s'entendent pas sur un candidat, seuls les catholiques en avancent un autre. Le scrutin doit avoir lieu le 13 janvier 1895. Tous les militants de la région mais aussi tous les députés élus en octobre se lancent sur la Thudinie; malgré l'épaisse couche de neige qui couvre les chemins, plus de soixante meetings sont organisés dans l'arrondissement. BERLOZ l'emporte avec 2 000 voix de majorité! En mai suivant, un trentième parlementaire socialiste faillit, de très peu, renforcer encore la représentation du POB à la Chambre, à nouveau à la suite d'une vacance dans la députation de Thuin. Cette fois, la Fédération – dont c'était la troisième campagne électorale en huit mois – soutint JULES LEKEU (qui venait d'être révoqué de son poste à l'Athénée, pour les motifs que l'on devine). Les résultats du premier tour marquèrent une avance considérable par rapport à octobre '94: le POB obtint 18 111 suffrages (contre 11 000 l'automne précédent), dépassant les libéraux (9 460) et même les catholiques (16 083). Le ballotage du 19 mai fut une cruelle déception: LEKEU échoua à 24 voix près (22 185 votes, 22 209 pour le candidat clérical). Certes, un élu socialiste de plus n'aurait pas suffi à renverser la très confortable majorité catholique au Parlement. L'essentiel, en fin de compte, résidait dans la remarquable progression du POB en Thudinie en l'espace de moins d'un an. Ce que notait le *Rapport* du Conseil général pour 1895: „le premier résultat est la constatation que le nombre de voix socialistes s'est accru de 80% dans cet arrondissement agricole."

Le scrutin de mai 1898 permet au POB d'enregistrer une augmentation générale du nombre de voix obtenues par ses candidats; exceptés les quatre Verviétois, tous ses députés sortants seront réélus et trois nouveaux sièges conquis. L'augmentation atteint des proportions inespérées dans l'arrondissement de Soignies, où le Parti passe de 33 à 40%; il s'installe solidement en tête des forces politiques de la circonscription. Mais à Thuin aussi, le résultat est exceptionnel: 37%, contre 33 aux catholiques et 28 aux libéraux. Cette fois, les socialistes l'emportent lors du second tour: outre BERLOZ, ARISTIDE WALTHÉRY et GEORGES GRIMARD sont élus députés (le troisième est un avocat de la capitale, conseiller communal de Bruxelles depuis 1895 et auparavant conseiller provincial du Brabant). Les deux arrondissements ont donc chacun une représentation homogène socialiste (à Soignies, le Dr. RENÉ BRANQUART sera élu en août 1899 en remplacement d'OSCAR PASQUAY, décédé en juillet). Pas pour longtemps toutefois, car le système électoral majoritaire à deux tours est remplacé, fin 1899, par le régime de la représentation proportionnelle que nous connaissons toujours. Une réforme juste, bien sûr, que les socialistes auraient plus appréciée si elle avait été accompagnée par l'instauration du suffrage universel pur et simple. Car si elle va permettre de gagner des sièges dans certaines circonscriptions où le POB est minoritaire, elle lui en fera perdre d'autres ailleurs, notamment à Thuin et à Soignies. Cela se confirme lors des élections législatives de mai 1900: seul JULES MANSART est réélu à Soignies, et BERLOZ à Thuin. Les socialistes ont perdu plusieurs centaines de voix dans cet arrondissement (ils passent de 37 à 35%), tandis que leurs voisins de Soignies ont par contre progressé d'encore un point.

La campagne pour le S.U. reprend avec vigueur après ce premier scrutin à la proportionnelle. Bien des militants, surtout wallons, en ont assez des temporisations, des négociations que mène la direction du Parti avec les libéraux. Puisque l'action parlementaire ne suffit pas, il faut recourir à nouveau à l'arme de la grève générale. Mais les dirigeants du Parti ne sont pas unanimes sur ce point et, dans l'ensemble, le Conseil général n'est pas chaud pour déclencher la grève. Au Congrès d'avril 1901, la gauche du POB revient à la charge et fait voter une motion de principe en faveur de la grève; les délégués de Soignies (HECTOR CONREUR) et de Thuin (BERLOZ) ne sont

pas parmi les partisans d'un déclenchement rapide du mouvement. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui vont le déclencher, en 1902. Dans le Centre, l'agitation croît en début de l'année; les chefs tentent de calmer les esprits. Le 20 mars à Jolimont, EUGÈNE ROUSSEAU est très froidement accueilli lorsqu'il supplie littéralement la classe ouvrière „de ne pas se laisser aller à une levée prématurée" (*Le Peuple*, 23 mars 1902). En vain: le 7 avril, la grève générale éclate d'elle-même et se répand comme une traînée de poudre, à Bruxelles d'abord, puis dans les bassins industriels wallons. Les charbonnages du Centre sont paralysés dès le 8. Le 10, *Le Peuple* reconnaît que „dans le Centre", malgré toutes les exhortations au calme et à la légalité, nos militants socialistes sont débordés". La région toute entière est dans le conflit, des émeutes éclatent à Strépy-Bracquegnies et à Houdeng, faisant deux morts et de nombreux blessés. Le 14 avril, le Conseil général entérine la grève; les Fédérations s'efforcent de la canaliser dans un sens pacifique.

Les travailleurs sont terriblement déterminés à la lutte. Le 18 avril, une dizaine de jours donc après le début du mouvement, ils votent à Jolimont la continuation de la grève „à outrance"; l'enthousiasme est pareil dans les autres régions. Pourtant, le lendemain, le Conseil général du POB par vingt-neuf voix contre une et deux abstentions (deux délégués de Soignies) décrète la reprise du travail, comme le lui ont demandé les libéraux progressistes! Cette décision est évidemment accueillie avec stupeur par les masses wallonnes. Dans le Centre, à en croire *Le Peuple* lui-même (peu suspect d'exagération), „la colère du peuple a été extrême lorsque la décision du Conseil général a été portée à sa connaissance". Les travailleurs ne peuvent admettre que le mouvement soit ainsi cassé alors qu'il atteignait son apogée. À son retour à La Louvière, MANSART sera conspué. La Fédération des mineurs réclamera un élargissement du Conseil général aux fédérations professionnelles. Devant le flot de protestations provenant en bonne partie du Borinage et du Centre – protestations qui n'empêchent pas l'arrêt de la grève – la direction du POB convoquera un Congrès extraordinaire le 4 mai: après de très vives discussions, où son attitude est sévèrement critiquée, elle obtient néanmoins une forte majorité pour lui renouveler sa confiance.

L'échec de la grève générale d'avril 1902 se répercutera, dans certaines régions en tout cas, lors des élections partielles du 25 mai suivant (pour désigner quatorze nouveaux représentants, suite à une adaptation du nombre de sièges aux chiffres de population). À Soignies, RENÉ BRANQUART emporte le nouveau mandat en jeu et le POB augmente encore son poids électoral, passant de 41 à près de 46% (26 525 voix contre quelque 20 000 aux catholiques et 12 000 aux libéraux). Mais dans l'ensemble, tout en gagnent trois élus supplémentaires, le POB recule en voix sur le plan national. Nouveau revers, beaucoup plus net, en mai 1904: le parti perd quatre sièges au total. BERLOZ est réélu à Thuin, mais les socialistes perdent près de 2 000 voix dans l'arrondissement, passant de 35 à 29%. À Soignies, le recul est de plus de 5 000 voix (le POB retombe de 46 à 37%); seul MANSART se maintient, BRANQUART échouant de justesse. Le 2 juin 1904, au Conseil général qui tire les leçons de l'échec, radicaux d'une part et partisans d'une alliance anticléricale avec les libéraux d'autre part, s'affrontent à nouveau. HECTOR CONREUR est parmi les „modérés" et défend le principe de l'alliance. Celle-ci ne fait pas l'unanimité dans sa Fédération pourtant; au contraire, des groupes y demandent une consultation des militants à ce sujet, quelques mois avant les élections de 1908. Le 8 décembre 1907, de vifs débats opposent au Congrès de la Fédération de Soignies, CONREUR et MANSART d'une part à ERNEST et ARTHUR JAUNIAUX ainsi qu'ERNEST MARTEL, adversaires de tout cartel. Les premiers l'emportent, par 44 voix contre 13. À l'inverse, la Fédé-

ration de Thuin décide de lutter seule comme par le passé.

Le cartel libéral-socialiste n'obtiendra pas le résultat escompté à Soignies, le 28 mai 1908: il n'a que deux élus, MANSART et le libéral BOËL. Mais à Thuin, le POB regagne plus de 3 000 voix. Au sortir de ces élections, la majorité cléricale est fortement réduite. À la faveur de ce fait nouveau, le débat au sein du Parti entre partisans et adversaires de l'alliance anticléricale est éclipsé par les interrogations sur le ministérialisme. Le POB est „aux portes du pouvoir": doit-il, peut-il participer à un éventuel gouvernement des gauches d'ici peu? La Fédération de Soignies, comme un Congrès national peu après, répond positivement en décembre 1909. À partir de ce moment, le cartel anticlérical est dans l'air partout. Aux élections communales d'octobre 1911, les listes d'alliance socialiste-libérale remportent des succès triomphaux en de multiples endroits. Pour les élections législatives de l'année suivante, des cartels de ce type seront conclus dans tout le pays. À Thuin, cela ne change rien à la situation existante depuis 1900: sont élus un socialiste, un libéral et un catholique. Dans l'arrondissement de Soignies en revanche, le scrutin du 2 juin permet aux socialistes et à RENÉ BRANQUART en particulier de retrouver le deuxième siège perdu en 1904. Mais sur le plan national, quelle déception: alors que l'on tenait pour acquise une défaite catholique et l'arrivée d'une coalition anticléricale au pouvoir, la majorité catholique sort renforcée de l'épreuve!

L'annonce de ce résultat entraîne dans tout le pays des arrêts de travail spontanés. Une fois encore, la grève est générale dans le Centre. Des cortèges de 30 à 40 000 personnes défilent dans La Louvière. Le mouvement menace de revêtir un caractère violent. Le Conseil général tente de ramener le calme dans les provinces. Il envoie dans ce but JULES LEKEU et LOUIS DE BROUCKÈRE dans le Centre: selon la formule de l'hebdomadaire socialiste régional, ils seront „assez peu fraternellement accueillis par les grévistes" (*Le Clairon*, 8 juin 1912). La direction du Parti parvient cependant à imposer la reprise tout en annonçant un Congrès extraordinaire pour le 30 juin. Comme il fallait s'y attendre, celui-ci décide du dépôt à la Chambre d'une nouvelle proposition constitutionnelle pour instaurer l'égalité politique, et la formation d'un Comité national chargé de préparer la grève générale „formidable, irrésistible et pacifique" ainsi que d'en fixer la date. Un important travail de propagande et de préparation commence aussitôt dans toutes les Fédérations; les efforts portent surtout sur l'épargne (incitation à stocker des provisions, création de caisses spéciales de grève).

Après le refus par la Chambre, en février 1913, d'accepter le principe de la révision, le Comité national du POB fixe au 14 avril la date de la grève. Celle-ci sera bel et bien „formidable et pacifique". Elle mobilise pendant dix jours 300 à 450 000 travailleurs, sans débordements ni violences. Les organisations ouvrières multiplient les concerts, spectacles, conférences pour les grévistes. Les coopératives distribuent les secours, participent aux „soupes communistes". Certains industriels libéraux, dont les puissants BOËL et WAROCQUÉ, appuyent même, d'une certaine façon, le mouvement. Le 22 avril, la Chambre *unanime* crée une Commission chargée de réviser les lois électorales. Cette concession et les perspectives qu'elle ouvre sont jugées suffisantes par le POB; un Congrès extraordinaire, le 24 avril, décide la reprise du travail. Certes, des critiques fusent à l'adresse des parlementaires socialistes, qui n'ont pas été, de l'avis de certains, suffisamment énergiques alors qu'ils étaient soutenus par un mouvement d'une ampleur exceptionnelle. Mais le souci d'unité, et les arguments des députés, l'emportent. Le résultat obtenu par la grève est mince. Mais aux yeux des dirigeants du POB, il s'agit d'une double victoire. Les conservateurs ont bel et bien été contraints d'accepter au moins le principe de la révision, et le Parti a fait une démonstration sans précédent de sa force et de sa discipline. C'est vrai, quel contraste entre par exemple les grèves „générales" de 1887-88 dans le Centre et le mouvement d'avril 1913. Il n'empêche qu'un an plus tard, lorsqu'ont lieu les législatives de mai 1914, les travaux de la Commission de révision n'ont guère progressé. Ce dernier scrutin au vote plural ne modifiera pas la représentation socialiste dans les arrondissements de Thuin et de Soignies. Mais dans l'un et l'autre cas, le POB réalise alors son meilleur score en voix: près de 30 000 (40%) à Soignies, plus de 21 000 (33%) à Thuin.

TABLEAU 1

Résultats électoraux dans les arrondissements de Thuin et Soignies de 1894 à 1914

THUIN	1894		1895		1898		1900	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Socialistes	11 106	23,8	18 111	41,5	18 065	37,7	17 279	35,2
Cartel	—	—	—	—	—	—	—	—
Libéraux	17 039	36,6	9 460	21,6	13 758	28,7	12 722	25,9
Catholiques	18 427	39,6	16 083	36,9	16 091	33,6	18 617	37,9

	1904		1908		1912		1914	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Socialistes	15 171	28,9	18 797	32,1	—	—	21 062	33,6
Cartel	—	—	—	—	38 329	62,4	—	—
Libéraux	18 090	34,5	19 423	34,1	—	—	19 252	30,7
Catholiques	18 589	35,5	18 711	32,9	23 098	37,6	22 259	38,6

SOIGNIES	1894		1898		1900		1902	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Socialistes	16 915	33,7	22 040	40,6	22 974	41,7	26 525	45,9
Cartel	—	—	—	—	—	—	—	—
Libéraux	14 661	29,2	15 609	28,7	13 437	24,4	12 076	20,7
Catholiques	18 623	37,1	16 664	30,7	18 650	33,9	19 710	33,8

	1904		1908		1912		1914	
	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Socialistes	22 298	36,9	—	—	—	—	29 260	39,9
Cartel	—	—	39 710	58,7	42 676	60,7	—	—
Libéraux	15 997	25,6	—	—	—	—	15 479	21,1
Catholiques	22 636	37,4	27 517	41,2	27 630	39,2	28 507	38,9

On ne trouvera dans les tableaux de la page précédente que les résultats des votes pour la Chambre. Pour les élections de 1894 à 1898, nous donnons seulement la répartition du 1er tour, puisqu'il s'agit ici de constater l'évolution de la force électorale du P.O.B. Des deux scrutins partiels de 1895 dans l'arrondissement de Thuin, on n'a retenu que celui de mai.

2. À L'ASSAUT DES HÔTELS DE VILLE ET DU CONSEIL PROVINCIAL

Très peu après leur triomphe inespéré aux législatives d'octobre 1894, les militants socialistes se préparent à la lutte pour les communales de novembre 1895. Les Fédérations d'arrondissement laissent aux groupes locaux le soin de choisir entre combattre seuls ou faire alliance avec les libéraux. Les situations locales sont à ce point diversifiées qu'il est presque impossible de donner une vue d'ensemble. Mais les résultats confirment ceux de '94: partout ou presque, le POB renforce ses positions. À La Louvière, Bois d'Haine, Haine-St-Paul, Mont-Ste-Aldegonde, La Hestre, il obtient la majorité au Conseil communal. Il pénètre en force dans ceux de Bracquegnies, Haine-St-Pierre, Houdeng-Aimeries, St-Vaast…et, allié aux libéraux, à Houdeng-Goegnies, Marche-lez-Ecaussinnes, Ecaussinnes-d'Enghien, Naast, Silly, Trivières… Dans *Le Peuple*, EMILE VANDERVELDE parle de „la tache rouge (qui) a presque entièrement couvert le Borinage, le Centre et le bassin de Charleroi".

Quatre ans plus tard, lors du renouvellement partiel des conseillers communaux, les résultats seront plus décevants. Non que le Parti recule en voix, mais en bien des endroits la coalition des catholiques et des libéraux empêche la réélection de conseillers socialistes, par exemple à Houdeng-Aimeries, Haine-St-Paul, St-Vaast. Par contre, des victoires significatives sont enregistrées dans le nord du Centre, notamment à Ecaussinnes où le POB bat ses deux adversaires, à Ronquières où les anticléricaux unis renversent la majorité catholique, à Soignies où pour la première fois un socialiste pénètre au Conseil communal. Mais dans l'ensemble, les militants sont déçus. Commentant ce scrutin dans le quotidien de Parti, MANSART écrit: „il arrive au meilleur marcheur de glisser sur une pelure quelconque, ce qui ne l'empêche pas de continuer sa route après". Hélas, une nouvelle pelure se trouve sur la route en octobre 1903. Encore une fois, quelques succès éclatants (comme à Trivières, Graty, Soignies) ne compensent pas plusieurs défaites: les socialistes sont battus dans de nombreuses communes; ils perdent des sièges par exemple à La Louvière, Houdeng-Aimeries, Bracquegnies, Ecaussinnes… Ressentiment d'une partie de l'électorat à la suite de l'échec de la grève générale de 1902, encore proche? Ou appui massif des commerçants aux listes bourgeoises (explication la plus fréquente chez les militants)? Ou une certaine difficulté pour les mandataires socialistes et les groupes locaux à assumer, brusquement, l'administration de communes importantes? Tout cela a sans doute joué dans les revers de 1903.

Les socialistes se ressaisissent aux élections de 1907. Ils présentent des listes de cartel anticlérical dans de nombreuses communes, font taire les rivalités personnelles dans leurs propres rangs, s'apprêtent plus méthodiquement que par le passé au combat. Cette fois, le nombre de sièges gagnés l'emporte de loin sur les pertes. À la veille de la guerre, après un dernier scrutin communal au suffrage plural, les socialistes sont présents dans les Conseils de vingt communes de l'arrondissement de Soignies et de treize dans celui de Thuin. Ils participent au pouvoir dans seize localités, parfois seuls. Mais même dans ce cas, le poste de bourgmestre leur est refusé par le gouvernement catholique qui, obstinément, persiste à ne pas nommer des bourgmestres socialistes – au mépris de la volonté populaire.

TABLEAU 2

Les élus communaux socialistes en 1914 dans les arrondissements de Thuin et Soignies

Soignies

Bois-de-Lessines: 1 conseiller
Braine-le-Comte: 2 conseillers
- Écaussinnes: 1 échevin et 6 conseillers

Graty: 2 conseillers
- Haine-St-Paul: 1 échevin et 5 conseillers

Hennuyères: 2 conseillers
Henripont: 2 conseillers
- Houdeng-Aimeries: 1 échevin et 3 conseillers
- Houdeng-Goegnies: 1 échevin et 4 conseillers
- La Louvière: 1 échevin et 7 conseillers
- Lessines: 1 échevin et 2 conseillers
- Maurage: 2 échevins et 5 conseillers
- Marche-lez-Ec.: 1 échevin et 1 conseiller

Ogy: 1 conseiller
Ronquières: 2 conseillers
- St.-Vaast: 1 échevin et 2 conseillers

Silly: 1 conseiller
- Soignies: 2 échevins et 3 conseillers
- Trivières: 1 échevin et 2 conseillers

Thuin

- Anderlues: 1 échevin
- Carnières: 2 échevins et 4 conseillers

Estinnes-au-Mont: ? conseiller(s)
- Haine-St.-Pierre: 1 échevin et 2 conseillers

Ham-sur-Heure: ? conseiller(s)
Haulchin: 2 conseillers
Jamioulx: ? conseiller(s)
- Leval-Trahegnies: 1 échevin et 4 conseillers
- Mont-Ste-Aldegonde: (?) conseillers

Morlanwelz: 2 conseillers
Rance: ? conseiller(s)
Seloignes: ? conseiller(s)

Les deux Fédérations comptent donc ensemble, en 1914, près de nonante conseillers communaux (dont soixante-sept pour celle de Soignies), la plupart dans les localités industrielles du Centre. Elles ont aussi six représentants au Conseil provincial. On se souvient qu'avant la réforme électorale de 1893, THÉOPHILE MASSART siégeait déjà dans cette assemblée, où il était l'unique conseiller socialiste face à septante-cinq libéraux et treize catholiques. Vingt-deux autres membres du POB le rejoignirent en 1894. Progressivement, le poids socialiste s'accroît, au bout de dix ans il égale celui des libéraux (en 1904: 35 libéraux, 34 socialistes, 22 catholiques). Dès le début du siècle, la Députation permanente jusque-là libérale homogène s'ouvre aux socialistes (P. PASTEUR de Charleroi et L. CATY de Mons deviennent députés permanents). En 1914, les socialistes sont devenus le groupe le plus important du Conseil provincial (38 contre 36 libéraux et 17 catholiques) et en ont obtenu la présidence. Un seul socialiste y est envoyé par l'arrondissement de Thuin: l'échevin de Haine-St-Pierre EUGÈNE ROUSSEAU. Cinq conseillers proviennent de cantons sonégiens: Vital Limbourg (conseiller communal de Strépy-Bracquegnies), VICTOR GHISLAIN (conseiller communal à La Louvière), AUGUSTE SAINTES (conseiller à Haine-St-Paul), le Dr. BUREAU (conseiller à Ecaussinnes) et l'échevin de Soignies C. HOT.

Grâce à l'influence prépondérante prise par les socialistes dans la gestion et la direction des affaires provinciales, le Conseil hennuyer vit s'élargir le champ de ses préoccupations aux questions de prévoyance, d'instruction, d'hygiène, etc., jusque-là fort délaissées. Il est certain que l'action politique du Conseil resta fort limitée. Il y a cependant un acte à relever car, s'il ne fut pas spectaculaire à l'époque, il a une signification très actuelle pour un Wallon de 1985. En juin 1912, au lendemain des élections lé-

gislatives, le Conseil provincial du Hainaut (suivi par celui de Liège peu après) votait une motion en faveur d'une plus large autonomie des provinces wallonnes. Son début mérité d'être cité: „Considérant qu'il y a lieu d'affirmer la volonté des populations wallonnes d'être gouvernées désormais conformément aux tendances les plus généralement admises dans cette région du pays au point de vue philosophique et social comme au point de vue des intérêts matériels; Considérant que ces tendances sont actuellement enrayées par la suprématie inégale due à la puissance électorale des populations rurales d'Anvers, du Brabant (Nord), des Flandres et du Limbourg; Considérant qu'un régime de large autonomie reconnue aux provinces belges wallonnes peut seul rétablir l'équilibre indispensable à la Nation..." Il s'agit là de la première prise de position officielle en faveur d'une réforme de l'État, émanant de mandataires socialistes et libéraux wallons agissant en tant que tels. En 1912...

3. LES FÉDÉRATIONS D'ARRONDISSEMENT À LA VEILLE DE 1914

Entre 1910 et 1914, le POB passe de 180 000 à 284 000 membres. Parmi ses vingt-neuf Fédérations, celle de Soignies est la quatrième en importance. Avec près de 30 000 affiliés en 1913, elle vient au deuxième rang des Fédérations wallonnes, juste derrière Charleroi mais avant Liège ou Mons. Le gros de ses effectifs est composé de membres de sociétés coopératives, de mutuellistes et de syndiqués: les cotisations payées au Parti *via* les organismes économiques, sociaux et professionnels représentent largement plus de 9/10èmes du total. Les Ligues Ouvrières par contre ne rassemblent pas beaucoup de militants: 830 pour tout l'arrondissement en 1913. Il ne subsiste d'ailleurs plus que six groupes de ce type, surtout dans le nord de la circonscription: à Soignies (500 membres), Hennuyères (100), Petit-Enghien (100), Horrues (75), Enghien (35) et Naast (20). C'est dire que la puissance de la Fédération, ses ressources en finances et en militants, son dynamisme en matière d'action politique reposent sur des groupes a priori non politiques ou en tout cas non exclusivement tels. C'est le cas pour l'ensemble du Parti: en 1913, les cotisations payées (au Conseil général) par les coopératives représentent 33% du total, celles des syndicats 32%, des mutualités 25% tandis que les Ligues et autres cercles de propagande ne pèsent que pour 5,5% de l'ensemble.

Même situation à Thuin, avec une prédominance écrasante des mutualités, qui en 1913 apportent à elles seules largement plus que la moitié des cotisations (près de 5 000 sur 8 330). Bien plus que les coopératives et les syndicats, ce sont elles qui constituent l'ossature du mouvement socialiste en Thudinie. Seules deux Ligues ouvrières existent dans l'arrondissement, à Solre-sur-Sambre (50 membres) et à Erquelinnes (30). Dans cette région – en Thudinie proprement dite – le socialisme avait pénétré relativement tard et éprouvait bien des difficultés à gagner du terrain. La Fédération puisait l'essentiel de ses troupes dans le Centre (partie nord de l'arrondissement de Thuin) et était intimement mêlée à la vie de cette région. Son premier secrétariat fédéral était même établi à Jolimont, c'est-à-dire en dehors de l'arrondissement! En dehors du Centre, la plupart des groupes socialistes ne virent le jour en Thudinie qu'à la fin des années '90 et après 1900. Rance, où un groupe fut formé en 1895 à la suite d'une conférence de Berloz, joua le rôle de première „tête de pont" vers le sud, ainsi que Boussu-lez-Walcourt, dont la coopérative rayonna sur les communes voisines. Il reste qu'à la veille du premier conflit mondial, les socialistes sont toujours très minoritaires dans cette vaste partie rurale de l'arrondissement.

TABLEAU 3

Répartition des effectifs des Fédérations de Thuin et Soignies en 1913

	THUIN	SOIGNIES
Coopératives	1 936	11 500
Syndicats	1 215	7 427
Mutualités	4 934	9 009
Ligues ouvrières	80	830
Jeunes Gardes	100	278
Autres	65	173
Total	8 330	29 217

CHAPITRE 2.

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF: L'EFFLORESCENCE

Entre 1894 et 1914, les coopératives continuent à se développer et à se multiplier dans les arrondissements de Soignies et de Thuin. On évoquera d'abord la *citadelle* de Jolimont, puis les autres organismes sonégiens et thunidiens.

1. LA „CITADELLE" DE JOLIMONT

L'année 1894 marque un tournant dans l'organisation interne du „Progrès": en février, il est convenu qu'à l'avenir les membres de son personnel seront élus par les coopérateurs. C'est la mise en pratique du principe démocratique au sein de l'organisation, le moyen aussi de couper court aux critiques sur les choix de nouveaux employés. Mais cette médaille a son revers. D'abord, les compétences des élus ne correspondront plus nécessairement aux tâches qui les attendent au sein de la coopérative. Ensuite, chaque élection sera rapidement l'occasion de véritables campagnes de propagande personnelle de la part des postulants auprès des coopérateurs, campagnes parfois excessives (porte à porte, tournées dans les cafés...): fort critiqué pour ces motifs par la suite, le système sera cependant conservé longtemps. Travailler au „Progrès" est alors un véritable privilège pour les ouvriers, car la coopérative leur offre des conditions modèles. Elle met aussi les militants à l'abri de la vindicte patronale. Il n'est donc pas étonnant de constater le nombre important d'employés du „Progrès" présents dans les Conseils communaux du Centre: vingt-cinq sont ainsi élus en 1895. L'année précédente, JULES MANSART, HENRI LÉONARD et FERDINAND CAVROT, employés du „Progrès" eux aussi, avaient été élus députés. En 1911, des hommes du „Progrès" siègent dans les Conseils communaux de vingt-cinq localités du Centre et dans les Collèges échevinaux de six d'entre elles. Le premier secrétaire de la Fédération de Thuin, EUGÈNE ROUSSEAU, fait partie du personnel du „Progrès", et celui de Soignies, HECTOR CONREUR, également. On pourrait multiplier les exemples.

„Réservoir" de militants et de mandataires, le „Progrès" est aussi devenu le principal pourvoyeur de fonds du mouvement ouvrier tout entier, vers lequel les groupes se tournent en cas de besoin. La coopérative consacre d'ailleurs automatiquement une part de ses bénéfices à la propagande socialiste: une somme variant, bon an mal an, entre 10 et 20 000 F au début du siècle. Cette part n'augmente pourtant pas proportionnellement aux bénéfices eux-mêmes, qui ont quintuplé en quinze ans: de l'ordre d'environ 100 000 F pour l'exercice 1894, ils dépassent le demi-million dès 1910. Chaque année, c'est entre 1 000 et 2 000 nouveaux membres qui s'inscrivent à la coopérative! Celle-ci diversifie ses activités, déploie une politique dynamique qui concourt elle aussi à ce formidable essor. Elle remplace ou modifie ses Maisons du Peuple de Houdeng (en 1897) et de La Louvière (agrandissement en 1901), en installe une à Morlanwelz (1895), à Baume (1901), à La Hestre (1903). Mais les Maisons du Peuple ne sont pas les branches les plus lucratives, loin de là.

La base de la coopérative reste la production et la vente de pains. Ses installations de boulangerie sont modernisées et agrandies régulièrement, transformées de fond en comble et mécanisées en 1906. En 1897, le „Progrès" s'est également doté d'une brasserie, la première du genre. La bière est une boisson populaire et bon marché: le succès de l'entreprise est tel qu'en 1908, la société établit une succursale à Bracquegnie. La boulangerie et les brasseries produisent les bénéfices les plus élevés; ainsi pour le seul 1er semestre de 1911, plus de 200 000 F pour la première, près de 70 000 pour les secondes. Par contre, la société ne maintient sa boucherie que par acquit de conscience. De même, elle éprouve des difficultés avec ses magasins de chaussures, chapeaux ou confections (elle en possède à La Louvière, Houdeng, Bracquegnies, Ecaussinnes, La Hestre et Morlanwelz): il s'agit d'articles coûteux pour la classe ouvrière, d'achats exceptionnels. La coopérative joue enfin le rôle de comptoir de dépôts et de prêts à des taux avantageux; elle accepte les fonds des associations ouvrières et accorde des prêts à des particuliers pour la construction ou l'acquisition de maisons.

„Le Progrès" attire en outre de nouveaux membres par l'extension de ses services sociaux. Un système de pensions pour les vieux coopérateurs est instauré en 1902; les pensions versées aux membres âgés de plus de 60 ans varient en fonction de l'importance des achats qu'ils ont effectués jadis, du nombre de pensionnés aussi et des bénéfices de la coopérative. Elle peut aussi accorder une „assistance par le travail" en embauchant des brigades de chômeurs pour des besognes ponctuelles. Un bureau de consultations juridiques gratuites fonctionne également à Jolimont.

Au début de ce siècle, la coopérative – qui fête ses 25 ans en 1911 déjà – est devenue la plus puissante société ouvrière du Centre et une des plus importantes du pays. D'Ecaussinnes à Buvrinnes et de Havré à Courcelles, elle rayonne sur toutes les communes de la région. Sa concurrente catholique de Morlanwelz, „Le Bon Grain", lui mène une guerre acharnée; dans leurs journaux et prospectus respectifs, les deux sociétés s'invectivent mutuellement. Parfois, les polémiques et les explications se poursuivent devant les tribunaux. Sans avoir la même intensité, un autre conflit de longue durée opposera avant 1914 le „Progrès" et une autre coopérative, socialiste cette fois, établie à Ecaussinnes. D'autres sociétés existèrent également dans la zone d'influence à Jolimont, dont l'„Avenir du Centre" créé tardivement.

2. LES AUTRES COOPÉRATIVES À PROXIMITÉ DE JOLIMONT

On a déjà évoqué „L'Avenir des travailleurs" à Baume, créé par des dissidents de Jolimont et dont les installations furent finalement rachetées au début du siècle par le „Progrès". A Bracquegnies, „La Démocratique" vit le jour avec pour premier objectif de doter la localité d'une Maison du Peuple, ce qui fut fait en 1903; la société se lança ensuite dans la vente de beurre et de produits d'épicerie (ce que ne faisait pas le „Progrès") et vivota jusqu'à la guerre avec moins de cent adhérents et deux employés. „La Revanche", à Houdeng-Aimeries, fut plus éphémère; créée en 1899 pour reprendre l'exploitation de la boucherie, elle disparut, ruinée, quatre ans plus tard. Une nouvelle société y fut reconstituée en 1913, „Union et Progrès". D'autres petites coopératives pour la vente de produits alimentaires (autres que le pain et la bière) et l'exploitation de Maisons du Peuples apparurent à Gouy-lez-Piéton, Chapelle-lez-Herlaimont, Manage, Feluy (arrondissement de Charleroi) et dans plusieurs localités du nord de l'arrondissement de Thuin; nous passerons en revue ces dernières.

À Carnières, des mineurs créent „Les Ouvriers réunis", coopérative qui ouvre une Maison du Peuple (avec magasins de tissus et épicerie) en 1902. À Anderlues, „La Prévoyance" ouvre une épicerie en 1901; elle ne subsiste pas: „La Persévérance" prend le relais en 1908 et établit une Maison du Peuple avec magasin, café, salle de spectacles, une œuvre modeste mais qui tient bon. En 1908 également, à l'initiative de Berloz, une société du même type est créée à Morlanwelz; elle ne vivra que deux ou trois ans. À Binche enfin, „En Avant" est mise sur pied en 1904 et ouvre un petit café puis (1907) un magasin; les débuts seront extrêmement durs: jusqu'en 1914, comme l'écrira dix ans plus tard *L'Éclaireur*, le magasin „allait cahin-

caha, et n'était ouvert que le samedi soir, faute d'acheteurs évidemment. Le café de la Maison du Peuple était morne et silencieux, l'ouvrier n'étant pas libre et se sentant surveillé, n'osait venir".

Outre ces coopératives, des „mutuelles d'achat" apparurent dans de nombreuses localités du Centre au début du siècle: ces sociétés, souvent créées par les syndicats, avaient pour objet l'achat en gros des articles alimentaires courants dans le but de supprimer les intermédiaires. Mais ces sociétés avaient des moyens fort limités et étaient à la merci de fournisseurs pas toujours honnêtes. La Fédération des Sociétés coopératives belges (constituée en 1901) se chargera de les structurer. Cette Fédération jouait elle-même le rôle d'une mutuelle d'achat (le „Progrès", entre autres, s'y approvisionnait). Sous son impulsion et celle d'ERNEST JAUNIAUX, les mutuelles d'achat du Centre (il en existait alors dans dix-neuf communes) se fédérèrent en 1912. Ce premier pas vers une centralisation – avec tous les avantages qu'elle procurait – provoqua la création de mutuelles d'achat dans une dizaine d'autres communes. En 1913 enfin, la Fédération des mutuelles d'achat du Centre se transformait en une société coopérative pour la vente de denrées alimentaires, l'„Avenir du Centre". Les premiers magasins furent ouverts la même année, à La Louvière, Leval-Tragegnies, Houdeng-Aimeries et Jolimont.

3. LA COOPÉRATION EN THUDINIE

De nombreuses petites coopératives virent le jour entre 1894 et 1914 dans le sud de l'arrondissement de Thuin. Ainsi „La Persévérance" à Ham-sur-Heure (1898) remplacée très tôt par „L'Économie" (1900) qui, bien gérée par de petits artisans cloutiers, subsista jusqu'à la guerre. À Jamioulx, „La Ménagère" créée en 1900 ne vécut que quelques années. Plus à l'ouest, à Sars-la-Buissière, „La Prévoyance" est constituée en 1905 et en 1911, à Lobbes, c'est „La Classe ouvrière": ces deux petites coopératives locales survécurent au conflit mondial; elles possédaient chacune leur Maison du Peuple avec un magasin d'épicerie. Une coopérative de consommation fut également créée à Rance en 1897: „L'Émancipation". Tout au sud de l'arrondissement enfin, dans le pays de Chimay, Seloignes eut deux sociétés coopératives (mais éphémères), les socialistes de Baileux créèrent „L'Économie ouvrière" en 1896, ceux de Bourlers „L'Espérance". Il faut souligner aussi l'existence d'une coopérative de *production* de sabots, la seule en son genre en Thudinie: „Les Prolétaires" de Villers-la-Tour. Il y eut donc un réel engouement pour les expériences coopératives, au tournant du siècle, dans le sud de l'arrondissement de Thuin.

Cela dit, la principale société de Thudinie se situe à la frontière est de l'arrondissement. C'est en février 1896 que fut constituée „L'Avenir" de Boussu-lez-Walcourt, „coopérative des ouvriers de l'Entre-Sambre-et-Meuse. „L'Avenir" débuta par la vente de farines pour passer très vite à la production de pains (comme le „Progrès") et y ajouter dès 1901 celle de bière. La société comptait au début du siècle entre 5 et 600 membres. Elle ouvrit un magasin de denrées alimentaires à Florennes en 1902. Mais son extension rapide, l'acquisition de la brasserie, du magasin et d'autres immeubles s'étaient produits sans une augmentation suffisante du capital social. La coopérative se débattit pendant plusieurs années dans des difficultés financières et faillit disparaître en 1907. Il fallut l'intervention de la Fédération des Sociétés Coopératives pour entamer à cette date un travail ardu de redressement, qui se poursuivit durant quatre années. Ce n'est qu'en 1911 que la situation redevint meilleure et elle ne cessa de s'améliorer ensuite. À la veille de l'invasion, „L'Avenir" de Boussu-lez-Walcourt distribuait du pain dans 72 communes à près de 2 000 clients, elle avait établi un magasin d'épicerie à Boussu et ouvert une seconde boulangerie, à Thuin, pour desservir le nord de l'arrondissement.

4. LES COOPÉRATIVES DANS LE NORD DU CENTRE ET DE L'ARRONDISSEMENT DE SOIGNIES

On a dit que „L'Union Ecaussinnoise" eut longtemps des rapports très tendus avec le „Progrès". Cette société avait été fondée en 1898 par DÉSIRÉ MARBAIX et OSCAR JAMAELS, tous deux anciens du „Progrès" – lequel fournissait déjà Ecausinnes et sa région en pains et en bière. L'„Union" construisit la Maison du Peuple d'Ecausinnes (vainement demandée au „Progrès" jusque-là) et se lança dans la vente de produits alimentaires et la boucherie. En 1905, elle commence l'exploitation d'une brasserie: c'est alors que le „Progrès" rompt avec elle, et riposte en ouvrant un magasin de confection qui concurrence celui de l'„Union". Le différend entre les deux sociétés sera porté devant les instances nationales du Parti, après le refus de la Fédération sonégienne (sous la pression de Jolimont) d'accepter l'affiliation de l'„Union" au POB – affiliation qu'elle sera contrainte d'enregistrer en 1909. Ce qui n'empêchera pas le conflit de se poursuivre, bien sûr. Il devint encore plus aigu lorsqu'en 1912 la coopérative songea à établir une boulangerie, ce qu'elle fit par la suite. À ce moment, l'„Union" avait passé un cap très difficile, ses ventes progressaient mais depuis 1907 elle était débitrice d'une somme importante que lui avait prêtée un de ses fournisseurs pour lui permettre de rembourser les carriers alors en grève dont les fonds étaient placés à la coopérative. En fait, celle-ci n'eut jamais une situation financière bien assise.

L'évolution de „La Concorde" de Soignies fut bien plus sereine. Cette boulangerie coopérative fonctionnait déjà depuis quelques années lorsqu'elle fut légalement constituée, en 1894. Elle bâtit sa Maison du Peuple en 1897, inaugura un commerce de charbons, ouvrit une pharmacie et même, fait unique à souligner, une école gardienne pour les enfants des coopérateurs domiciliés dans un quartier mal équipé en la matière. Avec l'aide de sociétés de Braine-le-Comte et de Naast („L'Union Naastoise"), elle créa en 1906 une brasserie. C'est motivés par cet exemple de Soignies que des travailleurs brainois mirent sur pied dès 1897 „La Ménagère" qui, elle aussi, produisit du pain, ouvrit une Maison du Peuple et un magasin. Après quelques années de divisions internes (dont témoigne la succession de plusieurs directeurs en peu de temps), la société progressa en étendant son rayon d'action aux communes voisines, jusqu'à Enghien. Il semble que les problèmes de concurrence entre boulangeries coopératives sonégienne et brainoise se réglèrent à l'amiable.

Au nord-ouest de l'arrondissement, „La Sociale", à Lessines, reste assez isolée par rapport à la Fédération du Centre. Cette société était née en 1893 sous l'impulsion d'OSCAR PAQUAY, à qui elle dut son premier essor. La mort de ce dernier, à la fin du siècle, faillit entraîner celle de l'entreprise. Elle marqua le pas pendant plusieurs années, les ventes de pain et de charbon ne progressaient que faiblement – malgré un effectif de 700 membres. Un nouvel élan sera donné vers 1910, des succursales établies à Ollignies et Bois-de-Lessines, une nouvelle Maison du Peuple inaugurée en 1914. C'est également à cette époque (1910) que démarre dans le nord de l'arrondissement la coopération agricole. Le Dr. DEWATRIPONT est alors à l'origine de la création d'un réseau de coopératives socialistes orientées vers les cultivateurs (vente d'épiceries mais aussi de produits destinés à l'agriculture): en quelques mois naissent l'„Union agraire" à Braine-le-Comte, l'„Avenir des cultivateurs" au Roeulx, „Les Campagnards prévoyants" à Enghien, le „Progrès agricole" à Lessines; ces coopératives créent aussi des sec-

tions spécialisées (dans certains produits), à Ronquières et Marche-lez-Ecaussinnes. Celle de Lessines acquiert un moulin à Deux-Acren.

Seul le moulin du „Progrès agricole" à Deux-Acren subsistera de l'entreprise. En effet, dès leur création, les quatre sociétés s'étaient heurtées non seulement aux mêmes difficultés que toutes les coopératives naissantes (incompréhension même des membres, concurrence acharnée des commerçants) mais aussi à un manque de fonds. Si l'on y ajoute l'hostilité du milieu (les catholiques sont majoritaires dans les cantons de Lessines et d'Enghien par exemple) et la méfiance du monde rural devant les idées socialistes, on comprend qu'au bout de moins de deux ans, les quatre coopératives agricoles furent contraintes de liquider. Le moulin de Deux-Acren, avec ses 260 cultivateurs actionnaires et ses 1 500 clients des cantons de Lessines et de Grammont, put seul poursuivre ses activités après 1912. Il fut reconstruit et agrandi après un incendie en 1913.

CHAPITRE 3.

LES ORGANISATIONS SYNDICALES: DE LENTS PROGRÈS

Il ne peut être question dans cette synthèse de retracer tous les mouvements sociaux dans lesquels s'engagèrent les diverses catégories de travailleurs des arrondissements de Thuin et de Soignies entre 1894 et 1914. On évoquera les principaux seulement, en même temps que les caractères essentiels de leurs organisations respectives, en s'en tenant aux grands secteurs industriels et aux Fédérations basées dans les deux arrondissements.

1. LA FÉDÉRATION DES MINEURS DU CENTRE

De nombreux mineurs sont vraiment dans la misère à l'automne 1893, quand ils participent à un grand mouvement international de grève lancé par leurs collègues anglais. Cette grève n'est déclenchée qu'après les habituelles tentatives de conciliation (il s'agit d'obtenir une hausse de salaire) mais aussi après une exceptionnelle consultation des travailleurs par référendum. Ce procédé, d'abord appliqué à Charleroi et dans le Borinage, semble laisser les mineurs du Centre plus indifférents; ils s'en remettent à leurs délégués. Au début octobre, 20 000 sur les 22 000 houilleurs du bassin sont donc en grève pendant plusieurs jours. Ils n'obtiennent que des augmentations dérisoires. En outre, le conflit a mis l'existence de nombreux syndicats en péril: leurs caisses sont vides. Il est indispensable de redoubler d'efforts pour mettre sur pied une organisation régionale stable.

Mais ce n'est qu'en 1895 qu'une Fédération régionale des mineurs est reconstituée. Un vaste mouvement de syndicalisation se produit alors. Les prix du charbon augmentent, les mineurs peuvent donc exiger que leurs salaires soient relevés. À la fin de 1896, la Fédération peut être considérée, selon *Le Peuple*, comme „sérieusement réorganisée". Les groupes mutuellistes ont joué un rôle important dans son expansion. Ils sont représentés aux premières réunions régionales des mineurs, et la Fédération (re)naissante les charge de convaincre leurs membres d'adhérer aussi au syndicat. Le député JULES MANSART, qui est à la tête des Mutualités socialistes du Centre, est un militant des mineurs. Ceux-ci peuvent aussi compter, pour la propagande, sur l'aide d'anciens mineurs devenus membres du „Progrès" et formés à l'École d'orateurs de Jolimont. Les résultats sont tels qu'en novembre '96, *Le Peuple* écrit: „pour peu que cela continue, la presque totalité des ouvriers seront bientôt syndiqués". Optimisme excessif, car ce sera loin d'être le cas jusqu'à la guerre.

Il est un fait que les syndicats progressent, certes, non seulement en effectifs mais aussi dans leur organisation propre. Pour attirer – et conserver – les adhérents, ils instaurent le système des „bases multiples", sur le modèle de ce qui se fait à Stépy-Bracquegnies: les cotisations sont augmentées pour alimenter outre la caisse de résistance, une caisse de pension bien distincte de la première; certains introduisent même une troisième base, facultative celle-là, la mutualité (mais prudemment, car il s'agit de ne pas trop empiéter sur le terrain des sociétés mutuallistes). La Fédération pousse à une hausse des cotisations afin de multiplier les avantages offerts aux membres mais aussi d'accroître les capacités de lutte en cas de grève. Elle décide l'organisation de syndicats par commune et non plus par charbonnage: la répression patronale est rendue plus difficile de la sorte, et on évite les problèmes liés aux fréquents changements d'établissement chez les ouvriers.

Pendant que s'effectue cette réorganisation, les luttes continuent bien sûr. Grèves partielles à Sars-Longchamps et à Houssu en janvier 1897, grève nationale de quatre se-

maines en avril 1899, grève générale pour le S.U. en 1902, autre grande grève des mineurs en février 1905. Tous ces mouvements échouent, mais tous n'ont pas les mêmes conséquences pour la Fédération syndicale: tantôt leur issue provoque une démobilisation (1902 par exemple), tantôt l'insuccès est suivi par une campagne énergique de recrutement et des affiliations en masse. C'est le cas en 1905: le nombre des mineurs syndiqués atteint alors son maximum. Il redescendra ensuite pour s'élever à nouveau à l'approche du mouvement de 1913. Les effectifs de la Fédération sont donc fluctuants. De 500 adhérents seulement en 1895, elle est passée à plus de 7 000 en 1913, après en avoir compté 3 000 environ au tournant du siècle, 8 000 en 1906, moins de 5 000 en 1910. Elle regroupe sept syndicats à ses débuts, une vingtaine dès 1897, plus d'une trentaine en 1905 et quarante-trois en 1913. Les plus anciens sont les plus dynamiques, celui de Strépy-Bracquenies animé par VITAL LIMBOURG le plus puissant (590 membres en 1913); ceux d'Anderlues et Houdeng-Goegnies ont chacun plus de 500 membres, ceux de La Louvière, Carnières, Chapelle, La Hestre, plus de 300, une dizaine plus de 200.

Le sort des mineurs s'est quelque peu amélioré durant cette période, grâce à l'action des députés socialistes au Parlement: des mesures ont été prises concernant l'inspection des mines, la durée du travail, les accidents du travail notamment. La Fédération inaugure en 1905 un Office des accidents du travail pour aider ses membres à faire valoir leurs droits. En 1908, elle crée une caisse de chômage et par la suite elle instaurera aussi une caisse d'assurance-vie. En 1908 toujours, son secrétaire depuis sa reconstitution, LOUIS ARTOOS, devient secrétaire permanent. Au total, les mineurs du Centre peuvent légitimement se considérer comme étant alors les mieux organisés du pays. L'historien du syndicalisme mineur avant 1914, JOËL MICHEL, a constaté ce fait en notant que „ce n'est pas un hasard si le bassin le mieux organisé est de loin le Centre, qui a les entreprises les plus importantes et les plus concentrées". Il reste qu'en 1911, EUGÈNE ROUSSEAU exagérait largement en estimant que 85% des mineurs de la région étaient coopérateurs au „Progrès", 75% membres d'une mutualité socialiste et 50% syndiqués. Si les deux premières estimations sont réalistes, la troisième non. Le pourcentage est sans doute plus proche de 30%. L'organisation syndicale continue bel et bien d'accuser un certain retard par rapport aux autres branches du Parti. C'est aussi le cas dans les autres secteurs.

2. LA FÉDÉRATION DES MÉTALLURGISTES DU CENTRE

En juin 1895, le Congrès de la Fédération nationale des métallurgistes déplore que dans le Centre le syndicat ne soit pas encore bien compris. L'année suivante pourtant, le 30 août 1896, douze groupes répondant à l'appel d'OSCAR MASSART fondent à La Louvière une Fédération régionale. Une Fédération qui se développera vite, puisqu'elle aurait compté près de 2 000 adhérents (?) en 1897. En 1898 cependant, elle ne regroupe plus que „des syndicats sans syndiqués" (ROUSSEAU). Cette désagrégation subite était due à plusieurs facteurs, notamment l'apparition de sociétés mutuellistes, l'organisation par ateliers, l'absence de bases multiples, des difficultés de secrétariat. Toujours est-il qu'en 1900, il faut une nouvelle fois relever la Fédération. Les militants métallos auront pour cela l'appui de leurs compagnons mineurs, dont ils suivent l'exemple de réorganisation. Les sections sont organisées par commune, des caisses de mutualité et de réassurance sont rendues obligatoires, les cotisations augmentées.

Les métallurgistes vont même plus loin que les mineurs en matière d'avantages sociaux, ce qui rend leurs rapports plus difficiles avec les sociétés de mutuelle. Mais ils s'attachent mieux leurs membres ainsi: une fois entrés au syndicat, ils y restent désormais. Les effectifs augmentent lentement mais régulièrement: 352 affiliés en 1900, 1 187 en 1903, 1 759 en 1905, 3 515 en 1909, 3 965 en 1911, 4 646 en 1913. Soit à cette date un taux de syndicalisation d'environ 25%. L'organisation a alors des sections dans une trentaine de communes du bassin et, comme celle des mineurs, s'étend bien entendu sur les trois arrondissements de Thuin, Soignies et Charleroi. Avant celle des mineurs, en 1905, la Fédération s'offre les services d'un permanent, JULES CASTERMAN. Elle crée la même année une caisse de décès, une autre contre le chômage et une troisième pour la retraite. Elle se dote d'un Office juridique pour les accidents du travail, d'un service signalant les emplois vacants dans la région.

La mutualité occupe-t-elle une place exagérée, au début du siècle, dans l'organisation syndicale des métallurgistes? On le lui reproche en tout cas au Congrès national des métallos de 1906 lorsque la Fédération régionale veut obtenir l'assurance de la centralisation prochaine de la mutualité avant d'adhérer à la caisse administrative nationale. On la critique encore plus sévèrement deux ans plus tard, quand au Congrès de 1908 son délégué n'accepte pas une augmentation de la cotisation pour la caisse de résistance de crainte de faire fuir les membres. ARTHUR JAUNIAUX écrit alors dans *Le Peuple* qu'il serait temps que la Fédération du Centre fasse un effort d'éducation syndicale de ses membres; selon lui, la plupart „vont au syndicat dans le but de jouir des avantages immédiats qui leur sont accordés (...mais) quant au véritable but des syndicats, la lutte constante contre l'exploitation patronale, ils y songent relativement peu".

Jugement excessif peut-être, car les métallurgistes n'oublient pas pour autant leurs revendications. Mais leurs grèves restent souvent des actions dispersées et peu importantes. Elles ne concernent pas l'ensemble du secteur dans la région mais l'un ou l'autre établissement, et durent peu de temps. Les plus longues, pour n'en citer que deux, sont celle de Braine-le-Comte en mai-juin (trois semaines) et celle de Baume-Marpent (Haine-St-Pierre et Morlanwelz) cinq ans plus tard (deux semaines); l'une et l'autre échouèrent d'ailleurs. À l'inverse, le nombre de métallurgistes participant aux grèves générales organisées par les groupes socialistes est considérable: en 1902 par exemple, 15 000 métallos du Centre auraient cessé le travail alors qu'il n'y en avait même pas 1 000 syndiqués.

3. LES ORGANISATIONS DES TRAVAILLEURS DE LA PIERRE

La structuration proprement syndicale des carriers de l'arrondissement de Soignies semble n'avoir débuté que vers 1896, année où une véritable „croisade" de propagande syndicale est organisée dans tous les secteurs. On trouve trace en avril 1896 d'une Fédération des tailleurs de pierre et ouvriers carriers de la région de Soignies (dont le secrétaire est FÉLIX LELOUP) – héritière de la Fédération des ouvriers carriers du Hainaut déjà évoquée. *Le Peuple* annonce en 1897 la création de syndicats à Soignies (reconstitution encore ?) et aux Ecaussinnes. D'autres verront le jour au début du siècle à Naast, Marche-lez-Ecaussinnes, Neufville. Ces groupes (et ceux des arrondissements voisins) constituent en 1905 une Fédération régionale des carriers du bassin de Soignies, dont le secrétariat sera assuré par ERNEST MARTEL (qui deviendra secrétaire national de la Pierre en 1912). À ce moment, il y a aux Ecaussines 375 syndiqués sur les 1 700 ouvriers de la pierre et à Soignies 300 syndiqués sur 2 500 travailleurs. Les effectifs de la Fédération régionale augmenteront rapidement: de 900 affiliés en 1905, elle passe à près de 3 000 dès 1907. En 1913, le syndicat des ouvriers d'Ecaussinnes compte 1 500 membres, celui de Soi-

gnies 610, ceux de Naast et de Marche-lez-Ecaussinnes 200 environ chacun, enfin un syndicat à Lessines regroupe près de 2 000 travailleurs. Il s'agit là de chiffres très élevés. On travaille également la pierre en Thudinie. Des 200 ouvriers occupés dans l'industrie marbrière à La Buissière en 1905, 60 sont organisés (80 en 1913). À Rance, dont la spécialité est la pendule en marbre, le syndicat (créé en 1901) regroupe 150 travailleurs en 1905, mais seulement 51 à la veille de la guerre.

De nombreuses grèves eurent lieu dans le secteur de la pierre durant cette période. Soit, comme dans les autres industries, pour obtenir des augmentations salariales ou la réduction de la durée du travail; soit pour des problèmes spécifiques comme le maintien de la „criée" de la pierre (mode traditionnel de distribution du travail) ou la suppression du roctage aux pièces (le roctage étant la première opération que subit la pierre après son extraction). Parmi les conflits les plus importants, on peut rappeler les grèves d'Ecaussinnes de 1893 (deux mois de fin février à fin avril) et 1895 (de la mi-avril à la mi-mai), celle de Lessomes en 1897 (fin juin à début octobre), le long conflit de 1899 à nouveau aux Ecaussinnes, qui se prolongea de janvier à juin: dix mois de vaine résistance pour empêcher la suppression de la criée. À l'été 1907, c'est l'ensemble du bassin carrier qui est agité par des mouvements plus ou moins longs (trois mois à Soignies) pour des questions tarifaires. Nouveau grand conflit en mai 1909: les carriers d'Ecaussinnes cessent le travail pour obtenir la fin du roctage aux pièces, les patrons de toutes les carrières du bassin ripostent par un lock-out général qui dure huit mois (!) et s'achève par un accord entre patronat et délégués syndicaux. Autre lock-out en décembre 1910, mais limité à Lessines cette fois, en réponse à une grève déclenchée par les carriers pour protester contre un nouveau règlement de travail: cinq mois de chômage. Cette rapide énumération témoigne suffisamment du caractère extrêmement long et dur des conflits sociaux dans les carrières sonégiennes, donc de l'esprit de résistance des travailleurs de la pierre mais aussi de leurs patrons[6].

[6] *Outre les articles de J.P. DUCASTELLE sur l'industrie de la pierre, nous tenons à attirer l'attention sur le mémoire de H. BOSSEAUX, Maîtres et ouvriers de carrières aux ECAUSSINNES, à SOIGNIES et à NEUFVILLES, 1900-1910, U.L.B., 1981.*

CHAPITRE 4.

LES FÉDÉRATIONS MUTUELLISTES ET LES AUTRES ORGANISMES SOCIALISTES

Dans les deux arrondissements, et particulièrement celui de Thuin, l'organisation socialiste repose aussi en grande partie sur les réseaux de mutualités. En outre, elle est complétée – en marge des quatre „branches" principales – par quantité d'autres organismes de type particulier: Jeunes Gardes et oeuvres culturelles diverses, sans oublier ce moyen de propagande qu'est la presse. Nous terminerons par là cet exposé de la structure du POB dans le Centre avant 1914.

1. TROIS FÉDÉRATIONS DE MUTUELLES ET PLUS DE 25 000 MEMBRES

La „Fédération socialiste des sociétés de secours mutuels du Centre" a été constituée définitivement en janvier 1891 et regroupait déjà à ce moment 3 000 membres répartis en une quinzaine de sociétés. Celles-ci sont au nombre de quatre-vingt-cinq quinze ans plus tard et totalisent 17 090 affiliés. Ils seront près de 21 000 en 1914 et font de la Fédération un des organismes les plus importants du Centre, en effectifs. Plusieurs facteurs expliquent cet essor formidable. Au fur et à mesure de son expansion, la Fédération a accordé de plus en plus d'avantages à ses membres. Au départ, ses sections attribuaient „seulement" des secours aux malades et aux blessés (pendant des périodes limitées), des indemnités aux miliciens ainsi qu'aux familles des membres décédés. Dès 1891, les mutualités du Centre instaurent en plus un service médical et pharmaceutique gratuit. Elles créent une caisse de pensions en 1893, et une caisse de réassurance en 1901 (grâce à laquelle tout membre en incapacité de travail pouvait être couvert au-delà des six mois pendant lesquels la caisse de secours intervenait).

La reconnaissance légale des mutualités, organisée en 1894, avait pour principale conséquence de faire bénéficier celles-ci de subsides publics. De crainte de perdre leur autonomie, les mutualités socialistes hésitèrent longtemps à y recourir. Celle du Centre fit d'abord reconnaître sa caisse de réassurance en 1901, et se fit reconnaître globalement au 1er janvier 1910 seulement. Elle eut soin, pour préserver son caractère socialiste, de créer une caisse spéciale de propagande. La loi de 1914 rendant obligatoire pour tous les travailleurs des deux sexes l'assurance maladie-invalidité-vieillesse eut évidemment pour conséquences un nouvel accroissement des effectifs, ainsi que la création des premières sections féminines, en février. Depuis 1912, la Fédération du Centre était conduite par ARTHUR JAUNIAUX, qui avait remplacé au poste de secrétaire JULES MANSART (lequel assurait cette tâche depuis 1891 – d'abord bénévolement puis comme permanent dès 1902). JAUNIAUX fut également chargé du secrétariat de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes, fondée en 1911 et installée à Jolimont.

Avec ses 20 812 membres en 1914, la Fédération du Centre est la première du pays (devant celles du Borinage, de Charleroi et de Gand) et elle regroupe à elle seule près de 20% des affiliés de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes. Ses sections se situent tant dans les arrondissements de Charleroi, Thuin et même Mons que dans celui de Soignies. Mais il existe encore deux autres Fédérations mutuellistes – bien moins importantes – nous intéressant. La petite Fédération de Thuin-sud regroupe les sociétés du sud de cet arrondissement, soit au total 1 413 membres; le gros des quelque 5 000 mutuellistes de Thuin fait donc partie de la Fédération du Centre. Il faut citer ici ce qu'écrivait à ce propos en 1923 le secrétaire fédéral de Thuin YVON TRICOT (*POB. Fédération thudinienne. Rapport géné-*

ral, p. 16): „Les mutualités ont de tout temps formé l'épine dorsale de l'organisation politique dans la Thudinie et dans la presqu'unanimité de nos communes elles ont constitué et constituent encore le groupement local qui dirige et assure la propagande socialiste en général. Elles sont donc encore presque partout ligues ouvrières et unions communales en même temps que mutualités. Ce sont elles qui nous ont fourni et qui comptent tous nos militants (...) elles sont ainsi moralement, et pécuniairement, l'un des meilleurs soutiens de notre Fédération."

Il existe enfin une Fédération mutuelliste propre au pays des carrières. Sa création avait été envisagée dès 1892-1893, nous ignorons quand exactement elle devint effective. La „Fédération des sociétés de secours mutuels du bassin de Soignies" regroupait les mutualités de Soignies (les „Quatre Couronnés"), Lessines („La Solidarité"), Braine-le-Comte („Les Travailleurs"), Enghien („L'Union démocratique"), Ecaussinnes („La Fraternité socialiste"), Marche-lez-Ecaussinnes („La Ruche ouvrière"), peut-être d'autres encore. Soit environ 4 000 membres en 1914. ces sociétés demandaient des cotisations moins élevées que celles du Centre car elles s'adressaient à des carriers ou des ouvriers agricoles dont les conditions de vie, les risques de travail ou de maladie étaient tout autres. Il est probable que c'était également le cas pour les sociétés de la Fédération mutualiste de Thuin-sud. Ayant son siège à Boussu-lez-Walcourt, cette dernière (présidée par LÉONARD LECLERCQ) avait pour secrétaire J. BLAVIER, tandis que celle de Soignies (présidée par JOSEPH CLERBOIS) était administrée par E. DASCOTTE.

2. L'ÉVOLUTION DES STRUCTURES ET DE L'ACTION DE JGS

La Fédération des Jeunes Gardes du Centre se développe à partir de 1893 et plus encore lors de l'intensification de la propagande antimilitariste en 1896. De solides bastions de JGS existent dans la région lorsqu'en 1897, à l'exemple de la Fédération politique, celle des Jeunes Gardes est réorganisée sur base des divers arrondissements. La Fédération JGS de Soignies deviendra vite une des principales du pays, après celle de Charleroi pourtant; elle compte quatorze groupes en 1903, dont celui de Baume qui serait le plus fort du pays, et au total, à l'en croire, plus de 4 000 membres – ce qui est fortement exagéré. Elle est en tout cas une des mieux organisées et poursuit ardemment des activités pacifistes traditionnelles (brochures, affiches, meetings) et nouvelles (pression sur les Conseils communaux à participation socialiste pour qu'ils votent des vœux pour l'abolition du tirage au sort, du remplacement et des armées permanentes). Elle est aussi fort disciplinée, proche des positions du Conseil général du Parti.

La structuration des JGS par arrondissement ne durera pas plus de huit ans. Elle ne donne pas satisfaction et le Congrès national des Jeunes Gardes en 1905 adopte le principe d'une centralisation régionale. En septembre de la même année, les secrétaires des Fédérations JGS de Soignies (ERNEST JAUNIAUX), Thuin (ARTHUR JAUNIAUX) et Charleroi (NICOLAS SOUPLIT) organisent un Congrès régional, au „Progrès", qui décide, sur proposition d'A. JAUNIAUX, la constitution d'une „Fédération wallonne de JGS des provinces du Hainaut et de Namur" – qui regroupera donc tous les groupes hennuyers ainsi que les deux groupes namurois existants. ARTHUR JAUNIAUX en sera l'élément moteur, et le principal rédacteur du journal de la Fédération, qui paraît dès janvier 1906: *La Jeunesse, c'est l'Avenir*. La notoriété de JAUNIAUX ne fera que croître par la suite. Devenu secrétaire permanent des mutualités, il sera encore inculpé en 1913 pour avoir incité les soldats à refuser de tirer sur des grévistes, dans le journal *La Caserne* (procès fameux, qui se termina par un acquittement).

La Fédération des JGS du Hainaut reçoit l'appui des parlementaires et de la direction du POB, dont elle continue d'approuver la politique (ce qui n'est pas le cas, par exemple, des JGS bruxellois). JAUNIAUX soutient ainsi le vote par les socialistes de la loi de 1909 instaurant le service personnel pour un fils par famille et supprimant le tirage au sort. Cette suppression, réclamée depuis leur création par les Jeunes Gardes, laissera certaines d'entre elles comme ...désemparées. Les JGS du Hainaut, tout en continuant la propagande antimilitariste, y ajouteront en lui donnant plus d'importance qu'auparavant l'action culturelle et éducative: création de bibliothèques, de cycles de conférences, de troupes théâtrales, de sociétés de gymnastique, de groupes d'Enfants du Peuple, etc. À la veille de 1914, il existe treize Jeunes Gardes dans l'arrondissement de Soignies dont six dans et autour de La Louvière, quatre dans la région des carrières et trois dans le canton de Lessines. Cinq groupes existent dans le nord-est de l'arrondissement de Thuin. Les JGS du Centre tiennent régulièrement des séances communes, mais pour le reste il y a un manque de contacts entre les diverses Jeunes Gardes, auquel tente de suppléer la création en 1912 d'un „Bureau permanent de la Jeunesse Socialiste Wallonne" dirigé par JAUNIAUX.

3. LA PROPAGANDE PAR LA PRESSE ET L'ACTION CULTURELLE

Le Peuple et son succédané hebdomadaire *L'Echo du Peuple* étaient bien entendu diffusés dans le Centre et les arrondissements de Soignies et Thuin; le *Journal de Charleroi* pénétrait également en Thudinie. Mais dès la formation des Fédérations d'arrondissements, celles-ci veillèrent à se doter de leurs propres organes. La Fédération du Centre avait déjà tenté l'expérience en 1888 avec *Le Progrès*, mais sans succès (le titre fut repris en 1890 par la coopérative de Jolimont pour son bulletin mensuel). En 1895, en vue des élections communales, trois organes de propagande voient le jour. Deux à caractère local, qui ne vivront guère longtemps: *Les Picrons* à Braine-le-Comte et *Binche socialiste*. Le troisième, *La Défense*, sera pendant quelques mois le journal commun des Fédérations de Charleroi, Soignies et Thuin; il disparaît en 1896. L'année suivante, le député de Thuin EUGÈNE BERLOZ fonde *L'Éclaireur socialiste*, qu'il dirigera, administrera et rédigera en grande partie jusqu'en août 1914: cet hebdomadaire propage les idées socialistes non seulement dans l'arrondissement de Thuin mais aussi dans ceux de Dinant et Philippeville, il tire à 3 000 exemplaires à la veille de la guerre. En janvier 1898, c'est au tour de la Fédération de Soignies d'avoir son périodique: *Le Clairon*, hebdomadaire dont les animateurs successifs seront HECTOR CONREUR, JULES MANSART, RENÉ BRANQUART, ARTHUR JAUNIAUX. En 1914, il annonçait également un tirage de 3 000 exemplaires.

Les socialistes du Centre vont aussi s'efforcer de prendre en charge la formation, l'épanouissement intellectuels des travailleurs. On peut à cet égard mettre en exergue trois types de réalisations. En 1894, lorsque le droit de vote est enfin accordé à tous, la nécessité d'accorder au plus grand nombre, et aux militants surtout, à la fois instruction de base et formation politique, conduit à deux créations: à Jolimont, l'„école d'orateurs" qui se charge de former des propagandistes en donnant des cours de français (grammaire et éloquence); à La Louvière, l'Extension Universitaire – d'éminents intellectuels socialistes (ainsi DE GREEF, LA FONTAINE, VANDERVELDE) y donnent des séries de conférences sur de multiples sujets. Plus tard, au début des années 1900, un réseau de bibliothèques populaires est installé (sous l'impulsion et souvent par les soins de JGS) dans les Maisons du Peuple. Une „Fédération des Bibliothèques ouvrières du Centre" est créée en novembre 1905 et son secrétariat

confié à LOUIS BARBIEUX de Bracquegnies. Enfin, en 1911, sous l'égide encore une fois de JGS appuyés par la toute jeune Centrale d'Éducation Ouvrière du Parti, des Écoles socialistes du dimanche sont ouvertes dans quelques localités du Centre (Jolimont, Estinnes-au-Val) et du nord de l'arrondissement de Soignies (Ecaussinnes, Braine-le-Comte, Soignies et Lessines). Elles donnent aux militants des cours de formation politique, syndicale, coopérative.

Enfin, on rappellera que les sociétés mêlant l'agrément et le militantisme se multiplièrent au début du siècle: groupes sportifs socialistes, chorales et harmonies ouvrières, troupes de théâtre... Prenons l'exemple fameux du „Progrès": son Harmonie comptait dix-sept musiciens à sa création en 1886, une centaine en 1910; son cercle dramatique datant de 1890, animé par FRANÇOIS WART et son épouse FÉLIXA BLONDIAU, avait fait des émules dans de nombreuses localités. FÉLIXA WART-BLONDIAU, elle-même auteur de plusieurs pièces porteuses des thèses socialistes, avait aussi créé en 1904 un groupe dramatique féminin „La Plébéenne", comprenant une quarantaine de jeunes filles. L'action culturelle des socialistes du Centre a donc pris des formes nombreuses et variées. Elle donne une dimension supplémentaire au Parti Ouvrier. Parti politique, mais aussi vaste regroupement de quantité de groupes économiques, professionnels, mutuallistes, éducatifs, etc. Les vingt-cinq Maisons du Peuple que comptent ensemble les arrondissements de Thuin et Soignies en 1914 sont autant de témoignages des progrès accomplis dans la construction du socialisme en une vingtaine d'années.

APERÇU BIBLIOGRAPHIQUE

Outre l'ouvrage déjà cité de L. BERTRAND, on lira le travail fort critique mais combien vivant de M. LIEBMAN, *Les socialistes belges 1885-1914*, Bruxelles, 1979 et, dans la même collection (*Histoire du mouvement ouvrier en Belgique*, aux éd. Vie Ouvrière) celui de J. NEUVILLE, *Naissance et croissance du syndicalisme* (1979 également). On verra le tome 2 de V. SERWY, *La coopération en Belgique. La formation, 1880-1914*, et en ce qui concerne le *Progrès*, le gros volume de E. ROUSSEAU, *L'oeuvre d'une classe, 1886-1911*. Le même auteur a aussi publié à Gand en 1913 un récit de *La grève générale dans le Centre en 1913*. On trouvera beaucoup d'informations sur les organisations ouvrières dans le reportage déjà cité de J. LEKEU (1907). Parmi les autres écrits consultés, nous pouvons signaler, en ce qui concerne les mutuelles: E. ROUSSEAU et O. MASSART, *La „Solidarité" de FAYT ou 41 ans de mutualité socialiste*, 1901 et A. JAUNIAUX, *La question mutualiste en Belgique*, 1914; pour l'action culturelle, A.F. PERIN, *Théâtre ouvrier en Wallonie 1900-1940*, 1979; pour les syndicats de mineurs, outre les *Rapports* de leur Fédération régionale (1906 et 1911 à 1913) et leur volume jubilaire *Après 25 ans d'efforts, 1895-1920*, l'étude fouillée de J. MICHEL, „Un maillon plus faible du syndicalisme minier: la Fédération nationale des mineurs belges avant 1914" publiée dans la *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 1977, p. 425-473. Nous avons pu disposer des procès-verbaux des séances du comité de la Fédération de Soignies à partir de 1905, de même que des procès-verbaux de l'„Union démocratique" d'Enghien à partir de 1897 (chez M. M. LEFEBVRE à Enghien). Parmi les ouvrages consacrés aux luttes des carriers, nous signalons spécialement le mémoire de H. BOSSEAUX, *Maîtres et ouvriers de carrières aux Ecaussinnes, à Soignies et à Neufvilles*, ULB, 1981. L'hebdomadaire fédéral sonégien *Le Clairon* a pu être dépouillé pour les années 1898 à 1914 (sauf 1902, 1904 et 1908, années pour lesquelles on a eu recours au *Peuple*). De nombreux renseignements ont enfin été extraits des *Rapports* et *Comptes rendus* des Congrès du POB de 1894 à 1914, tout comme de l'*Annuaire du POB pour 1914*.

Une illustration de la condition des mineurs du Centre:
catastrophe d'Anderlues en 1892
(Bibliothèque Royale)







Le plus vieux drapeau de l'Internationale

THÉOPHILE MASSART
le „père" du socialisme dans le Centre

La première Maison du Peuple du pays





Première Année. — N° 2 | 5 CENTIMES LE NUMÉRO | Dimanche 20 Mars 1887

LE COMBAT

ORGANE SOCIALISTE RÉPUBLICAIN
HEBDOMADAIRE

DIRECTEUR POLITIQUE : ALFRED DE FUISSEAUX

CORRESPONDANTS SPÉCIAUX
LA BORINAGE ET LIÈGE : Paul CONREUR, 15, rue de l'Industrie, à La Louvière ;
LE CENTRE ET CHARLEROI : Pierre LOOR, Baume, 204, par Haine-St-Pierre.

ADMINISTRATION & BUREAUX
S'adresser au Rédacteur-délégué, PAUL CONREUR, Editeur.

ANNONCES :
30 centimes la ligne. — Réclames : 2 francs la ligne.
Les annonces et réclames sont reçues exclusivement chez M. MINNE, 41, rue de Munich, à Bruxelles.

AUX BORAINS

Pauvres et chers martyrs du Grisou, qui depuis 1879 réclamez cette chose si simple et si juste : le droit de surveiller par vous mêmes, votre implacable ennemi :

« Le Grisou ! »

Pauvres martyrs ! vous seriez encore au milieu de nous, si votre plainte touchante avait été entendue par les députés censitaires !...

Mais non..... **« le capital : vie »** ne valait pas aux yeux des législateurs de 1879 le **« capital argent. »**

Vous êtes restés sans défense devant votre implacable ennemi : **« le Grisou ! »** — La science eut pu protéger vos enfants, n'est électeur à la chambre !

Chers Borains ! Chers Houilleurs du Hainaut tout entier !

Ne devez vous pas, en ensevelissant vos morts vénérés, réclamer si pas vengeance, au moins justice !

Ne devez vous pas réclamer au nom..... grand Dieu que vais-je dire ! ..... mais il le faut..... j'..... je les vois... au nom des futures victimes du « Grisou » des lois protectrices de votre vie !

Et qui édictera ces lois, sinon ceux que vous nommerez pour les faire !

Qui les fera, ces lois, sinon le Suffrage Universel !

Qui les fera, ces lois, si les actionnaires et les directeurs de charbonnages ne courrent vers un avenir incertain et vers la ruine.

Il est si vrai que l'ouvrier suffisamment payé ne songe jamais à se mettre en grève, qu'à Bruxelles où les salaires varient entre 5 et 8 francs, nous n'avons jamais vu *de grève sérieuse*, nous n'y avons jamais vu que quelques petites échauffourées sans importance et bien vite apaisées.

Au contraire dans les pays houillers où les salaires descendent à des taux dérisoires de 1 fr. 50 à 2 frs 25 centimes, nous avons vu des grèves formidables éclater.

C'est encore pour cela que le conseil général en majeure partie composé d'ouvriers et d'écrivains habitants Bruxelles, tous bien payés, ne veulent pas de la grève générale.

Il est donc bien vrai que la grève générale n'est possible que lorsque la misère est générale !

Les conservateurs peuvent-ils le faire travailler parce qu'il refuse de continuer à les enrichir par son travail ?

Non ! aucune loi au monde ne peut autoriser une telle monstruosité. Il n'y aura donc aucune faillibde. Mais en présence de l'héroïque courage de l'ouvrier, la bourgeoisie pour éviter sa ruine, devra bien céder enfin ! Elle donnera à ce pauvre martyr du travail, les droits de citoyen, elle lui donnera le suffrage universel !

L'ouvrier libre enfin, se relèvera alors. D'un pas, délibéré il marchera à l'urne électorale. Il enverra à la Chambre des compagnons choisis par lui, et ces compagnons feront alors des lois qui assureront à l'ouvrier un juste salaire en échange de son rude travail

Ce qu'il faut à l'ouvrier ce ne sont pas des

Un des journaux
publiés par DEFUISSEAUX
dans le Centre

La Maison du Peuple
de Braine-le-Comte



Intérieur de la Maison du Peuple de Houdeng

Grève de 1893: heurts à Jolimont
(Bibliothèque Royale)









Les premiers députés socialistes sonégiens
De gauche à droite: MANSART, BRANQUART
et PAQUAY

EUGENE BERLOZ,
premier député socialiste de Thuin





Grève de 1902:
la gendarmerie place MAUGRÉTOUT à La Louvière

Grève de 1913:
manifestants devant la Maison du Peuple de La Louvière



LE CLAIRON

POUR LE PEUPLE. Organe de la Fédération Socialiste de l'Arrondissement de Soignies. PAR LE PEUPLE.

Abonnement : | Rédacteur en Chef : RENÉ BRANQUART. | Pour les Annonces :

Onzième année N 37 — 5 centimes le Numéro — Dimanche 12 Mai 1907

L'ÉCLAIREUR SOCIALISTE

Organe Hebdomadaire des arrondissements de THUIN et DINANT-PHILIPPEVILLE

ABONNEMENTS | Editeur : BERLOZ Eugène, Député, Morlanwelz | PRIX DES ANNONCES

Toutes les communications doivent être adressées à l'Editeur

Les Annonces et Correspondances doivent parvenir pour le Jeudi, à midi au plus tard

Prolétaires de tous les pays unissez-vous. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

Les journaux des deux Fédérations d'arrondissement avant 1914





Travailleurs rassemblés avant leur déportation en Allemagne (1916)

La Maison du Peuple d'Erquelinnes



5 Entre-deux-guerres: de l'espoir à la crise

LE 4 AOÛT 1914, LES armées allemandes envahissent la Belgique. L'élan patriotique est général. Le président du Parti Ouvrier, EMILE VANDERVELDE lui-même, en donne l'exemple en acceptant de rentrer dans le Conseil des Ministres du Roi; les luttes politiques s'arrêtent provisoirement, toutes les tendances participent à l'Union sacrée contre l'envahisseur. On connaît la suite: quatre années de résistance héroïque de l'armée belge sur l'Yser, quatre années de souffrances en pays occupé. Au contraire du bassin de Charleroi qui fut le théâtre de violences et de destructions pendant l'invasion, le Centre ne souffre pas trop de celle-ci. Les arrondissements de Soignies et Thuin sont ensuite soumis à l'autorité du Gouverneur général, ce qui est préférable au sort des arrondissements de Tournai puis de Mons placés dans la zone dite „des Étapes" où sont établis les services de l'arrière des armées allemandes combattantes. Cela dit, la région sera confrontée aux mêmes problèmes que le reste du pays occupé: pénurie et rationnement des denrées alimentaires, réquisitions de matériels et de biens divers, plus tard déportations de travailleurs.

L'industrie charbonnière du Centre resta relativement prospère pendant l'occupation (la production y diminua dans une mesure largement moindre que dans les autres bassins); LOUIS BERTRAND condamna plus tard la „triste complicité" de certains patrons charbonniers avec l'ennemi. En métallurgie en revanche, les usines BOËL de La Louvière furent durement frappées (réquisition des machines – outils, déportation du personnel), le „Grand Atelier" de Haine-St-Pierre et la „Franco-Belge" de La Croyère également (mise sous séquestre pour refus de travailler pour l'occupant). Mais c'est le secteur des carrières qui fournit le plus lourd tribut. La demande en pierres s'effondra dès le début des hostilités (arrêt des constructions, des travaux publics de voirie); les carrières furent ensuite mises sous séquestre, de nombreux travailleurs

condamnés pour avoir refusé de travailler. Surtout, le pays des carrières fut victime d'impressionnantes mesures de déportation: plus de 2 000 travailleurs de Lessines, environ 800 de Soignies, 600 d'Ecaussinnes, 500 de Braine-le-Comte (pour ne citer que quelques chiffres) sont envoyés en Allemagne, la plupart au camp de Soltau; beaucoup n'en reviendront pas, d'autres rentreront gravement amoindris par des mois de régime très dur. Ces déportations massives marqueront la région pendant longtemps.

Toutes les organisations socialistes ou presque sont mises en veilleuse. Presque, disons-nous, car la Fédération des mineurs continuera à se réunir régulièrement malgré les entraves de l'occupant et elle réussira même à résister aux diminutions de salaire du début et à obtenir, par la suite, des augmentations. Mais d'une manière générale, la vie des groupes est évidemment suspendue dans ses formes traditionnelles. Les réunions politiques sont interdites. Les activités de secours des mutualités (et des syndicats: payement des allocations de chômage) sont concurrencées par l'action de Comités pluralistes. Les coopératives se maintiennent tant bien que mal, mais elles rencontrent de multiples problèmes: difficultés d'approvisionnement, baisse des ventes, réquisitions des machines et des chevaux dans certains cas…

De nombreux mandataires socialistes se dépensent au sein des Comités régionaux et provinciaux mis en place par le Comité national de Secours et d'alimentation – organisme pluraliste créé dès les premiers jours de l'occupation. On trouve ainsi dans le Comité provincial du Hainaut les socialistes PAUL PASTUR (de Charleroi), RENÉ BRANQUART et JULES CASTERMAN, EUGÈNE BERLOZ. Beaucoup de militants, à tous les niveaux, participent aussi à leur façon à la lutte contre l'ennemi. ARTHUR JUNIAUX devra se réfugier en France lorsque les Allemands découvriront que ses bureaux au „Progrès" abritent un service de correspondance clandestine entre les soldats belges et leurs familles. YVON TRICOT, de La Buissière, sera arrêté pour avoir aidé au ravitaillement de prisonniers français évadés. ERNEST PETIT, dirigeant du Comité de secours pour l'arrondissement de Thuin, espionne en même temps pour les Anglais (il est à la tête d'un réseau couvrant le Centre et les régions voisines). ALBERT FRANÇOIS, de Rance, est emprisonné à deux reprises pour des motifs similaires. Il est d'autres exemples encore.

Lorsqu'un armistice est enfin conclu en novembre 1918, et le territoire évacué peu après, les socialistes ont fait leur devoir de Belges. Des milliers d'ouvriers ont donné leur vie, ou les plus belles années de leur jeunesse, pour défendre cet État qui les traitait si mal. Il ne fait pas de doute que l'égalité politique réclamée par le POB doit être accordée sans délais: le suffrage universel pur et simple (pour tous les hommes âgés de 21 ans) est repris par ALBERT Ier dans son discours du Trône, le 22 novembre 1918 à Bruxelles. Autres réformes indispensables mentionnées par le Souverain: l'abolition de l'article 310 du Code pénal qui restreignait le droit de grève, et l'égalité de droit des deux langues nationales (création d'une Université flamande). Tels étaient les points principaux du programme du nouveau gouvernement d'Union Nationale formé sous la direction du catholique DELACROIX. Un gouvernement qui comprenait six catholiques, trois libéraux et trois socialistes: VANDERVELDE, WAUTERS et ANSEELE. La position des socialistes belges au sortir de la guerre est donc toute autre qu'avant 1914, sur l'échiquier politique national. Dans les diverses régions aussi, bien des choses vont changer: l'immédiat après-guerre voit un accroissement extraordinaire des forces du POB dans tous les domaines, de même que des modernisations de plusieurs structures. Nous procéderons d'abord à un examen global des organisations socialistes dans le Centre et les arrondissements de Thuin et Soignies au début de la période d'entre-deux-guerres, avant de voir comment chacune des branches évolua ensuite – particulièrement face aux crises des années '30.

CHAPITRE 1.

LE GRAND ESSOR DES ORGANISATIONS SOCIALISTES

„Le Centre, qui fut l'un des berceaux du socialisme, est rouge…": c'est ainsi que le futur député GASTON HOYAUX, alors correspondant régional du *Peuple*, concluait une série d'articles en 1921 (*Dans le Centre rouge*, p. 79). Et le secrétaire fédéral de Thuin YVON TRICOT, écrivait en 1923 au début de son *Rapport extraordinaire* sur l'état de la Fédération: „Dans l'arrondissement de Thuin, comme dans tout le pays, l'après-guerre amena avec le bouleversement des idées et des mentalités, une efflorescence de tous les groupes, la création de nombreux autres, l'institution de nouvelles branches d'activité ouvrière et d'oeuvres diverses." Cet essor au lendemain du conflit mondial se marqua également dans la forte progression électorale du Parti.

1. LES FÉDÉRATIONS POLITIQUES ET LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX

La Fédération de Soignies se réunit en assemblée plénière dès décembre 1918. Le 1er février 1919, elle faisait reparaître son organe fédéral, *Le Clairon* – pour quelques mois seulement, car fin juin, vu les difficultés rencontrées, celui-ci fusionnait avec *Le Peuple*. La Fédération se dota également d'un secrétaire permanent: ARTHUR FOCAN, échevin à Houdeng-Aimeries, entra en fonctions le 1er mars. Les socialistes thudiniens firent de même au début de 1920, en désignant YVON TRICOT comme secrétaire fédéral. Ils firent reparaître *L'Éclaireur socialiste* en septembre 1922, faute d'avoir pu le faire plus tôt. À noter qu'en 1922 également, la Fédération de Soignies relançait à son tour son hebdomadaire, sous un autre titre (après quelques variantes), *Le Cri du Peuple*. La place laissée aux informations régionales dans le quotidien du Parti ne pouvait évidemment suffire pour la diffusion de toutes les informations et pour la propagande particulière en période électorale. Outre la question de la presse, les secrétaires des deux Fédérations eurent aussi à s'occuper, au début des années '20, de la réorganisation de ces dernières telle que souhaitée par les instances nationales. La nouvelle méthode d'organisation préconisée partout et appliquée progressivement était celle des Unions ou Fédérations socialistes communales, regroupant tous les membres de tous les groupes affiliés au Parti (syndicats, coopératives, mutualités) habitant la même commune. Dans la pratique, les délégués des diverses organisations locales et les mandataires communaux devaient collaborer au sein du Comité de l'USC pour diriger l'action politique dans la commune – ce qui revenait à donner encore plus de poids aux grands organismes professionnels et économiques du Parti, tout en „rationalisant" l'organisation interne de celui-ci. Il fallut longtemps pour mettre ce système en pratique et ainsi connaître le nombre *exact* de personnes affiliées dans chaque arrondissement, sans aucun double emploi. En 1921, la Fédération de Soignies payait 20 150 cotisations au Conseil général, et celle de Thuin 10 646.

Les premières élections générales au suffrage universel pur et simple auront lieu le 16 novembre 1919 déjà. Dans l'arrondissement de Soignies, le POB manque de très peu le troisième siège; MANSART et BRANQUART sont réélus. À Thuin, ce sera „un succès inespéré" avec l'obtention d'un deuxième siège (le premier étant conservé, depuis 1895, par BERLOZ): élu fin 1919, EUGÈNE ROUSSEAU ne restera pas longtemps député; dès 1920, il rompt avec le POB (pour des motifs de santé dira-t-on) et est remplacé par ELIE HAINAUT à la Chambre. Les résultats du scrutin de 1919 permettent de situer assez bien la puissance du POB dans chaque arrondissement et, en particulier, sa plus ou moins grande implantation par cantons:

TABLEAU 4

Pourcentages obtenus aux élections de 1919 (Chambre)

SOIGNIES	Socialistes	Libéraux	Catholiques
Arrondissement	57,4%	18,1%	22,4%
C. de La Louvière	66,7%	17,1%	12,5%
C. de Roeulx	66 %	13,3%	19,8%
C. de Soignies ..	56,3%	15,7%	25,7%
C. d'Enghien ...	33,3%	24,2%	40,5%
C. de Lessines ..	46,1%	25,3%	27,6%

THUIN	Socialistes	Libéraux	Catholiques
Arrondissement	48,2%	23,1%	26,9%
C. de Binche	61,6%	16,8%	18,9%
C. de Thuin	38,8%	26,7%	33,2%
C. de Merbes ...	50,3%	24,5%	24,2%
C. de Beaumont .	23,2%	36,8%	39 %
C. de Chimay ...	25,5%	30,7%	42,8%

Dans le pays, la progression socialiste était générale; les élections provoquaient un grand déplacement des mandats: les catholiques ne rentraient à la Chambre qu'à 73 au lieu de 99, les libéraux 34 au lieu de 45, tandis que les socialistes doublaient presque leur représentation, passant de 40 députés à 70 (un nouveau gouvernement tripartite fut formé, comprenant 5 catholiques, 3 libéraux et 4 socialistes – DESTRÉE entrant à son tour dans l'Exécutif national). Quelques mois plus tard, les élections communales du 24 avril 1921 grossirent les rangs des mandataires socialistes. Dans l'arrondissement de Soignies, le POB obtint 184 élus et la majorité absolue dans 21 communes sur 53 – 21 communes regroupant à elles seules 113 des 180 000 habitants de la circonscription. Les socialistes occupaient désormais 45 des 68 sièges de conseillers dans le canton de La Louvirère, et dirigeaient toutes les communes de ce canton. Ils s'emparaient du pouvoir à Soignies, aux deux Ecaussinnes, à Lessines, à Ollignies et dans 9 des 17 communes du canton de Roeulx, ils obtenaient une majorité relative à Braine-le-Comte. Satisfaction également dans l'arrondissement de Thuin où le POB s'emparaît du maïorat dans 13 communes (en majorité dans le nord de l'arrondissement – mais aussi à Robechies près de Chimay). Dans le „cœur" du Centre (cantons de La Louvière, Roeulx, Binche, ainsi que celui de Seneffe), le POB était devenu la principale composante dans les Conseils communaux avec plus de 200 mandataires et une trentaine de bourgmestres. La Fédération des Conseillers communaux socialistes du Centre, vieille déjà de vingt ans (elle avait été créée le 3 février 1901) fut maintenue en place, mais des Fédérations d'élus par arrondissement furent en outre créées après ce scrutin.

2. RELANCE ET CENTRALISATION DANS LES COOPÉRATIVES

Les coopératives du Centre reprennent avec vigueur au sortir de la guerre. Le „Progrès" triple presque son chiffre d'affaires entre 1918 et 1920, inscrit 4 000 nouveaux membres en 1919 et autant l'année suivante, se lance avec succès dans la production de pâtisseries. L'autre grande société régionale, l'„Avenir du Centre" multiplie ses magasins: elle en avait 8 en juillet 1914, elle en a 42 à l'été 1921. De nouvelles coopératives voient le jour. Ainsi le 3 janvier 1920 l'Imprimerie Coopérative Ouvrière de La Louvière, propriété commune des diverses organisations socialistes du Centre; en 1922, elle ouvrira des magasins de librairie à La Louvière et à Morlanwelz. À Binche, où la coopérative „En Avant" parvient enfin à accéder à un rang plus respectable (en 1923, elle comptera 600 membres et possédera des Maisons du Peuple à Binche, Ressaix, et Solre-sur-Sambre), les socialistes créent en 1920 la société „L'Union" pour l'exploitation d'une boucherie. Mais l'essentiel à cette époque n'est pas dans l'apparition de quelques nouvelles entreprises, mais dans la tendance à la centralisation des sociétés existantes, centralisation souhaitée d'ailleurs par les instances nationales.

Avant 1914 déjà, l'„Avenir" de Boussu-lez-Walcourt avait absorbé les petites sociétés de Berzée, Florennes et Thy-le-Château et la question de la concentration avait été posée aux militants de Nismes, de Dinant et de Boussu. Ces trois coopératives sortirent de la guerre sans un franc: le premier pas vers la fusion fut l'octroi d'un crédit commun, dès le 1er avril 1918, par la Fédération des sociétés coopératives. La fusion eut lieu en 1919 sous le nom de „Magasins généraux". LÉONARD LECLERCQ (de Boussu) devint secrétaire général de la concentration et JEAN-BAPTISTE PÉRIQUET (de Nismes) directeur général. La société avait son siège central à PHILIPPEVILLE et regroupait 7 000 coopérateurs, mais disséminés sur un très vaste territoire peu peuplé. Ce rayon d'action fort étendu sera toujours un handicap pour les „Magasins Généraux". En 1924, ils comptent 9 500 membres environ et s'étendent sur toute l'Entre-Sambre-et-Meuse et jusqu'au Luxembourg, soit 300 communes. Dans la Thudinie, la coopérative a alors inscrit près de 4 000 sociétaires (dont les trois quarts sont effectivement clients). Elle y possède trois boulangeries (à Boussu, Boulers et Thuin – chacune desservant plus de vingt communes), seize magasins locaux et sept Maisons du Peuple.

L'autre grande concentration coopérative datant de cette époque avait déjà été amorcée lors de la constitution de l'„Avenir du Centre" en 1913. Cette société réalise la fusion, en 1920-21, avec les coopératives de Feluy, Chapelle, Braine-le-Comte et Besonrieux puis durant l'exercice suivant, avec celles d'Ecaussinnes, Soignies, Tubize et Quenast; elle ajoute en même temps à ses activités la production d'eau minérale (source du Roeulx), de savon (savonnerie de Mons), de pâtisserie (Cuesmes). Enfin le 13 juin 1923 l'„Avenir du Centre" fait place à l'„Union des Coopératives du Centre, du Borinage, du Brabant Wallon et des régions d'Ecaussinnes et de Soignies": la nouvelle société groupe 21 coopératives et rayonne dans une centaine de communes, sous la direction d'ERNEST JAUNIAUX; son chiffre d'affaires approchera les 30 millions dès la première année (contre 300 000 Frs pour l'„Avenir du Centre" dix ans plus tôt).

3. LE „DÉCOLLAGE" SYNDICAL DANS LE CENTRE

La Commission syndicale du POB avait 126 000 affiliés à la veille de la guerre, ils étaient 613 000 à l'automne 1919 déjà! C'est dans tous les secteurs que se produit un formidable accroissement des effectifs. La Centrale des Mineurs du Centre passe de 12 000 membres environ en 1919 à plus de 21 000 au printemps 1921; elle occupe alors cinq permanents sous la direction de LOUIS ARTOOS. La Fédération des Métallurgistes, toujours animée par CASTERMAN, ne comptait plus que 537 cotisants en janvier 1919; au 1er mai 1921, 79% des travailleurs du secteur sont syndiqués dans ses rangs (15 060 membres). Dès juin 1919, les mineurs du Centre ont obtenu qu'un

grand pas soit fait par leurs patrons dans le sens de la reconnaissance syndicale, avec l'élection de délégués ouvriers dans chaque siège de charbonnage et l'instauration d'une Commission permanente paritaire de conciliation pour la région, Commission dont les délégués ouvriers seraient choisis par le syndicat. Dans la construction mécanique, une Commission paritaire sera également mise en place (elle fonctionne en 1921). Dans les carrières par contre, le contrôle ouvrier est plus délicat et varie fortement d'une région à l'autre; aux Ecaussinnes, le syndicat a pu résoudre les questions de l'embauchage et du salaire minimum, mais ce ne semble pas être le cas ailleurs. Les carrières sont d'ailleurs encore plongées dans de grands mouvements de grève à l'époque, ainsi de janvier à juin 1919 à Soignies et Ecaussinnes.

L'immédiat après-guerre voit aussi de nouvelles organisations apparaître, ou des groupes jusque-là assez faibles enfin se développer. La Fédération régionale des Gobeletiers du Centre datait de 1903: elle avait été constituée à la suite d'un lock-out patronal d'une durée de cinq mois et comptait en 1914 un millier de membres à Manage, Familleureux et Binche (134 dans cette localité). Une nouvelle grève générale du secteur se produira au lendemain de l'armistice, grève victorieuse, au bout de laquelle les verriers du Centre désignèrent eux aussi un permanent (Simon) en 1921. Une Fédération des Ouvriers du Bâtiment et des Industries diverses du Centre est également formée en janvier 1921; elle regroupe 2 600 membres environ et a pour secrétaire MAURICE CAUCHETEUX, à La Louvière. ERNEST PETIT est, lui, permanent de la section du Centre du Syndicat des Cheminots et des PTT, créé en décembre 1918 (à Haine-St-Pierre) et dont les effectifs sont passés en deux ans de 750 à 2 500 travailleurs. C'est aussi au lendemain de l'armistice (sous l'impulsion de GASTON HOYAUX notamment) que se forme une régionale de la Centrale du Personnel Enseignant Socialiste; elle recrute surtout, bien entendu, dans les communes rouges de La Louvière et des environs et compte une centaine d'affiliés en 1921; des sections autonomes (une trentaine de membres chacune) existent également à Anderlues et aux Ecaussinnes. Un Syndicat des Employés du Centre naît aussi en janvier 1919 et s'affilie au POB; un an plus tard, il ne compte cependant pas plus de 675 membres: le „terrain" est bien sûr beaucoup moins perméable à la propagande syndicale. En avril 1922, ces diverses organisations formeront la Fédération des Syndicats du Centre, dont JULES ROLAND sera nommé permanent en octobre suivant. Elle devait coordonner la propagande et les actions communes au niveau régional, et autant que possible uniformiser les cotisations (et en rationaliser la perception) ainsi que les services offerts par les divers syndicats, assurer la propagande là où c'était nécessaire, fonder des cours de formation, etc.

4. L'EXTENSION DES AUTRES BRANCHES DE L'ACTION SOCIALISTE

Le secrétaire de la Fédération des Mutualités Socialistes du Centre est le bourgmestre de La Louvière VICTOR GHISLAIN. La Fédération regroupe alors quelque 30 000 membres répartis dans 120 sections. Elle étendra son activité dans trois directions. Elle ouvre en mai 1921 un Institut Médical à La Hestre, dont la direction est confiée au Dr. RENÉ BUREAU. Elle crée des sections féminines (un premier appel en direction des femmes est lancé en octobre 1919), qui deviennent autonomes en juillet 1920: LÉONA GOSSUIN devient secrétaire-trésorière des Femmes Prévoyantes du Centre (3 000 affiliées environ en 1921). Enfin, au 1er juillet 1922, elle absorbe la petite Fédération Mutualiste de Thuin-Sud (1 680 membres): son rayon d'action s'étend donc désormais à l'arrondissement de Thuin en totalité. Par contre, il n'englobe pas celui de Soignies tout entier puisque subsiste une Fédération spéciale pour le Bassin de Soignies, forte de 6 400 membres en 1921. Celle-ci ouvrira un cabinet de consultation à Braine-le-Comte en août 1922, et l'année suivante une antenne à Lessines pour les affiliés du nord de l'arrondissement. Indépendamment de leur précieux rôle d'assistance aux affiliés, il faut souligner que tant dans le Centre qu'en Thudinie, les sociétés de secours mutuels – comme l'écrit Hoyaux en 1921 – „sont dans notre région les véritables foyers du socialisme. Toutes les questions intéressant directement le POB sont examinées au cours des assemblées des mutualités".

Les Jeunes Gardes Socialistes sont reconstituées, elles aussi, après le conflit. LOUIS DESMET devient secrétaire de la Fédération du Centre, qui retrouve sa place prépondérante dans le mouvement JGS. En 1923, elle représente plus du tiers des effectifs du pays. Ceux-ci sont répartis en une Fédération bruxelloise, deux flamandes et deux wallonnes, les quatre dernières étant elles-mêmes subdivisées par régions. Celle du Centre compte 7 400 membres répartis en 32 groupes locaux; ceux de La Louvière, Jolimont, Bracquegnies, Baume, Fayt, La Hestre ont tous entre 5 et 600 membres. Les quelques Jeunes Gardes de l'arrondissement de Thuin sont incorporées dans la Fédération du Centre; par contre, les groupes des Ecaussinnes, Marche, Braine-le-Comte et Soignies font partie avec une dizaine d'autres de la Fédération dite du Brabant Wallon. Les structures des JGS ont donc changé, leur rôle également: autant que la propagande antimilitariste (toujours à l'honneur cependant), les jeunes militants se soucient d'aspects éducatifs. Ils poussent leurs membres à fréquenter les écoles techniques, à participer aux activités d'éducation ouvrière. Celles-ci sont désormais organisées sous l'égide du Comité Régional d'Éducation Ouvrière du Centre et des Comités locaux dont ce dernier suscite la création à partir de 1921. Les écoles socialistes se multiplient (6 en 1919, 12 en 1920, 14 en 1921), ainsi que les conférences organisées avec l'aide de la Centrale d'Éducation Ouvrière. Une Fédération des Cercles d'Éducation Physique du Centre est également reconstituée en octobre 1920 (600 affiliés l'année suivante).

Tel est, brossé à grands traits, le tableau des organisations socialistes dans le Centre et les arrondissements de Soignies et Thuin après le grand effort de reconstruction qui suivit la „saignée" de 14-18. Les chiffres indiquent que les organisations prolétariennes sont puissantes. Ils ne font pas apparaître qu'elles sont contestées de l'intérieur par une minorité révolutionnaire séduite par l'exemple bolchévique. À partir de janvier 1920, le futur leader communiste JOSEPH JACQMOTTE vient parler à plusieurs reprises dans le Centre lors de meetings socialistes, attaquant les „ministérialistes" et tenant aux ouvriers le langage „énergique" que l'on devine. Dès juin 1921, les premières sections communistes se créent dans le Centre, et une Fédération régionale du PCB est constituée le 17 juillet. Certes, les militants communistes ne sont qu'une poignée dans la région, mais une poignée active – et l'on comprend les appels à l'unité lancés par les responsables des organisations du POB. Ce dernier ne cessera désormais d'être soumis aux critiques acerbes de son concurrent d'extrême-gauche. L'adversaire principal reste pourtant la droite capitaliste, comme on le verra dès l'automne 1921.

CHAPITRE 2.

LA VIE POLITIQUE: DU CONSENSUS À LA CRISE

Les socialistes quittent le gouvernement à la fin de 1921. Si l'on excepte la brève mais singulière expérience du cabinet POULLET-VANDERVELDE puis une éphémère nouvelle tripartite au milieu des années '20 (juin 1925 à fin 1927 pour ces deux gouvernements), le POB reste en permanence dans l'opposition jusqu'au printemps 1935. Après quoi il participe au pouvoir quasi sans interruption jusqu'à la guerre, dans un climat général de crise nationale et internationale; un socialiste devient même Premier Ministre en 1938. C'est l'évolution des Fédérations de Soignies et de Thuin durant ces deux décennies fertiles en événements que nous suivrons en premier lieu. À la fin de cette période, dans le courant des années '30, le consensus global au sein du Parti, sur la ligne politique générale va s'effriter et laisser place, de manière croissante, à un climat de crise interne.

1. DU „FUSIL BRISÉ" AU DISCOURS DE TRIBOMONT (1921-1927)

Sous le gouvernement tripartite les socialistes avaient réussi à faire voter plusieurs lois sociales de première importance (telles la pension de vieillesse, la loi des 8 heures, celle sur la liberté d'association, etc.), autant de témoignages du bien-fondé de la collaboration ministérielle avec les partis bourgeois. Mais l'esprit d'union nationale n'existait plus guère deux ans après l'armistice, et l'achèvement de la révision constitutionnelle (instauration du S.U.) ne rendait plus une tripartite nécessaire. Catholiques et libéraux souhaitaient y mettre fin, une partie des socialistes également. Dans ces conditions, le moindre incident pouvait être prétexte à rompre la coalition. Une manifestation socialiste à La Louvière fut cette occasion.

Le 7 septembre 1921, les militants socialistes louviérois accueillaient avec éclat les participants à la „Semaine syndicale" organisée à Morlanwelz par la Centrale d'Éducation Ouvrière; la présence du syndicaliste allemand Sassenbach entraîna des heurts entre le cortège socialiste et des groupes patriotiques. Ces derniers, appuyés par la droite, mirent sur pied le 2 octobre, à La Louvière toujours, une manifestation „expiatoire" à la suite des incidents du 7. Celle-ci provoqua à son tour, en réaction, une nouvelle manifestation socialiste dans la capitale du Centre, le 16 octobre. Le Ministre ANSEELE y assistait. Or la réunion était centrée sur l'inauguration d'un nouveau drapeau de la section locale des JGS (portant l'emblème du fusil brisé) et avait pour thème la réduction de la durée du service militaire et le désarmement. Le Ministre libéral DEVÈZE (Défense Nationale) en prit prétexte pour exiger la démission d'ANSEELE, demande appuyée par le Premier Ministre catholique. Les Ministres socialistes se solidarisèrent et quittèrent tous les quatre le gouvernement, le 19 octobre. Ainsi s'ouvrit la campagne électorale pour les législatives de novembre.

Le scrutin de novembre 1921 se solde par un recul du Parti Ouvrier. Un recul numériquement peu important (deux sièges en moins) mais d'un grave impact psychologique: la progression du Parti est enrayée. Dans les arrondissements de Thuin et Soignies, les résultats sont différents. À Soignies, le POB perd à peine 0,5%... mais il obtient par apparentement un troisième siège de député (EMILE SCHEVENELS à Lessines). À Thuin, les pertes sont énormes (près de 6 points) et seul BERLOZ conserve son mandat. C'est surtout dans les cantons les plus éloignés de la région du Centre que le recul est particulièrement sensible – là où un grand travail d'implantation restait à faire.

TABLEAU 5

Comparaison des pourcentages électoraux du POB en 1919 et 1921

SOIGNIES	1919	1921	THUIN	1919	1921
Arrondissement	57,4	56,8	Arrondissement	48,2	42,7
C. de la Louvière .	66,7	66,5	C. de Binche	61,6	57,4
C. de Roeulx	66	64,5	C. de Thuin	38,8	30,1
C. de Soignies ...	56,3	56	C. de Merbes	50,3	45,2
C. d'Enghien	33,3	30,6	C. de Beaumont .	23,2	19,8
C. de Lessines ...	46,1	45	C. de Chimay	25,5	15,1

Le POB unanime, à son Congrès de décembre 1921, refusera de retourner au gouvernement. Les premiers mois de 1922 sont consacrés dans les Fédérations, à évaluer les motifs du recul électoral et à tenter d'y remédier. La Fédération de Soignies, avec l'aide des militants du nord de l'arrondissement, organise une campagne de diffusion des publications socialistes dans les cantons de Lessines et surtout d'Enghien; certaines communes de ce dernier n'ont pas encore le moindre groupe socialiste, et dans les autres tous les militants sont des anciens d'avant 1914. Cette propagande dans le nord de l'arrondissement préoccupera longtemps la Fédération – de même que les moyens qu'elle nécessite: l'organisme fédéral connaît constamment des difficultés financières, en raison d'une certaine anarchie dans la rentrée des cotisations, anarchie à laquelle elle tente encore de remédier en décembre 1923. Dans l'arrondissement de Thuin, la reparution de *L'Éclaireur* en 1922 sera une des réponses au recul électoral. Le journal appellera la Fédération cantonale de Chimay à se réveiller; un Groupe cantonal de propagande y sera créé en mai 1923. À l'autre extrémité de la zone qui nous intéresse, les socialistes de Lessines et Deux-Acren se doteront en 1923 également de leur propre journal, *Le Prolétaire*. Rappelons qu'à la même époque, la Fédération de Soignies fit reparaître son hebdomadaire (d'abord sous le titre *L'Action* dès 1922, puis retour au *Clairon* de mars à septembre 1923, enfin *La Voix du Peuple* qui devint *Le Cri du Peuple* dès décembre 1923).

L'année 1924 est déjà, pour les socialistes, une année pré-électorale pendant laquelle les groupes se préparent pour le scrutin de mai 1925. La Fédération de Soignies accorde une très grande importance, à cet égard, à la pénétration de la presse dans les foyers socialistes. Dès 1923, elle avait organisé des Comités de presse locaux comptant 364 propagandistes dans 24 communes; en décembre, une Exposition internationale de la presse socialiste s'était tenue à Jolimont – GASTON HOYAUX est le principal artisan de cette action de propagande. Au nom de la Fédération, il en souligna l'importance devant les Congrès du Parti d'avril 1923 et avril 1924, en montrant que grâce aux Comités locaux le pourcentage de familles socialistes recevant un journal socialiste, dans le Centre, était passé en deux ans de 65 à 85%; il proposait en conséquence la constitution d'une Commission Nationale pour la diffusion de la presse socialiste. Un Congrès de la presse socialiste rassembla 500 délégués à Jolimont en 1924. Les efforts de la Fédération thudinienne visent aussi principalement une extension de la presse à la même époque.

Un meeting de l'Internationale socialiste donna le signal de la campagne électorale, le 7 janvier 1925 à La Louvière. Plus de trois cents meetings furent organisés dans l'arrondissement, un demi-million de tracts et journaux distribués, vingt-

cinq sortes d'affiches placardées. Ce pour Soignies. Au sud, „cette campagne électorale fut de beaucoup la mieux organisée et la plus acharnée de toutes celles que l'arrondissement de Thuin a connues", écrira TRICOT. Avant d'évoquer les résultats de ces efforts, on peut noter que si la Fédération de Thuin avait organisé des assemblées préliminaires et des polls pour arrêter sa liste, celle de Soignies – comme en 1921 — estima superflue cette organisation. Le 5 avril, jour du scrutin, les socialistes sonégiens progresseront en voix et en pourcentage, frôlant les 60% dans l'arrondissement; mais en dépit de cette très nette poussée, les mystères de l'apparentement leur firent perdre leur troisième siège. À Thuin, par contre, le deuxième mandat était retrouvé (ERNEST PETIT siègeant désormais aux côtés de Berloz), grâce à une importante remontée: le POB regagnait le terrain perdu en 1921 et réalisait même son meilleur score (plus jamais atteint par la suite) avec 48,7%. La liste communiste n'avait obtenu que 484 voix à Thuin (1,2%) et 840 à Soignies (1,7%).

Le POB est devenu le groupe le plus important à la Chambre, avec 79 députés. Après deux mois et demi de crise, un gouvernement de gauche est constitué sous la direction du démocrate-chrétien POULLET et de VANDERVELDE. Cette expérience durera moins d'un an: devant affronter de graves problèmes financiers et monétaires, la coalition – attaquée sans ménagement par la bourgeoisie – ne parviendra pas à stabiliser le franc. La démission d'une partie des ministres non socialistes, en mai 1926, provoque la chute du cabinet. Celui-ci sera remplacé par un ministère tripartite doté de pouvoirs spéciaux pour enrayer la crise monétaire: le gouvernement JASPAR entra en fonction le 20 mai. Il est curieux de constater que l'on ne trouve pas de traces de ces événements dans les procès-verbaux des réunions du Comité de la Fédération de Soignies. Celle-ci était alors, elle aussi, confrontée à un problème délicat – et ce depuis décembre 1925 – à savoir les négligences de son secrétaire en matière de comptabilité, négligences telles que les problèmes financiers absor-

TABLEAU 6

Pourcentages obtenus aux élections de 1925 (Chambre)

SOIGNIES	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques
Arrondissement	59,4%	1,7%	16,2%	22,8%
C. de La Louvière	67,6%	2,5%	16,4%	13,5%
C. de Roeulx	67 %	1,4%	10,7%	20,9%
C. de Soignies . . .	57,6%	1,3%	14,4%	26,6%
C. d'Enghien	37 %	0,9%	20,5%	41,6%
C. de Lessines . . .	49,2%	1,2%	22,8%	26,7%

THUIN	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques
Arrondissement	48,7%	1,2%	21,4%	27 %
C. de Binche	60,5%	1,8%	16,8%	20,7%
C. de Thuin	39 %	0,8%	23,1%	35,5%
C. de Merbes	50,2%	1 %	23,9%	24,5%
C. de Beaumont . .	26,3%	0,4%	34 %	31,6%
C. de Chimay	27,1%	0,4%	26,1%	41,7%

baient l'essentiel des réunions du Comité fédéral. Démissionnaire, FOCAN fut remplacé à titre provisoire par le secrétaire de la Fédération syndicale JULES ROLAND (en juin 1926) puis définitivement par JOSEPH MARTEL (le fils du secrétaire de la Fédération de la Pierre) fin 1927. C'est aussi à ce moment que le Comité fédéral fut réorganisé conformément aux décisions du Congrès national d'août 1927: il comprendra désormais les mandataires nationaux et provinciaux, les délégués au Conseil général, cinq membres désignés par les syndicats, trois par les coopératives, trois par les mutualités, un par les organisations de jeunesse et une par les groupements féminins, enfin cinq élus par les Fédérations cantonales et trois élus directement par le Congrès fédéral; un comité exécutif est formé composé du Président fédéral, du secrétaire, du trésorier et de deux autres membres.

La tripartite mise en place en mai 1926 réussit à sauver le franc, dès octobre. Les socialistes acceptent alors de poursuivre l'expérience à la condition de pouvoir instaurer de nouvelles réformes sociales. Mais très vite, le malaise croît dans les rangs du POB. La perte de dix sièges de conseillers communaux aux élections de 1926 pousse déjà la Fédération à s'interroger sur l'attitude à adopter vis-à-vis des libéraux (CONREUR insiste pour que la politique du POB soit „plus que jamais une politique de classe et que l'on s'écarte de toute compromission") et des communistes (HOYAUX se demande „s'il ne faudrait pas dans une certaine mesure essayer de faire revenir ces camarades dans nos groupes, de discuter avec eux", plutôt que développer une campagne anticommuniste). Pendant l'année 1927, la position du Parti au sein du gouvernement d'Union nationale devient de plus en plus inconfortable. Il ne croit plus possible d'encore obtenir des améliorations sociales et, en juillet, il déclenche une vaste campagne de propagande sur une de ses principales revendications, la réduction du temps de service à six mois. Le 8 octobre, à Tribomont, VANDERVELDE prononce un discours devenu fameux dans lequel il trace les axes d'un nouveau programme socialiste avec pour points principaux l'assurance obligatoire pour les salariés, le bail à ferme et surtout les six mois.

Ce discours fut le signal du combat. Les autres partis refusant d'appuyer la proposition socialiste de réduction du service, les Ministres du POB se retirèrent de la coalition le 21 novembre 1927. Dans les Fédérations, le dernier trimestre de l'année fut une période d'activité aussi intense qu'en campagne électorale; tant à Soignies qu'à Thuin, les militants s'emparèrent du thème du „bail à ferme" pour intensifier une fois encore leur propagande dans les localités agricoles – sans négliger bien sûr la question militaire. Des manifestations de masse furent organisées à Gozée, Lobbes et Thuin, le journal spécial *Le Bail à ferme* envoyé à des milliers de cultivateurs en Thudinie; dans l'arrondissement de Soignies, quantité de meetings eurent lieu, comme jadis, aux sorties de messe, doublés par des visites aux domiciles des agriculteurs.

2. CRISE ÉCONOMIQUE ET MONTÉE DES TENSIONS

Le retour du Parti dans l'opposition précède de quelques mois seulement les élections législatives. En vue de celles-ci, un nouvel effort est fait pour la diffusion de la presse socialiste, avec la création du *Peuple du Centre* en octobre 1928, c'est-à-dire une page régionale quotidienne dans l'organe du Parti (page englobant aussi la Thudinie): en un an, la vente du *Peuple* progressera de 3 000 exemplaires dans la région. Cela put mettre un certain baume sur les plaies des militants, pour lesquels le scrutin de mai 1928 se solda par un net recul du Parti. Dans l'ensemble, celui-ci perdit 3,4% des voix, 8 sièges à la Chambre et 4 au Sénat. Il était bien mal récompensé de son attitude responsable de 1925-27. Dans les arrondissements de Soi-

TABLEAU 7

Comparaison des pourcentages électoraux du POB en 1925 et 1929

SOIGNIES	1925	1929	THUIN	1925	1929
Arrondissement	59,4%	57,4%	Arrondissement	48,7%	47,6%
C. de la Louvière ..	67,6%	63,5%	C. de Binche	60,5%	58,7%
C. de Roeulx	67 %	66,2%	C. de Thuin	39 %	37,2%
C. de Soignies	57,6%	55,3%	C. de Merbes	50,2%	47,3%
C. d'Enghien	37 %	36,5%	C. de Beaumont ..	26,3%	28,2%
C. de Lessines	49,2%	49,1%	C. de Chimay	27,1%	28,9%

gnies et Thuin, le recul fut moindre qu'ailleurs (et les socialistes sonégiens récupérèrent même leur troisième siège...), mais néanmoins significatif; les communistes au contraire y doublèrent leur voix (2,5% à Soignies, 2,3% à Thuin).

En fait, le secrétaire fédéral de Thuin considérait les résultats de sa Fédération comme „le plus beau de tout le pays dans notre Parti" puisque le POB avait réussi à progresser dans les difficiles cantons méridionaux, et à conserver ses deux sièges. Lors de leur Congrès du 4 novembre 1929, les socialistes thudiniens parurent moins troublés que ceux de Soignies. Réunis le même jour, ces derniers discutèrent longuement des causes de leur recul. JOSEPH MARTEL résuma leurs opinions, quelques jours plus tard, devant le Congrès national du Parti: „(...) la tendance de participer, à toutes les occasions possibles, au gouvernement, n'est pas de nature à enthousiasmer les masses ouvrières. À force de modérer notre programme de réalisation, nous nous sommes laissés rattraper par nos adversaires. Pour remonter le courant, il faut, avant toute chose, faire l'éducation socialiste des camarades ouvriers. Nous pensons que le Congrès doit dire que nous n'allons pas reprendre la lutte avec l'idée d'accepter un morceau du pouvoir, mais qu'il va entrer dans la bataille avec l'idée de conquérir le Gouvernement ou d'en former, au moins, le pivot (...)". Comme celle de Thuin, la Fédération sonégienne se prononçait pour une opposition intransigeante; elle souhaitait la suppression immédiate des subsides aux écoles libres, la mise en régie publique des industries du transport, du gaz et de l'électricité; elle approuvait enfin – sans grand débat – le *Compromis des socialistes* sur les problèmes linguistiques. À noter que le Congrès du POB de novembre 1929 ne suivit pas les Sonégiens quant aux conditions d'une future participation gouvernementale, se contentant de déclarer que le problème ne se poserait qu'après de nouvelles élections.

La crise économique commence à faire sentir ses effets, durement, au début des années '30. Les exportations belges diminuent de moitié entre 1928 et 1932, le chômage augmente dans des proportions effrayantes (les charges pour le budget passent de 40 millions en 1930 à 1 milliard et demi trois ans plus tard!), la baisse salariale atteint quelque 30% entre 1929 et 1934: non seulement les salaires diminuent en fonction des conventions collectives existantes dans la plupart des grandes industries, mais le patronat profite de la crise pour procéder à des réductions supplémentaires. Les ouvriers ont le choix entre les accepter ou perdre leur emploi... Le marché intérieur, déjà ralenti par la détérioration des exportations, subit les effets négatifs de la politique déflationniste du gouvernement chrétien-libéral. À son Congrès d'octobre 1930, la Fédération de Soignies dénonce la politique gouvernementale et réclame des mesures sociales positives: le vote d'une loi sur l'assurance-chômage obligatoire, une politique de grands travaux publics, l'augmentation des ressources nécessaires à la sécurité sociale par la compression du budget de la défense et le retrait des subsides aux écoles libres. En même temps, prenant position sur la question linguistique qui ne cesse d'agiter une partie des milieux politiques, la Fédération se prononce – déjà – pour une régionalisation à trois puisqu'elle „estime qu'il serait utile en modifiant la Constitution d'assurer l'autonomie culturelle, financière, électorale, administrative, militaire et judiciaire des trois parties du pays: Flandre, Wallonie et Bruxelles".

Les premières grandes manifestations de chômeurs sont organisées dans le Centre à l'automne 1931. C'est le moment où le POB redéfinit son programme pour l'avenir; au Congrès chargé de cette tâche, la Fédération de Thuin demande avec celle de Bruxelles qu'il ne soit pas fait de distinction entre „programme général" et „programme d'action immédiate", distinction qui fut supprimée après que VANDERVELDE se soit exprimé lui aussi en faveur de cette modification. Mais actualiser le programme ne peut suffire pour enrayer la crise, le Parti est dans l'opposition. L'inquiétude, l'angoisse grandissent dans la classe ouvrière en même temps que la misère. Le mécontentement devient explosif avec l'aggravation manifeste de la situation économique dans les premiers mois de 1932. La colère ouvrière éclate spontanément au début de l'été: tout au long du mois de juin, des grèves se produisent dans le Borinage, elles s'étendent début juillet à tout le Hainaut dans les divers secteurs après quoi (mi-juillet) elles se poursuivent dans les mines pendant encore six semaines environ. Dans le Centre, la paralysie sera générale durant quelques jours à partir du 7 juillet. Durant ces journées[7], les militants communistes multiplièrent les critiques et les attaques contre les dirigeants des organisations socialistes, leur reprochant non seulement de ne pas avoir déclenché le mouvement – ce qui était vrai – mais de chercher à l'étouffer et, d'une manière générale, de trahir les travailleurs. Le POB apporta son soutien aux grévistes (dans un manifeste publié en commun avec la Commission syndicale) et rendit public les objectifs de grève le 12 juillet. Dans le Centre, c'est depuis la veille que l'on pouvait considérer que la situation était bien reprise en main par les militants socialistes.

Le 13, le Parlement s'occupait des événements de grève et au terme d'un débat où le POB avait manifesté son souci d'arriver à une entente, la Chambre décidait de renoncer à la taxation du pain et à de nouvelles réductions de salaire et d'indemnité de chômage, de veiller à aider les chômeurs non assurés et d'étudier une meilleure répartition du travail. En échange de cette déclaration de principe, les députés socialistes s'associèrent au vote d'un ordre du jour faisant appel „au concours de tous pour soutenir les efforts du gouvernement en vue de rétablir la concorde et la paix publique". Après l'acceptation par les patrons de la métallurgie de l'annulation de diminutions de salaires prévues pour la mi-juillet et la mi-octobre, les dirigeants du POB et de la Commission Syndicale appellèrent à la reprise générale pour le lundi 18 juillet. Leur appel ne fut que partiellement entendu et en tout cas, souvent mal accueilli: „on" parlait, encore une fois, de trahison, „on" accusait le Parti Ouvrier d'avoir brisé le mouvement. Les mineurs du Centre refusèrent de reprendre le travail, ainsi que leurs collègues des autres bassins; la Centrale des Mineurs approuva la poursuite de la grève. Celle-ci se prolongea jusque début septembre: les mineurs ne reprirent le travail, le 9, qu'après avoir obtenu une augmentation de 1% sur tous les salaires et la promesse que le relèvement des salaires les plus bas serait examiné. Dans les charbonnages, le

[7] Nous avons choisi de relater les grèves elles-mêmes dans le quatrième Chapitre ci-après, en nous en tenant ici à leurs aspects politiques.

conflit avait donc duré deux mois. Deux mois pendant lesquels le PCB n'avait cessé de s'en prendre aux responsables socialistes tout en s'efforçant de donner un caractère toujours plus dur à la grève.

Les élections communales d'octobre 1932 montrèrent que les travailleurs conservaient leur confiance au Parti Ouvrier: elles se soldèrent par une poussée socialiste presque partout. Dans l'arrondissement de Soignies, les socialistes emportèrent plusieurs nouvelles majorités, ainsi à Casteau, Naast, Ollignies, Papignies, Bois-de-Lessines; ils renforçaient leurs positions à Lessines, La Louvière, St.-Vaast, Hennuyères, les deux Ecaussinnes, Marche-lez-Ecaussinnes, Boussoit, Ville-sur-Haine, etc. Dans l'arrondissement de Thuin, ils gagnaient également des sièges à Thuin, Estinnes-au-Val, La Buissière, Solre-sur-Sambre, et la majorité à Strée et Leers-et-Fosteau. En revanche, l'avance communiste leur faisait perdre de justesse leurs majorités à Anderlues et Péronnes et les empêchait de l'obtenir à Morlanwelz. Mais dans l'ensemble du pays, le POB gagnait 76 majorités et n'en perdait que 17. À la suite de ce scrutin, qui avait également vu un recul catholique, les libéraux – dans l'espoir d'en tirer profit – provoquèrent la chute du gouvernement et des élections législatives anticipées en novembre. Mal leur en prit. Les catholiques firent campagne sur la défense de l'école libre – en occultant les problèmes économiques et sociaux à propos desquels le Parti socialiste présentait une plate-forme radicale. Le scrutin du 27 novembre fut une défaite pour les libéraux et un relatif succès tant pour les catholiques que pour les socialistes. Ces derniers gagnaient trois sièges. Dans les arrondissements de Thuin et de Soignies, le POB progressait dans tous les cantons, mais les communistes gagnaient à nouveau du terrain. Ils frôlaient les 5% à Thuin, atteignant 7,7% dans le canton de Binche.

Plusieurs changements interviennent à l'occasion de ce scrutin au niveau de la représentation socialiste. Dans l'arrondissement de Soignies, le vétéran JULES MANSART est remplacé à la Chambre par le jeune GASTON HOYAUX, RENÉ BRANQUART devient sénateur provincial et le deuxième siège de député reste à

TABLEAU 8

Pourcentages obtenus aux élections de 1932 (Chambre)

SOIGNIES	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques
Arrondissement	59,7%	3 %	13,1%	24,2%
C. de La Louvière	64,2%	5 %	15,2%	15,5%
C. de Roeulx	65,8%	3,2%	7,4%	23,6%
C. de Soignies ..	58,9%	2,1%	12,2%	26,8%
C. d'Enghien ...	41 %	1,2%	15,1%	42,6%
C. de Lessines ..	54,4%	1,1%	16,1%	28,4%

THUIN	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques
Arrondissement	47,8%	4,8%	18,1%	29,2%
C. de Binche	56,9%	7,7%	13,9%	21,5%
C. de Thuin	40,2%	2,8%	21,3%	35,8%
C. de Merbes ...	50,2%	2,3%	19,5%	28 %
C. de Beaumont .	29,4%	0,6%	29,2%	26,8%
C. de Chimay ...	29,4%	0,7%	22,4%	47,5%

SCHEVENELS (comme ce fut le cas une fois sur deux systématiquement entre 1919 et 1939, l'apparentement avait cette fois été défavorable aux Sonégiens qui perdaient leur troisième siège); le Bruxellois VINCENT VOLCKAERT ((élu en 1920) restait sénateur élu direct de Mons-Soignies – les deux arrondissements étant réunis pour le scrutin sénatorial, comme c'était le cas pour Charleroi et Thuin (le sénateur socialiste thudinien, depuis 1921, était ALBERT FRANÇOIS, originaire de Rance). Dans cet arrondissement, ERNEST PETIT conserve son mandat. Ce n'est pas le cas d'EUGÈNE BERLOZ. Il semble que ce dernier était entré en conflit avec le POB dès les élections communales d'octobre précédent: conduisant une liste dissidente, il ne fut pas réélu. En novembre, il était remplacé à la Chambre (où il siégeait depuis près de quarante ans comme MANSART) par un jeune promis à un bel avenir, MAX BUSET. Ce dernier, né en 1896, avait pu entreprendre des études supérieures grâce à des bourses de la Centrale d'Éducation Ouvrière (CEO). Après avoir professé à l'École Ouvrière Supérieure, il était devenu secrétaire de la CEO en 1929 et avait réorganisé complètement celle-ci. Il avait fait la preuve de ses qualités intellectuelles par exemple dans l'exposé de la doctrine socialiste qu'il publia en mars 1929 dans le *Vade-mecum du propagandiste* ou encore à l'occasion d'une conférence qu'il fit sur la crise économique lors de la Semaine syndicale d'août 1931 à Charleroi. C'est à l'occasion de la grève de l'été 1932 que le futur président du PSB s'était lancé avec succès dans l'action plus strictement politique.

La coalition catholique-libérale avait été reconduite au lendemain des élections. Elle allait poursuivre sa politique antisociale. En janvier, le POB organisait de grandes manifestations contre celle-ci: le jeudi 12 fut une journée de grève générale dans le Centre, une manifestation rassembla 30 000 personnes à La Louvière; des actions similaires eurent lieu le 15 à Soignies et à Lessines. Quant aux socialistes thudiniens, ils s'efforcèrent de „travailler" tout spécialement les communes du canton de Binche où l'activité communiste avait été si grande en juillet 1932 et leur avait porté des coups aux deux scrutins qui suivirent. Les socialistes du Centre étaient particulièrement actifs et radicalisaient leurs positions en cette année 1933.

En mai, le Congrès de la Fédération de Soignies demandait au Conseil Général du Parti de mener avec la Commission syndicale une bataille intense pour défendre les droits des chômeurs et des pensionnés et d'envisager pour ce faire l'utilisation „des moyens d'action directe, même la prise insurectionnelle du pouvoir"! Le pétitionnement organisé par le POB, en juillet, pour réclamer la dissolution des Chambres, fut un succès dans l'arrondissement de Soignies: les militants recueillirent un nombre de signatures dépassant de 34% le nombre de voix socialistes aux élections de novembre; ce fut mieux encore à Thuin avec 44 000 signatures recueillies contre 26 000 voix en 1932 (soit 68% en plus). La campagne contre les arrêtés – loi gouvernementaux réduisant les allocations sociales se poursuivit avec vigueur. Au congrès fédéral de Soignies d'octobre '33, des militants de premier plan déploraient „le manque de directives précises qui crée le désarroi dans le Parti", et souhaitaient que celui-ci devienne „plus révolutionnaire" c'est-à-dire, dans la pensée de JULES ROLAND, qu'un grand effort soit fait pour arracher des réformes à la réaction.

Le „Plan du Travail" devait répondre à cette attente. Le Plan avait été élaboré sous la direction de HENRI DE MAN par le Bureau d'Études Sociales du Parti. Il visait, en ordre principal, à instaurer un régime d'économie mixte comprenant de larges secteurs nationalisés (crédit, industries monopolisées), soumettre l'économie ainsi réorganisée à des directives d'intérêt général en vue notamment d'élargir le marché intérieur et résorber le chômage, enfin réformer l'État et le régime parlementaire. Adopté à la quasi-unani-

mité au Congrès de Noël 1933, le Plan venait à temps pour mettre sinon un terme en tout cas une sourdine aux critiques des JGS et de la gauche du POB rassemblée autour de l'hebdomadaire *L'Action socialiste*, qui reprochaient à la direction du Parti ce qu'ils qualifiaient d'inertie et d'absence de projet précis. Il allait aussi insuffler une nouvelle énergie aux militants défaillants, accablés par cinq années de crise et de mesures gouvernementales antisociales. Comme le souligna BUSET dans un long discours devant le Congrès, l'adoption du Plan n'était pas un acte banal: le Parti s'engageait à poursuivre jusqu'au bout l'œuvre entreprise, et il faudrait pour cela que tous fournissent un immense effort de propagande (sur lequel il donna des indications précises dans sa brochure *L'Action pour le Plan*).

La propagande pour le Plan accapare donc les militants, dans les Fédérations, pendant toute l'année '34. Pourtant les difficultés internes du Parti font autant de remous que cette campagne, en tous cas dans certains milieux. Fin mars 1934, la Banque Belge du Travail ferme ses guichets et suspend ses payements. Or cet organisme socialiste détenait les fonds (plusieurs dizaines de millions) non seulement de particuliers mais surtout d'un grand nombre de sociétés coopératives régionales, qui se trouvèrent elles-mêmes dans l'impossibilité de rembourser leurs épargnants. Dans le Centre, le krach de la BBT allait entraîner la chute de la vaste „Union des Coopératives" (nous y reviendrons); ce fut un coup dur, très dur, pour l'ensemble des organisations socialistes régionales. Le rapport de la Commission mise en place par le Parti pour déterminer les causes de la déconfiture de la BBT fut sévère pour les dirigeants de celle-ci, qui avaient créé une sorte de néo-capitalisme et, manifestement, n'avaient pas géré sainement la Banque. Cet épisode grave – qui eut des répercussions pratiques catastrophiques pour des milliers de petits épargnants – alimenta les critiques de *L'Action socialiste* contre les „rentiers" du Parti, de même que, simultanément ou presque, l'issue déplorable de la longue grève du textile verviétois.

Les articles anti-réformistes de *L'Action socialiste* n'en deviennent que plus virulents. Ses thèses trouvent un nombre croissant d'adeptes. Afin de maintenir l'unité dans leurs rangs, les Fédérations de Soignies et de Thuin veilleront donc à rencontrer les aspirations des deux tendances, au cours de leurs Congrès fédéraux préparatoires au Congrès extraordinaire national, qui, en octobre, doit se prononcer et sur *L'Action socialiste*, et sur l'affaire de la BBT. Le Congrès de la Fédération de Soignies rejette (par 11 000 voix contre 6 000 et 3 000 abstentions) le projet de résolution du Conseil général condamnant *L'Action socialiste* et demande de tenter au contraire un dernier effort pour éviter une scission. Même attitude chez les socialistes thudiniens qui repoussent eux aussi la motion du Conseil général et énoncent les règles auxquelles devrait se conformer *L'Action socialiste* à l'avenir; la Fédération demande en même temps que les sanctions qui seront prononcées dans l'affaire de la BBT soient appliquées sans défaillance. Cela correspondait à la position exprimée par BUSET en septembre au Conseil général (et qu'il répéta devant le Congrès d'octobre): „Je ne pense pas que du mal de *L'Action socialiste*. C'est elle qui a accroché le problème des jeunes dans le Parti. Elle a posé la question du cumul. Elle a créé un esprit combatif. Mais je n'aime pas *L'Action socialiste* à cause de son indigence de pensée et de son gauchisme falot (...et, d'autre part:)... Le Parti doit faire son examen de conscience de fond en comble et se nettoyer de bout en bout. Je demande qu'on applique les résolutions sur le cumul et les incompatibilités. Je demande qu'on nous apporte les têtes des responsables de l'affaire de la Banque du Travail..."

La propagande pour le Plan reprend de plus belle au début de l'année 1935. Sur le seul mois de février, douze manifestations sont organisées dans le Centre – douze manifestations spectaculaires, aux flambeaux, avec „choeurs parlés" par les JGS, afin comme l'écrit *Le Peuple*, „de créer une sorte de mystique autour de nos mots d'ordre". En mars, tous les socialistes du Centre préparent fiévreusement une grande manifestation régionale (prévue le 30 à La Louvière) quand survient la chute du gouvernement de droite, incapable de résoudre une nouvelle crise monétaire. Après une semaine de crise, un cabinet d'union nationale est formé sous la direction de VAN ZEELAND; il comprend cinq socialistes, autant de catholiques et quatre libéraux. Parmi les ministres du POB, le dirigeant de *L'Action socialiste* P.H. SPAAK, qui rompt ainsi avec l'extrême-gauche du Parti. La collaboration gouvernementale est acceptée sans trop de difficultés dans le Centre; au Congrès de la Fédération de Soignies, seul HECTOR ROLAND (président national des JGS) parle de „reculade". C'est que „tout le Plan" n'est pas au pouvoir, comme réclamé précédemment. Mais ne fallait-il pas éviter la formation d'un ministère autoritaire composé d'extraparlementaires, et empêcher que de nouvelles mesures antisociales ne soient prises?

3. DES CONQUÊTES DE '36... AU TEMPS DES CRISES (1935-1940)

„Aucune région ne peut disputer au Centre le fait d'avoir été durement éprouvée ces dernières années et d'avoir perdu un très grand nombre de militants du mouvement ouvrier. Il y a plus que jamais urgence de former et de créer de nouveaux cadres." Ces lignes paraissent dans *Le Peuple* en octobre 1937. Un constat inquiétant, et d'autant plus grave qu'il était déjà posé presque dans les mêmes termes, deux ans exactement auparavant: „Il y a malaise dans les organisations. Il s'agit pour le dissiper d'(...)assurer l'augmentation des effectifs de chacune des organisations. Il s'agira de (...) dégager dans chaque comité les militants sur lesquels on pourra compter pour ordonner le redressement moral qui s'impose parmi nos troupes" (*Le Peuple*, octobre 1935). Découragement, malaise, pertes en effectifs: les responsables socialistes du Centre ne se cachent pas cette pénible réalité. Ils s'efforcent d'y remédier, en créant début novembre '35, un Comité de coordination de toutes les organisations du mouvement socialiste, ayant pour but d'enrayer avec le concours des USC le phénomène de désaffection. Manifestement, ils n'y sont pas encore parvenus deux ans plus tard. Entretemps, les élections législatives de mai 1936 ont montré que le recul socialiste se produisait aussi à l'extérieur des organisations, dans l'électorat.

Une partie importante de la classe ouvrière se détourna du POB à l'occasion du scrutin de 1936. Au niveau du pays, les socialistes perdent plus de 100 000 voix et reculent de 37 à 32%, tandis que leurs concurrents communistes passent de 66 000 à 143 000 suffrages. Les libéraux régressent également, ainsi que les catholiques dans des proportions beaucoup plus importantes (perte de 250 000 voix et de près de 10%) – au profit soit des nationalistes flamands, soit surtout des rexistes de DEGRELLE, qui remportent d'un coup 21 sièges de députés! Temps de crise, fuite vers les extrêmes et les extrémistes: le scrutin bouleverse la composition du Parlement. Dans les arrondissements de Thuin et Soignies, le phénomène Rex n'était vraiment fort que dans les cantons traditionnellement catholiques, ainsi à Chimay (22,1%!) – mais il était très nettement moindre dans le Centre industriel. Par contre, la progression communiste y était fort importante, aux dépens du POB. Celui-ci perdait 9% dans l'arrondissement de Soignies, demeurant de justesse au-dessus de la barre de 50%. HOYAUX estime que la Fédération ne s'était malgré tout pas trop mal défendue compte tenu de ce que la région avait été la dernière à profiter de la reprise économique qui s'était manifestée timidement au milieu de la décennie, et que des milliers de tra-

vailleurs avaient souffert des déboires des œuvres socialistes depuis 1934 (*Le Peuple*, 28 mai 1936).

La misère continuait d'ailleurs à régner dans le Centre, que la crise avait vraiment fort atteint. En février 1936 à Strépy-Bracquegnies un chômeur père de six enfants avait été abattu par un garde de charbonnage pendant qu'avec d'autres miséreux il glanait des débris de charbon sur un terril… Les travailleurs prendraient leur revanche quatre mois plus tard. Après le scrutin de mai, les socialistes étaient le groupe le plus important à la Chambre. Pour la reconduction de la tripartite, ils exigèrent et obtinrent d'être mieux représentés encore au gouvernement, la présidence de la Chambre et surtout un programme plus radical en matière économique et sociale. Le nouveau député de Soignies, JOSEPH MARTEL, fut clair devant le Congrès du POB le 2 juin: „la classe ouvrière réclame des réformes nettes qui mettent fin à sa misère". Alors que se formait le nouveau ministère, la Commission syndicale posait ses revendications: relèvement des salaires, semaine des 40 heures, congés payés, liberté syndicale. Les mineurs annoncèrent leur intention de recourir à la grève générale. Celle-ci prit forme à la mi-juin, et en l'espace de deux jours, paralysa tout le pays. On comptait dans le Centre, le 17, 17 000 mineurs grévistes, 11 000 métallurgistes, 4 500 verriers, 3 000 ouvriers d'autres professions encore; les carriers avaient aussi cessé le travail, certains agents de services publics (à La Louvière notamment) se joignirent au mouvement le 19 juin, les commerçants du Centre fermèrent boutique le 20, les trams cessèrent de circuler le même jour. Les syndicats chrétiens et libéraux participaient au conflit.

Devant pareil front, le gouvernement persuada les patrons d'accorder plusieurs des réformes réclamées et s'engagea à faire voter les lois nécessaires. La lutte prit fin le 24 juin „dans la joie et l'allégresse d'une victoire aussi complète que possible" (manifeste de la Commission syndicale); le jour même, le gouvernement faisait sa déclaration et déposait des projets de loi qui furent votés parallèlement. La grève de '36 avait permis d'obtenir la fixation d'un salaire minimum quotidien, une meilleure protection de la liberté syndicale, la semaine de 40 heures dans les mines et les industries insalubres, enfin et surtout – car c'était une révolution – les premiers congés payés. Dans le Centre, la reprise du travail eut lieu à partir du 25 juin, mais la grève se prolongea quelques jours encore dans certains charbonnages et, plus longuement, dans l'ensemble du bassin carrier.

Juin '36 s'était déroulé sous le règne du Front Populaire dans la région. La Fédération socialiste de Soignies, le 12 juin avait appelé à „la constitution d'un Front Populaire groupant toutes les forces démocratiques de tous les partis, en vue d'assurer dans le pays la défense des libertés démocratiques" – contre la menace fasciste. Le 16, sous la présidence de HOYAUX, la Maison du Peuple de Jolimont accueillait une réunion commune de délégués des organisations socialistes, communistes, libérales et démocrates-chrétiennes, qui établirent un programme commun de revendication et désignèrent un Comité unique pour coordonner la grève dans la région… Mais le Front avec les communistes ne durera guère. En octobre, par 76 voix contre 29 et 12 abstentions, la Fédération se rallie à l'avis du Conseil général selon lequel le Front Populaire ne peut se faire qu'avec les chrétiens (ce qui, pas plus qu'aujourd'hui, n'était facile); dans la résolution qu'elle propose à ce sujet au Congrès extraordinaire du Parti en octobre 1936, elle laissa toutefois poindre un regret, en déclarant rester fidèle à l'idée de la concentration démocratique antifasciste et en rappelant que juin '36 a prouvé la force de l'unité ouvrière. Les Sonégiens formulent également, à l'occasion de ce Congrès, toute une série de propositions concrètes relatives à l'élargissement de la direction du Parti, la limitation

sévère du cumul des mandats, le soutien aux organisations de jeunesse et féminines ainsi qu'à la presse. Quant à la Fédération de Thuin, elle semble de plus en plus s'identifier à MAX BUSET, qui occupe une place importante dans la vie du Parti; lors des Congrès fédéraux, BUSET „tient seul le grand rôle pendant toute la journée" (*Le Peuple* du 4 octobre 1937); il est souvent rapporteur sur toutes les questions ou presque, et bien sûr suivi dans ses conclusions.

Les trois dernières années de l'entre-deux-guerres seront particulièrement agitées dans le domaine tant de la politique intérieure qu'en matière de relations internationales. Ce n'est pas le lieu ici de retracer toutes les vicissitudes des gouvernements successifs à participation socialiste, de juin '36 à 1940. Bien des questions divisèrent douloureusement les socialistes eux-mêmes: ainsi le „socialisme national" vers lequel penchaient SPAAK et DE MAN, la politique de neutralité, la guerre d'Espagne, les querelles linguistiques… En ce qui concerne les tendances affirmées par DE MAN et SPAAK, MAX BUSET s'en montra très tôt adversaire. En octobre 1937, il critiquait sévèrement la présentation doctrinale du POB faite à Anvers par DE MAN, selon lequel le Parti Ouvrier souhaitait un progrès „issu de l'ordre et de *l'autorité*" et n'était donc pas révolutionnaire, n'était pas non plus un Parti de classe mais un Parti „national". Devenu directeur de *La Revue socialiste* à sa fondation en mars 1939, BUSET y polémiqua avec la revue correspondante flamande, *Leiding*, dirigée par DE MAN, à la suite d'une étude publiée par cette dernière sur le thème „Assez de sabotage de la neutralité". Il apparut clairement au cours du débat, qui s'amplifia pendant la période de la „drôle de guerre", que BUSET n'entendait pas la neutralité de la même façon que ses ardents défenseurs. Quoiqu'acceptée par l'ensemble du POB, cette politique était surtout voulue par les Flamands. Elle ne correspondait pas aux sentiments intimes des socialistes wallons. Ce que GASTON HOYAUX écrira dans *Le Peuple* lors de la déclaration de guerre: „Nous ne sommes pas neutres. Nous sommes indépendants. Et ce n'est pas du tout la même chose (…) On pourrait dire que si l'on accepte une certaine neutralité politique, la neutralité morale n'existe déjà plus. Il y a longtemps que nous avons fait notre choix!" JOSEPH MARTEL également, dès octobre 1937, avait lui aussi critiqué dans le quotidien du Parti la politique dite des mains libres satisfaisant la Flandre, „cette tendance répétée à nous entraîner vers les brouillards d'Oslo, alors que tout nous appelle vers le Sud". Nul doute que les socialistes du Centre partageaient l'avis unanime de leurs représentants.

Le malaise dans le Parti fut particulièrement alimenté par l'attitude officielle de la Belgique, SPAAK étant aux Affaires étrangères, à l'égard de l'Espagne républicaine agressée de l'intérieur par les rebelles de FRANCO avec le soutien des régimes fascistes d'Allemagne et d'Italie. Le différend à propos de la politique de non-intervention avait provoqué en janvier 1937 la démission de VANDERVELDE du gouvernement. Dans l'intérêt du Parti et de la classe ouvrière, par crainte de voir se créer un „super-parti" en dehors des formations traditionnelles (projet caressé par le Premier Ministre VAN ZEELAND), les socialistes du Centre approuvèrent néanmoins la poursuite de la collaboration gouvernementale – et c'est dans le même esprit de soutien au ministère que leurs députés votèrent en juin le projet de loi d'amnistie. Mais à l'automne de l'année suivante, c'est un problème plus délicat qui se posera à eux, lorsque SPAAK – devenu Premier Ministre – admettra publiquement être prêt à négocier l'établissement de relations diplomatiques avec le gouvernement de FRANCO établi à Burgos! D'octobre 1938 à janvier 1939, deux Congrès du POB répéteront leur opposition à cette politique, SPAAK trouvera une majorité de rechange pour l'appuyer et obtiendra en fin de compte d'un troisième Congrès l'au-

torisation de poursuivre néanmoins la collaboration gouvernementale. C'est pendant cette période si pénible que meurt VANDERVELDE, qui avait démissionné de la présidence du Parti début novembre. Un de ses derniers meetings avait eu lieu le 11 novembre '38 dans le Centre, à Chapelle-lez-Herlaimont; le „Patron" avait réaffirmé son opposition farouche à la reconnaissance de FRANCO et conclu: „Je rentre dans le rang à côté de vous, je ne prends pas ma retraite et je me battrai jusqu'à mon dernier jour".

La Fédération de Soignies manifesta à plusieurs reprises son hostilité aux contacts avec Burgos et le rappella devant le Congrès du Parti du 6 décembre. MAX BUSET s'était violemment opposé à la politique de SPAAK au Conseil général du 1er décembre („Allons-nous tout avaler?") et avait déclaré qu'il demanderait à sa Fédération de dire non. Devant le Congrès, il devait déclarer: „La limite est atteinte (...) Je souhaite que nous puissions nous présenter au pays et devant la classe ouvrière la tête haute, certains de n'avoir ni trahi ni desservi". L'opposition à Burgos – finalement vaine donc – était d'autant plus grande dans les milieux socialistes wallons que ceux-ci fournissaient un formidable effort d'aide à l'Espagne républicaine, sous forme de meetings, de collectes, etc.: en janvier '38, la Fédération de Soignies était la deuxième du pays par l'importance de son soutien aux démocrates espagnols. La reconnaissance de Burgos eut-elle une influence sur le comportement de l'électorat lors des élections législatives anticipées d'avril 1939, après la chute du cabinet Spaak (en février) et celle d'un éphémère ministère catholique-socialiste? Elles aboutirent en tout cas à un nouveau recul du POB. Les socialistes tombaient en dessous des 40% dans l'arrondissement de Thuin, et sous les 50% à Soignies, mais le PCB ne progressait plus.

TABLEAU 9

Comparaison des pourcentages électoraux du POB et du PCB de 1932 à 1939

SOIGNIES	1932		1936		1939	
	POB	PCB	POB	PCB	POB	PCB
Arrondissement	59,7	3	50,2	7,9	48,2	7,8
C. de La Louvière	64,3	5	53,9	12,5	52	12,7
C. de Roeulx	65,8	3,2	55,7	8,7	55,1	7,4
C. de Soignies ..	58,9	2,1	48,9	5,7	44,9	5,1
C. d'Enghien ...	41	1,2	31,8	3,7	28	3,9
C. de Lessines ..	54,4	1,1	47,9	3,3	47,8	4,7

THUIN	1932		1936		1939	
	POB	PCB	POB	PCB	POB	PCB
Arrondissement	47,8	4,8	40,6	10,3	36,2	11,1
C. de Binche	56,9	7,7	48,2	14,9	43,7	15,6
C. de Thuin	40,2	2,7	32,5	6,7	28,8	6,2
C. de Merbes ...	50,2	2,3	42	10,2	38,6	10,2
C. de Beaumont .	29,4	0,6	25,6	1,7	19,3	4,6
C. de Chimay ...	29,4	0,7	28,7	1,4	22,6	3,3

Le gouvernement Spaak était tombé, en février 1939, sur une question linguistique (la nomination comme membre de l'Académie flamande d'un ancien activiste condamné à mort). Les conflits entre Flamands et Wallons agitaient déjà régulièrement les milieux politiques dans les années '30. À la fin de la décennie, la défense de la ville d'Enghien contre les visées annexionistes flamandes préoccupa fortement la Fédération socialiste de Soignies. Elle s'émut dès octobre 1937 des incidents linguistiques provoqués dans cette commune par les militants flamingants. Selon un schéma maintes fois répété depuis, ceux-ci entendaient „prouver" le caractère flamand de la localité et lui imposer un régime administratif dont elle ne voulait pas, et ce en se basant sur les résultats d'une enquête... douteuse effectuée en 1932; les Flamands refusaient bien entendu l'organisation d'une consultation de la population intéressée mais multipliaient au contraire les „raids" d'intimidation (mars 1938). Au nom des députés socialistes de Soignies, HOYAUX porta l'affaire devant la Chambre au début de février 1938, en soulignant dans son interpellation que la loi dont les Flamands exigeaient l'application allait à l'encontre de la volonté de la population. HOYAUX avait déjà fait un exposé fort documenté sur le problème d'Enghien un mois plus tôt, le 8 janvier 1938, devant le 1er Congrès des socialistes wallons à Liège. Avec lucidité, le député sonégien entrevoyait ce que pourrait signifier la flamandisation d'Enghien, „notamment pour l'agglomération bruxelloise qui subirait bientôt le même sort: la muselière pour les conseils communaux, la guillotine pour les bourgmestres".

HOYAUX revint à la charge sur le problème d'Enghien lors du 3ème Congrès des socialistes wallons en juillet 1939 – pour réclamer, pour toutes les communes de la frontière linguistique, le droit de choisir *elles-mêmes* leur appartenance administrative. Ces premiers congrès socialistes wallons, en 1938 et 1939, sont importants car ils témoignent d'une attention croissante accordée dans les rangs socialistes aux problèmes et revendications spécifiques wallonnes. Certains socialistes wallons prennent alors conscience de ce que les problèmes communautaires ne sont pas seulement linguistiques. Dès octobre 1937, dans *Le Peuple*, JOSEPH MARTEL posait la question: „À quand le Congrès des socialistes wallons?". Le député et secrétaire fédéral de Soignies s'inquiétait de l'attitude „plus flamande que socialiste" de plusieurs de ses coreligionnaires du Nord, dans l'affaire d'Enghien et en d'autres occasions. À partir de divers exemples dont celui du récent plaidoyer d'un socialiste flamand en faveur de l'importation de pavés suédois (au bénéfice du port d'Anvers, mais au détriment des carriers sonégiens), il montrait que „le problème wallo-flamand soulève des questions économiques vitales pour notre pays wallon. Nous avons le droit et le devoir de les examiner". Ce fut fait lors des deux premiers Congrès socialistes wallons, à Liège en janvier et à Charleroi en juillet 1938. Cette seconde réunion fut consacrée en grande partie à la discussion d'un projet d'instauration du fédéralisme en Belgique, projet que les députés socialistes liégois TRUFFAUT et VAN BELLE avaient déposé peu auparavant à la Chambre avec JOSEPH MARTEL. Cette première proposition fédéraliste de socialistes wallons fut encommissionnée par le Congrès, et la Chambre refusa (en février 1939) sa prise en considération (elle recueillit 66 voix pourtant). Mais l'initiative des trois députés du POB témoignait des progrès – certes encore lents – des thèses fédéralistes et donnait à celles-ci, pour la première fois, un cadre juridique complet et cohérent. On sait que le problème allait resurgir avec une acuité grandissante après la guerre.

CHAPITRE 3.

LES COOPÉRATIVES FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE

Les années '20 voient encore un accroissement de la puissance des coopératives ouvrières. Par contre, et c'est bien compréhensible, ces oeuvres seront les plus frappées par les retombées de la crise de 1929, la montée du chômage, les pertes de pouvoir d'achat. Les circonstances extérieures furent bien sûr déterminantes au cours de cette période critique, mais les conditions de fonctionnement intérieur jouèrent également un rôle; la crise dévoila les faiblesses et les lacunes du mouvement coopératif. En même temps, elle lui permit de faire preuve de ses capacités de résistance, de solidarité et en fin de compte de redressement. On suivra ici l'évolution de quelques sociétés des arrondissements de Soignies et Thuin – dont bien sûr les trois principales – face à la crise économique, après avoir brièvement évoqué leurs progrès depuis le début des années '20, en se basant en partie sur des archives encore inexploitées[8].

1. DANS LE CENTRE: l'„UNION DES COOPÉRATIVES" ET LE „PROGRÈS"

En janvier 1929, la vieille Maison du Peuple de Jolimont, devenue trop exiguë, tombait sous la pioche des démolisseurs. Les administrateurs du „Progrès" avaient longtemps hésité à sacrifier ce précieux héritage du passé, première Maison du Peuple du pays en 1872. Mais le développement de l'oeuvre socialiste demandait des locaux plus spacieux. À ce moment, le „Progrès" employait près de 200 personnes, produisait annuellement quelque 10 millions de kg de pains, vendus pour 80% au cours de tournées atteignant 51 communes et pour le reste dans 7 magasins. La société possédait une centaine de chevaux, une cinquantaine de camions. Le montant des ventes annuelles était passé de 19 millions en 1920 à 35 millions en 1927. Quant à l'„Union des Coopératives", son chiffre d'affaires atteignait alors 55 millions. C'était, vraiment, une oeuvre grandiose, rayonnant sur 102 communes: 135 magasins d'épicerie, une dizaine de magasins spécialisés, 34 Maisons du Peuple et plusieurs fabriques propres (brasseries, bouteilleries, boulangeries, pâtisseries, source d'eau minérale, atelier de confection, saboterie, savonnerie). Elle donnait du travail à plus de 400 employés, gérants de magasins et ouvriers en 1928. Les deux sociétés continuaient d'ailleurs comme par le passé à servir de réservoir comme de refuge de militants. Dans le personnel du „Progrès" figuraient 6 bourgmestres, 17 échevins, 3 conseillers provinciaux; dans celui de l'„Union", 20 bourgmestres, 32 échevins, 55 conseillers communaux! Les deux puissantes coopératives fournissaient en locaux les groupes socialistes de tous genres, intervenaient dans la propagande, répondaient aux demandes de subsides qu'elles recevaient régulièrement. Elles tenaient tête avec succès à la concurrence des coopératives catholique (le „Bon Grain"), libérale („La Semeuse") et patronales (les „Comptoirs Généraux d'Approvisionnement" créés en 1916).

Tableau exaltant et rassurant, que se plaisaient à dresser chaque année les administrateurs lors des Assemblées générales. Or en 1935, l'„Union des Coopératives" disparaît! Que s'était-il passé? L'UDC souffrait en fait des maux partagés par plusieurs

[8] *L'Institut* EMILE VANDERVELDE *conserve depuis peu des dossiers (plus ou moins volumineux selons les cas) relatifs à une douzaine de coopératives des deux arrondissements; ces dossiers contiennent notamment les réponses des sociétés au Recensement coopératif annuel établi par la Fédération nationale, ainsi que les rapports des inspecteurs de celle-ci sur l'état des sociétés (depuis le début de l'entre-deux-guerres jusqu'au milieu des années '60 environ).*

autres sociétés: immobilisations trop importantes, exploitations difficiles, stock énormes de marchandises, frais généraux beaucoup trop élevés nécessitant des capitaux importants. Pour pallier l'insuffisance des apports en capital social, l'UDC avait eu recours à l'organisation de caisses d'épargne (coopérative „Union et Progrès"). Sa situation s'aggrava au début des années '30, avec la montée du chômage. Les ventes baissaient – mais non les frais d'exploitation –, les coopérateurs en nombre de plus en plus grand retiraient leurs dépôts de la caisse d'épargne. Vint la chute de la Banque Belge du Travail, en mars 1934. Les avoirs de l'„Union des Coopératives" y étaient bloqués; elle se trouva dans l'impossibilité de rembourser ses épargnants lorsque les demandes se multiplièrent. Tous les efforts, l'aide des sociétés soeurs, furent vains pour sauver la société. Celle-ci fut mise sous gestion contrôlée et déclarée en état de cessation de payement par le Tribunal de Commerce. La liquidation intervint dans le courant de 1935. Une nouvelle société reprit le passif et l'actif de l'„Union" en acceptant le plan établi par le Tribunal pour le remboursement partiel des créances (à concurrence de 25% tant pour les déposants à la caisse d'épargne que pour les fournisseurs). Les magasins et autres exploitations de la société furent repris par la Maison du Peuple de Bruxelles, l'Union coopérative du Borinage et le „Progrès": soit, pour ce dernier, les 72 magasins d'épicerie se trouvant dans le Centre, les bouteilleries de La Louvière et d'Ecaussinnes, la boulangerie de Soignies et la brasserie d'Ecaussinnes. Ces branches fonctionnèrent sous la direction du „Progrès" à partir d'octobre 1935. La société les réorganisa (suppression de la boulangerie de Soignies par exemple, faisant double emploi avec celle de Jolimont), veilla à réduire les frais généraux et à restaurer la confiance des acheteurs (depuis un an, les magasins avaient subi d'énormes baisses dans leurs ventes). Le „Progrès" créa ainsi une caisse spéciale, dans laquelle serait versée une part des bénéfices réalisés, pour rembourser les épargnants au-delà des 25% promis, pour autant qu'ils restent fidèles coopérateurs.

N'ayant pas de caisse d'épargne et étant, d'une manière générale, dans une situation plus saine et plus forte que l'UDC, le „Progrès" eut beaucoup moins à souffrir que cette dernière de la chute de la BBT. Mais la société ressentit fortement elle aussi les effets de la crise. Les chiffres sont parlants. La production annuelle de pains passe de 9,8 millions de kg en 1929 à 8,5 millions en 1935, celle de la bière de 33 000 hectolitres à 21 000 dans le même laps de temps. Le montant annuel des ventes se rétrécit gravement.

TABLEAU 10

Evolution des ventes annuelles du "Progrès" de 1927 à 1934

	Ventes boulangerie	Ventes totales
1927	27 598 530	35 742 514
1928	24 740 556	32 475 905
1929	21 269 653	30 500 000
1930	19 474 392	30 306 119
1931	17 564 611	23 355 128
1932	14 465 361	19 680 219
1933	12 921 491	19 907 548
1934	12 248 344	18 979 318

Le solde du compte „Pertes et profits" (bénéfice net) était encore à 1 120 000 F. en 1930: il tombe à 760 000 F. pour l'exercice suivant, 320 000 F. en 1932. La situation commençait à devenir dangereuse, d'autant plus que la coopérative avait prêté de fortes sommes à des consoeurs elles-mêmes menacées (l'UDC, „En Avant" de Binche) et s'était lancée dans la construction d'un nouveau cinéma (le „Cinéap" à La Louvière – le „Progrès" exploitait déjà un cinéma à Jolimont). Les charges sociales annuelles étaient considérables, plus d'un demi-million par exemple pour les pensions aux coopérateurs, et cette somme était bien sûr destinée à augmenter chaque année. Les frais généraux étaient trop élevés (45% sur les ventes). Comme la coopérative était obligée, par l'âpre concurrence de ses rivaux, de vendre le pain à un prix fort bas, il était à craindre qu'elle ne parvienne plus à faire face. La situation empira encore en 1933; le capital disponible avait diminué de moitié. Est-ce l'effet des malheurs de l'UDC – et de bien d'autres sociétés – en 1934? En tout cas, un sérieux coup de barre fut donné à ce moment pour redresser la situation au point de vue administratif et comptable. Le „Progrès" dut faire l'année suivant un effort important lors de la reprise des activités de l'UDC, mais celle-ci coïncida semble-t-il avec la „fin du tunnel" pour la société de Jolimont. En 1936, les résultats s'amélioraient. Toutes les exploitations augmentaient leur chiffre et, pour la première fois depuis longtemps, montraient une particulière stabilité.

Il faut souligner qu'en dépit des difficultés qu'il devait affronter, le „Progrès" mettait un point d'honneur à continuer à payer les pensions et les ristournes aux coopérateurs, à accorder des subsides aux groupes les plus divers, à soutenir les mouvements de grève qui se produisaient dans le Centre (et en dehors aussi), à aider les chômeurs par des distributions de pain et le système d'occupation de coopérateurs sans travail comme ouvriers supplémentaires dans les services de la société. La coopérative insistait beaucoup sur ces réalisations sociales, sur son soutien à la propagande du parti. Malgré cela, quelque chose s'était comme brisé au cours des longues années de crise. Les nombreux articles publiés par les animateurs du „Progrès" dans *Le Peuple* lors d'une campagne de recrutement en novembre 1937 laissaient souvent poindre un certain découragement: „Depuis un certain temps, la classe ouvrière paraît placer la coopération au second rang de ses préoccupations. Actuellement, lorsqu'on parle de coopération (cela arrive encore quelquefois), c'est – nous semble-t-il – pour en entendre des critiques..." Il était dur de remonter la pente après la tourmente de '34. En janvier 1940 encore, lors de la dernière assemblée générale avant l'invasion, le directeur FRANÇOIS WART déplorait à nouveau: „malgré nos efforts merveilleux, nous sommes encore critiqués". La coopérative avait pourtant remboursé aux anciens épargnants de l'UDC – dont elle n'était, tout compte fait, nullement responsable – un total de 5 millions! Même s'il n'avait pas encore retrouvé autant qu'il pouvait l'espérer le soutien de toute la classe ouvrière, le „Progrès" avait néanmoins à ce moment bien redressé sa situation. Certes, il lui avait fallu fermer une vingtaine de magasins non rentables, une douzaine de pâtisseries et la brasserie-bouteillerie d'Ecaussinnes, mais il s'agissait de mesures de rationalisation nécessaires; certes, le montant des ventes de pains diminuait encore, mais lentement et en raison de la baisse de consommation de ce produit. Par contre, les autres branches de la coopérative donnaient satisfaction. Le bénéfice net annuel, de l'ordre de 360 000 F. pour l'exercice 1936, était remonté à 1 260 000 F. à la veille de la guerre. Le nombre de coopérateurs effectifs se maintenait autour de 23 000.

2. „LA SOCIALE" DE LESSINES ET LES COOPÉRATIVES VOISINES

Avec ses 20 à 25 000 sociétaires, ses 300 membres du personnel, son

rayon d'action étendu à toute la région du Centre, le „Progrès" fait figure de géant en regard des petites sociétés du canton de Lessines. Il n'est pas pour autant sans intérêt de s'attarder un moment sur ces petites coopératives pour observer comment ces sociétés d'une toute autre taille traversèrent la période critique.

Le directeur-gérant de „La Sociale" de Lessines fut pendant longtemps le bourgmestre socialiste de la ville, GUSTAVE DEMEYER, décédé en 1929. La société comptait alors 1 500 membres environ et fonctionnait comme celle de Jolimont: production de pains et de bières, ventes par tournées dans le canton, exploitation d'une Maison du Peuple et de trois magasins, le tout avec un personnel d'une vingtaine d'unités. La coopérative travaillait, selon les inspecteurs de l'Office coopératif, „dans une atmosphère familiale de confiance mutuelle": elle était selon eux restée à „un stade primaire de la coopération", ce qui n'empêchait pas sa situation d'être excellente. Même le recul des ventes en boulangerie, amorcé en 1930, put être enrayé très vite. „La Sociale" commit l'imprudence en 1932 de se lancer dans l'exploitation d'un cinéma: l'intention était louable puisque le projet visait à attirer la jeunesse, mais dangereuse car l'opération se solda par un lourd déficit heureusement compensé par les recettes des branches „traditionnelles". La concurrence dans ces secteurs devenant de plus en plus rude avec la crise, de sérieuses difficultés s'annonçaient en 1933. Ce n'est pourtant pas du fait de sa politique que „La Sociale" subit le contrecoup l'année suivante (qu'elle clôtura par un déficit) mais de la chute de la BBT: 57% des avoirs de la coopérative y étaient placés. La société contracta deux gros emprunts pour rembourser intégralement ses épargnants: sur le plan moral, ce fut certes une bonne opération, mais elle empoisonna la suite de l'existence de la coopérative pendant trente ans.

La coopérative d'Ollignies „Les disciplines d'OSCAR PAQUAY" souffrit elle aussi du blocage de ses dépôts par suite du krach de la BBT. Cette petite société (créée en 1922) ne comptait que 125 membres et un seul employé pour l'exploitation d'un local servant tout à la fois de magasin, café et Maison du Peuple. Ses ventes diminuèrent de moitié entre 1931 et 1934; les pertes étaient importantes. Heureusement, la régression fut stoppée l'année suivante, et le chiffre d'affaires ainsi que le bénéfice net stabilisés jusqu'à la guerre. On peut rappeler qu'à cette époque l'œuvre ne survivait que grâce au dévouement de son trésorier JULES COPPENS: ouvrier aux carrières de Lessines, il consacrait tous ses loisirs à l'administration de la société ou au ravitaillement de celle-ci (allant chercher des marchandises, à bicyclette, jusqu'à 25 ou 50 km d'Ollignies). Une autre petite coopérative du même type avait été formée en 1925 à Bois-de-Lessines, „La Ruche Ouvrière" (une centaine de membres). Jusqu'à la fin des années '30 au moins, elle fut dans une situation financière critique et sous la menace d'un manque de liquidités; mais tout en „voguant au petit bonheur" (selon un inspecteur), elle traversa la crise sans dommages. Ce fut également le cas pour le moulin coopératif de Deux-Acren („Le Progrès agricole", 400 membres en 1936, 30 travailleurs occupés) mais les bénéfices de la société chutèrent au point de frôler le zéro en 1938, tandis qu'elle était contrainte d'emprunter jusqu'à 1 million de F. Quant à „L'Économie ouvrière", société coopérative „classique" établie elle aussi à Deux-Acren (190 membres, 8 personnes), elle se débattit dans de graves difficultés financières tout au long des années '30 (depuis 1931, cette société se consacrait surtout à un original département d'herboristerie, „Les Planteurs réunis"). Ce rapide tour d'horizon des coopératives socialistes de la vallée de la Dendre montre que ces petites organisations endurèrent les mêmes maux que leur grande consœur du Centre.

3. LES COOPÉRATIVES DE L'ARRONDISSEMENT DE THUIN

On peut faire la même constatation, par exemple, à propos d'une autre „Économie ouvrière", tout au sud du Hainaut cette fois, la coopérative de Baileux près de Chimay (130 membres): les ventes de son magasin tombèrent de 306 000 F en 1930 à 181 000 en 1934, exercice clôturé en déficit; dans ce cas aussi, la chute fut stoppée au milieu de la décennie mais les résultats ne remontèrent jamais au niveau atteint à la veille de la crise. Cette dernière fut fatale à la société „En Avant" de Binche, victime finalement de ses réalisations des années '20. Comptant un peu plus de 200 membres, la coopérative exploitait une boulangerie, une bouteillerie et une boucherie ainsi qu'un magasin à Binche et trois succursales dans les communes voisines. Alors que tous ses immeubles étaient déjà hypothéqués à la suite de multiples emprunts, qu'elle ne disposait d'aucun fonds de roulement et qu'enfin ses ventes s'amenuisaient déjà, „En Avant" entreprit (grâce à un autre emprunt auprès du „Progrès") la construction d'une nouvelle Maison du Peuple à Binche, inaugurée en 1928. Cet énorme accroissement des charges financières n'ayant pas été accompagné d'une amélioration du rendement des diverses entreprises commerciales, la situation de la société était déjà jugée comme très mauvaise en 1929. La crise économique n'allait rien arranger, au contraire. En juillet 1931, „En Avant" se trouve dans une situation „extrêmement périlleuse", qualifiée un an plus tard de „critique à l'extrême". En dépit des mises en garde formulées depuis 1929 déjà par les inspecteurs bruxellois, les administrateurs refusent que leur société soit reprise par Jolimont (leur dette envers le „Progrès" s'élève à 1 million). Ce n'est qu'en 1934 que le „Progrès" peut enfin intervenir, vérifier la comptabilité, envisager les moyens de redressement. Il est trop tard, l'état de la société est désespéré: ses pertes annuelles se sont élevées à près de 400 000 F en 1932, un demi-million l'année suivante, 770 000 F en 1934. Le disponible est alors de... 3 F (!) et les dettes de la coopérative atteignent 1,6 million. En 1935, les charges excessives et la diminution constante du chiffre d'affaires avaient eu raison de la société.

La grande organisation des „Magasins généraux" connut elle aussi des moments délicats, mais en sortit avec plus de bonheur. De 43 succursales en 1920, dont 11 dans l'arrondissement de Thuin, elle était passée à 76 magasins en 1929 – 23 situés en Thudinie; elle possédait aussi 9 Maisons du Peuple dans cette région (à Sivry, Thuin, Merbes, Boussu, Grand-Reng, Chimay, La Buissière, Erquelinnes, Bourlers). Son rayon d'action extrêmement étendu entraînait des frais d'exploitation fort élevés. Les ventes commencèrent à régresser dès 1929, et très vite l'accumulation des pertes obligea la coopérative à puiser dans ses réserves pour équilibrer ses bilans, au point qu'en 1930 on parlait de la „redoutable éventualité d'une défaite des Magasins généraux face au Bon Grain" dans la lutte pour la distribution de pain; quant aux magasins d'épicerie, un bon tiers étaient en dessous du seuil de rentabilité. La direction de l'entreprise prit des mesures en 1931-32 déjà pour compenser la régression du chiffre d'affaires – qui allait se poursuivre pendant deux exercices au moins – par une réduction draconienne des frais généraux. La situation s'améliora globalement, mais la coopérative fit encore de la corde raide pendant quelque temps. En 1934, après le krach de la BBT, les Magasins généraux s'efforcèrent de freiner les demandes de remboursement de leurs coopérateurs (la société avait 430 000 F bloqués à la Banque du Travail!) en leur exposant que puisque jusque-là l'oeuvre n'avait pas démérité, il fallait la soutenir en ces moments difficiles et non mettre ses finances en danger; il semble que ces arguments ne portèrent qu'en partie: la société dut rembourser en peu de temps 518 000 F. Comme elle travaillait alors, en fait, à perte, on imagine quels efforts les administrateurs durent fournir pour sauvegarder ce réseau d'oeuvres socialistes implantées en zone rurale.

CHAPITRE 4.

LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET LES CONFLITS SOCIAUX

Au même titre que les coopératives ou les mutualités, les organisations syndicales continuent de faire partie intégrante du Parti Ouvrier durant l'entre-deux-guerres. Fort nombreux sont les dirigeants ou responsables syndicaux détenteurs d'un mandat politique, que ce soit au niveau local, provincial ou national (le secrétaire de la Fédération du Centre, JULES ROLAND, deviendra sénateur en 1936 par exemple – mais nous pourrions citer quantité de cas). Dans ces conditions, la scission communiste, puis les attaques incessantes des militants communistes contre les responsables socialistes (bien souvent syndicalistes) poseront problème aux dirigeants syndicaux. En juillet 1922 déjà, devant le Congrès annuel de la Commission Syndicale, JULES CASTERMAN avait présenté au nom des Métallurgistes du Centre un ordre du jour condamnant sévèrement les manœuvres des communistes au sein des diverses Centrales; après de vifs échanges entre CASTERMAN et JACQUEMOTTE, ce texte avait été adopté à l'unanimité moins 14 voix et 11 abstentions. Deux ans plus tard, en août 1924, le Congrès votait à une majorité écrasante la motion MERTENS qui déclarait incompatible la fonction de dirigeant, de quelque grade que soit, d'un syndicat affilié à la Commission, et la qualité de membre du Parti Communiste; la Fédération du Centre avait apporté son appui à cette résolution. Il ne semble pas que des problèmes graves se posèrent par la suite à ce propos, dans les organisations du Centre.

1. LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS, LES ACTIONS INTERPROFESSIONNELLES

Passée la période des grandes conquêtes sociales qui suivit la fin de la guerre, un tassement se produit dans toutes les organisations syndicales. Les effectifs de la Fédération des Syndicats du Centre reculent à partir du milieu de la décennie. Elle était passée de 27 000 membres en 1922 à 29 000 en 1923 et 30 600 en 1924: un mouvement en sens inverse a lieu ensuite, les diverses Centrales régionales ne totalisent plus que 27 600 affiliés en 1926, 25 300 en 1927, 24 500 à la fin de la décennie. Le syndicat socialiste restait néanmoins, et de très loin, le plus puissant de la région, comme le prouvèrent par exemple les résultats des élections de juin 1928 pour les Conseils de Prud'hommes. À la Louvière la liste du syndicat socialiste obtenait 22 124 suffrages et les six sièges ouvriers, les listes chrétienne (2 873 voix) et libérale (2 156) n'en obtenant aucun; pour le collège des employés, les socialistes emportaient 2 sièges avec 1 131 voix, les chrétiens (691 voix) et les libéraux (783) 1 chacun. À Soignies, le syndicat socialiste obtenait les 3 sièges ouvriers sans lutte. Il en avait 2 à Lessines (1 allant aux chrétiens) ainsi qu'à Binche.

Cela dit, les moyens de la Fédération syndicale n'étaient pas en rapport avec son poids numérique. JULES ROLAND se plaignait régulièrement du peu de ressources que lui octroyaient les organisations professionnelles pour mener à bien ses tâches de propagande générale et de coordination syndicale, accroître l'importance de son Bureau de Droit ouvrier, développer la formation syndicale, envoyer des militants à l'École Ouvrière Supérieure, soutenir les mouvements de grève, etc. Les syndicats affiliés ne semblaient pas s'intéresser assez aux services que pouvait leur rendre la Fédération. Alors que ses tâches s'étaient évidemment accrues au fil des ans, ses ressources en 1929 étaient exactement semblables à celle de 1922…

Les sujets de préoccupation de la Fédération étant multiples, on ne pourra épingler ici que les principaux. La lutte contre les mutualités patronales fut l'un d'eux, au milieu des années '20. En 1926, la Fédération mit en place, avec les délégués des mutualités socialistes, un Comité d'action pour contrer les tentatives du patronat régional qui, après avoir combattu de son mieux toutes les lois sociales nouvelles, tentait maintenant d'en limiter les effets en embrigadant les travailleurs dans des organisations „neutres" en fait contrôlées par lui. Tout en prétextant de leur prétendue mauvaise situation pour refuser des adaptations de salaire, les industriels trouvaient les fonds nécessaires pour créer des services destinés à „couler" les organisations socialistes. À plusieurs reprises, la Fédération réclama l'interdiction légale des mutualités patronales et mit en garde les travailleurs contre elles. À ce moment, les patrons du Centre avaient déjà constitué des caisses de prévoyance dans tous les charbonnages, verreries, ateliers métallurgiques, aux chemins de fer vicinaux, etc.; des caisses d'allocations familiales dans les charbonnages et quelques autres usines; des mutualités dans de nombreuses firmes métallurgiques; des caisses de chômage étaient en cours de formation.

En général, l'affiliation était facultative mais la seule existence de ces organismes patronaux dans l'entreprise constituait évidemment une pression sur les travailleurs occupés. Au Congrès de la Commission syndicale de mars 1927, ROLAND se posa en adversaire énergique de ces mutualités „neutres" – en stigmatisant les mandataires du POB qui étaient membres de ces organismes à titre de président ou président d'honneur! Le secrétaire des Syndicats du Centre avait d'ailleurs coutume de dénoncer ouvertement, et sans trop de ménagements, les situations internes au POB qu'il jugeait inacceptables; ainsi lorsqu'en 1930, toujours devant un Congrès national et en réplique au secrétaire national du mouvement coopératif, il avait évoqué l'emploi par certaines coopératives de travailleurs non syndiqués et plus généralement l'absence de réels militants syndicaux dans le personnel des coopératives socialistes…

La Fédération du Centre se préoccupa également beaucoup, dès 1924 et à plusieurs reprises par la suite, de l'afflux de travailleurs étrangers dans le Centre (particulièrement dans les mines) et du sort de ces derniers. Ces travailleurs italiens, polonais, suppléaient en nombre croissant au manque de bras dans les charbonnages surtout. Les travailleurs du Centre avaient très tôt commencé (en partie bien sûr) à fuir les fosses et à rechercher de préférence des métiers moins pénibles; des ouvriers venus de Flandre avaient fait l'appoint de main-d'oeuvre dès 1914, mais au milieu des années '20 cet apport ne suffisait plus et de plus en plus d'étrangers pouvaient trouver du travail dans les charbonnages. Les immigrés restaient dans leur écrasante majorité en dehors des organisations syndicales, soit qu'ils n'en voyaient pas l'utilité soit, fort souvent, qu'ils n'osaient y adhérer et encore moins y militer de crainte d'être expulsé pour activités politiques: en février 1924, un Italien, ancien secrétaire permanent des métallurgistes de Milan, chassé par le fascisme et arrivé à La Louvière s'était inscrit au syndicat par personne interposée; malgré ces précautions, il avait été expulsé sous prétexte de propagande politique. La Fédération du Centre exigea à l'époque que le droit d'association soit garanti en fait aux étrangers.

Elle dénonça leur exploitation par les industriels: dans la plupart des cas, ils gagnaient 5 à 6 F de moins (par jour) que leurs compagnons belges. Les propriétaires de logements les entassaient à sept ou huit dans une même chambre; le cas s'était vu dans le Centre d'un groupe d'immigrés obligés de dormir à tour de rôle parce qu'il ne disposait que d'un seul lit… L'acceptation de conditions de travail inférieures par les immigrés était bien sûr inquiétante pour les organisations syndicales car le patronat disposait ainsi d'une nouvelle forme de pression. Les socialistes s'efforçaient par conséquent de rallier les travailleurs étrangers, dans l'intérêt de tous, mais il n'était guère facile de les

atteindre. Des problèmes de langue se posaient, de différences de mentalité, d'absence de tradition d'organisation, outre ceux évoqués plus haut. Mais la Fédération rencontrait encore d'autres difficultés dans son oeuvre de propagande.

En 1929, 70 à 75% des travailleurs occupés dans le Centre étaient de la région: outre les quelques milliers d'étrangers installés de fraîche date, 20% environ des travailleurs venaient du Brabant Wallon et des Flandres, faisant chaque jour, à l'aller et au retour, jusqu'à 50 voire 70 km. Cette main-d'oeuvre avait évidemment très peu de contacts avec les autres travailleurs et presqu'aucun rapport avec la localité où elle travaillait; en outre, provenant souvent de régions agricoles, elle n'avait pas un passé de luttes et encore moins d'éducation syndicale. Enfin, les syndicalistes se heurtaient encore aux obstacles dressés par les patrons pour restreindre leur propagande. Autour de certains charbonnages, tous les terrains voisins étaient acquis par la Compagnie qui y construisait ses cités ouvrières et en interdisait l'accès en invoquant son droit de propriétaire. Les industriels ne se contentaient pas de tenter de restreindre en fait la liberté syndicale, tout prétexte était utilisé pour saboter les récentes lois sociales: le Bureau de la Fédération adressait plusieurs dizaines de plaintes chaque année aux divers services d'inspection du travail et se plaignait fréquemment de l'insuffisance, voire de la partialité de ceux-ci. La grande crise allait modifier le travail de la Fédération. Les syndicats se trouvèrent progressivement de plus en plus accaparés par les tâches sociales (allocation de chômage aux assurés) et contraints, dans les autres domaines, à la défensive: contre les tentatives patronales de retour en arrière, contre les mesures gouvernementales successives s'en prenant aux travailleurs et aux sans-emploi. On l'a dit, la crise fut particulièrement intense dans le Centre. La Fédération syndicale fit oeuvre de pionnier dans le domaine de l'aide aux enfants de chômeurs en créant en juillet 1932 un comité spécial composé de représentants des organisations syndicales, coopératives, mutualistes et de jeunesse.

L'Oeuvre du Soutien aux enfants des chômeurs, outre l'organisation de vacances, distribua en quelques mois (après les avoir récoltés et, si nécessaire, remis à neuf) des milliers de vêtements. Ses animateurs procédèrent avec l'aide des Femmes Prévoyantes et des Enseignants socialistes à une vaste enquête dans la région, dont les résultats furent évoqués par GASTON HOYAUX à la Tribune de la Chambre. Parmi les centaines d'enfants de chômeurs soumis à un examen médical par les soins de l'Oeuvre, la majorité avait été reconnue dans un état de santé débile, près du tiers dans un état de grande débilité – tous ou presque pour cause de malnutrition. Si le film *Borinage* est un témoignage exceptionnel sur les conditions de vie de la classe ouvrière hennuyère pendant la crise, les fiches familiales établies par l'Oeuvre socialiste du Soutien à l'occasion de cette enquête constituent elles aussi un réquisitoire accablant contre le régime; elles révélèrent la situation vraiment effroyable où étaient tombés certains foyers frappés par le chômage. Les conséquences de la crise ne pouvaient que provoquer un mécontentement croissant, explosif dans la population ouvrière atteinte de plein fouet. En mars 1932, le gouvernement avait prouvé qu'il était résolu à réduire les subsides de chômage. Le POB avait réagi, sa Commission Syndicale protesté et réclamé un système d'assurance obligatoire avec intervention patronale, mais l'explosion se produisit en dehors de ces structures: ce furent les grèves spontanées de l'été 1932 dans le Hainaut[9]. Elles éclatèrent dans le Borinage à la fin du mois de juin et gagnèrent le Centre le mercredi 6 juillet: les travail-

[9] *Pour le Centre, on en trouvera un récit détaillé, sur un ton à la fois vivant et partisan dans G. HOYAUX, Les grèves dans le Centre, Bruxelles, 1933, 162 p.*

leurs des charbonnages de Bray et d'Estinnes-au-Val, les premiers, quittent les puits et parcourent la région en incitant leurs camarades à les imiter. En dépit d'une résolution votée le 7 par la Centrale des Mineurs du Centre pour rappeler que les mots d'ordre syndicaux doivent seuls être respectés, la grève gagne toute la région en 24 heures, touchant mines, usines métallurgiques, verreries, etc. La Fédération des syndicats du Centre, le 8 juillet, demande encore une fois aux ouvriers d'attendre les instructions des organisations et „de ne pas se prêter à des mouvements désordonnés, chaotiques, nuisibles aux intérêts de la classe ouvrière". Mais le mouvement ne s'éteint pas; les métallurgistes réunis à Jolimont, les mineurs en assemblée à Strépy-Bracquegnies votent sa poursuite, les carriers cessent à leur tour le travail. Le POB et la Commission syndicale reconnaissent enfin la grève et lui fixent des objectifs précis.

La position des dirigeants syndicaux n'avait pas été agréable durant les premières journées du conflit; leur attitude expectative en présence d'une pareille flambée de colère n'était guère appréciée des grévistes; les militants communistes ne manquaient pas d'exciter ces derniers contre les responsables des organisations. Ce n'est qu'après quelques jours que le mouvement fut repris en main par celles-ci. Les premiers jours de grève avaient aussi été marqués par de nombreux incidents violents entre grévistes et gendarmes, ceux-ci agissant avec leur brutalité coutumière sur base d'une ordonnance du Gouverneur provincial qui avait interdit „tous les groupements, cortèges, rassemblements et manifestations sur les voies publiques et notamment aux abords et à proximité des puits de charbonnages et installations industrielles..." Les gendarmes à cheval chargèrent la foule le samedi 9 juillet, à La Louvière Place JULES MANSART, à Jolimont devant la Maison du Peuple, en de nombreux autres endroits encore. Le dimanche l'armée arrivait dans le Centre: 1 200 soldats s'installent dans les locaux (désaffectés depuis deux ans) de la verrerie de Mariemont, ils seront employés à la garde des usines et des charbonnages. Le lundi enfin, une vingtaine de meetings sont organisés dans la région, les orateurs du POB (dont VANDERVELDE, WAUTERS, BUSET) purent se faire entendre des grévistes et les convaincre d'écouter leurs responsables. „Le calme est maintenant rétabli dans le Centre" écrit *Le Peuple*; GASTON HOYAUX résumera ainsi ces journées de fièvre: „Au début, elle (la classe ouvrière du Centre) avait écouté les conseils irréfléchis de certains éléments sans responsabilité et inconnus dans le POB. Elle était irritée, énervée (...) Elle en avait assez, elle voulait faire quelque chose. Ah! Il faut avoir été mêlé à cette masse vendredi soir et samedi pour doser exactement le degré d'exaspération de nos camarades. Ils ne savaient pas où ils allaient. Le lundi, la situation était éclaircie. Les militants du Centre avaient définitivement pris la direction du mouvement."

Nous avons déjà dit comment la grève générale prit fin le 18 juillet, les résultats acquis par la Commission Syndicale et leur acceptation par les diverses catégories de travailleurs, à l'exception des mineurs du Centre (nous traiterons plus loin de ce rebondissement du conflit chez les mineurs et de sa longue prolongation, nous en tenant ici aux seuls mouvements interprofessionnels). On peut d'ores et déjà noter que lors du déclenchement de la grève, les „flottements" du début dans le chef des responsables socialistes entraînaient chez beaucoup de travailleurs une indéniable insatisfaction; l'attitude des dirigeants n'était plus unanimement appréciée. Au lendemain du conflit, des voix s'élevèrent y compris parmi ces derniers pour que le Parti procédât à un examen de conscience. Il fallait, selon HOYAUX, retourner à la classe ouvrière et s'efforcer de mieux connaître son état d'esprit, modifier certaines méthodes d'action, „avoir une politique plus radicalement socialiste et réfractaire aux arrangements

souvent trop réformistes". Le député du Centre insistait sur la nécessité d'associer davantage tous les affiliés, mais rien que les affiliés, aux décisions prises, de mieux faire respecter celles-ci, de restaurer dans les organisations et entre elles un climat de confiance et de camaraderie qui avait disparu chez beaucoup en raison notamment des rivalités personnelles: „nous connaissons, dans la région, des camarades occupant des postes importants dans les œuvres et qui auraient été très satisfaits si, au cours de meetings contradictoires avec des adversaires politiques, des militants socialistes avaient fait preuve de faiblesse". Bref, il était impérieux de mettre un terme à une série de pratiques défectueuses, à tous les niveaux, pour éviter d'encore prêter le flanc aux critiques. D'un autre côté, poursuivait HOYAUX, il était aussi urgent d'assurer effectivement la défense des institutions socialistes: comme dans les bassins voisins, certaines Maisons du Peuple dans le Centre avaient été menacées. Pour prévenir les „mauvais coups" de fascistes ou, en l'occurence, des communistes, les Milices de Défense Ouvrières devaient être reconstituées sur des bases solides: les MDO n'avaient pas été assez prises au sérieux dans le Centre lors de leur création au milieu des années '20, il fallait les recréer au plus vite. Cette partie du vaste programme de rénovation dressé par HOYAUX fut réalisée, dans le Centre, dès 1933.

Les grèves de l'été 1932 eurent pour résultat, entre autres, un afflux de nouveaux syndiqués dans les organisations et particulièrement chez les mineurs, mais il y eut peu d'adhésions durables: on constata ensuite un nouveau fléchissement. Le nombre de syndiqués socialistes était de 25 600 en 1931, il s'éleva à 31 400 en 1932 mais ne cessa ensuite de diminuer, d'année en année: 27 400 en 1933, 25 200 en 1934, 24 300 en 1935, 23 600 en 1936, 22 400 en 1937... Soit près du tiers des effectifs en moins en l'espace de cinq ans. Était-ce en raison de ce phénomène, ou de l'arrivée de ROLAND au Parlement à partir de 1936, toujours est-il que la Fédération syndicale semble avoir été globalement moins active durant cette période et qu'il faut, de préférence, se tourner vers les organisations professionnelles. Avant cela, nous signalerons encore deux initiatives méritoires de la Régionale syndicale dans les années '30. Elle tenta, mais sans y parvenir probablement, d'organiser au niveau interprofessionnel un mouvement de Jeunesses syndicales dans le Centre, qui aurait regroupé les travailleurs de moins de 22 ans: il n'existait alors (depuis décembre 1931) qu'un seul groupe de Jeunesse Syndicale dans le Centre, au sein de la Centrale Générale. Le projet d'une vaste organisation régionale était à nouveau agité en août 1937, mais on ne trouve pas de traces de son aboutissement. En revanche, les organisations syndicales avaient fait, dès le début de la crise, de gros efforts pour organiser ou faire organiser des cours pour jeunes chômeurs, à La Louvière et Braine-le-Comte notamment. Par manque de crédits, les résultats furent modestes, mais moins mauvais que dans d'autres régions où des initiatives similaires échouèrent totalement.

Enfin, la Fédération des Syndicats prit l'initiative en 1935 d'organiser une vaste concertation de toutes les forces de la région sur la situation économique du Centre, en associant donc aux militants socialistes des représentants des autres partis, des organisations patronales, des Chambres de commerce, etc. Il s'agissait d'envisager les moyens d'assurer l'avenir économique de la région. „Le Centre (...) est frappé dans ses forces vives et se meurt. Ses industries (...) sont durement frappées et menacées de disparaître. Une main-d'oeuvre habile, experte, instruite, active ne trouve plus à s'occuper et voit avec angoisse les possibilités de travail devenir de plus en plus problématiques": tel était le constat posé en 1935 par JULES ROLAND. Trois ans plus tard, devant les socialistes wallons réunis à Charleroi en juin 1938, GASTON HOYAUX soulignait au terme d'un long exposé que la situation ne s'était pas améliorée, au contraire. Tous les secteurs industriels du Centre étaient en recul. Les charbonnages: il y avait 32 sièges d'exploitation en 1924, 23 seulement en 1935; le nombre d'ouvriers occupés était passé de 28 280 en 1924 à 18 265 en 1937. L'extraction augmentait mais le nombre d'emplois s'était réduit de manière drastique. En métallurgie: que ce soit dans la sidérurgie ou la construction mécanique, les perspectives d'avenir étaient sombres par suite du marasme tant des marchés extérieurs qu'intérieurs; dans les ateliers de construction, spécialisés dans le matériel de chemin de fer, la situation était jugée catastrophique. En période „normale", on pouvait occuper 20 000 travailleurs dans la métallurgie du Centre – on en comptait 12 000 en 1938. Industrie du verre: la vieille verrerie de Mariemont avait disparu en juillet 1930, la verrerie mécanique de Houdeng également en mai 1939, le nombre de gobeleteries était passé de 13 usines en 1930 à 6 en 1937. Faïencerie: l'exportation était tombée de 60% de la production en 1929 à 25% en 1938, le chômage touchait alors la moitié des ouvriers. Industrie de la pierre: situation alarmante ici aussi par suite de la diminution de l'utilisation du „petit granit" en construction, le métier de tailleur de pierres était menacé de disparition... En présence de perspectives aussi peu encourageantes, la Fédération des Syndicats avait estimé de son devoir, dès 1935, d'envisager des reconversions, des adaptations, des grands travaux de mise en valeur de la région. On sait que la situation était appelée à se dégrader encore beaucoup plus dans les décennies futures.

2. LA CENTRALE DES MINEURS DU CENTRE DANS LES ANNÉES '30

Le 18 juillet 1932, jour fixé par les directions du POB et de sa Commission syndicale pour la fin de la grève générale dans le Hainaut, la Centrale des Mineurs du Centre décidait de ne pas respecter le mot d'ordre de reprise en raison de la situation de certains bas salaires non encore réajustés. L'exemple des mineurs du Centre fut imité le lendemain dans les bassins voisins. En Commission mixte nationale, les patrons se déclarèrent disposés à examiner les revendications ouvrières... après la reprise du travail. La Centrale du Centre décidait alors de soumettre à ses membres une proposition de suspendre la grève pour permettre une nouvelle réunion mixte. Le 24 juillet, les mineurs du Centre rejetaient cette idée par 87% contre 12: la grève continuait. Les résultats du référendum avaient montré, une fois encore, les divergences de vues entre les ouvriers et leurs responsables: ceux-ci étaient vivement critiqués par nombre de grévistes. Enfin, le 7 août – alors que le mouvement durait depuis trois semaines – un Congrès national extraordinaire des mineurs votait la grève générale; à la veille de ce Congrès, toutes les sections du Centre s'étaient prononcées en ce sens, plusieurs souhaitant même l'extension aux autres secteurs industriels. La grève se poursuivit donc, accompagnée de nombreux heurts avec les forces de l'ordre mais aussi d'attaques verbales contre les secrétaires permanents des Mineurs (JACQUARD) et des Métallurgistes (CASTERMAN) accusés d'avoir tenté de freiner le mouvement; les militants communistes s'ingéniaient, selon les témoignages socialistes, à jeter de l'huile sur le feu. ACHILLE DELATTRE vint parler aux mineurs, à Jolimont, le 22 août pour leur exposer le point de vue des dirigeants nationaux et les mettre en garde contre les „diviseurs": ce long meeting (près de 4 heures) conforta la position des militants régionaux qui prirent des mesures, les jours suivants, pour restaurer la discipline dans les rangs des grévistes; un changement d'état d'esprit fut constaté dans les sections locales, la leçon de DELATTRE avait porté. Le conflit n'en était pas terminé pour autant: il se poursuivit encore pendant plus de trois semaines. Trois semaines pendant lesquelles le

Centre put se croire „zone occupée" par la gendarmerie et l'armée; les soldats jouèrent le rôle de supplanteurs dans certains charbonnages dont ils avaient la garde; les gendarmes, toujours en vertu des ordonnances du gouverneur, traitaient sans ménagements les grévistes et brimaient la population. Les municipalités socialistes demandèrent le rappel des gendarmes flamands; elles enquêtèrent sur les brutalités policières. Les incidents furent particulièrement nombreux dans les communes du nord de l'arrondissement de Thuin.

Le 4 septembre, les mineurs du Centre acceptaient à une majorité de 70% les nouvelles propositions gouvernementales pour sortir du conflit, propositions qu'un Congrès national approuva par 66% des voix. Une fois obtenu l'accord patronal sur ces mesures, le Comité national des Mineurs, le 8 septembre, ordonna la reprise pour le lendemain. Le mot d'ordre fut cette fois respecté par la Centrale du Centre. Celle-ci avait enregistré l'inscription de 4 000 nouveaux membres au cours du conflit, qui avait donc duré pas moins de 63 jours. Ceux-ci faillirent repartir en grève un an plus tard. Une certaine radicalisation se manifestait à nouveau dans la classe ouvrière du Centre: en juin 1933, en présence de tous les responsables syndicaux de la région, une réunion de 4 000 chômeurs syndiqués avait souhaité l'organisation d'un référendum national au sein des syndicats pour le déclenchement d'une grève générale en riposte aux arrêtés-lois du gouvernement; la Fédération syndicale avait exprimé le même souhait en juillet suivant, en vain d'ailleurs. En octobre, les patrons charbonniers menaçaient de dénoncer la convention salariale; au Congrès des Mineurs, les délégués du Centre insistèrent et obtinrent un référendum sur la grève: l'approbation massive de celle-ci fit reculer le patronat. Les mineurs du Centre apparaissent donc comme particulièrement combatifs à cette époque. Pourtant, dans un rapport de la Centrale Nationale des Mines en 1937, il est dit que lorsqu'on parle des mineurs du Centre, „on évoque les réformistes, les mous et les pantouflards". Un relevé comparatif des grèves partielles dans les quatre bassins wallons au cours des années 1933 à 1936 incluse constatait en effet: 72 conflits en quatre ans à Liège, 52 à Charleroi, 29 dans le Borinage et „seulement" 21 dans le Centre; en terme de salaire perdu pour raison de grève: 12,5 millions dans le bassin liégeois, 5,4 millions à Charleroi, 4,2 millions dans le Borinage et 1,2 million dans le Centre. La disparité entre ce dernier et les trois autres bassins était indéniable, même en tenant compte des différences de taille entre eux. Des „mous et des réformistes", les mineurs du Centre le seraient-ils devenus sous l'influence de leur nouveau permanent FÉLICIEN BÉVIE, qui remplaça ADRIEN JACQUARD en fait dès 1934 et en droit en avril '35? En mai 1935 en tout cas, lorsque des grèves spontanées éclatèrent dans les charbonnages carolorégiens pour obtenir des hausses salariales (DELATTRE était devenu ministre depuis peu), la Centrale des Mineurs du Centre refusa catégoriquement de s'engager dans la lutte et stigmatisa au contraire „les manoeuvres déclenchées dans le but de porter échec à l'action que déploie notre ami DELATTRE...".

Durant toute la décennie, la Centrale fut confrontée au problème de la chute de ses effectifs à la suite de la réduction du nombre d'emplois dans l'industrie minière du bassin et de l'importance croissante des éléments étrangers dans le personnel des fosses. DELATTRE s'était inquiété de cette évolution, particulièrement perceptible dans le Centre, dès 1931: sur 23 000 mineurs dans la région, 8 000 étaient immigrés (sans parler des milliers de mineurs flamands); or cette main-d'oeuvre était selon lui „rebelle a priori à l'idée de l'organisation syndicale". Dans ces conditions, l'évolution pouvait être dangereuse quant aux possibilités futures de faire aboutir des revendications. En 1935, les mines belges occupaient 20 000 travailleurs étrangers: les syndicats socialistes en groupaient moins de 1 600 seulement, dont 300 dans le Centre. Quant aux effectifs de la Centrale des Mineurs du Centre, ils tombèrent de 9 000 en 1933 à 6 000 en 1936 pour remonter ensuite légèrement et se stabiliser autour de 6 500. Ces chiffres signifient que la majorité des mineurs n'adhéraient pas à l'organisation syndicale: le pourcentage de syndiqués était de 49% en 1933, 48% en 1934, 43% en 1935, 35% en 1936 et jusqu'à la guerre. La proportion de syndiqués était un peu plus élevée en ne considérant que les ouvriers du fond, mais néanmoins en dessous des 50%. Toutefois, si l'on se réfère aux résultats des élections pour les délégués de puits, le syndicat socialiste conservait la confiance de la quasi totalité des travailleurs: sur 84 délégués élus en 1937, dans le Centre, 82 appartenaient à la Centrale.

3. LES AUTRES CENTRALES PROFESSIONNELLES

En 1937, les effectifs de la Centrale des Métallurgistes du Centre sont plus élevés que celle des Mineurs: 9 500 membres environ. GEORGES DELVAUX a alors remplacé JULES CASTERMAN au poste de secrétaire régional. Le rayon d'action de son organisation est limité au Centre, ce qui signifie que les nombreuses sections de métallurgistes existant dans l'Entre-Sambre-et-Meuse, dans l'arrondissement de Thuin, n'en font pas partie: elles sont rattachées à la régionale de Charleroi et il ne pourra en être question ici. Les années '20 avaient été marquées, pour l'organisation des métallurgistes, par une régression lente mais continue: elle était passée de plus de 11 000 membres en 1922 à 8 600 en 1927. Les métallos décidèrent de réagir en novembre '28, et de lancer une vaste campagne de recrutement l'année suivante, campagne qui porta ses fruits semble-t-il. C'est aussi à cette époque que l'organisation conclut une convention de fusion avec la Fédération des Mutualités Socialistes, convention réglant les rapports entre les deux organismes et prévoyant leur très étroite collaboration. En 1930, un des militants de la Centrale, GEORGES KEUWET, ancien ouvrier à La Louvière (et futur échevin de sa commune) sera nommé secrétaire national des Métallurgistes socialistes. Ceux-ci participèrent évidemment, nous l'avons dit, aux grandes actions interprofessionnelles de 1932 et 1936 dans le Centre, tout comme à la grève générale qui paralysa la construction mécanique en 1925 pendant deux mois. Les graves difficultés que connaissait l'industrie métallurgique régionale ne pouvaient que les inciter à la lutte. Lors du Congrès National de la CMB en juillet 1933 où il était bien sûr question de la résistance aux arrêtés-lois du gouvernement, les délégués du Centre furent les seuls à réclamer un référendum portant sur l'organisation de la grève générale. Ils s'abstinrent sur le vote de la résolution finale, qui ne répondait pas à leur exigence. Un jeune délégué de La Louvière s'était fait remarquer par ce que les dirigeants nationaux qualifièrent de „verbalisme extrémiste": HECTOR ROLAND. Nous en reparlerons.

L'organisation syndicale des gobeletiers du Centre (Manage, Familleureux, Houdeng) fusionna avec la Centrale Générale du Bâtiment et des Industries diverses en 1929, les verriers à bouche (usines de Cronfestu et de Bonne-Espérance) firent de même en 1936 seulement. Les verriers et gobeletiers du Centre avaient remporté une importante victoire sur leurs patrons au printemps de 1929, au bout de deux mois de grève; le litige portait sur les salaires et sur un accord entre employeurs concernant l'emploi de la main-d'œuvre. Outre les grèves générales de 1932 et 1936, l'autre grand conflit dans lequel les verriers du Centre furent impliqués durant l'entre-deux-guerres se situa, en juillet 1936, dans le prolongement des grèves de juin: les verriers ne reprirent le travail, après un mois de lutte, qu'après avoir obtenu du patronat l'acceptation de l'arbitrage de la Commission mixte nationale; la grève s'était poursuivie du fait du

refus des maîtres de verreries de céder aux revendications de la Commission syndicale. Précisons que, comme dans le cas des métallurgistes, les travailleurs du bâtiment, de l'ameublement et des industries diverses de Thudinie n'étaient pas rattachés à la régionale du Centre, mais à celle du „Pays noir".

Il semble que les effectifs des syndicats de carriers ne furent pas affectés par la crise, en tout cas jusqu'au milieu des années '30. L'organisation des travailleurs du petit granit du Hainaut regroupait quelque 5 600 membres (dont la quasi-totalité des carriers sonégiens), la section de Lessines 3 500 environ et, dans l'arrondissement de Thuin, les petites organisations de La Buissière et Rance respectivement 400 en 1932 (après une forte augmentation) et 150. Les travailleurs de ce secteur furent encore entraînés dans de nombreux conflits par l'intransigeance de leur patronat, durant l'entre-deux-guerres. Ceux de Lessines cessaient le travail pendant huit semaines en 1926 pour s'opposer à une réduction de salaire de 22%. Les carriers d'Ecaussinnes, Marche et Feluy obtenaient en mars 1928 après dix jours de grève un réajustement de leurs salaires. En octobre 1929, les carrières de Soignies sont paralysées durant un mois pour une contestation sur le mode de payement; nouvelle grève en décembre 1930, de deux mois celle-là, par solidarité avec trois travailleurs licenciés. De février à juillet 1932, tout le bassin de Lessines est touché par une nouvelle grève pour une question salariale: c'est l'échec, après quatre mois de lutte, les salaires sont réduits et seule la moitié de l'ancien personnel est réengagée. Une certaine reprise se manifesta à l'été 1935 dans les carrières qui avaient été très durement atteintes par la crise. La Centrale de la Pierre en profita pour poser une série de revendications sur les salaires et la durée du travail: il en résulta plusieurs conflits dont le plus grave éclata aux Ecaussinnes fin juillet et s'étendit en août à Soignies et à Maffles, englobant 4 000 travailleurs au total; il prit fin au bout de deux mois par un compromis prévoyant une hausse des salaires et l'établissement d'une convention salariale. Tout comme les verriers, les carriers poursuivirent le mouvement de grève générale, après le 18 juin 1936, dans tout l'arrondissement de Soignies. Enfin, une dernière grande grève de longue durée affecta la région de Lessines de juin à octobre 1937 pour mettre fin aux violations de la convention salariale; malgré les sacrifices déjà consentis lors des conflits des années précédentes par le syndicat, celui-ci parvint à faire céder les patrons. C'est à la fin de cette année que mourut le „chef historique" des carriers, ERNEST MARTEL, ancien bourgmestre d'Ecaussinnes et ancien secrétaire national de la Centrale de la Pierre.

CHAPITRE 5.

L'ÉVOLUTION DES AUTRES FORMES DE L'ACTION SOCIALISTE

Nous terminerons cet examen du POB dans l'entre-deux-guerres par quelques notes sur les multiples autres organisations socialistes qui constituent alors, elles aussi, le Parti Ouvrier. On ne pourra hélas être qu'incomplet et parfois rapide, faute de sources suffisantes, mais une attention particulière sera accordée au problème des Jeunes Gardes qui nous ramènera sur le terrain de l'action strictement politique et de la crise dans le Parti.

1. MUTUALITÉS, GROUPES FÉMININS ET ACTION CULTURELLE

Le bourgmestre de La Louvière VICTOR GHISLAIN, qui avait succédé au lendemain de la guerre à ARTHUR JAUNIAUX au poste de secrétaire permanent de la Fédération des Mutualités socialistes du Centre, cédera cette fonction en 1934 à MAURICE ANDRÉ de Haine-St-Pierre. Ce dernier était déjà directeur administratif de la clinique de La Hestre depuis sa création, il le resta jusqu'à son décès en décembre 1936. Le directeur médical de l'institution avait également changé à cette époque: mort en février 1934, le Dr. BUREAU avait été remplacé par le Dr. GOFFIN. Le développement de la clinique socialiste (puis de ses services décentralisés de Thuin, Braine-le-Comte et Lessines) fut le principal sujet de préoccupation des Mutualités du Centre durant l'entre-deux-guerres; plusieurs fois, les cotisations furent augmentées en faveur de l'Institut médical pour en permettre le perfectionnement et l'agrandissement. Une quinzaine d'années après sa création, l'œuvre était reconnue comme modèle tant à l'étranger qu'en Belgique. Elle avait atteint en 1933, par exemple, plus de 40 000 consultations et 2 000 opérations chirurgicales en un an; dans le domaine de la lutte contre le cancer, elle obtenait des résultats supérieurs à ceux de la médecine privée.

La Fédération mutuelliste du Centre comptait environ 45 000 membres au début des années '30 (et celle du bassin de Soignies quelque 10 000). Elle en perdit ensuite, puisque ce chiffre était tombé à 40 000 en 1934. Elle avait alors des conventions avec plusieurs grandes Centrales syndicales (métallurgistes d'abord, mineurs et Centrale Générale ensuite) qui affiliaient automatiquement leurs membres à la Mutualité socialiste. Outre la clinique et un service médico-pharmaceutique (organisé en janvier 1927), les mutuelles socialistes offraient les services suivants: caisse primaire, allouant des indemnités pendant 3 mois; caisse de réassurance ordinaire, secourant à partir du 4e mois; caisse maternelle et caisse de décès, caisse de tuberculose (couvrant les frais de dépistage de la maladie, et de séjour préventif au sanatorium); caisse de cancer. Les mutualités participaient bien entendu au soutien moral et financier des autres œuvres du POB. Parmi celles, nombreuses, qu'elles contribuèrent à créer, figurent en bonne place les pharmacies coopératives („La Maison Mutualiste") dans le Centre – au début des années '20 – puis en Thudinie, à Erquelinnes d'abord, en 1930.

L'Action féminine était essentiellement mutuelliste dans le Centre, au travers des groupes de Femmes Prévoyantes. Il existait en 1923, dans l'arrondissement de Soignies, 22 sections de femmes affiliées à „La Femme Prévoyante" et ces sections constituaient deux Fédérations, l'une sous les auspices des Mutualités du Centre, l'autre dirigée par les Mutualités du bassin de Soignies. Elles menaient une propagande active dans plusieurs domaines, notamment les assurances sociales, la vie chère, l'assurance maternelle, etc. Un Comité régional d'action féminine fut constitué en décembre 1924 et son secrétariat confié à DE-

NISE DELAUNOIS. Les Femmes Prévoyantes inaugurèrent très tôt des colonies de vacances et elles ouvrirent au bout de quelques années le home „L'âge heureux". Par ailleurs, beaucoup de femmes militaient également au sein de la Ligue des Coopératrices du Centre, qui organisait des conférences et des excursions pour propager l'idée coopérative. En 1928, les responsables de ce mouvement se plaignaient amèrement du désintérêt des dirigeants des grandes coopératives du Centre pour leur action: ce manque de soutien expliquait, selon elles, que les Guildes de Coopératrices du Centre étaient alors les dernières du pays; les militantes auraient d'ailleurs souhaité être davantage associées à l'administration de leurs coopératives, entièrement dans des mains masculines. À la veille de la Seconde Guerre – après que les coopératives aient connu les déboires que l'on sait – la Ligue des Coopératrices du Centre ne comptait que 800 membres réparties en 31 Guildes. L'organisation des Femmes Prévoyantes avait beaucoup plus d'importance. Elles étaient près de 10 000 en mars 1936, 11 200 un an plus tard; en juin 1937, *Le Peuple* écrivait: „de l'aveu même des militantes nationales, la Fédération des FPS du Centre tient, et de loin, la première place dans la course aux effectifs". Parmi leurs activités, on rappellera l'organisation de conférences de propagande, l'aide aux enfants de chômeurs, et aux grévistes lors des grandes grèves, le soutien aux Espagnols pendant la guerre civile (elles hébergeaient 50 enfants à „L'Âge heureux" en 1938), l'ouverture d'un home de vacances à Nieuport... Il y eut beaucoup de dévouement pour le socialisme chez nombre de militantes à cette époque. Leur fut-il facile de se rallier aux arguments stratégiques qu'avança longtemps le POB pour retarder l'instauration du suffrage féminin?

Il y avait en 1924 au moins sept fanfares ou harmonies et une quinzaine de bibliothèques socialistes dans l'arrondissement de Thuin. Dans celui de Soignies, les principales communes des cantons de La Louvière, Soignies, Roeulx et Lessines étaient alors dotées d'une bibliothèque populaire; il existait des musiques socialistes dans chaque commune du canton de La Louvière et dans presque toutes celles du canton de Soignies, dans onze communes du canton de Roeulx, dans cinq du canton de Lessines et dans une du canton d'Enghien. Enfin, l'arrondissement ne comptait pas moins de trente cercles dramatiques socialistes. „C'est là un hommage à rendre aux militants du Parti Ouvrier qui ne se contentent pas de baser leur action sur les revendications matérielles, mais font aussi un puissant effort pour relever le niveau intellectuel du peuple", écrivait l'hebdomadaire de la Fédération sonégienne en 1924. Ce souci restera présent par la suite, certes, mais d'autres moyens d'action seront privilégiés. Le Conseiller provincial HORMEAU constatera en effet lors d'un Congrès régional d'éducation ouvrière en 1939 que les musiques et les cercles dramatiques sont „en défaillance" et qu'il y a une „régression regrettable" dans les bibliothèques des Maisons du Peuple. Par contre, d'autres domaines avaient été fortement développés depuis les années '20, notamment la formation des militants et la radio.

Un Comité Régional d'Éducation Ouvrière (CREO) avait été constitué dans le Centre en 1922 sous la présidence de JEAN SCHYNS (il demeura à la tête de l'organisme pendant quinze ans), avec FERNAND EMBISE pour secrétaire. Il ne disposait à ses débuts que de trop maigres subsides et d'un staff de conférenciers réduit, mais parvint à susciter la création de plusieurs sections locales dans les deux arrondissements; celles-ci organisaient des conférences avec partie récréative, le CREO se chargeant des cours dans les „Écoles socialistes". En 1928-29 par exemple, seize cours furent donnés dans le Centre (dont huit dans des écoles locales et six pour les candidats aux élections) ainsi que cent quatre conférences dans les Cercles d'études ou sous les auspices de l'Extension

socialiste. Le CREO étendait son activité, en principe, dans la région de Thuin mais celle-ci fut en fait pendant longtemps quelque peu négligée. Un Comité régional propre à l'arrondissement de Thuin ne fut mis en place qu'au début de 1938 semble-t-il – dans le cadre de la vaste campagne de recrutement de 100 000 nouveaux membres pour le Parti. C'est à ce moment aussi que le CREO du Centre ouvrit une École Permanente à la Maison du Peuple de Jolimont (les cours débutèrent en janvier 1938 avec une centaine d'inscrits, ce qui dépassait les espoirs). Les socialistes thudiniens firent de même en février: l'„École socialiste de Thudinie" était installée à Anderlues. Dans les deux cas, les cours se donnaient chaque samedi ou dimanche; les militants y recevaient des leçons d'histoire économique et sociale, d'économie, de psychologie et d'une manière générale sur tous les problèmes ouvriers.

Enfin, un autre organisme qui connut un certain succès dans le Centre est la RESEF. Créée fin septembre 1929, la „Radio Émission Socialiste d'Expression Française" avait pour but de contribuer à l'éducation des travailleurs par la radio, et de répandre l'usage de cette dernière dans la classe ouvrière; elle était présidée, au niveau national, par GASTON HOYAUX. La radio-diffusion d'émissions socialistes était évidemment un bon moyen de propagande ainsi que le recrutement et l'organisation des „sans-filistes" dans les rangs socialistes. La RESEF-Centre comptait 19 sections et 850 membres lorsque son comité fut réorganisé en 1934 et le secrétariat confié à NESTOR CANON d'Anderlues; son rayon d'action s'étendait à la Thudinie, au bassin de Soignies et même à la région nivelloise. Ses effectifs augmentèrent d'année en année, ils s'élevaient à 2 500 membres en 1938.

2. L'ÉVOLUTION DES JEUNES GARDES

De l'avis même du secrétaire fédéral YVON TRICOT (dans son rapport de 1931), les mouvements de jeunesse socialiste – comme ceux d'éducation ouvrière – végétaient dans l'arrondissement de Thuin. Sans être inexistantes, les JGS de Thudinie n'auront jamais l'importance de ceux du Centre, lesquels depuis toujours, fournissaient un des plus fort contingents de membres à la Fédération nationale (il existait une autre Fédération régionale de jeunesse dans l'arrondissement de Soignies, pour Lessines). Ce mouvement de jeunesse socialiste du Centre, „puissant, bien dirigé et d'une activité exemplaire" (selon JOSEPH MARTEL) fut doté dès 1931 d'un secrétariat permanent grâce au concours de toutes les branches du socialisme régional. Ce secrétariat s'occupait non seulement des JGS (et de leurs sections féminines) mais aussi de toutes les autres organisations de jeunesse (cercles sportifs, gymniques, de loisirs, etc.).

Les JGS du Centre étaient particulièrement actifs dans la lutte antimilitariste (le mouvement JGS s'était prononcé en 1930 pour le désarmement, même unilatéral). Leur secrétaire, CAMILLE VANEUKEM, ainsi que HECTOR ROLAND furent tous deux condamnés en octobre 1933 (respectivement à cinq et quatre mois de prison) pour avoir, dans des meetings, incité les soldats à la désobéissance – en les poussant à retourner leurs armes contre leurs chefs si ceux-ci leur ordonnaient de tirer sur des grévistes. Après une autre condamnation, ROLAND entra en prison en février 1935; il était devenu, depuis 1934, président national des Jeunes Gardes et s'était déjà fait remarquer à plusieurs reprises par ses prises de position radicales (ainsi lors de la discussion du Plan au Congrès national JGS de décembre 1933, lorsqu'il avait déclaré que le Plan ne pourrait se réaliser en restant dans la légalité). Les Jeunes Gardes furent les „bataillons de choc" de la propagande pour le Plan du Travail. Dès lors c'est avec difficulté qu'ils accepteront la participation gouvernementale en 1935 puisque le programme de la tripartite ne reprenait évidemment pas „tout le

Plan" comme le souhaitaient les slogans diffusés depuis des mois. Au Congrès de la Fédération de Soignies, HECTOR ROLAND parla de „reculade" et désapprouva la décision des dirigeants du POB. Les JGS de Thudinie, eux, marquèrent leur accord sur la collaboration au ministère – mais cette Régionale était en bien piètre état puisque ses animateurs envisageaient même sa suppression et se demandaient en tout cas si une action JGS était encore possible en Thudinie. Le Comité national des JGS, après avoir songé à combattre ouvertement la participation socialiste au gouvernement, s'inclina finalement devant la volonté du Congrès du Parti mais tout en rappelant son opposition de principe. Dès ce moment, les Jeunes Gardes ne sont donc plus vraiment sur la même longueur d'ondes que le Parti; cela ne fera qu'empirer par la suite.

Lorsqu'en octobre 1935, le POB envisage de relancer la propagande pour le Plan, le Congrès des JGS du Centre montre implicitement qu'il ne souhaite pas que l'on s'en tienne à ce seul type d'action: „la seule lutte efficace pour la classe ouvrière est la lutte pour ses revendications immédiates (...) normalisation des salaires, minimum des salaires, organisation d'un système complet d'assurances sociales, etc." Les JGS du Centre franchissent un pas de plus lorsqu'au lendemain de la grève générale, en juillet 1936, ils réalisent l'unité organique avec les Jeunesses Communistes de la région. ALFRED BOITTE, le secrétaire des Jeunes Gardes du Centre, signe dans le *Peuple* un article pour le Front Populaire. Celui-ci est dans l'air au niveau national, en ce qui concerne JGS et JC, des contacts ont lieu entre les dirigeants des deux mouvements pour leur unification. La direction du Parti voit très mal le mouvement qui se dessine, et a déjà pris corps dans le Centre. En novembre, le Congrès des JGS du Centre vote enfin la fusion avec les JC, par 840 voix contre 15 et 33 abstentions; un nouveau Comité est élu, comprenant 8 JGS et 5 ex-JC. Les Jeunes Gardes insistent sur le fait que ce sont les Jeunes Communistes qui s'intègrent à la JGS et non l'inverse, puisque le mouvement ne reconnaît que le POB comme expression politique du mouvement ouvrier. Mais les choses n'étaient pas si simples et il sera bientôt question, au niveau national, de permettre aux JGS d'être affiliés soit au POB, soit au PC. Cette fois, la Fédération du Centre n'est pas d'accord: elle souhaite que soit maintenue l'obligation pour tout JGS de militer au Parti Ouvrier. Un Congrès national, au début d'août 1937, en décide autrement; les JGS du Centre s'inclinent, par discipline: en restant membres de la Fédération nationale, ils acceptent la décision du Congrès autorisant l'affiliation des Jeunes Gardes Unifiés à l'un ou l'autre Parti prolétarien, ce que les dirigeants du POB ne peuvent bien sûr laisser passer. Le député de Thuin MAX BUSET sera chargé de la contre-attaque.

BUSET publiera plusieurs articles sur „la faillite des JGS", devenus selon lui „une forme de noyautage organisé au sein du Parti". Il déplore la poursuite du „mythe unitaire" et se réjouit de ce qu'elle ne fasse pas l'unanimité au sein des Jeunes Gardes, comme le prouve la décomposition du mouvement, déserté par un nombre croissant de jeunes militants. Via les JGS, poursuit BUSET, les communistes tentent de s'installer dans le POB pour y prendre „une attitude d'opposition constante, agressive, intrigante, destructrice de l'autorité du Parti". Il faut y mettre un terme. Fin août, le Conseil général décide l'incompatibilité entre la qualité de membre des JGS et l'affiliation à un parti autre que le POB; il désigne en même temps BUSET comme responsable de la Commission qui devra régler le problème des jeunes. Le Congrès des Jeunes Gardes du Centre approuvera le Conseil général, fin septembre, autrement dit la rupture avec les communistes. Evidemment, l'épisode unitaire puis son arrêt par la direction du Parti, toutes les controverses autour des JGS n'avaient pas été bénéfiques pour le mouvement. Il

fallut réorganiser celui-ci, renouveler les Comités, réorienter l'action. En ce qui concerne les arrondissements de Soignies et de Thuin, il semble que c'est dans les régions où les Jeunes Gardes avaient été jusque-là nettement moins dynamiques que les meilleurs résultats furent obtenus: la Fédération thudinienne et celle du bassin de la Pierre (Braine-le-Comte, Ecaussinnes, etc.) avaient été réactivées au printemps 1938.

L'évolution des Jeunes Gardes dans le Centre durant les années '30 n'est qu'un des multiples aspects de la crise interne du Parti Ouvrier. Crise de confiance entre militants et dirigeants au sein des organisations syndicales, difficultés parfois très graves pour les coopératives, tensions dans le Parti autour de la collaboration gouvernementale, de la politique étrangère et espagnole en particulier, des rapports entre communautés même, enfin plus fondamentalement et d'une manière générale entre réformistes de plus en plus immobilistes, partisans d'une radicalisation de l'action, tenants d'un „socialisme national" aux contours inquiétants... Sans omettre les conflits de personnes, les critiques contre les cumuls de mandats, etc., que GASTON HOYAUX évoquait déjà après les grèves de 1932, ni les reculs électoraux successifs pendant la décennie. Certes, le Parti Ouvrier était devenu une puissance, et une puissance dont la classe ouvrière du Centre „rouge" pouvait apprécier les réalisations, mais il avait pu mesurer ses faiblesses au cours des années '30. La Seconde Guerre allait précipiter l'indispensable réorganisation.

APERÇU BIBLIOGRAPHIQUE

Sur les divers aspects de la politique intérieure belge de 1914 à 1940, on verra C.H. HÖJER, *Le régime parlementaire belge de 1918 à 1940* (réédité par le CRISP en 1969), ou les études de H. HAAG et J. WILLEQUET dans l'*Histoire de la Belgique contemporaine* (1979, p. 13-134), ainsi que celle de A. CORDEWIENER („Une Wallonie socialiste") dans *La WALLONIE. Le pays et les hommes*, t. II, 1976, p. 273-283. On trouvera les résultats électoraux détaillés dans R. EVALENKO et col., *Atlas des élections belges 1914-1954*, et des éléments biographiques sur les parlementaires dans P. VAN MOLLE, *Le Parlement belge 1894-1972* (2e éd.); des notices sur plusieurs militants figurent aussi dans *La Belgique active. Province de Hainaut*, 1934. Pour les coopératives, nous renvoyons à la 3ème partie de l'ouvrage déjà cité de V. SERWY, portant sur l'entre-deux-guerres. Nous signalons ici plusieurs synthèses utilisées particulièrement pour cette période mais portant parfois aussi sur d'autres époques: J. BONDAS, *Histoire de la Centrale des Métallurgistes 1887-1947;* L. DELSINNE, *Le mouvement syndical en Belgique*, 1936; N. DETHIER, *Centrale syndicale des travailleurs des mines de Belgique 1890-1950;* E. SPELKENS, *Histoire de la Centrale des Métallurgistes avant 1940*, mémoire ULB, 1973. Il faut souligner trois articles particulièrement intéressants parus dans la *Revue belge d'Histoire contemporaine:* A. PLETINCKX, „Le POB dans la première phase de la crise économique, 1930-1933" (1976, p. 273-327 et 1977, p. 237-289); H. SCHOETERS, „Les interventions de crise et les collusions politico-financières entre 1930 et 1940", qui traite de la BBT (1976, p. 426-443); J. GOTOVITCH, „La Belgique et la guerre civile espagnole: un état des questions" (1983, p. 497-532).

On trouvera des informations sur les Maisons du Peuple de 18 communes des arrondissements de Thuin et Soignies dans les t. 3, 4 et 5 de

l'*Inventaire visuel des Maisons du Peuple* de Bruxelles et de Wallonie publié en 1983 par les Archives d'Architecture moderne. On a à nouveau eu recours, systématiquement, aux *Rapports* et aux *Comptes rendus* des Congrès du POB pour toute l'entre-deux-guerres; jusqu'à la fin des années '20, ceux-ci contiennent généralement un résumé des rapports fédéraux annuels – dont nous ne disposions pas, sauf celui de 1921 pour Soignies, et surtout, le volumineux *Rapport général de la Fédération thudinienne pour 1919-1923.* Nous avons également pu consulter (grâce à J.M. DUBRAY d'Erquelinnes) une collection de l'hebdomadaire fédéral thudinien *L'Éclaireur socialiste* pour 1922 à 1926, ainsi que divers documents (lettres et circulaires) de la même époque émanant des organisations socialistes de cette région. Pour Soignies, nous disposions encore de la collection quasi complète des procès-verbaux des séances du Comité fédéral. Nous avons complété ces diverses sources par un dépouillement systématique du *Peuple* à partir de 1928 jusqu'en 1939. En ce qui concerne les syndicats, beaucoup de données ont été extraites de la revue *Le Mouvement syndical*, dépouillée pour toute l'entre-deux-guerres – de même que les *Rapports* annuels de la Commission syndicale. Nous avons fait usage des archives des coopératives régionales conservées à l'Institut EMILE VANDERVELDE. Enfin et sans pour autant être complet, nous signalons trois ouvrages de G. HOYAUX qui furent fort utiles: *Dans le Centre rouge. Quelques interviews sur les mouvements coopératif, mutuelliste, syndical et politique* (1921), *Deux œuvres ouvrières: le „Progrès" et l'Union des Coopératives* (1928), *Les grèves dans le Centre* (1932).

6 Une étape tragique: la seconde occupation

LES ARMÉES ALLEmandes envahissent le pays le 10 mai 1940. Le lendemain à 17 heures à la Maison du Peuple de Houdeng-Goegnies, le Comité de la Fédération du POB de Soignies tient ce qui sera sa dernière réunion, sous la présidence d'EMILE SCHEVENELS. La vingtaine de présents décident de brûler les archives, de ne conserver en les plaçant en lieu sûr que les livres de procès-verbaux, et se séparent après avoir accordé les pleins pouvoirs au Comité exécutif pendant la durée des „événements". Dix-huit jours après le déclenchement de l'attaque allemande, LÉOPOLD III capitule de son propre chef et, rompant avec ses ministres, refuse de suivre le gouvernement à l'étranger pour poursuivre la lutte, soi-disant pour partager le sort de ses soldats captifs. On sait ce qu'il en fut par la suite de l'attitude royale... Au début du mois de juillet, le président du Parti Ouvrier, HENRI DE MAN, dans un Manifeste, déclare le rôle politique du POB terminé. Il recommande aux militants d'accepter le fait de la victoire allemande, de ne pas résister mais de se préparer à entrer dans un mouvement de „résurrection nationale", un Parti unique uni autour du Roi... En novembre, aboutissement de tractations poursuivies depuis août entre certains dirigeants syndicaux et avec l'occupant, un accord est conclu pour la formation d'un syndicat nouveau, l'Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels (UTMI). Cette organisation collaboratrice recueillera la plus grande partie de ses adhérents en Flandre: 92 000 contre 17 000 en Wallonie (chiffres de 1942), dont près de 4 000 dans le Centre. C'est que BÉVIE, le permanent de la Centrale des Mineurs, a entraîné celle-ci dans l'UTMI – après avoir lui-même participé aux diverses étapes de sa formation.

Mais il y avait une activité, et quelle activité, menée par des militants socialistes dans la clandestinité. Nous ne pouvons hélas faire ici l'histoire détaillée de la Résistance socialiste dans la région, mais il s'impose d'en rappeler quelques faits saillants. Et

d'abord qu'HECTOR ROLAND, l'ancien président national des Jeunes Gardes, sera un de ceux qui lanceront le mouvement en Hainaut; avant la fin juin 1940, il a pu entrer en contact avec les militants liégeois et bruxellois décidés à poursuivre la lutte et fixer avec eux les objectifs immédiats, notamment convaincre d'autres camarades de reprendre eux aussi le combat, avec tous les dangers que cela comportait. Cela fut fait et rapidement l'action illégale socialiste prit une certaine consistance. Publication et diffusion de tracts, de papillons, de journaux clandestins puis, au fil des ans, organisation de coups de main sur les centres de ravitaillement, les bureaux de timbres, etc., actes de sabotages industriels, espionnage au profit des Alliés. Mais aussi travail de réflexion et de réorganisation pour l'avenir: le mouvement socialiste clandestin tient un Congrès en septembre 1941 à l'Auberge de Jeunesse de Burnot-Rivière. GASTON BAUDOUX et HECTOR ROLAND de La Louvière, JOSEPH PAINBLANC de Thuin y participent. C'est là que le mouvement décide de se dénommer désormais Parti Socialiste Belge, de travailler sur base de trois centrales (Bruxelles, Wallonie, Flandre) et de constituer des Commissions qui mettront au point les programmes du nouveau Parti. Celui-ci choisit de centrer son action sur la presse clandestine et le soutien matériel qu'elle requiert;pour ce qui est de l'action directe, les militants socialistes agissent au sein des divers mouvements de résistance armée.

Bien des militants payeront chèrement leur participation courageuse à la lutte contre les nazis. L'ancien secrétaire des JGS du Centre devenu dirigeant de la Centrale d'Éducation Ouvrière à Bruxelles, CAMILLE VANEUKEM, avait été parmi les premiers résistants et joua un rôle primordial dans l'organisation du mouvement socialiste clandestin; c'est dans le Centre qu'il avait édité quelque temps son journal *L'Espoir*: arrêté en novembre 1941, il mourra à Mauthausen. GASTON BAUDOUX, secrétaire adjoint de la Centrale des Métallurgistes du Centre, meurt à la prison de St.-Gilles en avril 1944 cinq mois après son arrestation. RENÉ CASTERMAN décédera en captivité, plusieurs socialistes de la région de Lessines également (les camarades DEVOGHEL, RIVIÈRE, STEKKE, PONCHAUT...). BULTIEAU, SCHEVENELS qui avaient réorganisé le Parti dans cette région furent arrêtés. Dans le Centre, parmi de très nombreux autres, PIERRE CLERBOIS et le député GASTON HOYAUX furent déportés dans les camps de concentration. Les quelques noms cités dans les lignes qui précèdent ne peuvent refléter que partiellement les sacrifices consentis durant cette période tragique par des centaines et des centaines de militants. Le PSB vécut alors „les quatre années les plus difficiles, les plus exaltantes mais aussi les plus glorieuses de son existence (...) non seulement l'honneur du Parti était sauf, mais il pouvait se prévaloir de la grande place qui fut la sienne dans la lutte pour la libération nationale" (*Les Fastes du Parti*, P. 175). Cette lutte, des socialistes y participèrent aussi en dehors du pays occupé, à Londres, comme ROGER ROCH, GEORGES KEUWET ou MAX BUSET. Le député de Thuin, que l'on a vu s'opposer dès avant la guerre aux tendances demanistes, avait rejoint l'Angleterre avec CAMILLE HUYSMANS en juin 1940. Avec d'autres figures marquantes de la gauche du Parti, il signera un contre-manifeste dénonçant les „conseils de trahison" de DE MAN. Il créera plus tard, à la BBC, un personnage imaginaire (EMILE VALENTIN) qui devint un symbole de la résistance ouvrière à l'oppression, personnage auquel il adressait des exhortations, des conseils, des consolations dans ses émissions radio.

La résistance ouvrière, elle se manifestera aussi, dans le Centre comme ailleurs, dans d'innombrables actes de sabotage de la production, dans de nombreux arrêts de travail dirigés surtout contre le manque de ravitaillement, dans les renseignements fournis aux Alliés sur la production destinée à l'Allemagne. Ainsi au „Grand Atelier" de Haine-St-Pierre (Forges, Usines et Fonderies), toutes les fabrications et fournitures à l'ennemi sont recensées par les membres de la Résistance travaillant dans l'usine et transmises via les services de renseignements; les ouvriers mués en espions détaillent dans leurs communications les objectifs précis à bombarder, et formulent des recommandations pour que les bombardements épargnent le personnel. Un exemple fameux d'un mouvement de grève – bien entendu illégal à ce moment – sous l'occupation est fourni par les travailleurs de Baume-Marpent. Le 19 septembre 1942, sous la conduite de leurs délégués, les 800 ouvriers de l'usine cessent le travail après une vaine entrevue avec leur directeur: ils réclament une hausse salariale, pour pouvoir survivre un peu plus décemment. Appelés par la direction, les policiers allemands envahissent l'usine. Les délégués poussent les jeunes travailleurs à se réfugier sur les toits et à y rester. Les ouvriers tiendront bon deux jours encore puis il leur faudra céder devant la force. Tous seront punis d'une amende d'une demi-journée de salaire pour chaque jour de grève... Les quatre années d'occupation seront pénibles tant sur le plan matériel que moral pour la classe ouvrière du Centre. Les grands bombardements alliés de 1941 endommageront gravement plusieurs usines de la région, tout en faisant plusieurs centaines de morts et de blessés dans l'agglomération louviéroise[10].

Les temps sont diffciles pour les œuvres socialistes. L'action politique ne peut se poursuivre que dans la clandestinité et, en dehors de l'UTMI, il n'est plus question non plus d'action syndicale à visage découvert. Les mutualités se sont bien sûr vu interdire de s'immiscer dans d'autres domaines que le leur et d'avoir des rapports avec d'anciens dirigeants syndicaux; au début de 1942, les Allemands placent un Commissaire à la tête de la Fédération des Mutualités du Centre et de sa clinique. En juillet 1942, toutes les coopératives avaient été placées elles aussi sous commissariat allemand. Par suite du rationnement, le montant de leur production et de leurs ventes s'était réduit considérablement. Dès mai 1940, le „Progrès" est contraint de ne plus desservir, dans ses tournées, plusieurs localités trop éloignées de Jolimont. Les ventes de pains tombent à quelque 30% seulement du chiffre de 1939, celles de pâtisserie disparaissent quasiment (1939: 1,5 million; 1943: 13 000 F). L'exploitation des deux cinémas doit être cédée à un particulier (en fait, un employé de la coopérative qu'une convention secrète liera à celle-ci). Le nombre de ménages clients de la boulangerie, qui était de 21 000 à la veille de la guerre, est tombé à 8 370 en 1984, soit une perte de 59%. La société a alors besoin d'un appui financier, chaque exercice se clôturant par un solde négatif très important. Dans ces conditions, le payement des pensions devient une charge excessive, le maintenir tel quel serait contraire à la sauvegarde des intérêts de l'ensemble des membres puisque l'on entamerait l'avoir collectif: le „Progrès" se résoud donc à remplacer le montant des pensions par des bons de marchandise comme l'y autorisent ses statuts. La situation des autres coopératives n'est pas plus facile. Les Magasins Généraux subissent eux aussi une chute verticale de leurs ventes par suite du rationnement, il leur faut renoncer à alimenter certaines communes, deux de leur quatre boulangeries (Nismes et Thuin) cessent leur activité; la société a en outre subi des dommages de guerre pour plus de 3,5 millions, par suite de pillages importants (il s'en produisit également à Jolimont) et de destructions. Mais ces problèmes ne sont-ils pas, tout bien pesé, peu de choses en regard des souffrances des victimes du nazisme, et particu-

[10] *On verra à ce sujet l'ouvrage de G. PLACE et P. VANBELLINGEN, Les bombardements alliés de 1944 dans le Centre (ainsi que les pages de P. VANBELLINGEN sur Baume-Marpent dans Nos industries au passé).*

lièrement de ceux tombés dans le combat pour la libération?

En septembre 1944, le Bureau du Parti issu de la clandestinité – qui s'ouvrira aux anciens membres „restés dignes" et aux hommes rentrés de Londres – organise une épuration interne et, surtout, le redémarrage des activités au grand jour. Des décisions capitales pour l'avenir sont prises, résultat des longues discussions qui ont eu lieu entre résistants socialistes sous l'occupation, et notamment le principe de l'affiliation individuelle au PSB. Désormais, les coopérateurs, syndiqués, mutualistes, etc. ne seront plus *ipso facto* membres du Parti; chaque branche de l'action socialiste sera autonome. Au-delà du changement de nom, c'est donc un Parti singulièrement différent de celui d'avant-guerre que nous allons suivre maintenant.

APERÇU BIBLIOGRAPHIQUE

Les données ci-dessus ont été glanées dans divers ouvrages et documents signalés par ailleurs à la fin des IVe et Ve parties, et dans les trois études suivantes: CH. RAHIER, *La Résistance socialiste 1940-1944*, dans *Les Fastes du Parti 1885-1960*, p. 145-175; J. GOTOVITCH, „Ruptures et continuités: personnel dirigeant et choix stratégiques socialistes de la clandestinité à la Libération", dans *Socialisme*, juil.-août 1984, p. 305 et svtes; J. GOTOVITCH et J. GERARD-LIBOIS, *L'An 40. La Belgique occupée.*, 1970.

7 Le PSB, de la libération à la réforme de l'Etat 1945/1970

DANS UN ARTICLE récent (*Socialisme*, juillet-août 1984), JOSÉ GOTOVITCH a analysé les choix stratégiques socialistes à la Libération et, parlant du personnel dirigeant du Parti, montré qu'à ce moment un seul homme de grand format émergeait, ACHILLE VAN ACKER: or celui-ci était „à l'opposé même des grands élans politiques, idéologiques et sentimentaux, de la radicalisation qui embrasent alors les militants". Sur le plan stratégique, de nombreux projets envisagés dans la clandestinité furent alors, par la force des circonstances, évacués. La centrale wallonne du PSB clandestin avait opté en juillet 1943 pour le fédéralisme (une Commission des affaires wallonnes s'était réunie ensuite pendant un an, à Liège, et avait élaboré un *Projet d'instauration du fédéralisme en Belgique).* Mais VAN ACKER mettra l'accent sur l'unité du Parti et l'unité dans le pays: le fonctionnement interne de type fédéraliste est abandonné à la Libération. On va le voir dans la suite de cette synthèse: les oppositions, les tensions même, entre socialistes du nord et du sud seront fréquentes et, bien souvent, la structure unitaire du PSB jouera au détriment des aspirations d'une partie puis d'une majorité des socialistes wallons. Ceux du Centre seront à plus d'une reprise concernés par ce phénomène, particulièrement dans les années '60.

Dans cette dernière partie, c'est encore de l'histoire du Parti qu'il sera bien sûr question. Bien que coopératives, mutualités et syndicats n'en fassent désormais plus partie en tant que tels, on veillera cependant à évoquer au fil du récit les grands traits de l'évolution des autres branches de la (future) Action Commune socialiste. Mais celles-ci constituant dès 1945 des mouvements autonomes, en dehors du Parti Socialiste, elles ne seront plus traitées d'une façon aussi systématique que précédemment.

CHAPITRE 1.

LES PROBLÈMES DE L'APRÈS-GUERRE

Il est un problème majeur de l'après-guerre qui ne sera résolu qu'en 1950, la question royale. Le Souverain avait été libéré (en Allemagne) en 1945 mais il ne se trouvait pas de majorité politique pour voter la fin de „l'impossibilité de régner" et par là celle de la Régence de son frère CHARLES. Les partis de gauche, dont le plus puissant le PSB, ne voulaient pas d'un retour du Roi sur le trône en raison de son attitude attentiste, neutraliste même, pendant l'occupation. Tout comme les réactions flamandes et wallonnes avaient été différentes durant la guerre d'une manière globale – et quoi qu'en disent certains aujourd'hui – il était naturel de voir le PSC (héritier du Parti Catholique), ancré principalement en Flandre, souhaiter lui que LÉOPOLD III retrouve ses pouvoirs comme si de rien n'était. La solution de l'affaire royale fut retardée pendant plusieurs années, mise en veilleuse même entre 1947 et 1949, et sans nier son existence bien sûr nous n'en parlerons pas à présent.

1. L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE: RECONSTRUCTION ET RÉORGANISATION

Les Fédérations socialistes de Soignies et de Thuin reprennent leurs activités dès les premières semaines de la Libération. Leurs secrétaires permanents vont changer; HECTOR ROLAND à Soignies, et JOSEPH PAINBLANC à Thuin, deux hommes issus de la Résistance socialiste, seront chargés des destinées du Parti dans le Centre. Le PSB tient son premier Congrès, le *Congrès de la Victoire* en juin 1945. Depuis février, VAN ACKER est à la tête du gouvernement. Le Congrès abordera les débats fondamentaux en cours dans le mouvement socialiste, approuvera les décisions prises depuis septembre 1944 (principe de l'affiliation individuelle, structure unitaire, etc.), examinera les grands problèmes qui se posent au pays: la nécessaire épuration de l'incivisme, la satisfaction des exigences du monde du travail, les énormes difficultés économiques provoquées par une pénurie générale, notamment le manque de charbon. Le Premier Ministre s'était lancé avec énergie dans „la bataille du charbon", il avait créé un cabinet spécial et pris des mesures pour rétablir la production, ce qui fut réalisé progressivement, avec succès. Après le départ des catholiques du gouvernement, en juillet 1945 (en raison du désaccord sur la question royale), VAN ACKER forme un nouveau cabinet avec la participation de Ministres issus d'une nouvelle formation politique de tendance démocrate-chrétienne, l'UDB (Union Démocratique Belge). En octobre, MAX BUSET est élu à la présidence du Parti. Désormais et jusqu'à son décès en 1959, on pourrait presque dire que, assez naturellement, la Fédération de Thuin – dans laquelle BUSET jouait déjà un rôle majeur avant la guerre – épousera les thèses de la direction du PSB. BUSET tint d'ailleurs à continuer à présider la Fédération thudinienne, bien qu'elle soit alors une des plus petites du pays. ALEXANDRE ANDRÉ présidera, lui, celle de Soignies.

En novembre 1945, *L'Éclaireur* reparaît (pour quelques mois seulement), sous la direction de BUSET, en tant qu'organe commun aux deux Fédérations de Soignies et de Thuin. Comme ailleurs dans le pays, celles-ci ont pu enfin se restructurer et recruter des affiliés selon le nouveau système. En raison de celui-ci, le nombre de membres sera bien moins élevé qu'avant 1940: beaucoup de syndiqués, de coopérateurs ou de mutuellistes n'ont pas franchi le pas de l'inscription au Parti politique. Nous disposons des chiffres de 1946 pour la seule Fédération de Soignies: elle compte alors 5 497 membres, dont 2 309 dans le canton de Roeulx, 1 722 dans celui de La Louvière, 701 à Soignies et 680 à

Lessines, enfin 85 seulement dans le canton d'Enghien. À titre indicatif, celle de Thuin ne comptait que 1 000 inscrits à la fin de 1944… Les élections générales de février 1946 permettront aux socialistes du Centre de constater l'audience qui est encore la leur. Ce scrutin avait été retardé d'abord en raison de la poursuite de la guerre jusqu'en mai 1945, ensuite pour permettre aux diverses formations politiques d'élaborer leurs programmes et de se restructurer, enfin par crainte d'une trop forte poussée communiste si l'élection avait eu lieu très vite dans la foulée de la Libération. Cette poussée aura bien lieu, comme on s'y attendait. Elle sera fort importante dans les régions industrielles wallonnes: ainsi, l'arrondissement de Soignies aura un élu communiste. Quant aux socialistes, ils retrouvent à peu de choses près leurs pourcentages de 1939, tant au niveau national (69 députés élus, contre 92 catholiques, 17 libéraux et 23 communistes) que dans les arrondissements de Thuin et Soignies.

GASTON HOYAUX et EMILE SCHEVENELS étaient l'un et l'autre réélus député à Soignies; JULES ROLAND n'avait pas été repris sur la liste socialiste pour le Sénat, c'est le bourgmestre de Houdeng-Goegnies (et jusque-là conseiller provincial) LÉON DURAY qui le remplaça à la Haute Assemblée. MAX BUSET retrouvait son siège à Thuin bien sûr; mais son collègue ERNEST PETIT était décédé en 1942: GASTON JUSTE fut confirmé en tant que second député socialiste de l'arrondissement. Le bourgmestre de Lobbes LOUIS BERNARD fut réélu au siège de sénateur qu'il occupait depuis 1936. Aux élections communales de novembre suivant, le PSB remportait 152 sièges dans l'arrondissement de Soignies et 111 dans celui de Thuin; sous la conduite de CHARLES DELIÈGE, les socialistes renversaient à cette occasion la majorité catholique qui dirigeait la ville de Binche depuis 80 ans (elle fut remplacée par une alliance anticléricale): un point noir sur la carte du Hainaut socialiste était effacé. À première vue, les

TABLEAU 11

Pourcentages obtenus aux élections de 1946 (Chambre)

SOIGNIES	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques	UDB
Arrondissement	47,7%	20,8%	9.8%	2,7%	
C. de La Louvière	54,2%	23,4%	7,2%	10,7%	3,9%
C. de Roeulx	51,7%	22,7%	5,4%	18,4%	1,8%
C. de Soignies . . .	48,9%	16,2%	10,1%	23,2%	1,7%
C. d'Enghien	32,3%	14 %	15,2%	36,3%	2,7%
C. de Lessines . . .	36,7%	22,6%	17,3%	20,2%	3,2%

THUIN	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques	UDB
Arrondissement	36,7%	22,5%	10,4%	26,5%	3,9%
C. de Binche	44,4%	27,1%	7,2%	17,8%	3,3%
C. de Thuin	28,6%	22,6%	14 %	28,7%	6 %
C. de Merbes	41,4%	19,9%	10,1%	24,4%	4,2%
C. de Beaumont . .	19,7%	10,9%	18,5%	48,5%	2,4%
C. de Chimay	21,6%	13,9%	13,8%	46,3%	4,3%

socialistes n'avaient donc pas à être mécontents de leurs positions dans le Centre. On aurait tort de le croire pourtant: en fait, la vie socialiste dans la région n'était plus que l'ombre de ce qu'elle avait été avant la guerre. Le 1er mai 1947 en fut la preuve.

Au contraire des autres régions, en raison du morcellement administratif, il n'y avait pas dans le Centre de manifestation régionale de masse à l'occasion du 1er mai; *Le Peuple* s'en plaignait presque chaque fois dans les années '30, car l'organisation de quantité de cortèges et meetings locaux faisait moins d'effet qu'un grand rassemblement en un point central comme c'était le cas ailleurs. Au lendemain du 1er mai 1947, MAX BUSET conviait une quinzaine de responsables socialistes du Centre (dirigeants des Fédérations politiques mais aussi de la coopérative, des mutualités et du mouvement syndical) pour qu'officieusement ils fassent le point et voient ce qu'il leur serait possible de faire, à titre personnel, pour ranimer la vie socialiste dans le Centre. Le président du Parti était net: „la piteuse exhibition syndicale qui a tenu lieu de manifestation régionale du 1er mai dans le Centre ne permet plus aucun doute quant au recul sinon au déclin du socialisme dans notre région. Il me semble qu'il est plus que temps que nous tentions quelque chose pour enrayer ce mal". Ce témoignage non suspect est suffisamment révélateur des difficultés que rencontraient en fait les responsables socialistes dans le Centre à cette époque. Ils étaient confrontés semble-t-il, entre autres, à un problème de rajeunissement, de renouvellement des cadres et même des militants. C'est ce qui ressort en tout cas d'une revue de la situation des sections PSB dans les cantons de La Louvière et de Roeulx effectuée par HECTOR ROLAND en 1951 (parue dans *Le Miroir*, Bulletin d'information à l'usage des militants): le secrétaire fédéral déplore que beaucoup de sections n'aient pas encore retrouvé leur vitalité d'avant-guerre, que parfois les jeunes y soient „littéralement noyés" parmi les anciens voire totalement absents, que dans certains cas des querelles de personnes nuisent à l'action militante. Sans doute fallut-il encore quelque temps avant que ces difficultés ne soient résorbées.

Le mouvement syndical connaît également des problèmes dans les premières années de l'après-guerre, et c'est probablement aussi un des facteurs d'explication du malaise constaté dans la vie socialiste. Il est sorti de la clandestinité profondément divisé. Certains militants sont restés fidèles à la tendance d'avant-guerre, à l'ancienne Confédération Générale du Travail (qui avait remplacé la Commission syndicale en 1937), d'autres animent les Comités de lutte syndicale, d'inspiration communiste, d'autres enfin appartiennent à la tendance symbolisée par ANDRÉ RENARD, celle du Mouvement Syndical Unifié – sans parler bien sûr des organisations chrétiennes. Ces dernières refuseront les propositions d'unité syndicale que leur feront les autres groupes. Dans le Centre comme ailleurs, de multiples réunions ont lieu dans les premiers mois après la Libération pour parvenir à des accords au sein de chaque secteur professionnel. Ce ne sera pas facile partout. Chez les métallurgistes, un Comité exécutif sera constitué assez tôt; sa composition reflète la répartition des forces en présence: il comprend 11 membres issus du MSU et seulement 8 de la tendance CGT d'avant guerre; deux secrétaires sont élus avec des pouvoirs égaux, MORESCO (qui vient du MSU) et GEORGES HAINE.

En avril 1945, un Congrès syndical national décide la création de la Fédération Générale du Travail de Belgique, et la fusion de tous les groupes de toutes tendances. Celle-ci est donc réalisée chez les métallos du Centre (leur organisation compte 8 000 membres à la fin de l'année), mais elle tardera à se faire chez les mineurs. Les partisans de l'ancienne CGT, qui s'était fourvoyée comme on sait pendant l'occupation sous la direction de BÉVIE, sont minoritaires au lendemain de la guerre: la Centrale des Mineurs du Centre paye le

prix de la trahison de BÉVIE. Il n'est néanmoins pas question pour elle d'accepter la fusion avec le Syndicat Unique: comme en a décidé un Congrès national des Mineurs en 1945, les portes de la Centrale sont ouvertes à tous, c'est donc aux autres à y rentrer, pas l'inverse... Ce n'est que vers 1949 que la réunification se produira, par absorption progressive des membres du Syndicat Unique. Il faudra aussi attendre cette époque pour que les organisations de la Pierre rejoignent la FGTB. En outre, à l'intérieur de cette dernière, si l'indépendance à l'égard des partis politiques est assez aisément acceptée, la question du cumul d'un mandat politique et d'un mandat syndical sera l'occasion de tensions: les métallos du Centre sont parmi les minoritaires, opposés radicalement à tout cumul de ce genre.

Sur le plan social, la période de l'immédiat après-guerre est marquée par plusieurs Conférences Nationales du Travail, en septembre 1944, juillet 1945 et à diverses dates en 1946 et 1947. Leur but est le relèvement des salaires, la remise en route des commissions paritaires, la mise en place de nouvelles formes de dialogue économique et social, l'amélioration de la sécurité sociale, etc. De très importants progrès sont accomplis dans ces domaines. Néanmoins, diverses grèves de grande envergure traduiront alors le mécontentement des travailleurs du Centre et en particulier des métallurgistes. Le 20 décembre 1945 déjà, au cours d'une manifestation organisée par la CMB-Centre, GEORGES HAINE et ANDRÉ RENARD dénoncent l'insuffisance de la politique économique et sociale. En mai suivant, une grève du personnel des usines du Thiriau s'étend en quelques jours à toutes les entreprises métallurgiques de la région puis à d'autres secteurs. Les grévistes réclament une augmentation de 10%. Dans une motion adoptée à Jolimont, les travailleurs „proclament que la grève n'est pas dirigée contre ACHILLE VAN ACKER et qu'au contraire toute la FGTB est derrière lui en bloc pour épauler sa politique des prix". Le mouvement prend fin au bout de huit jours. Une nouvelle grève se produira, toujours dans la métallurgie, le 16 juin 1947 lors du début de la Conférence Nationale du Travail, pour appuyer les revendications syndicales. La reprise fut décidée dans toutes les régions dès le lendemain, puisque la Conférence avait terminé ses travaux, mais les usines du Centre continuèrent, seules, le mouvement; ce n'est qu'après cinq journées très agitées que le conflit cessa dans la région. Si l'on ajoute à ces deux longs arrêts de travail régionaux de multiples grèves dans l'une ou l'autre entreprise, on conviendra que cette période fut particulièrement troublée dans le Centre.

2. RELANCE DE L'ACTION WALLONNE, CRÉATION DE L'ACTION COMMUNE

Au lendemain des élections de février 1946, après une vaine tentative de SPAAK de former un gouvernement socialiste homogène minoritaire, un nouveau „gouvernement des gauches" avait été constitué (socialistes, communistes et libéraux).

Sous la direction de VAN ACKER puis de HUYSMANS à partir d'août 1946, cette combinaison se maintint jusqu'au printemps 1947. À cette date, comme dans les autres États occidentaux où ils étaient associés au pouvoir, les communistes cessent de participer au pouvoir. Il n'était plus possible dès lors de gouverner sans le PSC. La question royale fut donc mise entre parenthèses – un accord entre socialistes et chrétiens sur ce point était impossible – et un cabinet PSB-PSC vit le jour sous la présidence de SPAAK le 20 mars 1947. Il allait diriger le pays pendant plus de deux ans. Au Conseil général du Parti Socialiste, la formation de cette équipe n'avait été approuvée que par 122 voix contre 65. Si tous les orateurs flamands s'en étaient déclarés partisans, beaucoup de Wallons craignaient qu'elle ne compromette les résultats enregis-

trés par les militants depuis 1944 dans l'oeuvre de redressement du Parti. MAX BUSET lui-même, à titre personnel, avait déclaré ne pas pouvoir approuver „en conscience" la formule proposée et avait insisté pour que le Parti soit vigilant avec le PSC, surtout en matière d'incivisme (les catholiques, depuis 1944, plaidaient pour un adoucissement de la répression).

Lors du Congrès national du Parti en octobre 1947, plusieurs intervenants du Centre allaient exprimer certaines critiques à l'égard de la politique suivie. VANGERMEERSCH estimait que les travailleurs devaient obtenir davantage de la politique sociale et de celle des prix, pour que le PSB puisse recruter plus aisément des affiliés; MORESCO se plaignait de ce que les salaires étaient encore trop bas et les prix toujours trop élevés, et réclamait du Parti plus de soutien aux revendications de la FGTB. HECTOR ROLAND protestait contre les dérogations à l'article des statuts interdisant le cumul de la direction d'un journal socialiste et d'un mandat politique. Lors de son Congrès préparatoire, la Fédération de Soignies avait souligné la nécessité de maintenir les décisions antérieures dans la question royale et la répression de l'incivisme, de prendre des mesures pour combler l'écart entre le coût de la vie et les salaires, d'être ferme dans la politique des prix, d'appuyer les décisions de la FGTB relatives à la cogestion, à la fixation d'un index, etc. Bref, les socialistes du Centre se montraient attentifs à ce que de véritables progrès résultent de la participation au pouvoir malgré la personnalité du partenaire gouvernemental.

Les socialistes wallons renouèrent avec l'action wallonne en cette année 1947. Un Congrès National Wallon s'était tenu à Liège en 1945, avec une forte participation socialiste, et s'était prononcé pour l'autonomie de la Wallonie. Un Congrès des socialistes wallons eut lieu à Mons les 5 et 6 juillet 1947. Différents rapports sur les problèmes démographiques, économiques, culturels et politiques de la Wallonie y furent présentés. FRANÇOIS VAN BELLE développa la thèse de l'indépendance de la Wallonie, FERNAND DEHOUSSE plaida en faveur du fédéralisme. À ce propos, les positions des socialistes du Centre semblaient partagées. À l'exemple de MAX BUSET, la Fédération de Thuin était plutôt tiède à l'égard d'une éventuelle réforme radicale de l'État. Celle de Soignies était moins réservée. Au Congrès, JOSEPH MARTEL – que nous avions déjà vu soucieux des intérêts wallons avant la guerre – s'exprima en faveur de la thèse indépendantiste de VAN BELLE. Les délégués se rallièrent par 62 voix contre 38 et une abstention au rapport de DEHOUSSE (*Le Fédéralisme et la question wallonne*). Ce vote témoignait de l'adhésion au moins de principe des 6/10èmes des socialistes wallons au fédéralisme, mais ce Congrès de Mons n'eut pratiquement pas de conséquences politiques. En novembre suivant, la Chambre repoussa la prise en considération d'une proposition de loi instaurant le fédéralisme; tous les Flamands avaient fait bloc contre elle, une légère majorité des députés wallons l'avait appuyée. Cette opposition entre les deux communautés se manifestait également au sein de la FGTB; à son Congrès Extraordinaire des 31 mai et 1er juin 1947, SMETS avait déclaré à ce propos: „C'est vrai, nous sommes deux peuples; nous avons tous les deux notre propre tempérament et on prétend que les Flamands sont plus placides, moins remuants que les Wallons. Certains disent même que les Flamands constituent un frein. Considérez-vous heureux d'avoir un frein à votre voiture, autrement vous auriez des accidents."

Les élections de juin 1949, les premières législatives auxquelles prirent part les femmes, se soldèrent par une légère avance du PSC dans tout le pays, si bien qu'il obtenait la majorité absolue au Sénat, une avance libérale mais un net recul communiste. Le PSB subissait un léger tassement, passant de 31,5 à 29,7% et perdant 3 sièges à la Chambre. Dans les arrondissements de

Thuin et de Soignies par contre, il restait stationnaire et retrouvait même, par apparentement, un troisième siège de député à Soignies. Celui-ci fut attribué au bourgmestre de Strépy-Bracquegnies EMILE DURET, tandis que JOSEPH MARTEL réintégrait le Parlement à la place de SCHEVENELS; HOYAUX restait le chef de file des députés sonégiens. Il n'y eut pas de modification dans la représentation des socialistes thudiniens à la Chambre, par contre ROBERT DUTERNE remplaça LOUIS BERNARD au Sénat. Les socialistes refusant de céder en quoi que ce soit dans la question royale et les libéraux acceptant au contraire l'organisation d'une consultation populaire à ce sujet, le PSC constitua le nouveau gouvernement avec le Parti Libéral. Pour la première fois depuis 14 ans, les socialistes retournaient donc dans l'opposition. Le parti se pencha en novembre sur les motifs de son recul; dans les six pages de réflexions publiées à ce sujet dans les *Rapports*, on peut souligner ce bref passage: „Nous pouvons sans aucun doute faire mieux. Montrer un peu plus de hardiesse dans nos revendications, un peu plus de persévérance et de fermeté dans la poursuite de leur réalisation, un peu plus d'aptitude à prendre des risques à bon escient, qu'il s'agisse de rompre un pacte, de refuser notre concours ou d'engager une action."

Les liens entre le Parti, les coopératives, les mutualités et les syndicats furent resserrés au lendemain de ces élections, sous l'impulsion surtout de MAX BUSET. Dès mai 1947, lors du premier Congrès coopératif socialiste de l'après-guerre, les coopératives – au contraire des syndicats alors – avaient manifesté leur étroite solidarité avec le Parti Socialiste et lui seul, et organisé la collaboration permanente et à tous les échelons entre leur mouvement et le Parti politique. Le mouvement mutualiste avait à son tour proclamé ses attaches avec le PSB lors d'un Congrès en mai 1949. Quant à la FGTB, l'influence communiste y avait reculé au fil des ans et les socialistes en détenaient plus qu'auparavant les leviers de commande. Les catholiques s'apprêtaient à faire rentrer le Roi au pays, il était impératif d'unir toutes les forces socialistes pour coordonner et renforcer l'opposition à ce projet. Le 7 juillet 1949, les quatre formes d'organisation créaient un Comité National d'Action Commune et quinze jours plus tard, elles adoptaient un programme commun, la „Charte du Travail". Un Comité régional d'Action Commune fut aussitôt mis sur pied dans le Centre. Il allait conduire l'action de résistance contre LÉOPOLD III, devenu le symbole de la droite réactionnaire.

CHAPITRE 2.

L'ACTION SOCIALISTE DANS LES ANNÉES '50

Dès le 2 mai 1945, alors que la droite faisait déjà campagne pour que le Roi puisse reprendre automatiquement ses pouvoirs, le Parti Socialiste avait fait savoir qu'il était favorable à son abdication. En votant en juillet suivant la loi qui déclarait que „l'impossibilité de régner" devait être votée par les Chambres, les partis laïcs avaient empêché le retour du Souverain alors exilé en Suisse. Depuis, le PSC, dominé par les Flamands, avait poursuivi la défense de trois causes: les intérêts de la Flandre, ceux des inciviques poursuivis pour collaboration, ceux du Roi – il existait quelques points communs entre les trois.

1. LA PHASE DÉCISIVE DE L'AFFAIRE ROYALE

Le gouvernement de GASTON EYSKENS organise donc la consultation populaire sur le problème royal en mars 1950. Le PSC sait que le poids démographique de la Flandre jouera en faveur des léopoldistes à cette occasion et que le Roi obtiendra sans doute les 55% de votes favorables qu'il a lui-même fixé comme étant suffisants pour régner… Il les obtient de justesse: 57,6% de l'électorat se prononce pour son retour. Mais l'essentiel réside dans la répartition régionale des votes. Si la Flandre s'était prononcée, comme il fallait s'y attendre, nettement pour le Roi (72%), par contre la Wallonie avait voté contre à 58%; les non l'emportaient également à Bruxelles. Le nombre de votes opposés au retour du Roi atteignait 65,6% dans l'arrondissement de Soignies et 57% dans celui de Thuin. C'était là le résultat d'une intense campagne des Comités d'Action Commune avant le référendum. La disparité entre les réactions des deux communautés à cette occasion était éclatante. Devant le Congrès du Parti qui suivit la consultation populaire, JOSEPH MARTEL se fit menaçant: „Les Socialistes flamands ont mené un combat difficile. Nous les remercions. Mais la réalité est qu'en Flandre 72% de la population est pour LÉOPOLD III, en Wallonie 42% seulement. C'est ce qui va faire que dès demain en Wallonie, on ne discutera plus uniquement la question royale, mais toute une série de problèmes qui opposent radicalement la majorité clérico-flamande à la majorité wallonne (…) nous tenons à dire ici que si la majorité flamande insistait contre la majorité wallonne, la Wallonie n'hésiterait pas à reprendre toute sa liberté." La suite des événements faillit donner raison au député-bourgmestre de Braine-le-Comte.

Impressionnés par ces résultats, les libéraux refusent de voter la fin de l'impossibilité de régner. La crise gouvernementale dure quarante jours. Finalement, les Chambres sont dissoutes et de nouvelles élections fixées au 4 juin. Le PSC tient à arracher la majorité absolue dans les deux assemblées pour faire revenir le Roi. C'est pourquoi il convainc.les nationalistes flamingants de ne plus présenter de listes (ils l'avaient fait en 1949) et accueille en échange sur les siennes quelques représentants notoires de la collaboration… L'Action Commune socialiste n'était pas restée inactive pendant la crise. Dès le 17 mars, des grèves de 24 heures avaient été déclenchées dans les divers bassins industriels wallons. D'autres mouvements d'avertissement paralysèrent le pays les 25 et 26 mars. Dans le courant d'avril, l'Action Commune, les diverses centrales syndicales et les bourgmestres socialistes du pays firent connaître, comme les travailleurs par la grève générale, leur détermination à poursuivre la lutte contre le Roi. Les militants se mobilisèrent avec une ardeur exceptionnelle pour le scrutin du 4 juin. Celui-ci vit le Parti Socialiste gagner plus de 250 000 voix et remonter dans le pays de 5%: un ralliement antiléopoldiste s'était produit. Dans les arrondissements

TABLEAU 12

Pourcentages obtenus aux élections de 1950 (Chambre)

SOIGNIES	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques
Arrondissement	54,4%	7,8%	12,2%	25,6%
C. de La Louvière	61,2%	9,1%	10,8%	18,9%
C. de Roeulx	58,8%	9,4%	6,7%	25,1%
C. de Soignies	55,3%	4,3%	12,2%	28,1%
C. d'Enghien	34,1%	5,3%	17,7%	42,9%
C. de Lessines	45,1%	9,1%	22,2%	21,6%

THUIN	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques
Arrondissement	45,5%	8,5%	12,2%	33,8%
C. de Binche	55,1%	10,8%	9,1%	25 %
C. de Thuin	40,1%	6,4%	16,5%	37 %
C. de Merbes	44,1%	10,4%	10,6%	34,8%
C. de Beaumont	27,1%	2,4%	18,4%	52,1%
C. de Chimay	26,2%	3,4%	17 %	53,4%

de Thuin et de Soignies, la progression était particulièrement forte. Les parlementaires élus un an plus tôt furent réélus.

Le PSB gagnait 11 sièges à la Chambre, au détriment des communistes et des libéraux. Mais les sociaux-chrétiens, grâce aux 100 000 voix des nationalistes flamands, obtenaient la majorité absolue dans les deux Chambres – une majorité essentiellement flamande: le PSC prenait 68 des 108 sièges flamands, mais seulement 27 des 76 sièges wallons. Cette majorité mit fin à la Régence et organisa le retour de „son" Roi: le vote décisif eut lieu le 20 juillet, après un débat commencé le 7, députés et sénateurs réunis. GASTON HOYAUX y intervint à deux reprises. Le 6, parlant au nom des anciens prisonniers politiques, le député de Soignies avait protesté énergiquement contre la présence de VICTOR LEEMANS dans l'assemblée: sous les acclamations de la Gauche, HOYAUX rappelait le passé de collaborateur de LEEMANS devenu sénateur par la grâce du PSC. Il revint à la charge le 14, lisant notamment des textes du temps de guerre dans lesquels LEEMANS critiquait les Alliés et prônait la collaboration. Mais surtout, HOYAUX prononça ce jour-là un long discours, sur un ton à la fois très serein et très dur, écouté dans un silence impressionnant. Le rescapé des camps nazis souligna que la Flandre liait le retour du Roi et l'amnistie aux inciviques, ce qui était hautement révélateur. Résumant tous les griefs adressés à LÉOPOLD III, il adjura ses anciens amis du bagne de refuser le retour de ce dernier. Ce jour-là, c'était la Résistance qui s'exprimait au Parlement par la voix de GASTON HOYAUX.

L'opposition au retour du Roi ne s'exprimait pas seulement au Palais de la Nation, loin de là. Dès le 6 juillet, de nombreux arrêts de travail avaient eu lieu en signe de protestation. Le mercredi 12 fut la „journée de protestation wallonne". Dans le Centre, les travailleurs se mirent en grève pour 24 heures, le 14, à l'appel du Comité Régional d'Action Commune. Seuls les ouvriers étrangers et flamands travaillaient dans les charbonnages, le mouvement était général dans les autres secteurs y compris le bassin carrier et les administrations communales; quatre cortèges se rejoignirent à La Louvière

pour un meeting. Le 21 juillet, alors que la fin de la Régence avait été votée la veille, les drapeaux belges étaient en berne sur les édifices publics de presque toutes les communes du Centre – et les administrations avaient hissé le drapeau wallon. LÉOPOLD III rentra le lendemain. La grève générale allait se déclencher et s'étendre dans toute la Wallonie comme une traînée de poudre en quelques jours; des actes de sabotage, explosions de dynamite, prouvèrent que certains résistants avaient conservé des munitions depuis la Libération. Quel fut le film de ces journées de lutte dans le Centre?

La grève démarre dans la région le jeudi 27, en englobant d'emblée quelque 40 000 travailleurs; la plupart des ouvriers flamands des charbonnages sont rentrés chez eux. Le Comité d'Action Commune (présidé par ADOLPHE VANGERMEERSCH, secrétaire régional de la Centrale Générale) décide de se réunir chaque matin. À Binche, la grève touche 50% des ouvriers dans les usines de confection. Pour leur deuxième journée de lutte, le 28, les grévistes du Centre obtiennent le ralliement d'un nombre croissant d'agents des services publics. Tout le bassin carrier est paralysé également. HOYAUX annonce dans un meeting à Soignies qu'il va parcourir en voiture toutes les communes du Centre, avec BUSET, pour saluer les grévistes. La grève est totale à Lessines depuis le matin; des explosions de dynamite y ont eu lieu sur les voies ferrées dans la nuit de jeudi (comme pendant celle du lundi précédent). À la Maison du Peuple de Jolimont, l'ambiance rappelle celle des grèves de '32 ou de '36; un meeting rassemble 10 000 personnes en soirée, tous les dirigeants socialistes de la région sont présents; GEORGES HAINE (devenu secrétaire national des métallurgistes depuis 1947) évoque le projet de marche sur Bruxelles. Le samedi 29, la grève est presque totale dans le secteur public également; des incidents se produisent à la poste de La Louvière. À midi, 2 000 grévistes ceinturent les ateliers du léopoldiste HUPIN à Binche et obtiennent la sortie des 350 ouvrières – le patron de cet établissement avait menacé de révoquer toute absente, et organisé une collecte „forcée" pour envoyer des fleurs au palais royal. Toutes les rues du Centre se couvrent d'inscriptions à la chaux réclamant l'abdication, dans la nuit du samedi au dimanche. Ce jour-là, des autos-radios parcourent toute la région pour annoncer la concentration du lendemain à Haine-St-Pierre. Des heurts se produisent à Braine-le-Comte entre une colonne de grévistes et des léopoldistes. L'après-midi, on apprend que le sang a coulé dans la région liégeoise, à Grâce-Berleur où la gendarmerie a tué des manifestants.

La colère est à son comble le lundi 31. Les drapeaux rouges sont en berne sur les façades des Maisons du Peuple, les emblèmes wallons se multiplient. De nouveaux incidents ont lieu à l'usine HUPIN de Binche. Au meeting de Haine-St-Pierre, 25 000 personnes entendent VANGERMEERSCH, JOSEPH MARTEL, YVONNE PRINCE (nouvelle secrétaire fédérale de Thuin), HOYAUX (entre autres) leur donner des instructions pour la marche sur Bruxelles du lendemain. Le Comité d'Action Commune prépare les départs des manifestants du Centre. Mais les événements se précipitent à Bruxelles dans la soirée. Devant la détermination des travailleurs, le climat de tension qui risque de faire éclater le pays, le Roi comprend enfin qu'il ne peut rester plus longtemps à la tête de l'État et faire passer sa personne avant celui-ci. Dans la nuit, il accepte de céder ses pouvoirs au Prince BAUDOUIN et d'abdiquer un an plus tard. La journée de lutte du mardi 1er août se transforme en une journée de fête. La FGTB appelle à reprendre le travail le mercredi. Mais dans le Centre comme dans d'autres régions, la reprise totale ne se fera en fait que le jeudi, après l'enterrement des victimes de Grâce-Berleur. Celles-ci n'étaient pas tombées en vain, puisque les forces de gauche avaient atteint leur objectif, au prix d'une lutte particulièrement intense.

Le dénouement de la question royale avait fait progresser la prise de conscience wallonne; la lutte pour l'autonomie avait été progressivement associée, dans nombre de discours et d'écrits, à la campagne antiléopoldiste; le socialiste liégeois JOSEPH MERLOT, président du Congrès National Wallon, avait été jusqu'à évoquer (le 26 juillet) la possibilité d'„États-Généraux de Wallonie" si LÉOPOLD III ne se retirait pas.

2. L'ÈRE DU CLIVAGE PHILOSOPHIQUE: LE PARTI SOCIALISTE CONTRE LE PSC

En politique intérieure, après l'effacement de LÉOPOLD, les années 1950 à 1958 seront marquées, d'une certaine manière, par un retour au clivage clérical/anticlérical qui n'est pas sans rappeler, à certains égards, la situation antérieure à 1914. Usant de sa majorité absolue, le PSC occupe seul le pouvoir durant les quatre années de la législature (gouvernements PHOLIEN puis VAN HOUTTE, après la démission du cabinet DUVIEUSART à la mi-août 1950). La politique scolaire de PIERRE HARMEL sensibilisera l'opinion socialiste durant toute cette période: en augmentant exagérément les subsides à l'enseignement libre, en freinant le développement du réseau officiel, en multipliant les nominations partisanes dans celui-ci, le ministre social-chrétien aboutissait à défavoriser les établissements d'enseignement public au profit des écoles catholiques. Ce fut là le principal objet de l'opposition socialiste, mais non le seul bien sûr. La „pause sociale" souhaitée en 1952 par le Ministre des Finances JANSSEN, les grâces accordées à des collaborateurs en août de la même année, au début de 1953 l'arrêté VAN DEN DAELE „assainissant" l'assurance maladie-invalidité, tout comme le service militaire de deux ans enfin furent autant de décisions contre lesquelles s'élevèrent les socialistes. Leur opposition allait s'avérer payante très vite. Dès octobre 1952, les élections communales furent un coup de semonce pour le gouvernement catholique. Le Parti Socialiste devint à cette occasion la force politique de loin la plus importante dans tous les grands centres. Il progressait dans toutes les provinces, la palme revenant aux militants hennuyers avec un gain de près de 12% des voix. Dans l'arrondissement de Soignies, le PSB obtenait 43 sièges supplémentaires (195 contre 152 en 1946) et 51 de plus dans celui de Thuin (162 au lieu de 111).

L'ampleur de la victoire avait même étonné les socialistes du Centre, à en croire certains commentaires du *Miroir*, qui mettait en garde les militants: „L'on peut certes se réjouir des résultats obtenus mais il serait prudent de ne pas le faire en s'endormant sur des lauriers que l'on n'aurait pas cultivés et en fêtant des victoires qui seraient sans lendemain!" Le bulletin fédéral avait d'ailleurs coutume, depuis sa création en 1948, de ne jamais verser dans l'optimisme béat et l'encensement mutuel; il se caractérisait au contraire par ses articles clairs et nets appelant à la critique et pratiquant l'autocritique. On retrouve un peu de cette allure dans les interventions que fit JOSEPH MARTEL, à l'époque, devant les Congrès du Parti au nom de la Fédération. En avril 1951 déjà, tout en déclarant que les socialistes du Centre participeraient bien sûr à la propagande contre le gouvernement PHOLIEN, MARTEL avait souhaité que le Parti aie le courage de ne pas faire de promesses intenables aux travailleurs puisque le PSC allait vider les caisses de l'État. Il revint à la charge à la veille du scrutin communal d'octobre '52 et plus encore au lendemain de celui-ci (Congrès des 20 et 21 décembre). À la suite d'autres orateurs wallons, MARTEL regrettait l'impression laissée par la lecture des *Rapports*, au vu desquels le Parti semblait pressé de retourner au pouvoir alors qu'il n'avait pas encore élaboré suffisamment de solutions alternatives. Le passage essentiel de son intervention – que BRUNFAUT qualifiera de „lugubre" – mérite d'être cité: „Il a été question, ces jours-ci, de bruits

de couloir. On ferait la dissolution et des élections. On formerait après un gouvernement d'union nationale. Je pose la question: y a-t-il des voix socialistes dans ces bruits de couloir? J'espère que non (...) Les élections viendront. Le PSC sera battu. Plus personne n'en doute, pas même le PSC. Mais quel gouvernement en sortira? Un gouvernement socialiste-libéral? Ce serait la „pause" sociale. Un gouvernement PSC-PSB ou d'union nationale? Ce serait le statu quo en matière scolaire. De plus en plus nous avons l'impression que le Parti vit sur sa lancée et use ses forces par la pratique d'une politique de demi-mesures. Seronsnous un parti de vieux ou de demi-vieux? (...) Avant de nous engager dans une quelconque participation gouvernementale, faisons l'inventaire de notre appareil économique. Tous nos voisins ont développé depuis huit ans un important effort de rééquipement et de rationalisation, ici rien n'a été fait ou presque. Dans ces conditions, que pourrons-nous faire au gouvernement si nous n'y allons pas avec un programme économique concret de solutions neuves et hardies?"

Comme cela était prévu et avait été annoncé par le scrutin de 1952, les législatives d'avril 1954 sonnèrent le glas pour la majorité absolue sociale-chrétienne. Les socialistes au contraire obtinrent leurs plus brillants résultats depuis 1925, alors que les libéraux étaient quasiment stationnaires et que le PC continuait à régresser. Le PSB, pour la première fois de son histoire, dépassait les 2 millions de voix. Sa progression était manifeste tant en Flandre (30,1% au lieu de 27 en 1950) et à Bruxelles (42,2% au lieu de 38,4) qu'en Wallonie (49,6% contre 46), et encore une fois la plus forte en Hainaut. Le Parti frôlait les 60% dans l'arrondissement de Soignies, qui demeurait une des trois circonscriptions les plus socialistes avec Charleroi et le Borinage; dans l'arrondissement de Thuin, il se rapprochait des 50%. BUSET et JUSTE y étaient réélus, ainsi que DUTERNE au Sénat. Par contre à Soignies, par le jeu de l'apparentement, EMILE DURET perdait son siège de député; il fut élu Sénateur provincial.

Quelques jours après le scrutin, un gouvernement socialiste-libéral était

TABLEAU 13

Pourcentage obtenus aux élections de 1954 (Chambre)

SOIGNIES	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques
Arrondissement	57,2%	6,8%	13,1%	22,9%
C. de La Louvière	63,2%	8,3%	11,6%	16,9%
C. de Roeulx	61,4%	8,5%	6,4%	23,7%
C. de Soignies ..	58,9%	3,3%	13,5%	24,3%
C. d'Enghien ...	39,3%	2,9%	17,3%	40,5%
C. de Lessines ..	47,1%	9,1%	22,2%	21,6%

THUIN	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques
Arrondissement	48,5%	7,4%	13,7%	30,5%
C. de Binche	55,8%	9,9%	10,2%	24 %
C. de Thuin	43,8%	5,1%	18,8%	32,2%
C. de Merbes ...	50,2%	8,9%	10,1%	30,8%
C. de Beaumont .	32,2%	2,1%	22,3%	43,4%
C. de Chimay ...	31,9%	1,3%	18,9%	47,9%

formé sous la direction de VAN ACKER. Le Congrès approuva sa formation à l'unanimité (731 voix) moins... 6 abstentions venant de la Fédération de Soignies. Sans doute s'agissait-il par là de traduire un certain regret devant le fait que le Parti n'avait pas mis en avant, aux élections, un vaste programme économique tenant compte d'une oeuvre de longue haleine ou de la prise de mesures assez exceptionnelles. Le gouvernement avait demandé quelques mois de délai pour faire l'inventaire de la gestion PSC – il s'avéra catastrophique – tout en procédant d'emblée à une série de réformes réclamées par les socialistes: réduction du temps de service à 18 mois (14 mai), augmentation des pensions (28 juin) et lutte contre le chômage (1er juillet). Il fit une nouvelle déclaration, contenant son programme de législature, à la fin de l'année. Tout en constatant avec satisfaction la réalisation des promesses contenues dans la déclaration d'avril, la Fédération de Soignies n'approuva la poursuite de la collaboration ministérielle que dans certaines limites; il s'agissait, selon les termes de sa résolution, d'une „confiance conditionnelle": la Fédération subordonnait son appui au gouvernement à une amélioration profonde du régime de la sécurité sociale. Quant à la Fédération de Thuin, elle suivit bien entendu unanimement le président du Parti dans son soutien sans réserves à l'équipe de VAN ACKER.

Plus que les problèmes économiques et sociaux, ce sont les orientations en matière d'éducation nationale qui préoccuperont le gouvernement et les partis entre 1954 et 1958, par suite de la „guerre scolaire" déclenchée par les catholiques contre les mesures du ministre socialiste LÉO COLLARD. Ce dernier avait annoncé dès juillet 1954 une prochaine réduction des subsides à l'enseignement libre. En février suivant, il déposait un projet de loi visant l'enseignement de l'État et le subventionnement de l'enseignement moyen technique et normal; la „loi COLLARD" entra en vigueur en juillet 1955. Après comme avant son adoption, elle provoqua une réaction hostile du monde catholique tout entier, des manifestations de toutes natures dans un climat digne des conflits scolaires du XIXe siècle. Le gouvernement tint bon et continua à redresser ce qu'HARMEL avait tenté de saboter, et à s'efforcer de doter toutes les régions d'un réseau d'enseignement officiel tel que le libre choix soit vraiment effectif. Ces progrès en matière d'enseignement ne purent cependant faire oublier dans une partie de l'électorat, la relative faiblesse des réalisations économiques et sociales. Le Parti Socialiste alla pourtant avec confiance aux élections de juin 1958. Trop de confiance peut-être, puisque sa plateforme électorale était, de l'aveu même de socialistes, „assez neutre, sans revendication frappant l'imagination". Le PSC, qui avait continué à axer sa campagne sur la question scolaire, emporta de justesse la majorité absolue au Sénat, ce qui faisait aussitôt tomber le gouvernement socialiste-libéral. Les deux partis gouvernementaux avaient d'ailleurs régressé. La progression continue du PSB depuis la Libération était enrayée, et la déception fut profonde chez bien des militants. Au Congrès de décembre 1958 – après le retour du Parti dans l'opposition – de nombreuses voix s'élevèrent pour critiquer sévèrement l'oeuvre de l'équipe VAN ACKER et l'alliance passée avec les libéraux. Ce qui provoqua un mouvement d'humeur de JOSEPH MARTEL à l'encontre des „carabiniers d'Offenbach"... et de rappeler que les seules abstentions lors de l'approbation massive de la formule PSB-libéraux en 1954 étaient venues de sa Fédération.

Cela dit, les élections de 1958 (dont la tendance fut confirmée lors du scrutin communal d'octobre) n'avaient pas été non plus une lourde défaite pour le PSB. Une bonne partie des électeurs gagnés en 1954 lui était restée. Son recul était d'environ 1,6% en moyenne, mais plus important toutefois dans les arrondissements de Soignies (2%) et Thuin (2,3%). MARCEL COLLART, de Deux-

Acren, rejoignit MARTEL et HOYAUX à la Chambre; JULES ROLAND retrouva le siège de sénateur qu'il avait dû céder à la Libération. Il n'y eut pas de modification à Thuin dans l'immédiat, mais un an plus tard, le 28 juin 1959 exactement, mourait MAX BUSET: ROGER BAIZE (jusqu'en novembre) puis la secrétaire fédérale YVONNE PRINCE lui succédèrent au Parlement. Le décès inopiné du Président du Parti avait surpris le monde politique. Ses funérailles à La Louvière se déroulèrent devant une foule immense – massée sur la place JULES MANSART, en présence de quantité de personnalités. Une page de l'histoire du socialisme du Centre était tournée, avec la disparition de son leader depuis la Libération. Une page de l'histoire du Parti aussi: comme devait le rappeler JOSSE VAN EYNDE, BUSET avait non seulement réorganisé le Parti en 1945, l'avait conduit à ses succès électoraux, mais il avait aussi renoncé pour lui à toute autre ambition et notamment au poste de Premier Ministre après la victoire de 1954; ce faisant, MAX BUSET avait donné à la fonction de président d'un parti politique une autorité jusqu'alors inconnue en Belgique.

3. LES AUTRES BRANCHES DE L'ACTION COMMUNE DANS LE CENTRE

Le Comité Régional d'Action Commune du Centre continua à se réunir régulièrement après les événements de juillet 1950. À son actif pendant ses premiers mois de fonctionnement, on doit citer la création d'un Centre de formation pour jeunes militants, en 1952 et la même année, la reconstitution et la relance du Comité régional d'Éducation Ouvrière, ainsi que le soutien d'une campagne de propagande conjointe pour les coopératives et la FGTB. Nous terminerons ce chapitre par quelques indications sur la situation de ces autres secteurs de l'action socialiste régionale.

En ce qui concerne les mutualités, on rappellera la coexistence de deux Fédérations, celle de Soignies (que rejoignit la section de Braine-le-Comte), forte de 8 800 affiliés en 1957, et celle du Centre dont le secrétaire général était LÉON DULIÈRE depuis décembre 1944. Elle comptait 46 000 affiliés en 1945 et 57 000 quinze ans plus tard. Six établissements de soins dépendaient des deux Fédérations: une clinique de moyenne importance à Lessines et des polycliniques à Braine-le-Comte, Strépy-Bracquegnies, Binche et Thuin, enfin la clinique de La Hestre qui avec ses 341 lits et sa maternité (1957) restait le fleuron de l'équipement socialiste en Hainaut. Au fil des ans, les mutualités socialistes du Centre avaient multiplié leurs activités. La Fédération avait constitué une ASBL pour l'organisation de vacances ouvrières („Repos-Joie-Santé"), ouvert à Cul-des-Sarts un centre pour convalescents (qui deviendrait un centre de vacances pour jeunes mutualistes), installé des pharmacies coopératives dans de nombreuses communes – tout en consacrant le plus gros des efforts au développement de la clinique de La Hestre (il fallait régulièrement affronter des difficultés financières en raison des emprunts contractés). Les Femmes Prévoyantes étaient 20 000 environ dans le Centre à la fin des années '50, celles de Soignies autour de 4 000. Les premières possédaient à Nieuport le home „l'Âge heureux" (275 lits) ainsi qu'un petit home à Hastières (40 lits); les FPS de Soignies avaient également deux établissements de vacances, l'un à Nieuport et l'autre à Spa.

Il restait à la fin des années '50 sept coopératives de consommation socialistes établies ou pénétrant dans les arrondissements de Soignies et Thuin: le „Progrès" de Jolimont, les quatre organismes du canton de Lessines (à Deux-Acren, Bois-de-Lessines, Ollignies et Lessines), la coopérative de Baileux et les Magasins Généraux de Philippeville rayonnant dans la botte du Hainaut. Elles comptaient ensemble entre 25 et 30 000 membres actifs, la plus grande part affiliée au „Progrès". L'écart séparant le nombre de mé-

nages coopérateurs et le nombre de mutualistes ou de syndiqués restait donc important: le „plein" des potentialités représentées par le réservoir des affiliés aux autres formes de l'Action Commune était loin d'être réalisé. Dans l'ensemble, les ventes totales des coopératives socialistes avaient connu depuis la Libération un progrès réel, mais inférieur à la hausse du revenu national, à la progression des salaires et traitements et à la croissance des autres mouvements coopératifs belges. Nous passerons rapidement en revue les sociétés nous intéressant.

Outre les sept coopératives précitées, la région comptait également trois entreprises d'un type plus particulier dont il faut rappeler l'existence. Le chiffre d'affaires du moulin du „Progrès agricole" à Deux-Acren, après s'être accru sans discontinuer jusqu'en 1952, régressa ensuite d'année en année: à partir de 1956, presque tous les exercices se clôturèrent en pertes de plus en plus importantes, malgré une réduction de 25% du personnel occupé. La société dut se rédoudre en 1961 à abandonner la mouture des grains en revendant ses droits, ce qui lui permit de rembourser tous ses emprunts; elle se limita ensuite au seul commerce de grains. L'évolution de la „Brasserie des Carrières" à Ecaussinnes ne fut guère plus brillante. Cette société avait été formée en 1938 pour reprendre l'exploitation d'une brasserie que le „Progrès" avait décidé de ne pas poursuivre (l'entreprise faisait partie auparavant de l'UDC). Les ventes commencèrent à diminuer à partir de 1949. En une dizaine d'années, la production de bière passait de 4 400 hectolitres (1948) à 2 500 (1958). La société avait une situation saine mais il n'était pas possible de maintenir les ventes à un niveau assez élevé pour en assurer la rentabilité. L'absorption par le „Progrès" fut donc décidée en 1958, et prévue au terme d'une période de „préfusion" de deux ans; cet accord empêcha provisoirement la disparition de la brasserie, mais ne mit pas fin à la récession: en 1962, la production annuelle avait à peine dépassé 1 000 hectolitres... L'Imprimerie Coopérative Ouvrière par contre, après avoir traversé une longue période de difficultés de la Libération au début des années '50, connut un net redressement. Elle avait accumulé les pertes à la fin de presque chaque exercice jusqu'en 1952, elle clôtura l'année '53 par un maigre bénéfice de 9 800 F, mais celui-ci grimpa ensuite très vite jusqu'à atteindre près d'un demi-million l'an au début des années '60; le chiffre d'affaires de la société louviéroise avait été doublé en dix ans.

La situation de „La Sociale" à Lessines se détériora constamment, à tous égards, entre 1945 et le début des années '60. Elle avait 1 200 acheteurs environ au sortir de la guerre, il n'en restait plus que 350 en 1958; tous les autres indicateurs avaient évidemment suivi la même courbe. La société vit son rayon d'action se rétrécir de plus en plus, elle abandonna successivement l'exploitation d'un de ses cinémas, de sa brasserie et même de sa boulangerie en 1960 (la région fut alors desservie par Bruxelles); en fait, la coopérative ne sortit jamais des difficultés financières consécutives au krach de la BBT en 1934, et ces difficultés entravèrent ses efforts de modernisation et de rééquipement de ses magasins. Il fut de plus en plus souvent question, dès 1959 (mais ce projet existait depuis 1940), de la nécessité de fusionner „La Sociale" et les trois petites coopératives voisines, à Deux-Acren, Bois-de-Lessines et Ollignies – qui comptaient chacune une centaine de membres actifs, c'est-à-dire de clients réguliers dans leur seul magasin. À l'autre extrémité du Hainaut, „L'Économie ouvrière" de Baileux était elle aussi destinée à disparaître: elle fut absorbée par les Magasins Généraux en 1964.

La situation des Magasins Généraux s'était nettement améliorée dès les premières années de l'après-guerre. Le chiffre d'affaires avait été plus que triplé entre 1941 et 1946 et n'avait cessé d'augmenter ensuite, de même que le nombre de succur-

sales. Les inspecteurs se félicitaient de la bonne gestion de l'entreprise. Celle-ci souffrait bien sûr toujours de la grande étendue de son rayon d'action. Contrairement à ce qui se passait avant 1940, c'étaient désormais les bénéfices des magasins qui compensaient la mauvaise marche des boulangeries. Celle de Boussu – qui fournissait à elle seule plus de la moitié de la production de pains en 1950 – fut supprimée en 1959 et ses services centralisés à Philippeville (ainsi que celle de Nismes); il en fut de même pour la boulangerie de Dinant en 1963. À ce moment, la société était en pleine expansion, ses ventes progressaient continuellement et la direction s'était lancée dans une politique dynamique de modernisation de ses magasins. Elle en comptait alors 120 (répartis dans 112 communes) et avait ouvert un „Super-Coop" à Erquelinnes. Il existait une trentaine de succursales en Thudinie.

„Le Progrès" avait lui aussi connu une reprise rapide de ses affaires au lendemain de la guerre. Fortement diminué pendant l'occupation (21 millions en 1941), le chiffre d'affaires était passé à près de 60 millions en 1946, 80 en 1948 et 90 millions en 1950. L'augmentation continua au même rythme jusqu'au milieu des années '50; les immeubles furent restaurés, les équipements modernisés. Mais la société se heurta alors au drame de toutes les coopératives, le manque de capitaux. Il lui fallut souffler et reconstituer sa trésorerie jusqu'en 1960 avant de songer à de nouvelles expansions. „Le Progrès" occupait alors près de 300 personnes et exploitait une boulangerie, une brasserie (en très forte augmentation), une fabrique de costumes de confection, une usine de torréfaction, sept Maisons du Peuple, 106 magasins „traditionnels" et 4 „Libre-service", deux cinémas et – de concert avec les mutualités – plusieurs pharmacies. La société fêta son 75ème anniversaire en 1961. Son directeur, le sénateur LOUIS DESMET, était confiant dans l'avenir de l'oeuvre. Pourtant, celle-ci était déjà dépassée, et dans sa forme traditionnelle destinée à disparaître quelques années plus tard. Des problèmes réels se posaient en fait aux coopératives de consommation socialistes et c'est faute d'avoir pu les résoudre que leurs réseaux de magasins disparurent finalement. Après une brève visite au „Progrès", un inspecteur décelait déjà en 1961 toutes ces difficultés: recrutement des coopérateurs, ristournes, modalités de l'augmentation des points de vente, utilisation des techniques modernes de promotion des ventes, intégration du mouvement coopératif dans les structures commerciales nouvelles…

Revenons en arrière pour terminer en évoquant brièvement l'organisation syndicale socialiste dans le Centre. L'effectif global de la FGTB du Centre – dont ne faisait plus partie, notons-le, la région de Lessines, rattachée à la Régionale tournaisienne – avait connu une régression assez importante à partir de 1946. De 28 742 affiliés cette année-là, elle était tombée à 20 609 en 1951, 19 514 l'année suivante, soit un recul de près de 30%. Mais c'est qu'en 1946, la région était en période de plein emploi, ce qui permettait à de nombreux ouvriers flamands de venir y travailler; or comme l'on pratiquait principalement la perception des cotisations à l'usine, tous ces ouvriers étaient inscrits dans les sections d'entreprise de la régionale du Centre. Au moment où ce plein emploi diminua fortement, les travailleurs étrangers à la région quittèrent les organisations syndicales et ce fut une des causes du recul. Une autre résidait dans la persistance de coutumes dépassées quant au mode de perception des cotisations, habitudes que de vieilles sections locales refusaient d'abandonner: la centralisation des rentrées de cotisations sur le plan régional en était rendue difficile. D'une manière générale, la FGTB du Centre avait à fournir un gros effort administratif pour enrayer la chute des effectifs. Enfin, de l'avis des responsables syndicaux, la Régionale pâtissait également de la lutte entre Parti Socialiste et communistes, ces derniers (non négligeables dans le Centre) s'efforçant de diviser et d'affaiblir l'organisation syndicale (?) ou en tout cas lui créant à chaque occasion des difficultés.

La tendance à la baisse fut inversée à partir de 1953. Le nombre de membres remonta progressivement (21 070 en 1955, 26 183 en 1958) jusqu'à frôler à nouveau les 30 000 en 1959, chiffre qui fut atteint en 1961 après un recul subit et temporaire en 1960 (25 493 affiliés). Au milieu des années '50 (nous donnons ci-après les chiffres de 1956 à titre d'exemple), la principale centrale professionnelle était celle des métallurgistes avec 6 400 affiliés, devant la Centrale Générale et celle des Services publics (environ 3 500 membres chacune). Le syndicat des mineurs ne regroupait plus que 2 700 hommes contre 3 400 en 1946. Celui de la Pierre en comptait 2 400; en raison du déclin de ce secteur, ses effectifs diminuèrent du tiers entre 1953 (3 073 membres) et 1959 (2 088). Le syndicat des employés avait 2 300 membres. Les autres centrales avaient toutes moins de 500 affiliés (alimentation, vêtement, tramways, livre et transport). Le faible nombre de mineurs syndiqués mérite que l'on s'y arrête. Cette situation était la même dans les deux autres bassins hennuyers. Sur un total d'environ 86 500 mineurs dans le Hainaut en 1951, 11 500 seulement faisaient partie de la Centrale! Dans le Centre, à la même date, 2 162 syndiqués FGTB sur près de 20 000 travailleurs, soit à peine 10%… Même si elle était encore invoquée comme facteur d'explication, les erreurs de la période d'occupation – en ce qui concerne le Centre – ne pouvaient être la seule cause de cette situation. En revanche, le nombre croissant d'étrangers dans les mines jouait certainement un rôle puisqu'à en croire les militants syndicaux, ceux-ci „ignoraient tout du syndicalisme" et il n'était de toutes façons pas aisé de les atteindre par la propagande – mais était-elle suffisamment dirigée vers eux? En 1951, les travailleurs immigrés représentaient déjà 57% des ouvriers du fond; les 9/10ème des ouvriers de la surface étaient Belges, mais ces ouvriers étaient traditionnellement plus rétifs à l'organisation syndicale. Il n'empêche qu'il restait encore à cette date 11 100 travailleurs belges dans les charbonnages du Centre, et que le faible taux de syndicalisation était donc dû en ordre principal à leur indifférence et au paternalisme patronal. À l'inverse, il faut souligner l'important accroissement du syndicalisme socialiste, dans le Centre, chez les employés et cadres (SETCA), les cheminots et les enseignants.

La FGTB restait donc la principale organisation syndicale du Centre – même si les effectifs des syndicats chrétiens furent presque doublés entre le milieu des années '50 (6 986 affiliés en 1955) et 1961 (13 128). Les résultats des élections sociales de 1950, 1954, 1958 le prouvèrent à chaque fois: l'écrasante majorité des travailleurs continuait à accorder sa confiance aux militants syndicaux FGTB. Lors des élections des Comités de Sécurité et d'Hygiène en 1958 par exemple, intéressant 122 entreprises dans le Centre, les ouvriers donnèrent au syndicat socialiste 20 332 voix et 352 sièges contre 8 600 et 118 sièges à la CSC, 1 177 et 6 sièges au syndicat libéral. La FGTB remportait également la victoire auprès des employés, avec 3 565 voix et 59 sièges contre 19 à la CSC et 3 au syndicat libéral. Mais la puissance de l'organisation ouvrière n'est pas un but en soi, ce qui compte c'est l'usage qui en est fait pour défendre effectivement les travailleurs et améliorer leur sort. À cet égard, les militants socialistes du Centre allaient avoir fort à faire dès la fin des années '50, par suite des coups durs qui s'abattirent sur l'économie régionale.

CHAPITRE 3.

UNE RÉGION DÉJÀ EN CRISE, ET QUI SE BAT

Les menaces sur la situation économique du Centre n'étaient pas neuves: on a vu GASTON HOYAUX, notamment, les évoquer devant le Congrès des Socialistes Wallons en 1938 déjà. Après la guerre comme dans toutes les autres régions de vieille industrialisation du pays, l'activité avait repris dans les structures anciennes, sans que les nécessaires efforts de modernisation et de reconversion soient tentés. La classe ouvrière allait payer le prix de cette (absence de) politique patronale. Son mécontentement et son angoisse grandirent encore lorsque furent ordonnées les fermetures de charbonnages. Le Centre était blessé à mort. De nombreuses manifestations de colère éclatèrent à la fin de la décennie. Mais la situation de l'ensemble de la Wallonie n'était guère plus brillante et c'est en de nombreux autres endroits du sud du pays que se posaient des problèmes similaires. Provoquée par le projet de „loi unique" du gouvernement PSC-libéral, l'explosion fut générale en décembre 1960.

1. LE DÉCLIN ÉCONOMIQUE DU CENTRE

À la fin des années '50 alors que le nombre d'emplois dans le pays avait augmenté de 11,3% par rapport à 1949, les arrondissements de Thuin et Soignies avaient, eux, perdu 12,1% de leurs emplois; l'activité industrielle y avait régressé de 19,4% en une dizaine d'années! La crise avait frappé tous les secteurs de l'économie du Centre, qu'un patronat soucieux avant tout de ses bénéfices immédiats avait laissé pourrir. Le recul avait été particulièrement rapide entre 1956 et 1960: près de 15 000 emplois avaient été perdus en quatre années, dont 500 dans la pierre, autant ou presque dans le vêtement ou la construction, plus de 3 000 en métallurgie et... 10 000 déjà dans les mines. C'est dans ce secteur que l'hécatombe devait être la plus lourde, et la plus spectaculaire. Le processus de fermeture des mines du Centre avait déjà été engagé en juin 1955 dans le charbonnage n° 7 de Mariemont et en janvier suivant aux charbonnages de Ressaix. Il allait s'accélérer ensuite sur ordre des instances européennes du charbon et de l'acier: la crise charbonnière devenant de plus en plus aiguë, c'est toute l'industrie charbonnière du Centre qui était appelée à disparaître en quelques années. La diminution de plus en plus sensible de la demande et l'accumulation des stocks d'une part, la croissance des frais d'exploitation d'autre part en raison des difficultés d'extraction avaient eu raison de la rentabilité des charbonnages wallons, maintenus jusque-là en exploitation grâce à des subventions publiques. Un programme de fermeture réglementa l'extinction progressive de l'industrie minière du Centre. À la fin de 1961 déjà, il ne restait plus que trois sièges en activité dans la région sur les dix-sept qu'elle comptait encore en 1955, et 7 500 mineurs contre 22 000 six ans plus tôt. Il faut ajouter à cela les graves problèmes que connaissait la construction mécanique et la métallurgie en général; des fermetures spectaculaires avaient eu lieu, notamment celle de deux usines parmi les plus renommées (Baume et Marpent, à Haine-St-Pierre et Morlanwelz), d'autres ne se maintenaient qu'au prix de grandes difficultés (ainsi la Compagnie Centrale de Constructions, l'Anglo-Franco-Belge, etc.), nombre de petites et moyennes entreprises fabriquant du matériel de charbonnage étaient menacées. Les cimenteries de Cronfestu avaient été absorbées puis fermées, les papeteries de Feluy et la Tannerie GÉRARD à Soignies également, beaucoup de carrières étaient déjà supprimées (le déclin des carrières de Lessines était particulièrement préoccupant), la situation était tout aussi délicate dans les verreries. On peut se faire une

idée de la toile de fond des conflits sociaux de l'époque et en particulier de la „grande grève".

Avant d'y venir, il convient de rappeler que les organisations socialistes, Fédérations politiques des deux arrondissements et Régionale Syndicale surtout, s'étaient préoccupées dès le milieu de la décennie de cette sinistre décomposition du tissu économique. Les dirigeants ouvriers, agissant en tant que mandataires politiques ou représentants syndicaux, collaborèrent activement aux divers essais d'analyse de la situation entrepris alors. L'Institut des Recherches économiques du Hainaut avait procédé à une enquête dans la région en 1956-1957. Elle souligna le vieillissement de sa population – plus important encore dans le Centre que dans le reste de la Wallonie –, le manque de logements convenables (87% des maisons avaient été construites avant 1930, contre 71% dans l'ensemble du pays), les déficiences patentes en matière de transports (routes, voies navigables et chemins de fer), le vieillissement structurel d'un grand nombre d'entreprises (retards techniques, routine, individualisme), l'insuffisance des investissements. Ce constat dressé, l'étude préconisait la création d'un Comité de Promotion Économique du Centre qui fut mis en place en janvier 1959 sous la présidence du député permanent socialiste ALEXANDRE ANDRÉ. Il aborda aussitôt une série de problèmes, y compris la réforme administrative, c'est-à-dire la création d'un arrondissement du Centre correspondant à la région économique. Ce projet échoua, et pourtant, selon le secrétaire de la FGTB HENRI ANDRIS, l'organisation administrative du Centre telle qu'elle existait non seulement n'était pas adaptée aux besoins régionaux mais même constituait une véritable entrave au développement économique; mais des considérations politiques l'emportèrent.

Le Comité effectua des démarches pour l'exécution rapide d'importants travaux relatifs à l'aménagement des voies navigables, à la modernisation du réseau routier, au raccordement du chemin de fer du Centre au réseau électrifié. Il fit appel à la Société Coopérative d'études et d'assistance pour la reconversion économique des régions touchées par les fermetures de charbonnages (SOCOREC) pour que celle-ci étudie dans la région les questions de création d'industries nouvelles ou de reconversion d'entreprises existantes. À ce moment, en 1959 donc, le chômage complet avait triplé dans la région par rapport à 1957, et le chômage partiel décuplé. L'action des mandataires et responsables politiques et syndicaux allait être relayée, et appuyée, par les travailleurs concernés.

2. LA MONTÉE DES TENSIONS

La tension sociale avait grandi dans le pays au début de l'hiver 1956, quand la FGTB avait réclamé pour les travailleurs une part des bénéfices plantureux réalisés par les industriels; un accord n'ayant pu être trouvé avec le patronat, le gouvernement socialiste-libéral avait tranché en décidant un prélèvement exceptionnel sur les bénéfices (dont le produit serait affecté en partie à la sécurité sociale) mais aussi une sorte de „blocage" des salaires dans le cadre des conventions existantes. Ce compromis ne satisfaisait pas pleinement les organisations syndicales, et particulièrement la Centrale des Métallurgistes de la FGTB. Elle décida en février 1957 de réclamer – compte tenu de la prospérité de la métallurgie en général – le payement du double pécule de vacances et fit savoir en avril son intention de recourir à la grève pour y aboutir. Les négociations avec le patronat au plus haut niveau, sous la présidence du Premier Ministre, n'ayant rien donné, plusieurs usines de la région liégeoise débrayent spontanément – fin juin – suivies le lendemain par plusieurs entreprises du Centre – la grève y démarre à Haine-St-Pierre, aux „Forges, Usines et Fonderies",

et s'étend le jour même aux „Aciéries de Haine-St-Pierre et Lesquin". Devant l'ampleur du mouvement, la Centrale décrète la grève générale dans la métallurgie de tout le pays à dater du 1er juillet. Le nombre de grévistes avoisinera donc les 200 000. Dans le Centre, qui avait été avec Liège à l'origine du conflit, la grève sera totale à l'exception de deux usines – qui travaillaient, en accord avec le syndicat, pour éviter de précipiter leur fermeture. Cette lutte des métallurgistes gênait évidemment le gouvernement. En revanche, elle sera saluée par un des organes de tendance du PSB, *La Gauche* (créée depuis peu) comme „le mouvement syndical le plus marquant et le plus réconfortant, au sens socialiste, depuis la Libération (...) un sursaut d'énergie, de netteté, de dignité". Un accord entre dirigeants syndicaux et patronaux intervient le 12 juillet, alors que le conflit dure depuis deux semaines... Pour l'essentiel, il prévoit une augmentation générale des salaires. Mais cette satisfaction matérielle n'empêche que l'objectif de la grève n'a pas été atteint. Les travailleurs acceptent de reprendre le travail comme le leur demande la Centrale, mais beaucoup ressentiront l'attitude du Premier Ministre VAN ACKER en cette occasion (il avait participé à l'accord) comme une „trahison" et ne l'oublieront pas avant longtemps[11].

Le malaise au sein du Parti Socialiste éclate au Congrès de décembre 1958, après le retour du Parti dans l'opposition. On l'a vu, de vifs reproches sont adressés à l'équipe gouvernementale sortante; ANDRÉ GÉNOT de Namur s'en prend à l'ensemble de la direction du Parti en l'accusant d'intégration au capitalisme, de capitulation, etc... Finalement, le Congrès décide d'élaborer un programme dont les grandes lignes se rapprochent de celui adopté par la FGTB en 1954 et précisé en 1956: ces textes contiennent les revendications de réformes de structures de l'économie dont il sera beaucoup question dans les rangs socialistes par la suite; le PSB fait sien ce programme lors de son Congrès de septembre 1959. On assiste ainsi à la fin de la décennie à une radicalisation du langage du PSB. Le même phénomène se produit chez les socialistes wallons en matière de réforme de l'État, à la même époque. Un nouveau Congrès des socialistes wallons a lieu à Namur en juin 1959. Il réaffirme à l'unanimité son attachement au fédéralisme à trois. Comme mesure urgente – car les socialistes sont conscients de ce que la réalisation prochaine du fédéralisme est alors „illusoire" – le Congrès réclame la transformation du Sénat en une Chambre des Régions avec une représentation égale pour la Flandre et la Wallonie et une représentation „équitable" des Bruxellois: cette Chambre paritaire serait placée sur le même pied que la Chambre des représentants dominée par les Flamands. Tous les socialistes wallons se sont donc ralliés, à ce moment, au principe du fédéralisme comme des réformes de structures. Cela aussi fait partie de la toile de fond des événements de l'hiver '60 et de leurs suites.

Revenons sur le terrain social, car dans le Centre l'année 1959 a vu de nouvelles grèves importantes qui attestent de l'exaspération des travailleurs. Certaines n'avaient rien à voir avec la situation économique et sociale du pays, ainsi la longue grève des frontaliers qui éclata à la fin de janvier et dura huit semaines: elle était due aux mesures monétaires prises par le gouvernement français, qui avaient pour effet pratique de réduire de 15 à 20% les salaires des nombreux ouvriers belges travaillant en France. Les métallurgistes de l'arrondissement de Thuin (Grand-Reng, Erquelinnes) participèrent activement à ce conflit. Leur action fut pénible: les travailleurs français n'avaient pas répondu à l'appel de solidarité active, la police

[11] *VALMY FEAUX, Cinq semaines de lutte sociale, p. 20. – Les événements de l'été 1957 sont un des facteurs de la dégradation des rapports au sein du PSB qui prendra de l'ampleur après la grève de 1960.*

française postée aux douanes arrêtait les grévistes qui s'aventuraient en territoire français, la gendarmerie belge pourchassait les ouvriers installés comme piquets de grève sur la frontière – le tout dans le froid hivernal. Mais cette lutte courageuse, conduite de bout en bout par la FGTB, permit aux frontaliers d'obtenir fin mars une augmentation de 19% (pour les métallurgistes masculins). A la même époque, un long conflit opposa la CGSP à l'administration communale de La Louvière. Mais l'essentiel pour notre propos réside dans la „grève du désespoir" de février 1959.

Le gouvernement EYSKENS, au début de 1959, souhaitait supprimer les subventions aux charbonnages et avait élaboré un projet consistant en de nouvelles fermetures de sièges, surtout dans le Borinage. Les contre-propositions de la Centrale des Mineurs ayant été repoussée, l'explosion sociale se produisit le vendredi 13 février: une grève sauvage éclate à Frameries et s'étend à toutes les mines boraines. Devant l'effervescence régnant dans le bassin voisin, le Comité d'Action Commune du Centre se réunit le lundi 16 au soir et décide d'organiser la semaine suivante une grande concentration régionale d'action et de solidarité. Les événements iront plus vite. Le mardi 17, 13 000 mineurs du Centre débrayent spontanément: un des premiers puits touchés est un des charbonnages de Bois-du-Luc, le Beaulieu à Havré, à la frontière du Borinage; tout l'ouest du bassin du Centre est entraîné en quelques heures dans le mouvement. Le tout sans incident et dans un brouillard dense; dès 14 heures, la régionale des Mineurs reconnaît la grève. Elle touche 17 000 mineurs le lendemain, car les ouvriers des charbonnages de Maurage s'y sont joints. Le jeudi, la grève s'étend à d'autres secteurs: une colonne de mineurs grévistes fait cesser le travail dans plusieurs petites entreprises métallurgiques; les délégués de la Centrale régionale des Métallos, réunis en fin de journée, décident la grève générale pour le lundi suivant. Un certain flottement se produit le vendredi: les quelques usines métallurgiques, la faïencerie KÉRAMIS, les cimenteries et des usines textiles de Binche qui toutes avaient été touchées par les piquets „volants" la veille ont repris le travail. Mais le lundi, la grève est générale dans les mines et la métallurgie régionale, tous les magasins sont fermés, la plupart des écoles également.

Une manifestation rassemble 15 000 grévistes à La Louvière en présence de tous les élus socialistes et des dirigeants de l'Action Commune. En leur nom, MAX BUSET fait acclamer une résolution rappelant le programme économique du PSB, réclamant que cessent les fermetures de charbonnages jusqu'en janvier '60 et que de nouvelles industries s'installent dans la région, que celle du matériel roulant soit réanimée, enfin s'engageant à lutter jusqu'à ce que la FGTB ait donné l'assurance que l'action portera ses fruits. Cette assurance, l'organisation syndicale l'obtient la nuit même. Mais la grève continuera encore dans le Centre en dépit de l'accord obtenu. Ce n'est que le mercredi, après cinq heures de débats animés, et alors que les tramwaymans avaient rejoint les mineurs et les métallos dans la lutte, qu'une assemblée de la Régionale FGTB décidera la reprise pour le lendemain mais en demandant à toutes les formes de l'Action Commune de rester „extrêmement vigilantes" et „l'arme au pied". Dans le Borinage, le mouvement mettra encore quelques jours à s'éteindre... L'extension rapide et spontanée du mouvement dans le Centre tant chez les mineurs que dans les autres secteurs était un signe de l'ampleur du malaise régnant dans la classe ouvrière de la région. Comme leurs camarades borains, les travailleurs du Centre acceptèrent d'ailleurs mal que la grève ait été circonscrite à leur région: l'action visait à stopper la décadence de la Wallonie en général, et les Hennuyers auraient souhaité qu'elle soit étendue. D'autres actions, d'autres grèves auront encore lieu au cours des mois suivants. Un conflit englobant 1 500 ouvriers

des carrières de „petit granit" durera du début juillet à la mi-septembre. Le 25 mai 1959 sera une nouvelle journée régionale de lutte, avec concentration et meeting à La Louvière. Le 29 janvier 1960, c'est une grève générale de 24 heures qui, à l'appel de la FGTB paralyse la Wallonie, Bruxelles, Gand et Anvers. La classe ouvrière retrouve sa combativité, et est prête à lutter pour un programme général de réforme des structures de l'économie.

3. LE DÉROULEMENT DE LA „GRANDE GRÈVE" DANS LE CENTRE

Le 27 septembre 1960, GASTON EYSKENS – qui venait de remanier son équipe gouvernementale (minée, entre autres, par la crise congolaise) – annonçait un programme économique et social qui prendrait la forme d'un projet de loi unique déposé le 4 novembre: il comportait des impôts nouveaux, des „assainissements" dans la sécurité sociale, des mesures touchant les traitements et pensions des services publics, et le tout était inamendable, „à prendre ou à laisser". Dans les milieux socialistes et en Wallonie surtout, ce projet allait être le point de cristallisation d'une profonde inquiétude due à la stagnation économique et aux fermetures de mines. Le PSB riposta aussitôt l'annonce de la loi par une „Opération vérité", importante campagne à la fois d'information sur les réformes de structure et d'action contre les intentions gouvernementales. LÉO COLLARD et ANDRÉ RENARD parlèrent à La Louvière le 10 octobre. Le 19 octobre, les mineurs du Centre – comme ceux du Borinage – cessaient le travail pour la journée et se rendaient à Bruxelles, où avait lieu la réunion du Conseil National des Charbonnages qui devait décider de nouvelles fermetures; une trentaine de bourgmestres socialistes de la région ceints de leur écharpe maïorale, se virent refoulés de la „zone neutre". Un mois plus tard, le 17 novembre, des permanents wallons de la FGTB réunis à Charleroi décidaient la mise sur pied d'un organe de coordination syndicaliste wallon et la parution en janvier suivant d'un journal de lutte spécifiquement wallon: ce serait *Combat*. L'action contre la loi unique s'intensifie ensuite. Nous en retracerons le déroulement dans la région du Centre, tout en signalant simultanément son évolution au niveau national et surtout les faits marquants pour l'avenir du mouvement socialiste.

Les premiers débrayages contre la loi unique se produisent le 29 novembre dans le Centre: les 1 500 travailleurs de l'usine BOËL à La Louvière sortent de l'usine et se rendent à un meeting où parlent les orateurs de la FGTB. Le 14 décembre est une journée de grève dans tous les grands centres industriels wallons; des rassemblements ont lieu devant les Maisons du Peuple de Chapelle-lez-Herlaimont, Houdeng-Goegnies et Jolimont, puis 10 000 travailleurs se concentrent à La Louvière: VICTOR LAROCK au nom du PSB, et RAYMOND LATIN pour la FGTB prennent la parole. Les travailleurs sont décidés à user de l'arme suprême, la grève générale nationale. Mais le 16, au Comité National élargi de la FGTB, la motion d'ANDRÉ RENARD préconisant la grève au finish est rejetée à une faible majorité par les régionales flamandes (sauf Gand) contre les régionales wallonnes (sauf Tournai). Malgré ce vote – dont l'aspect „communautaire" est important – la grève démarre spontanément le 20 décembre, jour de l'ouverture du débat à la Chambre sur le projet de loi. Dans le Centre, les agents communaux ont donné le signal du mouvement: tous ont cessé le travail, de Binche à La Louvière et de Soignies à Lessines; les instituteurs d'Anderlues et de Carnières se sont eux aussi mis en grève. Le lendemain, la grève des communaux s'étend aux quelques administrations restées encore ouvertes; les cheminots de la gare de formation de Haine-St-Pierre (plaque tournante du trafic vers Bruxelles, Charleroi et Mons) cessent le travail dans la matinée, les

enseignants aussi. Le Bureau national de la FGTB, le 22, confie la direction du mouvement à ses Régionales et aux Centrales professionnelles; les métallurgistes du Centre débrayent eux aussi en ce troisième jour de lutte, malgré un appel du syndicat des métallos chrétiens invitant à rester au travail; les mineurs des charbonnages de Boussu et d'Anderlues cessent à leur tour le travail, les trams de La Louvière rentrent au dépôt après des incidents avec les grévistes, le bassin carrier entre en grève. Le vendredi 23, la paralysie est totale dans la région. Le mouvement y sera solide pendant toute la durée du conflit, c'est-à-dire près d'un mois, et s'accompagnera, au début, de nombreux incidents (dès le 23, des heurts entre grévistes et gendarmes s'étaient produits – comme en 1950 – devant l'usine HUPIN à Binche). Nous suivrons maintenant jour par jour ou presque les images de ce conflit que l'on a pu à juste titre appeler la „grève du siècle".

Le week-end des 24 et 25 décembre est marqué dans la région par l'arrivée d'importants renforts de gendarmerie. À Liège, *La Wallonie* qui a publié un „appel aux soldats" est saisie; des prêtres sérésiens publient une lettre dans laquelle ils déclarent comprendre la grève: réponse au Cardinal VAN ROEY qui, la veille de Noël, a pris publiquement position contre le mouvement.

Le lundi 26, le trafic automobile est considérablement réduit dans le Centre: plusieurs passages à niveau ont été bloqués, de nombreuses rues dépavées. À La Louvière, les piquets de grève font fermer les agences bancaires, un accord est pris avec les commerçants pour que ceux-ci n'ouvrent que durant les après-midi. Une manifestation rassemble 2 000 travailleurs devant la Maison du Peuple d'Ecaussinnes.

Une concentration a lieu à Binche l'après-midi du 27, mais le meeting de La Louvière est l'événement marquant de cette journée. Ce sera la réunion la plus animée de celles qui se tiennent alors dans le pays: plus de 20 000 travailleurs sont réunis sur la place JULES MANSART, le sentiment que leur région a été abandonnée les a survoltés, ils réclament une marche sur Bruxelles. Les bourgmestres socialistes du Centre déclarent refuser „l'ordre de délation" que leur a donné le ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire signaler les agents communaux en grève.

La Louvière est calme le 28, mais des incidents se multiplient dans le bassin carrier, dont toutes les gares sont occupées par l'armée. Ecaussinnes est complètement isolée et paralysée, les grévistes contrôlent même les entrées dans la commune. La tension augmente le jeudi 29, alors que le mouvement est à son paroxysme dans tout le pays. Les accrochages avec les gendarmes se multiplient, de même que les manifestations spontanées – notamment à Feluy (2 500 personnes) et à Binche (envahie par un cortège de 15 000 grévistes venus de toute la région).

Le vendredi 30, beaucoup de grandes routes de la région sont bloquées et le canal du Centre est obstrué par les débris d'un ancien pont que l'on y a précipité, à Strépy-Bracquegnies; 3 000 grévistes improvisent une manifestation à 15 heures aux deux Houdeng. De violents incidents opposent en fin d'après-midi à La Louvière les grévistes et les gendarmes qui occupent la Poste: on a appris le décès d'un manifestant à Bruxelles.

Le 31, on peut voir des milliers d'affiches bordées de noir que le Comité Régional d'Action Commune a placardées durant la nuit. Elles appellent à une journée de deuil pour le mardi: „La Wallonie sur son déclin. Veut-on la mort du Centre? 20 000 emplois supprimés depuis la Libération. Des cimenteries, des verreries, des tanneries, des carrières, des entreprises importantes de la métallurgie ont fermé leurs portes. La région est menacée de dépeuplement. Sous le régime actuel: aucun espoir de redressement. Industriels, indépendants, commerçants, unissez vos efforts à ceux de la classe ouvrière en

lutte; ensemble, dans le recueillement et la résistance, nous exprimerons le mardi 3 janvier au bourgmestre de notre commune nos justes revendications".

Le week-end de la Saint-Sylvestre et le lundi 2 janvier (jour normal de congé compensatoire) sont marqués par l'organisation d'une vingtaine de meetings locaux le samedi, une manifestation de 7 000 personnes à Soignies le 31 au soir, une autre de 8 000 personnes le 2 à Bracquegnies. La gendarmerie commence à arrêter des grévistes.

Le mardi 3 janvier est donc „journée de deuil" dans toute la région, à l'appel des organisations socialistes. Des accrochages se poursuivront des heures durant entre gendarmes et manifestants devant la Maison du Peuple de Jolimont, ainsi qu'à Soignies. Le leader syndical ANDRÉ RENARD, dans un meeting à Yvoz-Ramet, réclame le fédéralisme. Au même moment, les représentants des Fédérations wallonnes du PSB réunis à Namur décident de constituer un Comité permanent de liaison et soulignent la nécessité de réviser les structures politiques du pays. Désormais, les prises de position fédéralistes vont s'accentuer de jour en jour chez les socialistes et les grévistes wallons: pour la première fois, la revendication d'une réforme radicale de l'État est voulue par les travailleurs en lutte et trouve ainsi un réel contenu populaire.

Les incidents les plus violents, et les plus révélateurs de la brutalité des forces de l'ordre, se produiront le 4 dans la région. Six grévistes sont collés au mur à Estinnes-au-Mont par les gendarmes qui leur enlèvent leurs pantalons. À Braine-le-Comte, les députés socialistes GASTON JUSTE, TOUBEAU et NAZÉ (qui se rendaient au Parlement) sont molestés par les gendarmes: ceux-ci matraquaient sauvagement des grévistes sous les caméras de la TV suisse; le député-bourgmestre MARTEL est insulté lorsqu'accourant de la Maison du Peuple, il arrive sur les lieux de la charge. Celle-ci et les autres incidents de la journée seront évoqués à la tribune de la Chambre par MARTEL et ses collègues. JOSEPH MARTEL ordonnera le retrait des gendarmes de sa commune. Dans le Centre comme les autres bassins industriels wallons, le mouvement continuera à se durcir les jours suivants – par contre des reprises partielles se produisent déjà alors en Flandre.

Le lundi 9, La Louvière et le Centre connaîtront la plus grande manifestation de leur histoire. EDMOND LEBURTON et ANDRÉ RENARD haranguent 40 000 manifestants venus jusque d'Ecaussinnes et Enghien. On remarque dans la foule un énorme portrait de DEFUISSEAUX („Debout les morts!") et un calicot „Plutôt crever que céder". RENARD développe l'idée d'une démission collective des parlementaires socialistes pour ouvrir un „second front" politique (le président du meeting, ARSÈNE POTIE, avait fait savoir que les mandataires socialistes du Centre étaient prêts à cette éventualité). Il termine en demandant à la foule, qui en est à sa troisième semaine de grève: „Et si c'était à refaire, recommenceriez-vous?" Un immense „oui" est la réponse.

La grève se résorbe pourtant de plus en plus en dehors des centres industriels wallons. Elle est toujours totale dans le Centre, le vendredi 13, lorsque de nouveaux heurts entre piquets de grève et gendarmes ont lieu devant les écoles moyennes de Braine-le-Comte; des militants syndicaux sont encore arrêtés. Ce jour-là, 400 élus socialistes wallons réunis à St-Servais sous la présidence de MARTEL réclament pour la Wallonie „le droit de disposer d'elle-même" et mettent leur mandat à la disposition du Parti. Mais leurs collègues flamands et bruxellois ne se sentent guère solidaires avec les objectifs wallons de la grève et ne veulent pas risquer l'aventure. Le lendemain, le Bureau du PSB repoussera l'idée d'une démission collective de ses élus.

Le samedi 14, JOSEPH MARTEL explique à 10 000 manifestants rassemblés à Houdeng la portée du texte que, le matin même, il a remis au Roi

avec une délégation de parlementaires socialistes wallons: cette déclaration demande une réforme institutionnelle garantissant les Wallons contre les effets du déséquilibre interne du pays. Le dimanche, 41 dirigeants syndicaux, dont 8 du Centre, membres du récent Comité de coordination des Régionales wallonnes de la FGTB, se prononcent pour la fédéralisation de celle-ci.

La dernière semaine de grève commence avec une troisième mort d'homme, à Chênée (un second manifestant était mort à Liège le 7 janvier, un autre mourra encore le 22). L'ardeur des grévistes faiblit à Binche. Le commissaire d'arrondissement de Thuin interdit les rassemblements de plus de 5 personnes. Les cheminots des provinces de Liège et du Hainaut reprennent le travail le mardi 17, exceptés ceux de Haine-St-Pierre qui annoncent la reprise pour le lendemain si toutes les forces de gendarmeries et la troupe se sont retirées. Le mercredi, la grève est réduite à ses derniers carrés: Liège, Charleroi et le Centre y compris le bassin carrier de Soignies-Ecaussinnes.

La grève agonise. Les mineurs du Centre seront les derniers à résister dans le Hainaut: ils reprennent le travail le vendredi 20, tout comme les enseignants de la région. Le dernier bastion de la grève, ainsi qu'à Charleroi, est la métallurgie, mais des reprises partielles se sont produites dans quelques petites entreprises; le bassin carrier est toujours paralysé… Ces derniers bataillons cesseront le mouvement le lundi 23, à l'appel du Comité de coordination des Régionales wallonnes de la FGTB qui a décidé de „suspendre" la grève et de „donner de nouvelles formes à l'action".

CHAPITRE 4.

LES ANNÉES '60: LA CRISE DE L'UNITÉ

Crise de l'unité? Du pays d'abord: le fait dominant des années '60 sur le plan de la politique intérieure, est sans conteste l'importance croissante des oppositions linguistiques et communautaires. C'est au cours de cette décennie que les rapports entre Wallons, Bruxellois et Flamands, et corollairement l'exigence d'une réforme profonde de l'État, deviennent vraiment le sujet national, mobilisant quasi constamment, qu'elle le veuille ou non, la classe politique au sens large du terme. Mais crise de l'unité dans le Parti aussi, plus tôt résorbée cependant: pendant les quatre années du gouvernement LEFÈVRE-SPAAK, les divergences de vues entre les diverses tendances socialistes vont se manifester à de multiples reprises; en ces occasions, les socialistes du Centre – ceux de Soignies plus que de Thuin – seront bien souvent dans la minorité opposée aux décisions du Parti et à la politique gouvernementale. Nous commencerons par là puis, après avoir évoqué brièvement la situation du Centre d'une manière générale durant ces „golden sixties", nous reviendrons à la politique strico sensu pour suivre l'évolution des problèmes durant la seconde moitié de la décennie, jusqu'aux solutions trouvées en 1970. La révision constitutionnelle de cette année-là, premier aboutissement de la revendication fédéraliste, marqua la fin de la Belgique unitaire.

1. LES SOCIALISTES DU CENTRE ET LE GOUVERNEMENT LEFÈVRE-SPAAK

Quand l'exceptionnelle grève de l'hiver 60-61 prend fin, la loi unique a déjà été votée à la Chambre, le 13 janvier. Elle est adoptée par le Sénat un mois plus tard exactement, mais le gouvernement est dans l'impossibilité de prendre aucun arrêté d'exécution: la gigantesque résistance des travailleurs a miné l'unité de la coalition social-chrétienne - libérale, qui décide le 20 février de recourir à des élections anticipées. Les partis au pouvoir espèrent un réflexe de peur dans l'électorat et un recul socialiste. Leur calcul se révèle faux: au lendemain du scrutin du 21 mars 1961, le PSB conserve tous ses sièges tandis que le PSC, lui, perd sa majorité absolue au Sénat. Au niveau national, les socialistes progressent de 1%, mais ils régressent légèrement dans les arrondissements de Soignies et de Thuin, au profit des communistes. Par le jeu de l'apparentement, les socialistes sonégiens retrouvent néanmoins le troisième siège de député; leurs trois élus à la Chambre sont donc JOSEPH MARTEL, MARCEL COLLART et un jeune militant de Strépy-Bracquegnies, LÉON HUREZ. Décédé en avril 1963, JOSEPH MARTEL sera remplacé par ROGER GAILLIEZ; ce dernier avait succédé en janvier 1962 à HECTOR ROLAND au poste de secrétaire de la Fédération. Au cours de la législature, celle-ci perdra non seulement le député-bourgmestre de Braine-le-Comte, mais aussi deux sénateurs en l'espace de quelques mois: EUGÈNE DEBAISE, qui siégeait depuis 1950 à la Haute Assemblée, meurt en février 1962; son successeur FERNAND VINET meurt lui aussi en novembre suivant; il est remplacé par FERNAND DELMOTTE, bourgmestre de Lessines. Le scrutin de mars 1961 a donné un autre siège de sénateur aux socialistes sonégiens, attribué à EVENCE JENNARD et non plus JULES ROLAND (atteint par la limite d'âge, comme GASTON HOYAUX). À Thuin, GASTON JUSTE et YVONNE PRINCE ont été réélus députés tandis que le bourgmestre de Binche CHARLES DELIÈGE a remplacé ROBERT DUTERNE au Sénat.

Après ce scrutin, le président du PSC THÉO LEFÈVRE constitue en avril un gouvernement social-chrétien - socialiste dont le vice-Premier Ministre est PAUL-HENRI SPAAK. Il

TABLEAU 14

Pourcentages obtenus aux législatives de 1961 (Chambre)

SOIGNIES	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques	Isolés
Arrondissement	53,1%	7,1%	10,2%	24,9%	4,7%
C. de La Louvière	57,7%	9,2%	8 %	19,6%	5,6%
C. de Roeulx	54,6%	9,7%	5 %	26,3%	4,4%
C. de Soignies ..	52,3%	4,3%	12,4%	25,7%	5,2%
C. d'Enghien ...	38,5%	2,5%	15,7%	39,1%	4,1%
C. de Lessines ..	52 %	6,1%	15,4%	24,1%	2,6%

THUIN	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques	Isolés
Arrondissement	45,3%	7,8%	11,7%	29,8%	5,3%
C. de Binche	52,3%	10 %	8,8%	23,6%	5,3%
C. de Thuin	40,1%	7,2%	14,5%	34 %	4,2%
C. de Merbes ...	45,6%	9,4%	10,3%	28,6%	6 %
C. de Beaumont .	30,3%	2,9%	19,2%	42 %	5,5%
C. de Chimay ...	32,2%	1,9%	15,9%	44,1%	5,8%

manifeste clairement sa volonté d'aborder de front et de résoudre le contentieux communautaire: sa déclaration gouvernementale (le 2 mai) contient un programme d'action ambitieux à cet égard. Mais la formule ministérielle ne fait pas l'unanimité: en avril, la Fédération de Thuin notamment a adopté une résolution exprimant son opposition à la participation gouvernementale. La méfiance ne s'est pas dissipée à la fin de l'année; la tendance générale qui se dégage des assemblées des Fédérations préparant le Congrès national du Parti en décembre est que l'action socialiste ne peut pas se confondre avec la politique du gouvernement, comme cela avait été le cas de 1954 à 1958. Les socialistes thudiniens rappellent à cette occasion leur opposition d'avril et énoncent une série de conditions auxquelles ils subordonnent la continuation de la collaboration gouvernementale, à savoir une réforme fiscale, une réforme des finances communales, une programmation autoritaire de l'économie et surtout une réduction importante du budget de la Défense nationale (conformément aux voeux du PSB en 1960) et de celui de la gendarmerie. La Fédération de Soignies insiste elle aussi sur ces deux derniers points et réclame une stricte application du pacte gouvernemental. Or, contrairement à ce que réclament ces Fédérations, le projet de budget de l'armée et de la gendarmerie tel qu'il est présenté au Congrès du Parti le 18 décembre prévoit des augmentations: une motion tendant à amender ce projet, déposée par ANDRÉ COOLS, est repoussée par 780 voix contre 211. Cinq Fédérations wallonnes ont appuyé le texte „minoritaire", dont celle de Soignies. Désormais, le fossé va se creuser entre cette dernière et la majorité du Parti – une majorité dont les socialistes flamands sont une composante importante. Un premier incident se produira le 21 décembre à la Chambre lors du vote sur le budget de la gendarmerie: sept jeunes députés socialistes, dont LÉON HUREZ, votent contre ou s'absentent volontairement de la séance; tous recevront un avertissement du Groupe parlementaire.

Au moment où le climat commence déjà à se tendre au sein du PSB, naît en Wallonie un mouvement qui jouera un rôle dans cette tension. N'ayant pu faire triompher au sein de la FGTB le système confédéral préconisé pendant la grande grève par les animateurs du Comité de coordination des Régionales wallonnes de la FGTB, ANDRÉ RENARD et d'autres syndicalistes socialistes ont décidé à la mi-mars 1961 de créer le MPW, Mouvement Populaire Wallon, dont les objectifs tiennent dans la formule „Fédéralisme et réformes de structures". Le Congrès constitutif du mouvement s'est tenu à Liège les 18 et 19 novembre suivant, et le MPW y a adopté un projet fédéraliste. Le développement rapide du mouvement – enrayé par la mort de son leader le 15 avril 1962 – va surprendre le monde politique par son importance. Le MPW est fortement appuyé sur des centrales syndicales affiliées collectivement (surtout dans la région liégeoise). Par contre, dès le début de 1962, il commence à voir certains hommes politiques socialistes l'abandonner: ceux-ci sont dans une situation délicate en effet, puisque le MPW réserve l'essentiel de ses critiques à la direction du PSB et à sa politique, parce que les socialistes sont de loin la principale force wallonne, et surtout la seule susceptible de faire triompher les revendications du mouvement. Une bonne part des socialistes wallons sont évidemment tout à fait ralliés à ces revendications et à l'action du MPW. Le Comité exécutif de la Régionale du Centre du MPW, constitué le 9 mai, a pour président ROBERT JOLY, président du PSB de Carnières et pour vice-présidents LÉON HUREZ et EVENCE JENNARD, deux parlementaires socialistes sonégiens. Les permanents de plusieurs centrales régionales de la FGTB font partie de ce Comité, dont les secrétaires adjoints sont les animateurs des JGS du Centre.

Le MPW est une preuve manifeste du réveil de la conscience wallonne sous le choc des événements de l'hiver 60. Ce n'est pas la seule. À l'automne 1961 déjà, les socialistes wallons ont tenu un nouveau Congrès (les 23 et 24 septembre à Charleroi). Ils y ont réaffirmé leurs positions en matière de fédéralisme et adopté un plan d'action consistant à élaborer rapidement un projet précis de statut fédéral pour la Belgique, ensuite confronter leurs vues avec celles des socialistes flamands et bruxellois pour aboutir à une position commune, enfin négocier avec les autres partis. Un Comité permanent d'études et d'action est aussitôt désigné pour mener à bien cette tâche. Les 31 mars et 1er avril, aussi à Charleroi, un nouveau Congrès des socialistes wallons prend donc connaissance du projet que lui soumet ce Comité: le rapport – qui sera adopté par le Congrès – énumère les *Principes fondamentaux d'un statut fédéral*, à savoir un fédéralisme à trois, c'est-à-dire avec trois composantes à part entière tant sur le plan des compétences (y compris dans le domaine économique pour la réalisation des réformes de structures) que sur celui des institutions. Mais la suite de la procédure souhaitée au Congrès de 1961 va se heurter au mur d'inertie des socialistes flamands: adversaires d'un système de type fédéral qui pourrait nuire aux intérêts du socialisme en Flandre, ces derniers refusent de se réunir en Congrès régional pour ne fût-ce que discuter du problème.

L'opposition des socialistes du Centre, ou en tout cas de la Fédération de Soignies, à la politique gouvernementale appuyée par la majorité du Parti, va s'amplifier après le second Congrès socialiste wallon. Pour de multiples motifs: nouvelles fermetures de charbonnages, refus des socialistes flamands de répondre au projet fédéraliste, vote du rattachement des Fourons au Limbourg, contenu du *Peuple* même… Le 2 mai, le Comité de l'Action commune du Centre s'indigne de ce que le gouvernement s'apprête à procéder à de nouvelles fermetures de mines dans la région sans que la reconversion soit suffisamment avancée „et ce au mépris des engagements pris"; il attire l'attention du gouvernement sur les graves dangers qu'il court si

ces mesures se réalisent. Cette menace à peine voilée dans le texte de l'Action Commune se précise cinq jours plus tard, lorsque les dirigeants de la Fédération de Soignies font savoir dans un ordre du jour qu'ils envisagent de convoquer un Congrès fédéral pour réexaminer à la lumière de l'évolution de la situation le principe de la collaboration gouvernementale. Ce Congrès se tient le 2 juin à Soignies: il met en garde „les membres socialistes du gouvernement qui s'engagent dans une voie qui peut être préjudiciable au Parti et aux intérêts de la classe ouvrière". La Fédération revoit également ses statuts à cette occasion, et on ne s'étonnera pas de voir qu'elle en profite pour adopter une série de mesures restreignant les cumuls de mandats, particulièrement des mandats politiques et syndicaux, et fixant des limites d'âge pour les candidatures aux législatives et aux provinciales.

L'effervescence reprend dans la Fédération après les vacances de l'été. C'est d'abord, en septembre, la section de Houdeng-Aimeries qui refuse de participer à la campagne de promotion du *Peuple* tant que celui-ci ne modifie pas sa politique rédactionnelle, elle accuse le quotidien du Parti de s'être „coupé de la masse"; d'autres sections partagent cet avis, les protestations se multiplient lorsque le journal insère, en octobre, de la publicité pour l'armée, et début novembre ROGER GAILLIEZ intervient à plusieurs reprises auprès du directeur politique du *Peuple* pour lui transmettre les doléances de la Fédération. Mais il y a plus grave dans le domaine de l'action gouvernementale, lors de la rentrée parlementaire: c'est l'adoption du projet de loi rattachant les Fourons au Limbourg. Lors du vote final à la Chambre le 31 octobre, LÉON HUREZ et MARCEL COLLART (MARTEL était absent), GASTON JUSTE et YVONNE PRINCE votent contre – comme d'ailleurs la majorité des députés socialistes wallons, mis en minorité une fois encore par le bloc flamand. Mais l'affaire a fait grand bruit, car l'opinion des habitants concernés était connue par de multiples référendums, pétitions, manifestations restées sans effet. Sans doute joua-t-elle un rôle dans la nouvelle radicalisation constatée à ce moment dans les rangs des socialistes sonégiens. Beaucoup de motions votées par les sections les plus importantes de l'arrondissement en vue du Congrès fédéral du 27 octobre, exigent en effet le retrait immédiat du Parti du gouvernement. L'Union communale socialiste de Strépy-Bracquegnies souhaite même „qu'en cas d'immobilisme persistant du PSB, les Unions communales socialistes wallonnes envisagent la création du Parti Socialiste Wallon". Le 27, la Fédération de Soignies par 4 070 mandats contre 2 006 et 237 abstentions votera le texte suivant: „Le Congrès, prend acte des réalisations positives du Gouvernement, notamment en matière sociale, de travaux publics et de politique étrangère; constate cependant que de nombreuses promesses n'ont pas été honorées et que d'importants problèmes n'ont pas trouvé de solution jusqu'ici; par conséquent, marque son opposition à la continuation de la participation socialiste au Gouvernement." L'opposition sonégienne ne désarmera donc pas, malgré la présence au gouvernement, pour la première fois, d'un élu de la région – GEORGES BOHY, d'Arquennes (arr. de Charleroi) remplacera en effet J.J. MERLOT comme ministre à la suite de la démission du second après le vote sur les Fourons.

Le Congrès fédéral d'octobre 1962 avait aussi déclaré, à l'unanimité cette fois, son opposition formelle aux projets de loi sur le maintien de l'ordre, considérés comme inamendables et inacceptables. Exigés par le partenaire PSC, ces projets visaient à réprimer à l'avenir des faits semblables à ceux qui s'étaient produits (à Liège notamment) durant la grande grève. La plupart des Fédérations wallonnes du PSB et des Régionales Wallonnes de la FGTB, s'élevèrent rapidement contre ces projets – que les organes du MPW (*Combat*) et de l'aile gauche du PSB

(*La Gauche*) avaient dénoncés. La Fédération de Soignies prendra encore une position en flèche sur cette affaire. Lors d'un Congrès national du Parti, consacré aux projets début mars 1963, HIRSOUX intervient en tant qu'ancien mineur pour exposer en termes émouvants pourquoi les projets doivent être repoussés en bloc („Les ouvriers ne comprendraient pas que la moindre aggravation de la législation répressive puisse passer"). Mais une majorité de 92% se dégage pour demander que les projets soient amendés, et non purement et simplement rejetés: la Fédération sonégienne est la seule à se prononcer pour le rejet des projets quels qu'ils soient. Au Congrès du 6 avril suivant qui examine les projets amendés, ceux-ci sont approuvés par 70% des délégués, mais le vote a une coloration communautaire très nette: les Fédérations flamandes les approuvent par 427 voix contre 12, tandis que les Fédérations wallonnes les rejettent par 268 voix contre 165! La majorité des députés socialistes wallons se plieront à la discipline du Parti et voteront néanmoins les projets, le 9 avril, à la Chambre. Mais douze d'entre eux ne désarment pas, et s'abstiennent, dont LÉON HUREZ. Or le député de Soignies avait déjà été sanctionné une deuxième fois (après son avertissement de janvier '62), en décembre, pour indiscipline lors du vote sur la taxe de transmission. Cette fois, c'est une suspension de deux mois du Groupe Parlementaire qui lui sera infligée par le Bureau du Parti.

Au Congrès national du 13 juillet 1963, la Fédération de Soignies approuve, comme celle de Thuin, les modifications apportées dans la structure de la direction du Parti; mais, avec Liège notamment, elle manifeste quand même son insatisfaction devant la timidité des réformes introduites. C'est lors de ce Congrès que le Président LÉO COLLARD présente le projet de „Compromis des Socialistes", que le PSB a élaboré pour relancer la préparation de la révision constitutionnelle, décidée au début de la législature par le gouvernement. Ce projet d'accord entre socialistes du nord et du sud implique bien sûr des concessions réciproques. Il prévoit une réforme de la procédure de vote au Sénat: la majorité dans chaque groupe linguistique serait exigée pour certaines matières „réservées" (lois linguistiques et culturelles, décentralisation économique, etc.). On est loin de la revendication fédéraliste exprimée par les socialistes wallons l'année précédente.

À l'issue de son Congrès tenu le 9 novembre, la Fédération de Thuin réaffirme „son attachement fidèle" à cette dernière, mais (par 73% des voix) admet le compromis en proposant toutefois plusieurs amendements – dont une triple majorité au Sénat pour les matières réservées (sénateurs wallons, flamands et bruxellois). La Fédération de Soignies, elle, qui s'est réunie le 27 octobre, reconnaît la nécessité d'un accord mais réclame l'organisation d'une „confrontation très large des thèses en présence" et en cas de rejet de cette proposition décide de voter contre le projet tel qu'il est proposé. EVENCE JENNARD fait un discours en ce sens au Congrès national du 16 et 17 novembre, mais la procédure proposée par Soignies est jugée inacceptable. Le „Compromis" sera adopté par 88% des délégués, soit tous les délégués flamands et bruxellois et 77% des Wallons-Soignies se plaçant comme elle l'avait dit dans les opposants.

L'acceptation du „Compromis" par les 3/4 des socialistes wallons prouve certes un réel souci de l'unité du Parti mais elle témoigne aussi du recul de l'influence du MPW dans les rangs socialistes. Le Mouvement est en perte de vitesse depuis quelque temps; le pétitionnement qu'il a organisé en octobre '63 a été condamné par la direction du PSB, ce qui a entraîné le retrait de plusieurs parlementaires socialistes du MPW. Une évolution se dessine dans la Fédération de Soignies, vers des positions quelque peu moins radicales. Elle se fera lentement, mais elle est déjà perceptible à la fin de 1964. À ce

moment, les relations entre d'une part la direction (et la majorité) du Parti et d'autre part le MPW et les animateurs de *La Gauche* (et de son correspondant flamand *Links*) se sont complètement détériorées. Le 23 novembre, le Bureau du Parti annonce qu'un prochain Congrès sera appelé à se prononcer sur l'incompatibilité entre la qualité de membre du PSB et celle de rédacteur de *La Gauche* (et de *Links*) ou de dirigeant du MPW. Le Congrès a lieu les 12 et 13 décembre, et ces incompatibilités sont votées par 3/4 des délégués (wallons uniquement dans le cas du MPW). Soignies est la seule Fédération votant à une majorité très nette – 24 non, 10 oui et 1 abstention – contre cette décision (Liège et le Luxembourg font de même, mais par des majorités beaucoup plus réduites); elle aurait préféré qu'une ultime procédure de conciliation soit tentée. Ce vote d'opposition est dans la ligne des prises de position précédentes des socialistes sonégiens. Par contre, lors de son Congrès préparatoire (le 11 décembre), ceux-ci avaient également adopté – à l'unanimité – une résolution de politique générale: il n'y était plus question d'opposition à la collaboration gouvernementale; la Fédération enregistrait avec satisfaction les réalisations à caractère social du gouvernement, en réclamait d'autres et demandait au Parti de définir au plus vite son programme électoral „inspiré d'une large conception des principes socialistes qui postulent la transformation de la société capitaliste actuelle".

Nous trouvons la confirmation de cette évolution en février 1965, lors du Congrès extraordinaire approuvant par 889 voix contre 86 et 21 abstentions les accords dits de la Table ronde, c'est-à-dire le compromis institutionnel conclu, à la veille des prochaines législatives, entre les deux partis gouvernementaux pour la poursuite de la révision constitutionnelle. Comme en maintes autres occasions déjà, les Fédérations flamandes approuvent unanimement le texte proposé, et l'opposition est wallonne. Mais pour la première fois depuis longtemps, la majorité de la Fédération de Soignies marque elle aussi son accord (78% de ses mandats), comme celle de Thuin (à 86%) – en fait, seule la Fédération liégeoise, de justesse, s'est opposée aux accords. On peut certes noter que la Fédération sonégienne est, après Liège, celle où la tendance „oppositionnelle" reste la plus forte (33% en comptant les abstentions), il n'empêche qu'à ce moment les deux Fédérations du Centre ont donc à nouveau une position identique sur le problème politique majeur. Pas pour longtemps.

Les résultats des élections législatives du 23 mai 1965, en effet, vont bouleverser les militants. Le scrutin confirme les grandes tendances des élections communales d'octobre 1964: recul général des partis de la coalition gouvernementale, impressionnante progression du PLP. Les mouvements de voix sont énormes: au niveau national, le PSC tombe de 41,5 à 34,5% et le PSB de 36,7 à 28,3%. La sanction électorale de la participation gouvernementale a été particulièrement lourde. Les prises de position de la Fédération de Soignies, critiques à l'égard du Ministère et de la direction du Parti, ne l'ont pas empêchée de subir un recul d'une même ampleur que celui enregistré à Thuin, soit environ 10% en moins, dans les deux cas un quart de leur électorat. Bien que conservant, avec 42,3% des suffrages et un des meilleurs pourcentages du Hainaut, des positions relativement bonnes, la Fédération de Soignies perd plus de la moitié de ses mandats par le jeu des calculs et de la répartition des sièges. Elle n'a plus que deux députés (LÉON HUREZ et MARCEL COLLART) au lieu de trois, un sénateur (FERNAND DELMOTTE) au lieu de deux, enfin elle perd son député permanent et la présidence du Conseil provincial (ALEXANDRE ANDRÉ, atteint par la limite d'âge, ne s'était pas représenté). Si l'on ajoute à cela que la Fédération de Thuin a perdu, elle, un de ses mandats à la Chambre (celui d'YVONNE PRINCE, qui avait été remplacée en janvier 1965 au

TABLEAU 15

Pourcentages obtenus aux législatives de 1965 (Chambre)

SOIGNIES	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques	Front Wallon
Arrondissement	42,3%	10 %	23 %	19,3%	2,5%
C. de La Louvière	44,8%	13,4%	19,7%	16,3%	2,4%
C. de Roeulx	46 %	12,6%	17,7%	19 %	2,1%
C. de Soignies ..	37,9%	6,5%	27,2%	21,2%	4,1%
C. d'Enghien ...	29,9%	4,1%	31,1%	30,4%	4,1%
C. de Lessines ..	47,7%	8,4%	25,8%	16,1%	1,1%

THUIN	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques	Front Wallon
Arrondissement	35 %	10,1%	25,6%	22,8%	2 %
C. de Binche	41,6%	13,4%	21,4%	17 %	2,6%
C. de Thuin	28,8%	7,1%	29,2%	25,5%	6,2%
C. de Merbes ...	35,2%	12,5%	25,3%	22,6%	2,5%
C. de Beaumont .	24,3%	2,8%	37,6%	31,4%	1,5%
C. de Chimay ...	22,5%	3,2%	30,1%	38 %	1,6%

poste de secrétaire fédéral par ARTHUR BERTHET) et que le directeur du „Progrès", LOUIS DESMET, n'a pas été réélu sénateur provincial, on peut dire que la région du Centre est la plus éprouvée du Hainaut au lendemain du scrutin. Il faut cependant préciser que suite à l'adaptation du nombre de sièges, l'arrondissement de Soignies avait perdu un sénateur et celui de Thuin un député.

2. COUP D'OEIL SUR L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU CENTRE

Les problèmes strictement politiques auxquels il a été fait allusion précédemment n'ont bien sûr pas été les seuls soucis des mandataires et dirigeants des organisations socialistes du Centre durant les années '60. Le souci d'enrayer le déclin économique de la région a été également une de leurs préoccupations constantes. Car ce déclin se poursuivit pendant la majeure partie de la décennie et les efforts de reconversion ne donnèrent des résultats positifs qu'à la fin de celle-ci. De 1960 à 1968, le Centre devait perdre encore près de 10 000 emplois industriels, le total de ceux-ci passant de 46 753 à 37 489. Est-il nécessaire de disserter longuement sur ces chiffres bruts? Les pertes se situaient dans les secteurs traditionnels: 8 000 emplois environ dans les mines, un millier en métallurgie, 500 dans les carrières... Il y eut des fermetures retentissantes, dont certaines qui provoquèrent une énergique résistance des travailleurs concernés: on se souvient à La Louvière de l'occupation des Ateliers Anglo-Germain pendant 17 jours en mai 1967, et de la grève générale de solidarité qui paralysa la métallurgie régionale le lundi 22 mai. L'occupation de l'usine avait alors constitué un élément neuf dans la tactique des luttes ouvrières.

Dix mille emplois perdus, et pourtant que d'efforts avaient été tentés – à en croire les multiples rapports sur cette question – pour éviter l'hécatombe. Mais la bonne volonté des responsables politiques et syndicaux du Centre se heurtait aux lenteurs administratives, aux retards dans la décentralisation des pouvoirs de décision, au manque de coordination entre les ministères, aux efforts de certains pour maintenir un système dont l'échec était patent. C'est autant pour des motifs économiques que politiques que la revendication d'une réforme de l'État donnant plus d'autonomie à la Wallonie devait progresser! Cela dit, quelles avaient été les réalisations les plus marquantes visant à rendre vie au Centre? L'action pratique avait été entreprise dès septembre 1961, lorsque des bourgmestres de la région avaient incorporé leurs communes à l'Interboraine, devenue l'Intercommunale de développement économique et d'aménagement (I.D.E.A.) pour les régions du Centre et du Borinage, premier exemple du genre dans le pays. Elle était appelée à se renforcer rapidement, et dès le milieu de la décennie elle pouvait parler au nom de la quasi-totalité de la population régionale. L'IDEA accomplira un travail énorme pour hâter la reconversion économique, améliorer l'infrastructure régionale, promouvoir la création de zonings industriels et l'installation de nouvelles entreprises. Il y eut aussi, en février 1967, la création de la Conférence économique et sociale du Centre, organisme de combat et de pression représentant toute la région. C'est à son appel que le 8 mai suivant, 20 000 personnes manifestèrent dans les rues de La Louvière pour exiger des mesures d'urgence et des priorités. Il y eut, d'une manière générale, et pour ne citer que deux noms parmi beaucoup d'autres, les efforts constants et méritoires d'hommes tels FERNAND DELMOTTE – lorsque celui-ci devint, en juin 1968, Ministre Secrétaire d'État à l'Économie régionale wallonne – et HENRI ANDRIS, le Secrétaire de la Régionale FGTB. Enfin, il faut rappeler que la SIDEHO, dans la région de Lessines, et INTERSUD, dans la botte du Hainaut, fournirent un effort similaire à celui de l'IDEA.

À la fin des années '60, il était clair pour les responsables socialistes de la région du Centre – comme d'ailleurs de l'ensemble de la Wallonie industrielle – que l'on n'avait pas respecté la hiérarchie des urgences dans le pays, que l'on n'était pas allé au secours des régions les plus éprouvées et que les lois de relance économique, surtout nécessaire en Wallonie, avaient profité davantage à une Flandre en pleine industrialisation. Le retard apporté à la réalisation de l'autoroute de Wallonie, tellement importante pour l'économie du Centre, n'était qu'un exemple entre cent des négligences pour ne pas dire des entraves apportées à la relance des régions wallonnes de vieille industrialisation. Pourtant, peu à peu, la reconversion gagnait la région, des emplois étaient créés, les zonings industriels se peuplaient d'usines nouvelles. Au zoning de Manage-Seneffe, seule zone industrielle légalement reconnue en 1963, s'étaient ajoutés en cinq ans ceux de Bray-Péronnes, Strépy-Bracquegnies et Soignies. Le projet d'établir une autre zone industrielle à Feluy pour y accueillir un complexe d'usines pétrochimiques, était alors en discussion. Si la reconversion interne des entreprises régionales avait débouché sur des résultats médiocres voire nuls (des essais infructueux ayant plus d'une fois entraîné leurs promoteurs vers la faillite, causant des pertes d'emplois importantes), en revanche la reconversion externe (accueil de nouveaux types d'industries) semblait donc avoir pris au seuil des années '70 un cours positif, en tout cas encourageant. Cette orientation impliquait pour la région qu'elle rompe progressivement avec la structure industrielle qui l'avait caractérisée durant plus d'un siècle. En ce qui concerne les mines, c'était quasi déjà chose faite: il ne restait plus qu'un siège en activité dans le Centre en 1969. La page serait définitivement tournée quatre ans plus tard, avec la fermeture du puit „Le Quesnoy" à Trivières en juin 1973. Le Centre minier avait vécu. C'était aussi le cas à ce moment, depuis 1970, pour la Belgique unitaire: nous terminerons par là.

3. VERS L'ÉTAT „COMMUNAUTAIRE ET RÉGIONAL"

Après le scrutin du 23 mai 1965, les partis de la coalition sortante ne disposaient plus, à un siège près, de la majorité des 2/3 à la Chambre, nécessaire pour procéder à la révision de la Constitution. Le formateur PIERRE HARMEL tenta donc d'aboutir à la formation d'une tripartite, mais n'y parvint pas et finalement proposa de reconduire l'équipe PSC-PSB. Cette formule ne fut acceptée qu'à une très faible majorité au Bureau du Parti Socialiste, la majorité de ses membres wallons y étant opposés. Le même clivage communautaire devait se reproduire au Congrès du Parti chargé d'approuver la collaboration gouvernementale, le 25 juillet 1965. La participation y fut acquise par seulement 64,5% des mandats. La quasi-totalité des voix socialistes flamandes (406 sur 434) avaient été à la participation, ainsi que la majorité des voix bruxelloises (84 sur 114); par contre les 2/3 des socialistes wallons avaient rejeté l'accord (303 mandats contre, 182 pour et 9 abstentions)! La crise politique avait donc révélé un désir manifeste d'une majorité des socialistes wallons de rentrer dans l'opposition et, une fois de plus, les différences de sensibilité entre eux et leurs coreligionnaires flamands. Les deux Fédérations du Centre n'avaient pas adopté la même attitude. Celle de Soignies s'était prononcée nettement contre la reconduction de la coalition sortante (77% de non, soit le plus fort pourcentage d'opposants après les Fédérations de Liège et Nivelles). Celle de Thuin par contre s'était divisée et avait dégagé une légère majorité (56%) en faveur de la collaboration gouvernementale.

Mais celle-ci sera de courte durée; le gouvernement HARMEL se disloquera dès février 1966 (six mois donc après sa formation) par suite du retrait des ministres socialistes, des différends ayant surgi avec leur partenaire PSC à propos des problèmes de l'assurance maladie-invalidité.

C'est avec satisfaction que les socialistes du Centre enregistreront le retour du Parti dans l'opposition. La Fédération sonégienne l'avait encore exigé en décembre 1965, lors de son Congrès préparatoire au Congrès national des 12 et 13 décembre consacré à la modernisation des structures du Parti. Pour marquer son insatisfaction devant les projets fiscaux du gouvernement – contestés par la FGTB et de nombreuses sections wallonnes du PSB – la Fédération avait aussi décidé de s'abstenir, au Congrès national, lors de la réélection des Président et vice-Président du Parti, LÉO COLLARD et JOSSE VAN EYNDE. Sans prendre des attitudes aussi catégoriques, les socialistes thudiniens avaient eux aussi laissé poindre leur mécontentement dans la résolution adoptée par leur Congrès le 10 décembre 1965. Ils réclamaient un examen approfondi des causes du „cuisant échec" électoral de mai, l'instauration d'une tribune libre dans *Le Peuple*, etc.; ils suggéraient qu'avant de décider une augmentation des cotisations, le Parti „fasse appel d'abord à tous ceux qui ont obtenu des postes importants et bien rémunérés grâce à son appui"... On le voit, le climat était loin d'être serein dans les rangs des militants du Centre à l'époque de l'éphémère gouvernement HARMEL. Incontestablement, le retour dans l'opposition sera bénéfique aux socialistes wallons.

Le 3 mars 1966, trois semaines après l'ouverture de la crise politique, le président du PSC PAUL VANDEN BOYENANTS est désigné formateur. Lui aussi tente de constituer une tripartite, en vain, et aboutit à une coalition PSC-libérale. Celle-ci décrète „une trêve linguistique": la nouvelle équipe souhaite ne pas aborder de front les problèmes communautaires et au contraire pratiquer ce que certains appelleront, selon une image significative, la „politique du frigo". Mais le „frigo communautaire" ne put résister à l'explosion de Louvain, c'est-à-dire aux

12



Calendrier du „Progrès" pour 1932

Grève de 1936:
fin de meeting à La Louvière

19









Page de gauche:
Manifestation du Cartel
des Jeunesses ouvrières
et sportives
en faveur des enfants espagnols
(La Louvière, 1937)

CAMILLE VANEUKEM,
une grande figure
de la Résistance socialiste

Le Président du P.S.B.,
MAX BUSET

Question royale:
manifestation du 24 mars 1950 à La Louvière





Grève de février 1959:
Henri Andris parle
aux côtés d'Alexandre André
et Max Buset

La „grande grève":
barrage à Jolimont



1961:
quarantième anniversaire
de la manifestation du „Fusil brisé"







Un des derniers discours d'HECTOR ROLAND
comme secrétaire fédéral
(au Conseil général du P.S.B., le 2 décembre 1961 à Bruxelles)

La „grande grève":
manifestation à Binche



affrontements dans la rue (on se rappellera longtemps le „Walen buiten" des étudiants flamands) et entre partis à propos du transfert de la section francophone de l'Université catholique en région wallonne, transfert exigé par l'opinion flamande et ses représentants privilégiés, les sociaux-chrétiens flamands... L'affaire de Louvain allait provoquer une grave tension entre les deux ailes social-chrétiennes et finalement, au début de février 1968, la chute du gouvernement. Pendant les deux ans d'existence de celui-ci, les socialistes wallons avaient profité de leur séjour dans l'opposition pour refaire leur unité autour de nouvelles propositions en matière de réforme de l'État.

Les socialistes wallons vont tenter de sortir de l'état de crise dans lequel ils sont en fait plongés depuis 1964 (Congrès sur les incompatibilités) et provoquer un rapprochement avec le Mouvement Populaire Wallon et l'aile wallonne de la FGTB. L'année 1967 sera un tournant à cet égard. Le 23 février, le Conseil général du MPW adopte une résolution qui, tout en réaffirmant le voeu d'une totale autonomie politique de la Wallonie, traduit l'orientation nouvelle du mouvement: celui-ci recherchera en collaboration avec d'autres secteurs de l'opinion wallonne, la réalisation d'objectifs immédiats. En adoptant en quelque sorte une attitude plus modérée et plus „réaliste", le MPW favorise la reprise de contacts étroits avec le PSB wallon. À la même époque se constitue l'Interrégionale wallonne de la FGTB. Le 26 février, l'assemblée générale des Régionales Wallonnes du syndicat socialiste, réunie à La Louvière, adopte un important Manifeste. Celui-ci dénonce la responsabilité du capitalisme privé qui s'est détourné de la Wallonie après en avoir épuisé les richesses naturelles, il constate que la politique centralisatrice de l'État n'a pas été en mesure d'assurer le développement harmonieux des régions du pays, il exprime enfin la volonté de l'organisation syndicale d'agir afin de tracer les voies de la reconversion wallonne et dans cette optique énumère une série d'objectifs. Or, ces objectifs, surtout en ce qui concerne les institutions économiques nouvelles à créer en Wallonie, sont fort proches du programme qui allait être soumis une quinzaine de jours plus tard au Congrès des socialistes wallons prévu les 11 et 12 mars à Tournai. Il y a donc convergence entre d'une part l'aile wallonne de la FGTB et le MPW, et d'autre part l'aile wallonne du PSB. Cette convergence se concrétisera dans la participation active des leaders wallons de la FGTB et du MPW aux travaux préparatoires des deux Congrès socialistes wallons de 1967.

Le mouvement socialiste refait donc son unité en Wallonie en cette année 1967, et les socialistes wallons réaffirment leur option fédéraliste tout en élaborant un programme „fédéralisant" constituant une étape transitoire immédiatement réalisable. Cela se fait en deux temps, lors des Congrès de Tournai en mars et de Verviers en novembre. Le sénateur-bourgmestre de Lessines FERNAND DELMOTTE participe au groupe de travail désigné par les Fédérations Wallonnes pour préparer le rapport sur l'avenir économique de la Wallonie présenté à Tournai. Le texte est axé sur la situation économique et sociale de la Wallonie. Quant aux moyens politiques de redresser celle-ci, il constate la nécessité de modifier le régime institutionnel et affirme à ce propos que le Compromis des Socialistes (1963) comme les accords de la Table ronde (1965) sont dépassés par les faits: la seule solution „logique, définitive et globale" se trouve dans un régime fédéral, mais les obstacles à l'instauration de ce régime sont tels qu'il faut rechercher „des solutions transitoires immédiatement applicables, demeurant dans le domaine du possible politique". Le Congrès de Tournai décide la création d'un Comité permanent des Fédérations socialistes wallonnes, lequel constitue ensuite plusieurs groupes de travail qui s'attacheront à préciser „les revendications fédéralisantes plutôt que fédéralistes" dont le principe a été ap-

prouvé par le Congrès. Le secrétaire de la Régionale FGTB du Centre, HENRI ANDRIS, préside le groupe sur les problèmes sociaux, et FERNAND DELMOTTE celui sur les questions d'infrastructure. Il résulte des travaux des divers groupes un volumineux rapport abordant les problèmes les plus divers posés à la Wallonie, rapport soumis aux socialistes wallons les 25 et 26 novembre lors d'un nouveau Congrès tenu à Verviers sous la présidence de F. DELMOTTE.

À la fin de 1967, les socialistes wallons adoptent donc à Verviers un programme prévoyant la mise en place de plusieurs institutions économiques régionales nouvelles pour assurer la reconversion économique et sociale de la Wallonie: Bureau wallon de planification, Société wallonne de crédit et Société wallonne d'investissement et de gestion. Quant aux institutions politiques, le programme de Verviers envisage au niveau du pouvoir central la scission des ministères à signification régionale avec attribution de budgets distincts et la désignation de deux vice-Premiers Ministres chargés respectivement des affaires wallonnes et des affaires flamandes; au niveau régional, il propose la création d'une Assemblée et d'un Exécutif wallons. Il fallut ensuite rechercher un accord avec les socialistes flamands: lors d'un Congrès tenu à Klemskerke en octobre 1967, ceux-ci s'étaient également penchés sur le problème de la réforme de l'État, mais s'y étaient refusés à une solution de type fédéral. La chute du gouvernement et l'annonce d'élections anticipées précipitèrent la recherche d'un compromis, que le PSB approuva unanimement le 16 mars 1968. Cet accord ne pouvait évidemment se ramener à une juxtaposition des textes initiaux. En matière institutionnelle, il sera en retrait sur les souhaits des socialistes wallons. Par contre, il rencontrera plusieurs de leurs revendications en matière économique, et celles-ci sont de taille: création de Conseils économiques régionaux, de Bureaux régionaux de planification, de Sociétés régionales de crédit à l'industrie, de Sociétés régionales d'investissement, de Sociétés régionales d'expansion économique et d'aménagement du territoire. En outre, le PSB tout entier demandait que soient reconnues, dans cette optique, trois régions.

Le renouvellement de la Chambre et du Sénat eut lieu le 31 mars 1968. Les socialistes du Centre, dans leur campagne électorale, avaient souligné l'angoisse de tous les travailleurs devant le nombre croissant de fermetures d'entreprises dans la région, l'importance du chômage, les lenteurs de la politique de reconversion, les milliers de travailleurs obligés de se déplacer quotidiennement vers Bruxelles. En présentant à la seconde place sur sa liste pour la Chambre un jeune militant de 28 ans, WILLY BURGEON, la Fédération de Thuin espérait bien regagner le siège perdu en 1965. Il n'en fut rien, et la Fédération de Soignies perdit même son deuxième siège de député (seul LÉON HUREZ étant réélu) par le jeu de l'apparentement. En fait le scrutin avait surtout profité aux partis communautaires et s'était soldé en Wallonie, par une nette avance du Rassemblement Wallon: la récente affaire de Louvain avait plus qu'irrité une partie de l'électorat.

Après deux mois et demi de crise, les laborieuses négociations entre sociaux-chrétiens et socialistes aboutissent, le 12 juin 1968, à un projet d'accord gouvernemental. Le Congrès du PSB n'approuvera pas unanimement la participation. Les socialistes flamands sont presque tous favorables à l'accord (402 „oui" sur 441 mandats), les Bruxellois y sont en majorité opposés (101 voix contre l'accord, 8 pour seulement), les Fédérations wallonnes sont divisées: il n'y a au total, de ce côté, que 63% de votes positifs. La Fédération de Thuin a donné 14 mandats à la participation et 1 contre, celle de Soignies 23 mandats contre et 15 pour. En dépit de cette prise de position sonégienne, un poste dans la nouvelle équipe gouvernementale sera ensuite offert à un mandataire de la Fédération lors de la constitution du Ministère: le sénateur FERNAND DELMOTTE devient Ministre Secrétaire d'État à l'Économie régionale wallonne, le premier titulaire de ce nouveau département. Sa création, ainsi que celle des postes de Ministres des Relations Communautaires, et la composition (pour la première fois) paritaire du gouvernement, sont autant de résultats de l'accord gouvernemental: celui-ci contient un long programme de réforme de l'État, et ce sera son mérite que de parvenir à la réaliser. Ce programme contient d'une part des réformes impliquant une révision constitutionnelle (les Chambres sont constituantes), d'autre part des projets de décentralisation et de planification économiques nécessitant une simple loi. Il s'agit en fait de deux aspects liés, deux faces d'une même réforme de l'État, et c'est pourquoi le PSB en exigera l'examen et le vote parallèles.

Refaire ici l'historique des travaux de révision constitutionnelle et du cheminement du projet de loi de décentralisation économique nous entraînerait loin de l'histoire du socialisme dans le Centre[12]. Ces travaux et ce cheminement furent longs et difficiles, par suite de problèmes de procédure notamment. L'acharnement des partis de la majorité à mener à bien l'entreprise prouva à quel point les mentalités avaient évolué en une dizaine d'années. Une évolution dont devait témoigner le Premier Ministre EYSKENS lorsqu'il déclarait le 18 février 1970 au Parlement: „l'État unitaire, tels que les lois le régissent encore dans ses structures et dans son fonctionnement, est dépassé par les faits. Les Communautés et les Régions doivent prendre leur place dans des structures régionales de l'État, mieux adaptées aux situations spécifiques du pays". La loi de décentralisation économique (dite „loi TERWAGNE" du nom du Ministre socialiste qui en fut le principal promoteur) fut adoptée en juillet 1970: elle créait les Conseils Économiques

TABLEAU 16

Pourcentages obtenus aux élections de 1968 (Chambre)

SOIGNIES	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques	Rass. Wallon
Arrondissement	41,7%	7,8%	23,8%	17,6%	8,6%
C. de La Louvière	43,9%	10,1%	19,4%	15,1%	10,3%
C. de Roeulx	46,3%	10 %	18,4%	18,2%	6,5%
C. de Soignies ..	37,3%	5 %	29,1%	18 %	10,4%
C. d'Enghien ...	27,3%	3,4%	34,9%	27,2%	6,8%
C. de Lessines ..	47,8%	6,7%	24,8%	15,1%	5,6%

THUIN	Socialistes	Communistes	Libéraux	Catholiques	Rass. Wallon
Arrondissement	34,9%	8,1%	27 %	18,8%	10,4%
C. de Binche	41,4%	10,3%	22,7%	14,6%	9,9%
C. de Thuin	28,6%	6,1%	29,6%	20,1%	14,9%
C. de Merbes ...	35,5%	10,4%	23,3%	18,6%	11,8%
C. de Beaumont .	24,4%	2,6%	39,4%	26,5%	6,7%
C. de Chimay ...	23,4%	2,8%	36,9%	30,4%	6,1%

[12] *Nous nous permettons de renvoyer, pour un exposé détaillé de la question, à notre note sur Les Wallons et la réforme de l'État, 1890-1971, Bruxelles, I.E.V., 1983, p. 106 et suivantes.*

régionaux, et les Sociétés de développement régionales. Quant à la révision constitutionnelle, elle fut achevée en décembre 1970: elle accordait l'autonomie culturelle aux communautés (création des Conseils culturels), reconnaissait l'existence de trois régions politiques et la possibilité de leur conférer des pouvoirs plus ou moins étendus qu'elle ne précisait pas (ce sera tout le débat des années suivantes sur le caractère plus ou moins accentué à donner à la régionalisation), enfin elle instituait un certain nombre de procédures destinées à régler les rapports communautaires et à éviter que se poursuive la minorisation politique des Wallons (création des groupes linguistiques et des majorités spéciales, parité au Conseil des Ministres, procédure de la *sonnette d'alarme*). Les réformes de 1970, tout en étant encore bien limitées, constituaient un pas en avant d'une importance considérable: une certaine philosophie fédéraliste avait été introduite dans la Constitution, l'État unitaire „pur et simple" qui avait fait tant de tort à la Wallonie avait vécu. La Constitution de 1970 ouvrait la porte à la poursuite du processus de réforme de l'État en autorisant une régionalisation dont elle ne limitait guère le caractère futur. On sait que le combat pour une application de plus en plus radicale de cette possibilité allait être celui des socialistes wallons durant les quinze années suivantes, avec une fermeté croissante.

APERÇU BIBLIOGRAPHIQUE

On trouvera des analyses des principaux événements de la vie politique belge de la Libération à 1964 dans l'ouvrage de J. MEYNAUD, J. LADRIERE et F. PERIN, *La décision politique en Belgique*, que l'on complétera par le récent travail de H. LEMAITRE sur *Les gouvernements belges de 1968 à 1980*. La IIIe partie du t. II de *La Wallonie. Le pays et les hommes* contient un historique politique couvrant la période 1960-1975 par H. HASQUIN, une étude de l'autonomie culturelle et la régionalisation par C.E. LAGASSE et B. REMICHE, un exposé des organes économiques régionaux et subrégionaux wallons par X. MABILLE. Pour ce qui est de l'évolution de la revendication fédéraliste chez les socialistes wallons et des problèmes internes du PSB dans les années '60, nous renvoyons à notre synthèse *Les Wallons et la réforme de l'État, 1890-1971* (IEV, note de documentation „minor" n° 13). Les résultats électoraux ont été extraits de l'ouvrage déjà cité de R. EVALENKO (y compris ses compléments pour 1958 et 1961) et des publications du Ministère de l'Intérieur pour 1965 et 1968. On trouvera une étude détaillée de la „grande grève" dans V. FEAUX, *Cinq semaines de lutte sociale*, 1963. Nous avons complété ce récit par un dépouillement du *Peuple* pour toute cette période, tout comme pour la chronique de la grève de l'été '50. Nous sommes également retourné au quotidien du Parti à plus d'une cinquantaine de moments décisifs de la vie du PSB après 1945 (Congrès, grèves, crises politiques...); l'exposé de certains événements repose aussi sur des données extraites de *La Gauche* ou de *Combat*. Trois plaquettes publiées par des organisations socialistes régionales se sont révélées fort utiles pour cette dernière période: *Cent ans d'action syndicale et socialiste dans le Centre* (FGTB, 1971), *75e anniversaire de la CMB-Centre* et *75e anniversaire de la Fédération des Mutualités socialistes du Centre*.

De nombreux *Rapports* et *Comptes rendus* de Congrès ont encore été utilisés: ceux du PSB de 1945 à 1970, des divers Congrès socialistes wallons, des Congrès nationaux de la FGTB, les *Rapports* des Centrales nationales des Services publics, des Métallurgistes, des Mines et de la Centrale Générale. Nous avons pu disposer aussi des *Rapports* de la FGTB du Centre pour 1953 à 1968, de la CMB – Centre pour 1947 à 1959 et des Mutualités socialistes du Centre pour 1960, 1966 et 1970. Dans les archives du Fonds MAX BUSET conservées à l'IEV, nous avons utilisé les dossiers 25 (correspondance avec la Fédération de Thuin, 1945-1947), 103 (Comité régional d'Action Commune, vers 1952) et 115 (correspondance avec des USC). Les archives relatives aux coopératives ont encore été mises à profit. Les Fédérations de Soignies et de Thuin nous ont confié les documents qu'elles possédaient pour les années '60, qui se sont révélés fort précieux pour certaines questions. Nous avons également obtenu les n°os du journal fédéral *Le Miroir* pour les années 1949 à 1952. Pour les problèmes économiques et sociaux du Centre à partir de la fin des années '50, on peut lire, dans l'ordre chronologique: le *Courrier* n° 12 du CRISP, „Réforme de l'exploitation charbonnière dans le Centre" (3 avril 1959); MAX DRECHSEL, *Enquête économique et sociale de la région du Centre (1960); Les régions du Borinage et du Centre à l'heure de la reconversion* (1962); H. ANDRIS, *La région du Centre à l'heure de sa reconversion* (1963); FGTB – Centre, *La région du Centre au seuil de 1969*; H. ANDRIS, *Le Centre. L'emploi: l'heure du second souffle a sonné* (1974).

8 Postface

LA BRILLANTE SYNTHÈSE de F. JORIS a mis en évidence les drames économiques successifs connus par les 3 régions depuis la guerre: carrières à Lessines, charbonnages et constructions métalliques dans le Centre, confection à Binche.

L'action des intercommunales de développement SIDEHO, IDEA et INTERSUD ainsi que les initiatives prises par F. DELMOTTE, Ministre-Secrétaire d'État à l'Économie Régionale Wallonne, ont à peine éclairé ce sombre tableau que ces régions sont frappées de plein fouet par la crise.

Celle-ci entraîne non seulement la disparition d'anciennes entreprises (UBELL à La Louvière), des menaces sur d'autres (Faïencerie Boch Frères à La Louvière) mais aussi la fermeture de nouvelles créées dans les parcs industriels (BLMC à Seneffe, Chevron à Feluy) et sur lesquelles reposaient de grands espoirs.

Même les entreprises publiques comme l'atelier de la S.N.C.B. à Haine-Saint-Pierre ne sont pas épargnées.

Les forces socialistes s'efforcent contre vents et marées de préserver le potentiel économique, de protéger le sort des travailleurs et de préparer les conditions du renouveau.

Elles ont notamment été particulièrement attentives à la réalisation (hélas trop tardive) d'une infrastructure adéquate par l'électrification des lignes de chemin de fer et la mise au gabarit de 1.350 T des voies navigables avec la construction d'un nouvel ascenseur de plus de 70 m à Strépy-Thieu.

1. LE PARTI FACE AUX NOUVELLES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES

Dans la vie politique du pays, les communes ont toujours joué un rôle important.

Beaucoup sont devenues des places fortes socialistes car les mandataires

se sont révélés des gestionnaires avertis et compétents.

Les élections communales de 1970 renforcent les majorités de La Louvière, Lessines, Strépy-Bracquegnies (sous la direction respectivement de FIDÈLE MENGAL, F. DELMOTTE et L. HUREZ) et de la plupart des communes de la région du Centre.

Une jeune équipe dirigée par NESTOR HUBERT PECRIAUX arrive au pouvoir à Morlanwelz.

Des dissidences sont résorbées à Péronnes-lez-Binche grâce à ROGER GAILLIEZ qui y devient Bourgmestre et à Saint-Vaast.

Les socialistes parviennent même à renverser une vieille majorité de droite à Thuin.

Il y a néanmoins quelques ombres à ce tableau, le cartel P.S.C.-P.L.P. se maintient au pouvoir à Soignies et à Braine-le-Comte.

Enfin, le Parti est rejeté dans l'opposition à Binche à cause de la disparition de CH. DELIÈGE et à Maurage à cause d'une querelle de personnes.

Ces élections seront-elles les dernières de ce type?

En effet, cette question peut se poser car sous le Gouvernement EYSKENS-COOLS sont votées 2 lois qui doivent contribuer à refaire la carte administrative de la Belgique:

La loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion des communes et la modification de leurs limites ainsi que la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes.

En application de celle-ci, des projets de fédération sont étudiés. C'est ainsi que serait créée une fédération de La Louvière transcendant les limites d'arrondissement.

Cette perspective n'enchante guère les mandataires communaux farouchement attachés à leur autonomie.

Ce nouvel échelon de pouvoir est aussi perçu comme une cause de lourdeur administrative ainsi que l'attestera l'expérience des fédérations périphériques de l'agglomération de Bruxelles.

Les fédérations de communes ne seront donc qu'une vue de l'esprit.

La revision constitutionnelle de 1970 reste inachevée à cause de l'attitude ambiguë du C.V.P. qui provoque la chute du Gouvernement et la dissolution des Chambres.

Les élections législatives de 1971 n'apportent pas le succès espéré.

Le P.S.B. maintient son pourcentage de 1968 dans les 2 arrondissements tandis que le Rassemblement Wallon fait un nouveau bond en avant au détriment du P.L.P.

Deux jeunes figures apparaissent à la Chambre: WILLY BURGEON, échevin de Haine-Saint-Pierre représentant l'arrondissement de Thuin à la place de G. JUSTE, et RICHARD GONDRY, échevin de La Louvière qui récupère le 2ème siège socialiste de l'arrondissement de Soignies perdu malheureusement en 1968 par les caprices de l'arithmétique électorale.

A la Province, MAURICE HERLEMONT conserve le mandat de député permanent qu'il avait obtenu en 1968.

Les négociations pour la constitution d'un nouveau Gouvernement sont longues et dures. Pour discuter les revendications de revision du pacte scolaire émises par le P.S.C., le P.S.B. fait appel à L. HUREZ, membre de la Commission du Pacte Scolaire.

Tout naturellement, il devient Ministre de l'Education Nationale dans le Gouvernement EYSKENS-COOLS II tandis que F. DELMOTTE passe à la tête du département des Communications.

Il est évident que la Fédération de Soignies rompt alors avec son passé antiparticipationniste et approuve très largement la constitution de ce Gouvernement qui tombe malheureusement un an plus tard.

F. DELMOTTE et L. HUREZ ne font plus partie du Gouvernement LEBURTON qui a également une existence éphémère.

Aux élections de 1974, la progression du Rassemblement Wallon est stoppée; le P.S.B. récupère des voix et obtient, par apparentement, un 3ème siège de député à Soignies dévolu à ROBERT LACROIX.

TABLEAU 17

Pourcentage obtenu aux élections législatives de 1974

SOIGNIES	PSB	UDP (PC+ chrétiens)	PLP	PSC	RW
Arrondissement	43	7,5	11,7	22	14,9
C. de La Louvière	47,9	9,5	7,9	17,4	16,5
C. de Roeulx	46,7	12,3	6,9	21,1	12,1
C. de Soignies ..	36,4	4,2	14,9	22,1	20,1
C. d'Enghien ...	29,8	2,7	23,1	34,2	9,4
C. de Lessines ..	51,8	5,7	16,4	15,6	10

THUIN	PSB	PC	PLP	PSC	RW
Arrondissement	36,7	5,5	16,5	20,1	20,3
C. de Binche	44,7	7,4	13,2	15,4	18,5
C. de Thuin	30,3	4,2	15,6	19,6	28,5
C. de Merbes ...	38,8	6,5	16,7	21,9	14,9
C. de Beaumont .	22,7	1,5	29,6	24,2	21,4
C. de Chimay ...	21,8	1,4	21,4	36,7	18,2

Mais les socialistes sont rejetés dans l'opposition où, sous la présidence de A. COOLS, ils mènent la vie dure au Gouvernement TINDEMANS.

Ils combattent vivement le plan de fusion des communes conçu par le Ministre de l'Intérieur P.S.C. MICHEL.

Depuis 1971, l'idée de la fusion mûrit. Ainsi, la *Libre Belgique* informée par „un vent favorable" publie le 16 août 1972 le plan mis au point par le Directeur Général COSTARD du Ministère de l'Intérieur sur base de l'étude du maillage urbain en Belgique.

Cette divulgation fait l'effet d'un coup de tonnerre.

Il est combattu épidermiquement dans beaucoup de milieux, mais il crée une prise de conscience. C'est ainsi que des fusions volontaires sont préparées.

F. MENGAL convainc les mandataires socialistes de La Louvière, Saint-Vaast, Bois d'Haine et Familleureux; L. HUREZ, ceux de Strépy-Bracquegnies, Maurage, Trivières, Thieu et Boussoit. Dans les Deux-Houdeng et dans les Deux-Haine, les camarades négocient.

Mais, d'autorité, le Gouvernement TINDEMANS, refusant toute négociation, impose le plan MICHEL conçu dans un esprit partisan par la loi du 30 décembre 1975 entérinant l'arrêté royal du 17 septembre 1975. Ainsi La Louvière est amputée d'une partie de son agglomération à cause des sacro-saintes limites d'arrondissement nonobstant les vœux émis notamment par Bois d'Haine et Familleureux.

Pire encore, pour avantager la majorité P.S.C. de Seneffe, la commune de Familleureux est divisée: le hameau socialiste de Besonrieux est intégré à La Louvière tandis que le zoning est annexé par Seneffe.

Les élections communales de 1976 déjouent les calculs machiavéliques.

En effet, les socialistes font taire les querelles qui les ont opposés pendant la procédure d'approbation du plan MICHEL.

Les drapeaux noirs sont remisés dans les placards, les diatribes sont oubliées.

Dans la plupart des communes, le P.S.B. présente des listes où on a veillé à créer l'équilibre entre les représentants des anciennes communes.

Une seule dissidence importante est à déplorer à Thuin.

Elles l'emportent dans les nouvelles communes importantes. L. HUREZ devient le Bourgmestre de La Louvière. Les socialistes récupèrent la majorité absolue à Binche (Bourgmestre: A. LE ROI). W. BURGEON déménage à Leval-Trahegnies pour conserver son domicile dans l'arrondissement de Thuin car Haine-Saint-Pierre fait partie de La Louvière et il devient échevin à Binche.

Ils participent au Collège des Bourgmestre et Echevins de Braine-le-Comte, le Roeulx, Silly, Seneffe, Sivry-Rance. Par contre, la division les exclut de la majorité à Thuin.

Les nouveaux Conseils communaux sont à peine installés qu'une nouvelle crise gouvernementale appelle les électeurs aux urnes en avril 1977.

Le P.S.B. progresse à nouveau mais perd le 3ème siège de Soignies et R. LACROIX devient sénateur coopté.

A la Députation permanente socialiste homogène accèdent MICHEL BERNARD de Lobbes, petit-fils de LOUIS BERNARD, et PHILIPPE BUSQUIN de Feluy qui rejoint R. CARLIER représentant l'arrondissement de Charleroi, mais originaire de la région du Centre (Chapelle-lez-Herlaimont).

Tout naturellement, la famille socialiste est appelée à participer aux discussions pour la formation du Gouvernement.

L. HUREZ fait partie de l'équipe des négociateurs qui élabore le programme gouvernemental et qui met au point le Pacte d'Egmont dont le but est de régler les problèmes communautaires. Il est nommé Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction Publique.

Le Pacte d'Egmont prévoit la création de sous-régions et la suppression des provinces.

TABLEAU 18

Pourcentage obtenu aux élections législatives de 1977 (Chambre)

SOIGNIES	PSB	PC	PRLW	PSC	RW
Arrondissement	46,4	5,9	12,4	24,8	9,2
C. de La Louvière	53,5	7,7	9,8	18	9,9
C. de Roeulx	32	24,2	13,8	23,1	5,9
C. de Soignies ..	41,8	3,3	13,6	29,1	10,3
C. d'Enghien ...	26,6	1,3	15	46,7	9,3
C. de Lessines ..	56,1	2,7	15,8	19,2	5,4

THUIN	PSB	PC	PRLW	PSC	RW
Arrondissement	38,5	4,9	13,6	22	19,5
C. de Binche	49	6,5	10,3	16,4	16,5
C. de Thuin	30,1	3,7	14	21,2	28,5
C. de Merbes ...	41,6	6,8	16,6	17,3	16,9
C. de Beaumont .	24,6	2	22,6	28	21,1
C. de Chimay ...	21,4	1,3	13,9	48,5	14,1

N.B. Par suite des fusions de communes, les limites des cantons ont été fortement modifiées, et il faut en tenir compte si l'on compare ces résultats (par canton) avec les précédents.

Les accords de Stuyvenberg complétant le Pacte d'Egmont précisent le découpage du pays en sous-régions en s'appuyant sur les limites des plans de secteur. C'est ainsi que le territoire que nous étudions est réparti entre 3 sous-régions:

– les cantons de Lessines et Enghien sont inclus dans la sous-région du Hainaut occidental

– le reste de l'arrondissement et Soignies constituent la sous-région Centre-Soignies avec les cantons de Binche et de Seneffe

– le reste de l'arrondissement de Thuin forme la sous-région Entre-Sambre et Meuse avec l'arrondissement de Philippeville.

Les remous au sein du Gouvernement empêchent l'officialisation de ces accords difficilement conclus.

Sans se prononcer sur le bien-fondé du principe de la création des sous-régions, il faut regretter que l'occasion de faire reconnaître officiellement la personnalité de la région du Centre et le rôle de sa cité principale soit passée et qu'il n'en reste qu'une hypothèse d'école.

En décembre 1978, à peine 2 ans après les élections de 1977, il faut de nouveau voter.

Les résultats sont moins bons. Les socialistes perdent environ 3% à Soignies comme à Thuin mais leur représentation au Parlement reste inchangée.

L. HUREZ préfère se consacrer à son mandat de Bourgmestre à La Louvière et renonce à un portefeuille ministériel. Néanmoins, il continue à jouer un rôle important dans la vie politique nationale car il assure la présidence du Conseil Culturel de la Communauté Française.

La région du Centre est encore représentée au Gouvernement par PH. BUSQUIN (devenu député) qui y détient les portefeuilles de l'Education Nationale et de l'Intérieur.

Entretemps, le P.S.B. est devenu le P.S. et il doit affronter le troisième scrutin en trois ans, les élections européennes en juin 1979. Elles sont encore marquées par un recul. Ainsi, le Parti atteint son minimum historique à Soignies avec 38,2% malgré la

TABLEAU 19

Pourcentage obtenu aux élections législatives de 1978 (Chambre)

SOIGNIES	PSB	PC	PRLW	PSC	RW
Arrondissement	43,4	7,8	13,8	25,8	7,4
C. de La Louvière	50,8	10,3	11,5	18,1	7,7
C. de Roeulx	29,4	26,4	13,3	24,1	5
C. de Soignies ...	38,1	4,7	15,7	31,2	8,5
C. d'Enghien	25	2,3	11,5	47,8	7,7
C. de Lessines ...	53,3	4,8	16	20,1	4,7

THUIN	PSB	PC	PRLW	PSC	RW
Arrondissement	36	5,4	12,3	24	20,6
C. de Binche	46,6	6,9	9,2	16,7	18,7
C. de Thuin	28,8	5	14,1	22,6	27,4
C. de Merbes	36,7	6,5	12,3	27,3	16,3
C. de Beaumont ..	22,9	2,2	22,2	27,3	23,3
C. de Chimay	19,1	1,8	12,1	49,2	16,9

TABLEAU 20

Pourcentage obtenu aux élections européennes de 1979

SOIGNIES	PS	PC	PRL	PSC	RW	Ecolo[1]
Arrondissement	38,2	7,4	14,3	21,8	12,7	3,7
C. de La Louvière	41,4	10,1	12,1	16,9	13,9	3,5
C. de Roeulx	29,3	19,6	13,6	23,9	8,8	2,7
C. de Soignies ...	33,1	4,5	15,3	26,1	14,1	5
C. d'Enghien	26,7	2,8	18,2	33,7	12,7	3,7
C. de Lessines ...	53,9	4,6	16,2	16,1	6,5	1,6

THUIN	PS	PC	PRL	PSC	RW	Ecolo
Arrondissement	33,3	5,6	13,3	20,6	21,4	3,3
C. de Binche	41,8	7,9	10,6	15,5	19,1	2,9
C. de Thuin	26,3	3,8	13,9	19,4	29,5	4,5
C. de Merbes	35,9	6,7	13	22,7	16,4	3
C. de Beaumont ..	21,1	2,1	19,3	27,2	23,8	3,7
C. de Chimay	22	2,3	17,8	35,4	17,6	2,8

[1] Les pourcentages obtenus par les listes ECOLO et E-NON sont additionnés.

candidature en ordre utile de F. DELMOTTE, et à Thuin avec 33,3%.

F. DELMOTTE fait donc partie du premier Parlement européen élu au suffrage universel mais il n'achève pas son mandat pour se consacrer à la présidence du groupe socialiste du Sénat.

En 1980, les lois organisant la régionalisation sont enfin votées et L. HUREZ devient le premier président du Conseil Régional Wallon.

La succession des Gouvernements MARTENS débouche sur les élections de novembre 1981.

Enfin, la chute est enrayée. Le P.S. remonte à 39,3% à Soignies et à 35,9% à Thuin.

Une page de l'histoire socialiste de l'arrondissement de Soignies est tournée car L. HUREZ ne se présente plus.

RICHARD GONDRY assure la représentation de Soignies à la Chambre avec un nouvel élu, JEAN DELHAYE, échevin de Lessines.

N. H. PECRIAUX, Bourgmestre de Morlanwelz, devient Sénateur de Thuin en remplacement de A. MEUNIER.

Les partis de droite forment un Gouvernement dur qui veut faire payer la crise par les travailleurs. Le P.S. est dans l'opposition mais, par l'application des lois sur la régionalisation, joue un rôle important dans l'Exécutif de la Communauté Française et dans l'Exécutif Régional Wallon dont PH. BUSQUIN fait partie.

Sous la présidence de G. SPITAELS, la lutte est ardente pour résister aux attaques frontales du Gouvernement contre les acquis sociaux. Les parlementaires de nos arrondissements sont sans cesse en première ligne au Parlement ou auprès des travailleurs menacés.

Dans les communes, le Parti est confronté à la mise en place difficile des structures nouvelles nées des fusions, à la dure crise des finances communales. Au lieu de créer et d'investir, les mandataires doivent restreindre, imposer rigueur et austérité. Cette situation n'empêche pas le succès socialiste aux élections communales de 1982.

Les majorités absolues sont confirmées; certaines alliances sont consolidées à Braine-le-Comte, Silly, dirigées par les Bourgmestres P. DUPONT et SCHOELING, Thuin est reconquise sous la conduite de J. BROCHARD. Les socialistes accèdent au Collège des Bourgmestre et Echevins de Momignies. Malheureusement, les socialistes sont rejetés dans l'opposition à la suite de manœuvres douteuses au Roeulx et à Seneffe qui connaît une situation vaudevillesque.

Les élections européennes de juin 1984 confirment le redressement du Parti: 42,3% à Soignies, 36,9% à Thuin.

Il dépasse le résultat obtenu en 1968. Il revient presqu'au résultat de 1978 à Soignies et l'améliore à Thuin.

L'élection de JOSÉ HAPPART sur la liste du P.S. et son affiliation au Parti peu de temps après entraîne le ralliement de PAUL NOPERE, vice-président du Rassemblement Populaire Wallon et conseiller communal à La Louvière.

*
* *

A la suite de la fusion des communes et du transfert d'arrondissements de certaines anciennes communes, les Fédérations de Soignies et de Thuin ont dû se réorganiser. Cela s'est fait avec succès. Celle de Soignies a même franchi le cap des 10.000 affiliés en 1981.

A. ANDRÉ, à cause de l'âge, et R. GAILLIEZ, promu Secrétaire National du P.S. ont cédé le relais de président et de secrétaire respectivement à Y. LENNE, responsable régional de la Centrale des Métallurgistes, et à J.P. DEBURY en 1981.

Quant à la Fédération de Thuin présidée par M. BERNARD et où le secrétaire A. BERTHET est toujours au poste, elle atteint plus de 7.700 membres en 1982.

L'action quotidienne en profondeur et la vigueur du combat menées par les mandataires et les militants laissent augurer de bonnes perspectives pour les élections de 1985.

2. LES AUTRES BRANCHES DU MOUVEMENT SOCIALISTE

2.1. Le mouvement syndical

Alors que dans plusieurs régions de Wallonie, les relations se sont parfois tendues entre le Parti et la F.G.T.B., dans le Hainaut et dans la région du Centre en particulier l'organisation politique et l'organisation syndicale ont toujours travaillé en étroite collaboration dans le cadre de l'Action Commune Socialiste soit du Hainaut, soit de la région du Centre.

Si les statuts de la régionale du Centre de la F.G.T.B. interdisent le cumul des mandats de permanent syndical et de parlementaire, il n'en demeure pas moins que de nombreux militants syndicaux ont été ou sont soit bourgmestre (H. ANDRIS dans l'ancienne commune de Haine-Saint-Paul), échevins (H. CLAUS et A. DELABY à La Louvière) ou conseillers communaux, soit présidents du Parti au niveau fédéral (Y. LENNE à Soignies) ou local (L. ANCIAUX à l'Union Socialiste Communale de La Louvière).

La F.G.T.B. est également une pépinière de mandataires dans la botte du Hainaut (J. ROMAIN, Bourgmestre de Merbes-le-Château, J. UNGER, échevin de Thuin).

H. ANDRIS a dirigé la Régionale du Centre pendant toute cette période. Son action a dépassé les limites du Centre. Il fut président de l'Interrégionale Wallonne de la F.G.T.B. Il a pris sa retraite en 1983 et est remplacé par FRÉDÉRIC GOREZ venu de la C.G.S.P.

À l'intérieur de la F.G.T.B., les rapports de force entre les centrales professionnelles ont changé. La Centrale des Mineurs a disparu en même temps que les charbonnages. La Centrale des Métallurgistes conserve la 1ère place malgré les problèmes de la sidérurgie et des constructions métalliques et n'a certes pas perdu sa combativité.

Mais d'autres centrales ont acquis une influence croissante: la Centrale Générale qui a absorbé la Centrale de la Pierre, la C.G.S.P. et le SETCA.

La F.G.T.B. du Centre a formé aussi plusieurs militants nationaux. Citons entre autres J. DENOOYE qui fut président national de la Centrale Générale, GEORGES CUVELIER, ancien secrétaire national de la C.G.S.P.-Cheminots et ROGER PITON, l'actuel président national de la C.G.S.P.

La F.G.T.B. qui a fêté en 1971 le centenaire de l'Union des Métiers du Centre est activement présente dans tous les combats que ce soit dans les grèves, les manifestations de défense et de promotion de la région. Elle compte environ 35.000 membres.

Malgré la surenchère de la C.S.C., elle reste de loin la principale organisation syndicale de la région et a remporté haut la main les élections sociales de 1979 et 1983.

2.2. Le mouvement mutuelliste

La Fédération des Mutualités Socialistes du Centre participe activement aux travaux de l'Action Commune. Son président est H. ANDRIS, le secrétariat est assuré par RAYMOND CHAPELLE. Beaucoup de militants politiques et syndicaux se retrouvent dans ses organes directeurs tandis que plusieurs fonctionnaires ont exercé ou exercent des mandats politiques: R. FRANÇOIS et W. EMPAIN qui furent l'un Bourgmestre de l'ancienne commune de Haine-Saint-Pierre, l'autre Bourgmestre de Chapelle-lez-Herlaimont, C. REMY, échevin de Manage, J.M. TASSIGNON, ancien échevin et président du C.P.A.S. de Morlanwelz, PH. DERZELLE, échevin de Momignies.

L'effectif de la Fédération s'est quelque peu tassé ces dernières années à cause de la concurrence avec la Fédération de Charleroi dans certaines sections périphériques mais s'élève à la fin 1983 à plus de 82.000 membres hommes et femmes.

Les Femmes Prévoyantes sont dirigées par YVONNE PRINCE, présidente et BERTHA WASTERLAIN, secrétaire.

La Fédération des Mutualités Socialistes du Centre a connu 2 événements importants au cours des dernières années: en 1976, le transfert de la clinique de La Hestre dans un nouveau bâtiment magnifique à La Louvière, le Centre Hospitalier de Tivoli dirigé par Y. MASSART, Bourgmestre de Manage et l'inauguration en 1984 de nouveaux locaux administratifs à La Hestre sur l'emplacement de l'ancienne clinique.

Dès ses premières années, le Centre Hospitalier de Tivoli a connu de graves difficultés financières à cause des charges de l'investissement et de la crise du secteur hospitalier. Son redressement a pu être assuré par L. HUREZ, président du Conseil d'Administration.

Quant à la Fédération des Sociétés de Secours Mutuels du Bassin de Soignies, elle a fêté son 75ème anniversaire en 1981. Elle est présidée par J. SCOUBEAU, qui fut le dernier secrétaire régional du Centre de la Pierre.

Son secrétariat fut assumé pendant une vingtaine d'années par L. CAMBIER, Bourgmestre de l'ancienne commune de Bois de Lessines et ensuite par Y. DELHAYE; actuellement, il l'est par E. MAL.

Les responsables des Femmes Prévoyantes sont LOUISA VINET, présidente et JEANINE MARCHAND, secrétaire.

Cette fédération compte plus de 25.000 personnes protégées des deux sexes.

Parmi son personnel on trouve aussi des mandataires comme D. DELLOY, Bourgmestre d'Ecaussinnes.

2.3. Les coopératives

L'évolution rapide des secteurs de la distribution et de la consommation a malheureusement provoqué la crise des coopératives qui n'ont pas pu résister à cette évolution malgré plusieurs restructurations.

Elles ont disparu aussi bien à Lessines que dans la botte du Hainaut et dans le Centre.

Le *Progrès*, vieille citadelle du socialisme, a dû mettre fin à ses diverses activités. La brasserie, la boulangerie, les magasins ont dû progressivement cesser leurs activités. Les cinémas ont connu le même sort.

En 1976, tout est fini.

Heureusement, certaines sections locales comme celle de La Louvière rachètent leur Maison du Peuple.

La vie coopérative est encore représentée par les pharmacies en nombre croissant de la Maison des Mutuellistes qui compte parmi ses pharmaciens A. LE ROI, Bourgmestre de Binche.

En outre, l'Imprimerie Coopérative Ouvrière poursuit son activité et travaille en collaboration avec la maison d'éditions LABOR toujours animée par A. ANDRÉ qui compte sur la collaboration de J. FAUCONNIER, échevin de Morlanwelz.

2.4. La presse socialiste

Elle aussi connaît de grosses difficultés financières mais elle est restée active grâce à la fusion du *Peuple* avec *Le Journal - Indépendance* en 1974.

L'équipe des journalistes (JACQUES FAVART, ANDRÉ RITS, FRANÇOISE ZONNENBERG) par son dévouement et ses qualités professionnelles a contribué aussi à préserver cette présence. Le député permanent MAURICE HERLEMONT, ancien correspondant régional et son épouse PAULE en collaborant aux rubriques culturelles font de la presse socialiste régionale une référence en la matière par leurs critiques fines et avisées.

2.5. Présence et Action Culturelles

La vie culturelle a beaucoup évolué aussi notamment sous l'influence des media. De plus, la disparition du *Progrès* a entraîné celle de plusieurs groupements culturels.

Du C.R.E.O., du C.R.E.C. et des C.L.E.O., le P.A.C. a pris la relève avec beaucoup de bonheur.

Les organisations de haut niveau et conçues dans un esprit socialiste ne se comptent plus. Leur succès est dû à l'esprit d'initiative de son secrétaire général JEAN-POL BARAS de Morlanwelz, de responsables comme J.P. HUBERT, échevin de la Culture à La Louvière, mais aussi au dévouement de nombreux militants.

CONCLUSION

La vie socialiste dans les différents terroirs qui constituent les arrondissements de Soignies et de Thuin et qui donnent sa spécificité à la région du Centre varie peu de celle des autres régions. Elle est faite d'une mosaïque d'activités animées par de nombreux militants et mandataires. Parmi ceux-ci, nous en avons cité quelques-uns impliqués dans une branche du mouvement socialiste mais il ne faut pas oublier tous les autres, qu'ils soient fonctionnaires, enseignants, employés, ouvriers, indépendants ou agriculteurs qui se sont dévoués sans compter pour la cause des travailleurs.

Ils ont abordé tous les aspects de l'activité humaine en ayant sans cesse le souci d'améliorer les conditions économiques, sociales et culturelles des défavorisés et de créer l'esprit de solidarité.

On peut affirmer que le socialisme est à ce point enraciné dans le territoire faisant l'objet de cette étude qu'il est un élément important du patrimoine.

De plus, l'esprit socialiste n'y navigue pas dans les utopies. Le socialisme est concret, pragmatique.

Il est aussi un socialisme d'action et de ténacité. Les travailleurs sont souvent parmi les premiers à entreprendre un combat et les derniers à y mettre fin.

Il est le meilleur investissement pour les générations futures.

MICHEL DEBAUQUE
Bourgmestre de La Louvière

9 Notes biographiques

ON TROUVERA CI-DESSOUS des précisions biographiques – plus ou moins complètes selon les cas – sur une cinquantaine de militants importants évoqués dans les pages qui précèdent. Certaines absences étonneront peut-être le lecteur, mais il nous a bien évidemment fallu procéder à une sélection parmi les nombreux personnages cités dans le travail. Pour ne pas allonger démesurément cette annexe, nous avons choisi de retenir deux catégories de militants: d'une part les principaux parlementaires du POB et du PSB élus dans les deux arrondissements jusqu'en 1968, d'autre part quelques individualités marquantes qui jouèrent un rôle dans les débuts du mouvement socialiste régional ou dans son évolution avant la Seconde Guerre mondiale. Quelques noms feront exception à ces catégories.

ALEXANDRE ANDRE, né à Cuesmes en 1897, se mêla très jeune à l'action ouvrière. Chargé de la direction de l'Imprimerie Coopérative Ouvrière de La Louvière, il donna à cette société l'essor que l'on sait. Après avoir été échevin de l'Instruction à La Louvière, il fut appelé à siéger dans la Députation permanente du Hainaut en 1947 et devint président du Conseil provincial en 1962. Il présida également à la même époque la Fédération socialiste de Soignies, jusqu'en 1980.

HENRI ANDRIS, né en 1918, s'engagea dès son jeune âge dans le combat politique et syndical. Postier, ancien Résistant, il est appelé en 1952 au secrétariat de la Régionale FGTB du Centre. Il organise le mouvement de 1959, la grève générale de 1960, et accède au Bureau national de la FGTB en 1963; à ce titre, il représentera le syndicat à l'ONSS, à l'INAMI et à l'ONEM. Il devient en janvier 1979 président de l'Interrégionale Wallonne de la FGTB. Il préside également la Mutualité du Centre. Conseiller communal, échevin puis bourgmestre, HENRI ANDRIS assura le dernier mayorat de Haine-St-Paul jusqu'aux Fusions de 1976. Il renon-

ça à son poste de dirigeant syndical en octobre 1983.

LOUIS ARTOOS, né en 1870 et décédé en 1939. Ouvrier mineur puis employé à la coopérative *Le Progrès*, il fut élu secrétaire de la Fédération des Mineurs du Centre en 1895 et en devint le premier permanent à partir de janvier 1908 (jusque dans l'entre-deux-guerres); il se soucia particulièrement du développement de l'Office des accidents du Travail et, au contraire de beaucoup d'autres syndicalistes, ne rechercha pas de mandat politique.

EUGÈNE BERLOZ, né à Huy le 25 février 1853, y fit ses études d'instituteur qu'il acheva en 1872. Nommé d'abord à Seraing, c'est là qu'il adhéra au socialisme, donna sa première conférence (1878) et devint pour la première fois président d'une organisation ouvrière (une boucherie coopérative). Il arriva à Morlanwelz, toujours comme instituteur, en avril 1890 et se lança plus encore dans la politique active. Il mena la liste socialiste en Thudinie aux élections législatives d'octobre 1894 mais ce n'est que le 13 janvier 1895, à la faveur d'un scrutin partiel, qu'il entra à la Chambre. Constamment réélu ensuite, BERLOZ fut le représentant de Thuin durant près de 40 ans, jusqu'en 1932. C'est aussi jusqu'à cette date qu'il siégea au Conseil communal de Morlanwelz (avec une interruption de 1903 à 1910), où il avait été élu en 1896; remplissant les fonctions d'échevin dès 1917, il devint en 1921 le premier bourgmestre socialiste de cet ancien fief libéral que les Warocqué avaient dirigé pendant plus d'un siècle. BERLOZ fut également le fondateur, en 1897, de *L'Éclaireur socialiste*, qu'il anima jusqu'en 1914. L'ancien chef de file des socialistes thudiniens mourut le 20 janvier 1937.

LOUIS BERNARD, né à Lobbes le 26 novembre 1878, milita dans les rangs du POB dès la fin du XIXe siècle et fut la principale cheville ouvrière de toutes les organisations socialistes de sa localité, une commune modèle à cet égard en Thudinie. Seul conseiller communal socialiste élu en 1911, il devint bourgmestre de Lobbes dix ans plus tard; il avait alors quitté l'usine et était devenu directeur-gérant de la coopérative locale. Il dirigea sa commune jusqu'en 1959, sauf de 1926 à 1938 et pendant la seconde occupation. LOUIS BERNARD fut sénateur de Charleroi-Thuin de 1936 à 1950; il mourut le 2 mai 1959.

FÉLIXA BLONDIAU, épouse WART. Née à Haine-St-Paul le 19 février 1875 et décédée en 1958. Véritable autodidacte. À peine âgée de 16 ans, elle participa à la fondation du cercle dramatique du *Progrès* et en 1904, elle forma un groupe artistique féminin, *La Plébéenne*. Elle joua longtemps dans le Centre sur les différentes scènes des Maisons du Peuple, et fut reconnue comme actrice exceptionnelle. Elle se lança aussi dans la carrière littéraire, dès 1894, et publia de nombreuses poésies et quantité de pièces de théâtre à thèmes socialistes, apportant ainsi une importante contribution au répertoire du théâtre militant. Elle se distingua également par ses qualités d'oratrice et fut une des meilleures conférencières socialistes. Elle avait épousé le (futur) directeur du *Progrès* FRANÇOIS WART.

RENÉ BRANQUART, Dr en médecine. Né à Hennuyères le 14 mai 1871, il s'installa à Braine-le-Comte après ses études à l'Université de Bruxelles. Collaborateur de la presse socialiste, il publia aussi diverses brochures politiques. À 25 ans, alors qu'il était encore étudiant, il fut élu au Conseil provincial où il siégea de 1896 à 1899. Entré au Conseil communal de Braine-le-Comte en 1900, il y demeura jusqu'à sa mort (avec une interruption de 1908 à 1912); échevin en 1922, il devint bourgmestre cinq ans plus tard. Il succéda à OSCAR PAQUAY à la Chambre en août 1899, ne fut pas réélu en 1900, retrouva son siège de 1902 à 1904 puis de 1912 à 1932. À cette date, il fut élu sénateur provincial. RENÉ BRANQUART mourut, étant toujours sénateur-bourgmestre, le 12 juin 1936.

RENÉ BUREAU, Dr en médecine. Né à St-Léger (Hainaut) le 1er avril 1871, il s'installa à Ecaussinnes en 1894 après avoir achevé ses études à l'Université de Bruxelles, et s'orienta vers la chirurgie. Militant socialiste, il est élu conseiller communal en 1912 (siège jusqu'en 1922); il fait partie du Conseil provincial dès 1908 (et jusqu'en 1929) et de la Députation permanente de 1922 à 1929. En 1921, il est un des fondateurs de la clinique des Mutualités socialistes du Centre à La Hestre et en assure la direction jusqu'à sa mort le 24 février 1934.

MAX BUSET: le futur président du PSB naît à Fayt-lez-Manage le 31 mars 1896 dans une famille ouvrière; après des études à l'école moyenne, il suit les cours de l'école industrielle de La Louvière et y apprend le dessin; il est engagé comme dessinateur aux Ateliers de Haine-St-Paul puis à la Franco-Belge à La Croyère. Après la Première Guerre mondiale, il fréquente l'Université de Bruxelles, grâce à une bourse de la Centrale d'Éducation Ouvrière, et y obtient le diplôme de licencié en Sciences économiques; grâce à une autre bourse du POB, il suit durant quelques mois, en 1921, les cours du Ruskin College (l'école supérieure du Labour Party). En octobre de la même année, il devient professeur à l'École Ouvrière Supérieure et le reste jusqu'en 1929, date à laquelle il succède à ARTHUR JAUNIAUX au secrétariat de la Centrale d'Éducation Ouvrière, qu'il réorganise complètement. C'est à l'occasion des grèves de l'été 1932 que BUSET se lance dans la politique active: on le voit partout en Hainaut durant cette période, et comme il prend des positions fort nettes et audacieuses – tranchant sur le discours des dirigeants syndicaux et en même temps „coupant l'herbe sous le pied" des militants communistes – il y acquiert une grande popularité. En novembre suivant, il est élu député de Thuin. Étant à la direction du journal *Plan*, il joue ensuite un grand rôle dans la propagande pour le Plan du Travail. Il donne également une nouvelle impulsion au Bureau de documentation du POB à partir de 1934. Il joue aussi un grand rôle dans l'action de soutien aux républicains espagnols après le déclenchement de la guerre civile en 1936; il visite le front des armées républicaines en Espagne et, au pays, s'occupe activement de l'aide à cette armée ainsi qu'aux réfugiés. À la veille de la guerre, BUSET anime *La Revue Socialiste* – dont le premier numéro est sorti en mars 1939 – et il y prend le contrepied de la campagne neutraliste menée par DE MAN dans son hebdomadaire *Leiding*. Le député de Thuin gagne l'Angleterre en mai 1940 et participe à l'effort allié contre le nazisme. Chargé du rapatriement, à la Libération, il ne rentre pas immédiatement au pays. En octobre 1945, il est élu président du PSB: il dirige le travail de réorganisation et de reconstruction du Parti et, en 1949, est à l'origine de la création de l'Action Commune socialiste. Il est nommé ministre d'État en juillet 1948. C'est sous sa présidence que le Parti obtient, en 1954, ses meilleurs résultats électoraux de l'après-guerre. Peu ouvert aux revendications fédéralistes d'une partie des socialistes wallons, c'est de Bruxelles que MAX BUSET tient fermement la barre du Parti unitaire jusqu'à sa mort le 28 juin 1959. Il avait constamment représenté les socialistes thudiniens à la Chambre pendant plus d'un quart de siècle et joué, dans la Fédération de Thuin, le même rôle dominant que BERLOZ avant 1932.

EMILE CAMBIER, né à Haine-St-Paul le 16 août 1881 et décédé le 1er janvier 1962; échevin de Haine-St-Pierre en 1921, et bourgmestre de 1946 à sa mort, CAMBIER siégea à trois reprises au Sénat comme élu de Charleroi-Thuin: de 1932 à 1936, de novembre 1951 à mai 1952 (en remplacement de L. MATAGNE décédé) et de mai 1955 à 1958 (en remplacement de J.B. CORNEZ décédé).

JULES CASTERMAN, né à La Hestre le 1er septembre 1877 et y décédé le 4 mars 1958. Ouvrier métallurgiste, il adhère au Syndicat des métallos de La Hestre en mai 1901 et entre aussi-

tôt dans le comité de la Fédération des métallurgistes du Centre: il en devient le premier secrétaire permanent en juin 1905 et le reste jusqu'à la fin de 1937 (il sera ensuite président de la Fédération). Élu conseiller communal en 1908, il devint bourgmestre de La Hestre en 1922 et occupa ce poste jusqu'en 1952. CASTERMAN siégea également au Sénat, en tant que sénateur provincial, de 1921 à 1949.

FERDINAND CAVROT, né à Erbisoeul en mai 1844. Ouvrier mineur à Mariemont, il fut un des plus actifs propagandistes socialistes lors des débuts du mouvement ouvrier dans le Centre, à l'époque de l'Internationale puis lors des débuts du *Progrès*. Il siégea au Conseil communal de La Hestre dès 1887 (et jusqu'en 1900). Il fut élu député de Charleroi en 1894 et resta membre du Parlement (avec une interruption de 1904 à 1908) jusqu'à sa mort en septembre 1918.

JOSEPH CLERBOIS, facteur des Postes, né vers 1864, fonda la mutualité et la Ligue ouvrière de Soignies ainsi que la coopérative *La Concorde* en 1887, dont il devint secrétaire-comptable. Conseiller communal dès 1904, il fut le premier bourgmestre socialiste de Soignies après l'armistice, et mourut en août 1923.

MARCEL COLLART, né le 6 mai 1909 à Lessines, contrôleur du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale. Conseiller communal de Deux-Acren à partir de 1958, il en devint bourgmestre en 1968. Député de Soignies de 1958 à 1968, il fut élu sénateur provincial à cette date.

HECTOR CONREUR, né à Binche vers 1867, est le fils d'AUGUSTE CONREUR (fondateur du Cercle des Libres Penseurs du Centre). La famille CONREUR s'installe à La Louvière vers 1875. HECTOR sera un membre actif du PSR et inculpé dans le procès du „Grand Complot". Rallié ensuite au POB, il devient secrétaire de la Fédération de Soignies en 1898 et le reste jusqu'en 1919. Tailleur d'habits, il obtiendra la gérance du magasin de draperies et confections ouvert par le *Progrès* en 1902 à Houdeng-Goegnies, puis du magasin de La Louvière (1909). Il est aussi alors l'élément moteur de la Fédération des Sociétés de Libre Pensée du Centre. Il meurt le 17 avril 1939.

PAUL CONREUR. Frère du précédent, né à Binche également, vers 1864. Secrétaire du PSR, PAUL CONREUR deviendra le véritable lieutenant d'ALFRED DEFUISSEAUX dans le Centre. Il sera condamné à un an de prison pour avoir conspué LÉOPOLD II lors de la visite du Roi à La Louvière en juin 1888 (inauguration de l'ascenseur de Houdeng). Comme son frère, PAUL CONREUR sera inculpé dans l'affaire du „Grand Complot". Lui aussi se rallie plus tard au POB, mais il en est exclu à deux reprises. Il s'expatrie alors au Congo puis en Argentine, d'où il continue d'envoyer des correspondances au *Peuple*. Rentré en Europe en 1914, il meurt à La Louvière le 13 février 1946.

EUGÈNE DEBAISE, ouvrier mineur né à Havré le 20 octobre 1905, élu conseiller communal de Strépy-Bracquegnies, devient conseiller provincial en 1949. Il ne le reste guère longtemps puisqu'en juin 1950, il remplace le Louviérois ROGER ROCH (démissionnaire trois semaines après son élection) au Sénat. EUGÈNE DEBAISE (qui est également président de la Centrale des Mineurs du Centre de 1948 à 1960) restera sénateur de l'arrondissement de Soignies jusqu'à sa mort accidentelle le 13 février 1962. L'échevin de Soignies FERNAND VINET (né le 20 octobre 1899, membre du Conseil communal depuis 1946 et échevin en 1953) le remplace durant quelques mois, jusqu'à son propre décès le 11 novembre 1962.

CHARLES DELIÈGE, confectionneur né le 8 mai 1901 à Binche, entre au Conseil communal de sa ville natale en 1939. En 1947, il devient bourgmestre de celle-ci à la tête d'une coalition démocratique; il se dévouera pour sa cité jusqu'à sa mort. Ses activités politiques le conduiront aussi au Conseil provincial où il siégera de 1946 à 1958, y occupant la vice-présidence à partir de 1952. CHARLES DELIÈGE devient sénateur

lors du scrutin de mars 1961 qui suit la grande grève. Les coups du sort s'acharneront sur sa personne; après avoir été hospitalisé durant deux ans (de 1962 à 1964), il reprendra ses obligations politiques malgré un grave handicap physique. Le sénateur-bourgmestre de Binche meurt le 2 septembre 1970. L'échevin d'Anderlues ARTHUR MEUNIER achèvera son mandat et siégera ensuite jusqu'en 1981.

FERNAND DELMOTTE, né le 24 juillet 1920 à Jeumont en France (où son père avait dû s'exiler après avoir eu quelques heurts avec la gendarmerie lors de manifestations socialistes) ne revint en Belgique qu'en 1936. Entré comme technicien en mécanique à la centrale électrique de Deux-Acren, il y fonde une section syndicale. Il devient bourgmestre de Lessines en 1959 et, fin 1962, il entre au Sénat pour achever le mandat d'EUGÈNE DEBAISE poursuivi par FERNAND VINET. Il est appelé à remplir les fonctions de Ministre secrétaire d'État à l'Économie régionale wallonne dans le gouvernement EYSKENS-COOLS en juin 1968, jusqu'aux élections de novembre 1971; il est ensuite Ministre des Communications dans le second gouvernement EYSKENS-COOLS (janvier à octobre 1972). Il devient membre du Parlement Européen en 1973 (il y siégera comme élu direct de 1979 à 1982) et à partir de 1978 il assume la tâche de chef de groupe du P.S. du Sénat.

LOUIS DESMET, né à Fayt en 1900, fut travailleur manuel pendant la Première Guerre tout en poursuivant des études techniques et commerciales à La Louvière. Entré au secrétariat de la Centrale d'Education Ouvrière en 1920, il devient comptable à l'Imprimerie Coopérative Ouvrière en 1922 et est nommé secrétaire général de l'Union des Coopératives du Centre dix ans plus tard. Après la reprise de l'UDC par le *Progrès* en 1935, il reste au service de la coopérative de Jolimont dont il deviendra le directeur-gérant après la Seconde Guerre. Conseiller communal de Fayt de 1926 à 1936 et à nouveau en 1952, il siège au Sénat en qualité de sénateur provincial de 1950 à 1965.

VITAL DUBOIS, né en 1890 à La Buissière et y décédé en janvier 1963. Ouvrier métallurgiste, il milite dès sa jeunesse dans les rangs du mouvement syndical de la Thudinie et du Nord de la France. Il crée au lendemain de la Première Guerre le secteur des frontaliers de la Centrale des Métallurgistes, dans l'arrondissement de Thuin, secteur rattaché à la régionale de Charleroi. Il devient secrétaire permanent de cette dernière en 1933. VITAL DUBOIS était en outre un dirigeant mutualiste très actif et bourgmestre de sa commune natale.

LÉON DURAY, ouvrier métallurgiste né le 24 février 1890, entre au Conseil communal de Houdeng-Goegnies en 1921, est échevin en 1925 et bourgmestre à partir de 1934. Il siège au Conseil provincial de 1938 à 1946 puis au Sénat comme élu de Soignies, de 1946 à 1958. Il est toujours bourgmestre de Houdeng à sa mort le 11 juillet 1960.

EMILE DURET, né à Stépy-Bracquegnies le 28 mars 1890, entre au Conseil de sa commune natale en 1921 et en même temps au Collège échevinal, il est nommé bourgmestre dix ans plus tard et le reste jusqu'en 1968. Député de 1950 à 1954, il siège au Sénat en qualité d'élu provincial de 1954 à 1958. Il meurt le 23 décembre 1960.

ROBERT DUTERNE, né à Leers-et-Fosteau le 27 novembre 1897, secrétaire communal, est bourgmestre de sa commune de 1953 à 1964. En 1949, il est élu sénateur de Thuin et le reste jusqu'aux élections de 1961.

ARTHUR FOCAN. Né à Schaerbeeck le 9 juin 1883, décédé le 5 octobre 1935. D'abord ouvrier typographe (1896 à 1904), il fut ensuite employé au *Progrès* jusqu'en 1919. À l'armistice, il succéda à HECTOR CONREUR en tant que secrétaire de la Fédération socialiste de Soignies, ce jusqu'en 1927. Après avoir été échevin puis bourgmestre de Houdeng-Aimeries (1912-1926), il devint Conseiller provincial. Journaliste, il collabora au *Peuple* et à la presse socialiste régio-

nale; il publia également plusieurs brochures, des revues et des pièces de théâtre et fut enfin le président de la RESEF du Centre.

ALBERT FRANÇOIS, né à Rance le 11 mars 1879 et décédé à Uccle le 24 janvier 1946. Docteur en droit diplômé de l'Université de Bruxelles, il avait publié au début du siècle deux études sur *MICHEL BAKOUNINE* et *ELISÉE RECLUS*. Avocat à Bruxelles pendant quelques années, il était entré ensuite dans les affaires de la banque paternelle mais abandonna tout rôle dans la finance lors de son élection comme sénateur de Thuin en 1921; il participait depuis longtemps, comme conférencier, à la vie politique du POB. À la suite de divergences, il renonça à son mandat de sénateur en 1936 et se retira de la politique.

ROGER GAILLIEZ, aujourd'hui secrétaire général du Parti Socialiste, est né à Péronnes le 8 décembre 1930. Il avait succédé à HECTOR ROLAND en 1962 au poste de secrétaire de la Fédération de Soignies et siégea au Parlement de 1963 à 1965 pour y achever le mandat de JOSEPH MARTEL.Il fut bourgmestre de Péronnes et est encore conseiller communal de Binche.

VICTOR GHISLAIN, né à St-Vaast le 18 février 1868, s'installe comme imprimeur à La Louvière en 1894. Élu conseiller communal en 1899, il est désigné comme échevin en 1914 et appelé en 1919 aux fonctions de bourgmestre. Il présida aux destinées de la capitale du Centre jusqu'en 1952 et siégea aussi au Conseil provincial. En 1920, il était devenu secrétaire de la Fédération des Mutualités du Centre, poste dont il démissionna en 1934. FIDÈLE MENGAL lui succéda au porte de bourgmestre de La Louvière.

ELIE HAINAUT, né le 14 juillet 1868 à Merbes-le-Château, conseiller communal à Binche en 1921, remplaça EUGÈNE ROUSSEAU à la Chambre en 1920 mais ne fut pas réélu en novembre 1921. Il mourut peu après, le 3 juillet 1922.

GEORGES HAINE, né le 20 décembre 1907 et décédé le 25 juillet 1967. Il ne s'agit certes ni d'un parlementaire, ni d'un militant antérieur à la Seconde Guerre, mais on ne peut dans cet ouvrage passer sous silence un des grands dirigeants nationaux que le Centre a fournis au mouvement syndical socialiste. Tourneur aux Ateliers du THIRIAU à La Croyère, GEORGES HAINE était devenu secrétaire régional des Métallurgistes du Centre à la Libération. Il fut appelé au secrétariat national de la Centrale des Métallurgistes en 1947 et mit un terme à son mandat en mars 1964.

EMILE HERMAN n'eut certes pas une carrière politique d'envergure nationale, mais c'est le militant fidèle que nous voulons mettre en exergue. Né à Fayt-lez-Manage dans une famille de sept enfants le 16 décembre 1846, on le met à l'usine à l'âge de 9 ans. En 1869, 1870, 1871, il participe à la fondation de toutes les organisations ouvrières: section de l'Internationale *La Solidarité*, magasin coopératif, Union des Métiers, Maison du Peuple de Jolimont... Il est encore parmi les fondateurs du *Progrès* en 1886. Il entre au Conseil communal de Fayt en 1890, et sera nommé bourgmestre en 1919. Ce pionnier du mouvement ouvrier dans le Centre vécut suffisamment pour assister à Bruxelles aux fêtes jubilaires du POB en août 1935, à l'âge de 89 ans. Mais „le grand-père du Parti Ouvrier" mourut quelques jours plus tard; il avait été présent pendant deux tiers de siècle dans toutes les luttes et manifestations du Centre socialiste.

GASTON HOYAUX, né à Leval-Trahegnies le 7 février 1894, commence sa carrière comme instituteur, de 1914 à 1918. Il quitte l'enseignement pour le journalisme après l'armistice, devenant rédacteur du *Peuple* pour le Centre. Il milite aussi dans les rangs des JGS et en sera secrétaire national de 1921 à 1925. Elu Conseiller communal à Haine-St-Paul, il sera échevin de 1926 à 1938 puis à nouveau en 1946, et enfin bourgmestre en 1953. Elu député de l'arrondissement de Soignies en 1932, il le restera jusqu'en 1961. Il continua son combat dans la clandestinité pendant l'occupation: arrêté, il sera incarcéré à Breendonck puis déporté à Buchenwald et vivra, selon le titre d'un de ses ouvrages, „32 mois sous la matraque des SS". Avant la guerre surtout, HOYAUX avait donné une grande impulsion aux Comités de presse socialistes créés dans le Centre, qui devinrent particulièrement actifs. Il avait aussi publié plusieurs ouvrages sur les oeuvres et les luttes socialistes dans la région *(Dans le Centre rouge..., Les grèves dans le Centre...)*. Président, entre autres, du cercle dramatique du *Progrès*, il avait écrit une cinquantaine de pièces de théâtre et de revues pour celui-ci, pièces qui eurent beaucoup de succès et firent partie de la culture populaire. HOYAUX prit une part active dans les premiers Congrès des socialistes wallons en 1938-39. Il mourut le 28 mars 1968.

LÉON HUREZ, fils d'ouvrier mineur, est né à Strépy-Bracquegnies le 3 juin 1924; orphelin de mère, il perd son père dans la tourmente de 1940. Il obtient néanmoins les diplômes d'instituteur, puis de régent. Enseignant aux écoles moyenne, industrielle et d'apprentis mineurs de Houdeng-Aimeries, il milite intensément dans les organisations socialistes locales et, en tant que responsable régional CGSP des enseignants, il prend une part très active à la grande grève. Il est élu député de l'arrondissement de Soignies en mars 1961. Vice-président du MPW du Centre, il manifeste à plusieurs reprises son opposition à la politique du gouvernement et du Parti, ce qui lui vaut d'être sanctionné à trois reprises en 1962-1963. Sous son impulsion, la Fédération de Soignies prend, au cours des années 60, des positions qui la placent souvent dans la minorité du Parti. LÉON HUREZ sera élu président du Comité permanent des Fédérations socialistes wallonnes en octobre 1971. Il devient Ministre de l'Education nationale en janvier 1972 dans le second gouvernement EYSKENS-COOLS. Il est un des coprésidents de la „Commission des 34", au début de 1977, chargée de faire progresser le dialogue communautaire et en juin suivant, il accède au poste de Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique dans le gouvernement TINDEMANS IV associant sociaux-chrétiens, socialistes, FDF et Volksunie après la conclusion du célèbre Pacte d'Egmont. LÉON HUREZ, qui était devenu bourgmestre de Bracquegnies en 1965, fut aussi le premier bourgmestre du „grand La Louvière" après les fusions de communes et les élections de 1976. Il renonça à son mandat de député en 1981, et au poste de bourgmestre en 1984. LÉON HUREZ fut aussi président du Conseil culturel francophone, et le premier président du Conseil Régional Wallon.

FLORIMOND JACOB, né à Ghoy le 11 mars 1882 et décédé le 16 décembre 1943 à Deux-Acren, fut un des rares coopérateurs qui sous la conduite du Dr. DEWATRIPONT, tentèrent d'organiser les cultivateurs du canton de Lessines au début du siècle. Il dirigea le moulin du *Progrès agricole* dès sa fondation en 1911 et fut également à l'origine de *l'Économie ouvrière* de Deux-Acren. Il entra au Sénat le 12 février 1939 pour achever le mandat du sénateur VINCENT VOLCKAERT (Bruxellois représentant Soignies à la Haute Assemblée depuis 1920). FLORIMOND JACOB avait été élu conseiller communal en 1921 et fut échevin de Deux-Acren de 1927 à 1938.

ARTHUR JAUNIAUX est né à Haine-St-Paul le 4 octobre 1883. Il milite très tôt dans les rangs des JGS, crée et anime la revue mensuelle *La jeunesse, c'est l'avenir*, est même inculpé en 1913 pour un article antimilitariste paru dans *La Caserne*. Mais JAUNIAUX, c'est surtout le militant mutualiste. Il occupe le secrétariat de la Fédération des mutualités du Centre de 1909 à 1914, et fonde en 1913 l'Union nationale des mutualités socialistes dont il sera la cheville ouvrière et qui atteindra, de son vivant, un million de membres. Il se consacrera aussi, autant que faire se peut, aux autres branches de l'action socialiste, et notamment à la Centrale d'Éducation Ouvrière dont il fut secrétaire général après la Pre-

mière Guerre et jusqu'en 1929. Le „premier mutualiste de Belgique" siéga au Sénat en qualité de sénateur coopté de 1925 à sa mort, le 22 septembre 1949.

EVENCE JENNARD, né à Houdeng-Aimeries le 24 avril 1908, est professeur à l'École normale de Morlanwelz jusqu'en 1954, ensuite fondateur et directeur de l'École technique et professionnelle des mines du Centre (et directeur de l'École industrielle et commerciale de Houdeng depuis 1950). Militant dans tous les groupements socialistes de l'arrondissement dès les années '30, il deviendra membre des exécutifs de la Fédération de Soignies, de l'Action Commune du Centre et de la CGSP-Enseignement du Centre. Il est élu sénateur en mars 1961 et siège jusqu'en 1965.

GASTON JUSTE, né le 3 avril 1897 à Grand-Reng, conseiller communal en 1932, échevin jusqu'en 1938, ensuite bourgmestre; il siège au Conseil provincial à partir de 1936 et, à la Libération, il succède à ERNEST PETIT à la Chambre. GASTON JUSTE sera député de Thuin durant plus d'un quart de siècle, jusqu'en novembre 1971 – date à laquelle WILLY BURGEON le remplace au Parlement.

GEORGES KEUWET, né à Thuillies le 2 juin 1899, est d'abord ouvrier tourneur dans plusieurs usines métallurgiques du Centre. Militant très actif, il devient vite délégué d'usine et secrétaire de la section des métallurgistes de La Croyère; il poursuit en même temps des études à l'École Ouvrière Supérieure, où il obtient un diplôme d'auxiliaire social. Il est nommé en 1925 secrétaire des Mutualités de retraite socialistes et syndicales du Centre. En avril 1930, il est appelé au poste de secrétaire général de la Centrale des Métallurgistes et présidera aux destinées de celle-ci jusqu'à sa mort le 27 juin 1947. GEORGES KEUWET était également président des Métallos du Centre, et échevin des Travaux à La Louvière.

HENRI LEONARD, ouvrier forgeron né à Seneffe le 22 mars 1862 et domicilié à La Hestre, milite très tôt dans les rangs du POB. De 1888 à 1894, il sera secrétaire-trésorier du *Progrès* de Jolimont. Élu député de l'arrondissement de Charleroi en 1894, il le restera jusqu'à sa mort le 22 août 1926, jouant durant ces trente années un rôle essentiel dans le mouvement socialiste carolorégien.

VITAL LIMBOURG, né en 1862 à Bracquegnies, entre en 1886 dans les groupes du Parti Ouvrier et s'occupe spécialement de l'organisation des mineurs de sa localité. En 1890, ses activités lui valent d'être chassé du charbonnage; il trouve refuge au *Progrès*, où il sera employé pendant douze ans avant de devenir directeur de la brasserie coopérative de Bracquegnies. Il est élu conseiller communal dès 1895 et conseiller provincial en 1912. En 1921, il conduit la liste socialiste qui emporte 9 sièges sur 11 au Conseil communal, et devient bourgmestre. Il meurt le 30 mai 1931. VITAL LIMBOURG était le plus ancien correspondant du *Peuple*.

JULES MANSART, né à Bois-d'Haine le 29 mai 1862 et décédé à St-Gilles le 24 juin 1944, est d'abord ouvrier mineur au charbonnage de Marie-Mont; il sera d'ailleurs président de la Fédération des Mineurs du Centre après en avoir été le trésorier de 1890 à 1910. En 1886, il est parmi les fondateurs du *Progrès* et est employé dès cette époque par la coopérative socialiste. Il s'occupera alors surtout des Mutualités du Centre dont il assure le secrétariat jusqu'en 1909, puis en devient président. Élu conseiller communal à La Louvière en 1896, il est échevin faisant fonction de bourgmestre jusqu'en 1904. Il représente l'arrondissement de Soignies à la Chambre d'octobre 1894 à 1902 et de 1904 à 1932; il s'y signalera à l'occasion de nombreuses propositions de loi en faveur des mineurs. Président de la Fédération de Soignies, MANSART fut également un des directeurs de la *Prévoyance Sociale* (de 1910 à 1921) dont il était un des fondateurs.

ERNEST MARTEL, né le 5 mai 1880 à Ecaussinnes-d'Enghien, devient carrier après avoir été quelque temps

porteur de télégrammes. Il se fait remarquer au sein du syndicat local de la Pierre, dont on lui confie le secrétariat en 1905. Deux ans plus tard, il est secrétaire de la Fédération hennuyère des carriers et en 1913, il succède à Denis à la tête de la Fédération nationale, future Centrale des Travailleurs de la Pierre. MARTEL joue également un rôle dans le mouvement coopératif (*L'Union Ecaussinnoise*) et politique: entré au Conseil communal en 1912, il devient bourgmestre d'Ecaussinnes en 1921; il le reste jusqu'en 1929, date à laquelle il est élu conseiller provincial et aussitôt nommé Député permanent. Outre son écharpe de bourgmestre, il cède aussi à ce moment le secrétariat de la Centrale de la Pierre. MARTEL meurt le 15 décembre 1937.

JOSEPH MARTEL, fils du précédent, né à Ecaussinnes le 5 mai 1903, passe sa jeunesse dans le sillage des ouvriers carriers. Après des études à l'Université du Travail à Charleroi, il s'installe à Braine-le-Comte. Militant JGS, il devient membre du Comité national puis président national du mouvement. Fin 1927, il est appelé au poste de secrétaire de la Fédération socialiste de Soignies. Élu conseiller communal en 1932, il accède à l'échevinat deux ans plus tard. Après cinq années de captivité en Allemagne durant la guerre, il retrouve sa place au Collège échevinal et, en 1947, devient bourgmestre. MARTEL avait été élu député en 1936; son premier mandat s'était achevé en 1939. Il réintégra le Parlement dix ans plus tard exactement et fut ensuite constamment réélu; il devint vice-président de la Chambre en 1958. Wallon dans l'âme, MARTEL manifesta ses sentiments régionalistes dès la fin des années '30 et à de nombreuses reprises par la suite. Lors de la grande grève, il présida la réunion des élus socialistes wallons à St-Servais (13 janvier 1961), qui proclama le droit pour la Wallonie de disposer d'elle-même. JOSEPH MARTEL mourut le 12 avril 1963.

THÉOPHILE MASSART, né à Fayt le 26 novembre 1840, est la figure dominante des débuts de l'organisation socialiste dans le Centre. Ouvrier forgeron, il milite dans les rangs de la Ire Internationale. Il sera secrétaire-trésorier de *La Solidarité* de Fayt, et de l'Union des Métiers du Centre, ayant participé à leur fondation. En 1872, il acquiert pour l'Union des Métiers le bâtiment de Jolimont qui sera la première Maison du Peuple du pays. L'idée de la coopération le guide dès cette époque. Ses efforts dans ce domaine aboutissent à la création du *Progrès* en 1886: il en sera le directeur jusqu'à sa mort le 11 mars 1904, se consacrant exclusivement à la défense et au développement de son oeuvre dont il fera la plus importante boulangerie coopérative du pays. Élu conseiller communal à La Hestre en 1890, MASSART fut aussi le premier socialiste à pénétrer (en 1892) au Conseil provincial du Hainaut.

ARTHUR MEUNIER, monteur, militant syndical, ancien prisonnier de guerre, né en 1914 à Leval-Trahegnies; échevin d'Anderlues de 1959 à 1964 et depuis 1977; il succéda à CHARLES DELIÈGE au Sénat en septembre 1970 et siégea à la Haute Assemblée jusque fin 1981, soit comme élu direct (1970-71 et 1974-78) soit en tant que Sénateur provincial (1971-74 et 1979-81).

OSCAR PAQUAY est né à Lessines le 5 décembre 1851 dans une famille de la bourgeoisie catholique. Après ses humanités au Collège d'Enghien, il obtient un graduat en lettres à Anvers. Il séjourne ensuite une dizaine d'années en Angleterre (comme professeur et traducteur) et rentre à Lessines en 1889. Il y organise les débuts de l'organisation socialiste, participant à la fondation de la Ligue locale, du syndicat des carriers, de la coopérative *La Sociale*. Élu député en 1894, réélu quatre ans plus tard, il meurt le 20 juillet 1899.

ERNEST PETIT, né le 25 octobre 1886 à Fontaine l'Évêque, entre aux Chemins de fer en 1905. Militant socialiste et syndical, il est élu le 25 novembre 1918 secrétaire de la section du Centre du syndicat national des cheminots; il est alors chef de

station adjoint à la gare de Haine-St-Pierre. Ses activités syndicales lui vaudront d'être mis à pied par le ministre NEUJEAN en 1923. Il n'obtiendra justice dans cette affaire qu'après son élection à la Chambre comme député de Thuin en avril 1925. Devenu bourgmestre de Carnières, il siégera quinze ans au Parlement. Il meurt le 15 février 1942.

YVONNE PRINCE, née à Damprémy le 7 juillet 1910, milite dès l'âge de 17 ans au sein des groupes de jeunesse et de la section locale du POB de Thuin. Après avoir obtenu son diplôme d'assistante sociale à l'École Ouvrière Supérieure, elle est employée à la Fédération des Syndicats du Centre puis travaille à la clinique socialiste de La Hestre. Devenue conseiller communal de Leval-Trahegnies, elle est élue secrétaire de la Fédération de Thuin en 1949, en remplacement de JOSEPH PAINBLANC. Ce poste est très rarement assumé par une femme à l'époque, dans l'ensemble du parti. Elle restera en fonction jusqu'au début de 1965 (date à laquelle ARTHUR BERTHET lui succède). YVONNE PRINCE siégea à la Chambre de novembre 1959 à 1965; elle avait achevé le mandat du Président MAX BUSET (après la démission de ROGER BAIZE) et avait été réélue en mars 1961.

HECTOR ROLAND est né en 1895. Ouvrier mouleur, il se lance très jeune dans l'action politique. Il est un des premiers diplômés de l'École Ouvrière Supérieure. Il joue un rôle important dans la Fédération de Soignies et le mouvement des Jeunes Gardes (dont il sera président national). S'étant affirmé comme une figure marquante de la gauche du POB, il est l'un des plus acharnés pourfendeurs de LÉON DEGRELLE, auquel il va porter la contradiction dans tous les meetings. Dès le début de l'occupation, il est un des principaux organisateurs de la Résistance socialiste en Hainaut; il prend part au Congrès socialiste clandestin de Burnet-Rivière. Il est appelé à siéger au sein du Bureau national du PSB. HECTOR ROLAND devient secrétaire de la Fédération de Soignies à la Libération; il refusera tout autre mandat national ou provincial, mais sera échevin des Oeuvres sociales à La Louvière. Il quitte son poste de secrétaire fédéral en 1962. À sa mort le 27 juin 1970, *Le Peuple* écrira qu'il fut „le plus généreux des hommes, le plus honnête des hommes politiques, le plus scrupuleux des camarades". HECTOR ROLAND était devenu après sa retraite la „conscience morale" de sa Fédération.

JULES ROLAND, ouvrier métallurgiste né à Haine-St-Pierre le 26 avril 1895, devint secrétaire permanent de la Fédération des Syndicats du Centre à sa fondation en 1922 et fit preuve d'une grande activité à ce poste durant toute l'entre-deux-guerres. Conseiller communal à La Louvière dès 1932, il est nommé échevin en 1938. Il siège au Sénat à partir de 1936. Il doit abandonner ses mandats à la Libération (JULES ROLAND s'est expliqué à ce sujet dans un *Mémoire* de 14 p. publié en 1946) mais est réélu conseiller communal en 1952 et retourne au Sénat de 1958 à 1961.

EMILE ROUSSEAU, ouvrier métallurgiste né à Fayt en 1859, entra au „Progrès" en qualité d'aide-boulanger dès la fondation de la coopérative en 1886. Il en devint trésorier en remplacement d'HENRI LÉONARD lors de l'élection de ce dernier à la Chambre en 1894, et succéda dix ans plus tard à THÉOPHILE MASSART à la tête de l'entreprise. EMILE ROUSSEAU mourut en 1928.

EUGÈNE ROUSSEAU, né à Jemappes le 18 décembre 1871, entra au service du *Progrès* après avoir été renvoyé de diverses usines de la région à cause de son activité de militant socialiste. D'ouvrier boulanger, il deviendra secrétaire général de la coopérative; il participa à la rédaction de l'*Histoire du socialisme et de la coopération dans le Centre* en 1894 et publia en 1911 *L'oeuvre d'une classe* à l'occasion du jubilé du *Progrès*. Premier secrétaire de la Fédération de Thuin, conseiller communal puis échevin à Haine-St-Pierre, il collabora au développement de toutes les oeuvres socialistes dans le Centre et en Thudinie. EUGÈNE ROUSSEAU fut élu député de Thuin en 1919 mais rompit très peu après avec le Parti et fut remplacé au Parlement par ELIE HAINAUT. Il mourut le 31 juillet 1922.

EMILE SCHEVENELS, né à Lessines le 5 août 1876 et y décédé le 5 janvier 1959, secrétaire de syndicat, élu conseiller communal en 1921, devint échevin l'année suivante et bourgmestre en 1929: il le resta jusqu'en février 1953. SCHEVENELS représenta l'arrondissement de Soignies à la Chambre, de 1921 à 1925 puis de 1929 à 1949.

YVON TRICOT, né à La Buissière le 11 octobre 1887 dans une famille ouvrière, travailla comme menuisier dès l'âge de 12 ans. À 15 ans, il était membre des JGS de sa commune, il en devenait secrétaire l'année suivante et commençait à collaborer à *L'Éclaireur socialiste*. Il fonda la mutualité de La Buissière en 1909. TRICOT fut nommé secrétaire permanent de la Fédération thudinienne en 1920 et anima celle-ci pendant toute l'entre-deux-guerres. Il mourut en 1955.

CAMILLE VANEUKEM, jeune militant originaire du Centre (il était secrétaire régional des JGS en 1933, quand il fut condamné à plusieurs mois de prison pour avoir incité les soldats à la désobéissance, lors d'un meeting) est une des principales figures de la Résistance socialiste. Secrétaire wallon de la Centrale d'Education Ouvrière, il est resté à Bruxelles en mai 1940 et a demandé en vain des directives aux leaders qui quittaient le pays. Dès juillet, il lance un journal illégal, *Le Clandestin*, qui deviendra en janvier 1941 *L'Espoir*. Assurant des liaisons régulières entre Bruxelles et la Province, VANEUKEM joue un rôle central dans la construction du mouvement socialiste clandestin. Mais il est arrêté le 26 novembre 1941: il mourra au camp de Mauthausen le 6 février 1943.

ABEL WART, ouvrier forgeron né à Fayt en 1853 et y décédé en 1889, fut un des premiers militants socialistes du Centre, dès la Ire Internationale, et le propagandiste de la Libre Pensée dans la région. Son fils FRANÇOIS (époux de FÉLIXA BLONDIAU) devint directeur du *Progrès* après la mort d'EMILE ROUSSEAU en 1928.

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT 5

AVANT-PROPOS 7

1. INTRODUCTION

DE LESSINES À CHIMAY: DEUX ARRONDISSEMENTS, TROIS „RÉGIONS", DES TRAVAILLEURS. 9

2. LE TEMPS DES PRÉCURSEURS (1835-1885) 15

CHAPITRE 1. DE LA RÉVOLTE À L'ORGANISATION 16
1. DES MOUVEMENTS RARES ET ISOLÉS 16
2. L'IMPLANTATION DE L'INTERNATIONALE 18

CHAPITRE 2. LES PREMIÈRES PIERRES DU SOCIALISME. . 22
1. LES RÉALISATIONS DE L'INTERNATIONALE 22
2. DE L'AIT AU POB 26

3. L'OEUVRE DES PIONNIERS (1885-1893) 31

CHAPITRE 1. L'ADHÉSION DU CENTRE AU POB ET LA LUTTE POUR LE S.U. 32
1. UNE FLORAISON FULGURANTE DE GROUPES SOCIALISTES 32
2. LES SOCIALISTES DIVISÉS: LE CENTRE „BASTION DU PSR" 34
3. LES SOCIALISTES RÉUNIFIÉS: LA CONQUÊTE DU DROIT DE VOTE 38

CHAPITRE 2. L'ÉCLOSION DES BRANCHES NON POLITIQUES DE L'ACTION SOCIALISTE. 42
1. LE DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION 42
2. LA DIFFICILE CROISSANCE DES SYNDICATS. 44
3. LES PROGRÈS DE LA MUTUALITÉ 46
4. LES AUTRES FORMES DE L'ACTION SOCIALISTE 47

CHAPITRE 3. TABLEAU D'ENSEMBLE DU SOCIALISME DANS LE CENTRE EN 1893 49

4. L'ORGANISATION DU SOCIALISME (1894-1914). 55

CHAPITRE 1. LA LUTTE POLITIQUE ET LES BATAILLES ÉLECTORALES 57
1. LE COMBAT POUR LA SUPRÉMATIE ET L'ÉGALITÉ POLITIQUES. 57
2. À L'ASSAUT DES HÔTELS DE VILLE ET DU CONSEIL PROVINCIAL 62

3. LES FÉDÉRATIONS D'ARRONDISSEMENT À LA VEILLE DE 1914 64

CHAPITRE 2. LE MOUVEMENT COOPÉRATIF: L'EFFLORESCENCE 66
1. LA „CITADELLE" DE JOLIMONT. 66
2. LES AUTRES COOPÉRATIVES À PROXIMITÉ DE JOLIMONT. 67
3. LA COOPÉRATION EN THUDINIE 68
4. LES COOPÉRATIVES DANS LE NORD DU CENTRE ET DE L'ARRONDISSEMENT DE SOIGNIES. 69

CHAPITRE 3. LES ORGANISATIONS SYNDICALES: DE LENTS PROGRÈS 71
1. LA FÉDÉRATION DES MINEURS DU CENTRE 71
2. LA FÉDÉRATION DES MÉTALLURGISTES DU CENTRE. . 72
3. LES ORGANISATIONS DES TRAVAILLEURS DE LA PIERRE 73

CHAPITRE 4. LES FÉDÉRATIONS MUTUELLISTES ET LES AUTRES ORGANISMES SOCIALISTES. 75
1. TROIS FÉDÉRATIONS DE MUTUELLES ET PLUS DE 25 000 MEMBRES 75
2. L'ÉVOLUTION DES STRUCTURES ET DE L'ACTION DES JGS. 76
3. LA PROPAGANDE PAR LA PRESSE ET L'ACTION CULTURELLE. 77

5. ENTRE-DEUX-GUERRES: DE L'ESPOIR À LA CRISE 89

CHAPITRE 1. LE GRAND ESSOR DES ORGANISATIONS SOCIALISTES. 91
1. LES FÉDÉRATIONS POLITIQUES ET LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX. 91
2. RELANCE ET CENTRALISATION DANS LES COOPÉRATIVES 92
3. LE „DÉCOLLAGE" SYNDICAL DANS LE CENTRE. 93
4. L'EXTENSION DES AUTRES BRANCHES DE L'ACTION SOCIALISTE 94

CHAPITRE 2. LA VIE POLITIQUE: DU CONSENSUS À LA CRISE 96
1. DU „FUSIL BRISÉ" AU DISCOURS DE TRIBOMONT (1921-1927). 96
2. CRISE ÉCONOMIQUE ET MONTÉE DES TENSIONS (1928-1934). 99
3. DES CONQUÊTES DE '36 AU TEMPS DES CRISES (1935-1940). 105

CHAPITRE 3. LES COOPÉRATIVES FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE 110

1. DANS LE CENTRE: L'„UNION DES COOPÉRATIVES" ET LE „PROGRÈS" 110
2. „LA SOCIALE" DE LESSINES ET LES COOPÉRATIVES VOISINES 112
3. LES COOPÉRATIVES DE L'ARRONDISSEMENT DE THUIN 114

CHAPITRE 4. LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET LES CONFLITS SOCIAUX 116
1. LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS, LES ACTIONS INTERPROFESSIONNELLES 116
2. LA CENTRALE DES MINEURS DU CENTRE DANS LES ANNÉES '30 121
3. LES AUTRES CENTRALES PROFESSIONNELLES 123

CHAPITRE 5. L'ÉVOLUTION DES AUTRES FORMES DE L'ACTION SOCIALISTE 125
1. MUTUALITÉS, GROUPES FÉMININS ET ACTION CULTURELLE 125
2. L'ÉVOLUTION DES JEUNES GARDES 127

6. UNE ÉTAPE TRAGIQUE: LA SECONDE OCCUPATION 131

7. LE PARTI SOCIALISTE, DE LA LIBÉRATION À LA RÉFORME DE L'ÉTAT (1945-1970). 135

CHAPITRE 1. LES PROBLÈMES DE L'APRÈS-GUERRE 136
1. L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE: RECONSTRUCTION ET RÉORGANISATION 136
2. RELANCE DE L'ACTION WALLONNE, CRÉATION DE L'ACTION COMMUNE. 139

CHAPITRE 2. L'ACTION SOCIALISTE DANS LES ANNÉES '50 142
1. LA PHASE DÉCISIVE DE L'AFFAIRE ROYALE 142
2. L'ÈRE DU CLIVAGE PHILOSOPHIQUE: LE PARTI SOCIALISTE CONTRE LE PSC 145
3. LES AUTRES BRANCHES DE L'ACTION COMMUNE DANS LE CENTRE 148

CHAPITRE 3. UNE RÉGION DÉJÀ EN CRISE, ET QUI SE BAT 152
1. LE DÉCLIN ÉCONOMIQUE DU CENTRE 152
2. LA MONTÉE DES TENSIONS 153
3. LE DÉROULEMENT DE LA „GRANDE GRÈVE" DANS LE CENTRE 156

CHAPITRE 4. LES ANNÉES '60: LA CRISE DE L'UNITÉ. 160
1. LES SOCIALISTES DU CENTRE ET LE GOUVERNEMENT LEFÈVRE-SPAAK. 160

2. COUP D'OEIL SUR L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU CENTRE. 166
3. VERS L'ÉTAT „COMMUNAUTAIRE ET RÉGIONAL". 168

8. POSTFACE PAR MICHEL DEBAUQUE 183

9. NOTES BIOGRAPHIQUES 193